

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

COUR D'ARBITRAGE

F. 2001 — 162

[C — 2000/21629]

Arrêt n° 136/2000 du 21 décembre 2000

Numéros du rôle : 1737, 1748, 1752 et 1753

En cause : les recours en annulation des articles 121 et 122, alinéa 2, de la loi du 25 janvier 1999 portant des dispositions sociales, introduits par l'a.s.b.l. Fédération belge des chambres syndicales de médecins et autres.

La Cour d'arbitrage,

composée des présidents M. Melchior et G. De Baets, et des juges P. Martens, A. Arts, R. Henneuse, M. Bossuyt et E. De Groot, assistée du greffier L. Potoms, présidée par le président M. Melchior,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet des recours*

Par requêtes adressées à la Cour par lettres recommandées à la poste les 26, 30 juillet et 4 août 1999 et parvenues au greffe les 27 juillet, 2 et 5 août 1999, un recours en annulation des articles 121 et 122, alinéa 2, de la loi du 25 janvier 1999 portant des dispositions sociales (publiée au *Moniteur belge* du 6 février 1999) a été introduit par l'a.s.b.l. Fédération belge des chambres syndicales de médecins, dont le siège social est établi à 1050 Bruxelles, chaussée de Boondael 6, boîte 4, (affaire n° 1737) F. Rodesch, demeurant à 1180 Bruxelles, avenue Groelstveld 23, L. Marcelis, demeurant à 1060 Bruxelles, avenue Docteur Cordier 23, C. Nemry, demeurant à 1190 Bruxelles, avenue Minerve 21, boîte 54, M. Dupont, demeurant à 1050 Bruxelles, avenue Louise 193, G. Andry, demeurant à 1380 Ohain, Chemin Fond Coron 13, A. Rauis, demeurant à 1180 Bruxelles, avenue Franklin Roosevelt 186, A. Unglik, demeurant à 1180 Bruxelles, avenue Maxime Van Praag 1, et J. Vanderick, demeurant à 1150 Bruxelles, avenue des Eglantines 21, (affaire n° 1748) l'a.s.b.l. Institut médical Edith Cavell – les cliniques Edith Cavell, de la Basilique et Lambermont, dont le siège social est établi à 1180 Bruxelles, rue Edith Cavell 32, M. Clemens, demeurant à 1170 Bruxelles, avenue de la Tenderie 34, et P. Sepulchre, demeurant à 3090 Overijse, Dreef 172 (affaire n° 1752) et le Groupement des unions professionnelles belges de médecins spécialistes, dont le siège est établi à 1050 Bruxelles, avenue de la Couronne 20, P. Rutten, demeurant à 6850 Offagne, rue Baron Poncelet 5, et J.-L. De Meere, demeurant à 1860 Meise, Sint-Elooiweg 60 (affaire n° 1753).

II. *La procédure*

Par ordonnances du 27 juillet 1999 et des 2 et 5 août 1999, le président en exercice a désigné les juges des sièges respectifs conformément aux articles 58 et 59 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage.

Les juges-rapporteurs ont estimé n'y avoir lieu de faire application dans ces affaires des articles 71 ou 72 de la loi organique.

Par ordonnance du 22 septembre 1999, la Cour a joint les affaires.

Les recours ont été notifiés conformément à l'article 76 de la loi organique, par lettres recommandées à la poste le 15 octobre 1999.

L'avis prescrit par l'article 74 de la loi organique a été publié au *Moniteur belge* du 11 novembre 1999.

Le Conseil des ministres, rue de la Loi 16, 1000 Bruxelles, a introduit un mémoire, par lettre recommandée à la poste le 2 décembre 1999.

Ce mémoire a été notifié conformément à l'article 89 de la loi organique, par lettres recommandées à la poste le 10 décembre 1999.

Des mémoires en réponse ont été introduits par :

- la partie requérante dans l'affaire n° 1737, par lettre recommandée à la poste le 8 janvier 2000;
- les parties requérantes dans l'affaire n° 1748, par lettre recommandée à la poste le 12 janvier 2000;
- les parties requérantes dans les affaires n^{os} 1752 et 1753, par lettre recommandée à la poste le 12 janvier 2000.

Par ordonnances du 23 décembre 1999 et du 29 juin 2000, la Cour a prorogé respectivement jusqu'aux 26 juillet 2000 et 26 janvier 2001 le délai dans lequel l'arrêt doit être rendu.

Par ordonnance du 30 mai 2000, la Cour a déclaré les affaires en état et fixé l'audience au 21 juin 2000.

Cette ordonnance a été notifiée aux parties ainsi qu'à leurs avocats par lettres recommandées à la poste le 30 mai 2000.

Par ordonnance du 20 juin 2000, le président en exercice a constaté que le juge H. Coremans, légitimement empêché, est remplacé comme membre du siège par le juge M. Bossuyt.

A l'audience publique du 21 juin 2000 :

— ont comparu :

. Me M. Vanden Dorpe, avocat au barreau de Liège, *loco* Me E. Thiry, avocat au barreau de Bruxelles, pour la partie requérante dans l'affaire n° 1737;

. Me P. Thiel, qui plaide également *loco* Me E. Gillet, avocats au barreau de Bruxelles, pour les parties requérantes dans l'affaire n° 1748;

. Me B. Cambier et Me D. Renders, avocats au barreau de Bruxelles, pour les parties requérantes dans les affaires n^{os} 1752 et 1753;

. Me J. Vanden Eynde et Me J.-M. Wolter, avocats au barreau de Bruxelles, pour le Conseil des ministres;

— les juges-rapporteurs P. Martens et E. De Groot ont fait rapport;

— les avocats précités ont été entendus;

— les affaires ont été mises en délibéré.

Par ordonnance du 18 octobre 2000, la Cour a constaté que le juge E. Cerexhe, légitimement empêché, est remplacé comme membre du siège par le juge R. Henneuse, a rouvert les débats et a fixé l'audience au 16 novembre 2000.

Cette ordonnance a été notifiée aux parties ainsi qu'à leurs avocats par lettres recommandées à la poste le 20 octobre 2000.

A l'audience publique du 16 novembre 2000 :

— ont comparu :

. Me E. Thiry, avocat au barreau de Bruxelles, pour la partie requérante dans l'affaire n° 1737;

. Me E. Gillet, avocat au barreau de Bruxelles, pour les parties requérantes dans l'affaire n° 1748;

. Me B. Cambier, avocat au barreau de Bruxelles, pour les parties requérantes dans les affaires n^{os} 1752 et 1753;

. Me J.-M. Wolter, avocat au barreau de Bruxelles, pour le Conseil des ministres;

— les juges-rapporteurs P. Martens et E. De Groot ont fait rapport;

— les avocats précités ont été entendus;

— les affaires ont été mises en délibéré.

La procédure s'est déroulée conformément aux articles 62 et suivants de la loi organique, relatifs à l'emploi des langues devant la Cour.

III. *En droit*

— A —

Affaire n° 1737

Position de la partie requérante

A.1. L'a.s.b.l. Fédération belge des chambres syndicales de médecins, qui groupe en son sein des médecins hospitaliers et non hospitaliers, spécialistes et non spécialistes, conventionnés et non conventionnés, demande l'annulation des articles 121 et 122 de la loi du 25 janvier 1999 portant des dispositions sociales. L'article 121 a introduit un article 50*bis* dans la loi du 14 juillet 1994 relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités (loi AMI). Cet article concerne le maximum d'honoraires que les médecins peuvent réclamer dans certaines hypothèses. L'article 122 fixe la date d'entrée en vigueur de l'article 121 au 1^{er} décembre 1998.

Quant au premier moyen

A.2. Le moyen est pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution, en ce que, en prévoyant dans les situations qu'il précise, une fixation d'honoraires identiques pour les médecins conventionnés et non conventionnés, l'article 50*bis* précité enlève aux médecins non conventionnés la liberté de fixation de leurs honoraires, alors qu'ils ne reçoivent pas les avantages du statut social dont bénéficient les médecins conventionnés.

Quant au deuxième moyen

A.3. Le moyen est pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution, combinés avec « le principe général de sécurité juridique », en ce que la situation créée par l'article 50*bis* aboutit à ce que cinq régimes d'honoraires différents se sont succédé depuis le 1^{er} décembre 1998 jusqu'au 31 décembre 1999, un sixième régime étant applicable à partir du 1^{er} janvier 2000.

Quant au troisième moyen

A.4. Le moyen est pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution, combinés avec l'article 15, alinéa 2, de l'arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'exercice de l'art de guérir, de l'art infirmier, des professions paramédicales et aux commissions médicales. Il est reproché à l'article 50*bis* de méconnaître la liberté de fixation des honoraires médicaux, en dehors des hypothèses prévues par l'article 15, alinéa 2, précité, sans que la loi du 14 juillet 1994, qui est une loi d'assurance, puisse servir de fondement légal à une limitation des honoraires des médecins non conventionnés.

Quant au quatrième moyen

A.5. Le moyen est pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution, combinés avec les articles 138 et 140 de la loi sur les hôpitaux, coordonnée le 7 août 1987. Il est reproché à l'article 50*bis* de porter atteinte aux relations financières entre les médecins et les hôpitaux telles qu'elles sont organisées par les dispositions précitées. La suppression des suppléments d'honoraires médicaux aurait pour effet de porter atteinte à l'équilibre budgétaire des établissements hospitaliers, avec comme conséquence immédiate, une réduction injustifiée des honoraires revenant en fin de compte aux médecins.

Position du Conseil des ministres

Quant au premier moyen

A.6. Le Conseil des ministres répond que la possibilité que le législateur s'est réservée d'intervenir dans la fixation des honoraires médicaux ne résulte pas des dispositions en cause mais de l'article 15 de l'arrêté royal n° 78. Le législateur a usé de cette prérogative aux articles 138 et suivants de la loi sur les hôpitaux. Ce système n'est pas modifié par les dispositions attaquées sauf en ce qui concerne les hypothèses qui y sont visées et jusqu'au 31 décembre 1999 seulement.

Le médecin spécialiste travaillant essentiellement ou exclusivement en milieu hospitalier reste libre, notamment en tenant compte des avantages particuliers du statut social offert, en cas d'adhésion, par les articles 54 et suivants de la loi AMI, d'accepter ou non cette adhésion.

Sont seuls concernés, les médecins hospitaliers ayant opté pour une rémunération à l'acte, les dispositions en cause n'ayant pas d'incidence sur la rémunération de celui qui est rémunéré forfaitairement ou n'ayant que peu d'incidence sur celle du médecin rémunéré par combinaison des différents systèmes offerts.

A.7. Le Conseil des ministres en conclut qu'il n'y a aucune discrimination dès lors que le système des honoraires maximums résulte exclusivement du choix du médecin d'adhérer ou non à la convention médico-mutualiste. Il ajoute que le traitement différencié, outre qu'il ne résulte que très partiellement des dispositions entreprises, est totalement justifié en raison des caractéristiques particulières de l'activité des médecins hospitaliers et notamment de ce qu'elles s'insèrent dans une politique de santé visant à garantir à chacun l'accès aux meilleurs soins, dans des conditions financières acceptables et clairement acceptées.

Quant au deuxième moyen

A.8. Citant le rapport établi par l'auditeur-rapporteur dans le recours introduit au Conseil d'Etat contre l'arrêté d'application du 5 mai 1999, le Conseil des ministres rappelle que, compte tenu de la mutabilité des actes administratifs, on ne peut reprocher à l'administration de modifier, fût-ce à plusieurs reprises, sa réglementation. Il estime que l'article 50*bis* vise à garantir la sécurité tarifaire, de manière telle que le patient hospitalisé puisse connaître le taux des honoraires qui lui seront demandés, le législateur poursuivant un objectif de transparence qu'il recherche depuis plusieurs années, d'autant que l'information du patient est souvent imparfaite en la matière, ainsi que l'ont relevé des enquêtes.

Quant au troisième moyen

A.9. Le Conseil des ministres n'aperçoit pas quelle condition de forme le législateur se serait imposée pour fixer le taux des honoraires médicaux, ainsi que l'y autorise l'article 15, alinéa 2, de l'arrêté royal n° 78. Si la loi AMI a pour objet principal de créer un régime d'assurance, il ne s'ensuit pas que le législateur ne pourrait y insérer des dispositions en rapport avec la fixation des honoraires médicaux.

Quant au quatrième moyen

A.10. Après avoir cité l'article 138 de la loi sur les hôpitaux, qui impose depuis longtemps de garantir aux patients admis en salle commune ou en chambre à deux lits les prestations médicales au tarif AMI, que le prestataire soit ou non conventionné, le Conseil des ministres rappelle l'article 139bis de la même loi ainsi que le contenu de l'arrêt n° 62/99 de la Cour. Il en déduit que le produit des honoraires ne peut être attribué exclusivement aux médecins à titre de rémunération mais doit également couvrir les autres facteurs de dépense liés à l'activité médicale hospitalière. Il cite l'article 140, qui détaille les retenues qui sont faites pour la couverture des frais. Il ajoute que les retenues sont fixées de commun accord, de manière telle que ne peut être constatée, dans tous les cas, de réduction automatique des honoraires revenant aux médecins.

A.11. Le Conseil des ministres admet que les médecins hospitaliers, non conventionnés, rémunérés essentiellement ou exclusivement à l'acte, verront effectivement, à travail identique, dans les hypothèses mentionnées dans les dispositions entreprises, leur rémunération réduite. Mais il ajoute que le moyen, sur ce point, se confond avec le premier moyen et appelle la même réponse, le législateur ayant usé, de manière mesurée, dans un but légitime de transparence et de sécurité tarifaire, de la compétence qui est la sienne.

*Réponse de la partie requérante**Quant au premier moyen*

A.12. La partie requérante rappelle que l'article 138, § 1^{er}, de la loi sur les hôpitaux ne concerne que les médecins conventionnés. Elle ajoute que si l'article 138, § 3, fait obligation au conseil médical de garantir que les patients hospitalisés dans une chambre commune ou à deux lits puissent être soignés au tarif prévu par les accords, cela n'implique pas une obligation systématique du médecin non conventionné de respecter les tarifs de la convention. Elle estime que les dispositions attaquées vont au-delà de ce que prévoit l'article 138, § 3.

A.13. Quant aux considérations relatives aux différents modes de rémunération des médecins, la partie requérante les juge sans pertinence en ce qu'elles perdent de vue les règles de la déontologie médicale qui interdisent que la rétribution forfaitaire du médecin soit inférieure aux revenus correspondants s'il exerçait à la vacation pour une activité équivalente (article 82 du Code de déontologie médicale).

A.14. Elle répète qu'il convient de tenir compte de ce que le statut social dont bénéficie le médecin conventionné constitue un avantage appréciable et que le médecin non conventionné est discriminé par la mesure critiquée puisque, alors qu'il ne bénéficie pas de cet avantage, il doit aligner ses honoraires sur ceux du médecin conventionné.

Quant au deuxième moyen

A.15. La partie requérante estime que la succession de cinq régimes d'honoraires différents sur treize mois crée un climat d'insécurité qui n'est pas justifiable.

Quant au troisième moyen

A.16. La partie requérante répond que, dès que l'on sort du régime conventionnel, on ne peut admettre que l'intervention législative, dans le cadre de la loi du 14 juillet 1994, se situe dans le champ de son objet défini à l'article 1^{er}, c'est-à-dire l'institution d'un régime d'assurance obligatoire soins de santé et indemnités. Le montant des honoraires demandés au patient n'est pas concerné par l'assurance obligatoire, qui ne se préoccupe que du montant qu'elle couvre.

Quant au quatrième moyen

A.17. La partie requérante estime qu'aucune des dispositions invoquées par le Conseil des ministres ne justifie les dispositions attaquées et qu'en admettant qu'il y aura une réduction des honoraires pour les médecins non conventionnés, celui-ci reconnaît qu'une atteinte est portée aux relations financières entre les médecins et les hôpitaux.

*Affaire n° 1748**Position des requérants*

A.18. Les huit requérants sont des médecins pratiquant en milieu hospitalier qui poursuivent l'annulation des mêmes articles 121 et 122 de la loi du 25 janvier 1999. Ils demandent également de rouvrir les débats dans l'affaire n° 1406 et de les y recevoir parties intervenantes dans les limites précisées au B.3.3 de l'arrêt n° 71/99. Subsidièrement, ils invitent la Cour à poser une question préjudicielle à la Cour de justice des Communautés européennes.

Ils développent deux moyens. Le premier est pris de la méconnaissance des règles de compétence, le second, divisé en dix branches, de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution, seuls ou combinés avec diverses dispositions conventionnelles, constitutionnelles ou législatives.

Quant au premier moyen

A.19. Le moyen est pris de la violation de l'article 128 de la Constitution et de l'article 5 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles,

« en ce que la loi du 22 janvier 1999 a été adoptée par le législateur fédéral en raison de sa compétence en matière d'assurance maladie-invalidité,

alors que la détermination du montant des honoraires qui peuvent être pratiqués par les médecins entre dans la politique de dispensation de soins dans et au dehors des institutions de soin, qu'elle est du ressort des Communautés, et non de l'Etat fédéral ».

Les requérants soutiennent que, en vertu de l'article 5, § 1^{er}, I, 1^o, de la loi spéciale du 8 août 1980, les communautés sont compétentes

« en matière de politique de dispensation des soins, dans et en dehors des établissements de soins; que les dispositions attaquées règlent un des aspects de la politique de la dispensation des soins puisqu'elles poursuivraient l'objectif de rendre les soins financièrement plus accessibles aux catégories les plus faibles de la population ».

Ils contestent que le législateur fédéral puisse se prévaloir de l'exception prévue par le point c) de l'article 5 précité en matière d'assurance maladie-invalidité, les honoraires n'entrant dans le champ d'application de celle-ci que pour la partie remboursable. Ils font valoir qu'en l'espèce, les honoraires sont précisément ceux qui ne sont pas à charge de l'assurance-maladie.

Quant au second moyen

A.20. Le moyen est pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution, seuls ou combinés le cas échéant avec l'article 14 de la Convention européenne des droits de l'homme, l'article 3, *g*), combiné avec les articles 4 (ancien article 3 A), 10 (ancien article 5) et 81 (ancien article 85) du Traité instituant la Communauté européenne, l'article 23, 1° et 5°, de la Constitution, l'article 50 de la loi du 14 juillet 1994 et l'article 15 de l'arrêté royal n° 78 relatif à l'exercice de l'art de guérir.

A.21. Dans une première branche, les requérants soutiennent que les dispositions précitées sont violées,

« en ce que les dispositions attaquées prévoient l'application des tarifs servant de base au calcul de l'intervention de l'assurance maladie invalidité si les soins sont dispensés dans le cadre d'un service de garde organisé ou dans le cadre d'un service de soins intensifs, qu'il y ait ou non un accord tel que visé à l'article 50 de la loi du 14 juillet 1994;

alors que si ces dispositions doivent être interprétées en ce sens que le passage du patient dans l'un de ces deux services au cours de son hospitalisation entraîne l'application des tarifs susmentionnés pour toutes les prestations médicales effectuées au cours de l'hospitalisation, la mesure apparaît déraisonnable ou disproportionnée,

[...]

et alors que si ces dispositions doivent être interprétées en ce sens que seuls les honoraires générés par les prestations médicales effectuées dans ces deux services sont plafonnées, au contraire des autres prestations effectuées au cours de la même hospitalisation, le critère de distinction est disproportionné ou déraisonnable ».

A.22. Dans une deuxième branche, les requérants affirment que les dispositions mentionnées au moyen sont violées,

« en ce que les dispositions attaquées prévoient que le tarif servant de base au calcul de l'intervention de l'assurance est appliqué par le médecin dans un certain nombre de cas,

alors que seuls les médecins sont concernés par ces limitations de tarif, à l'inverse des autres prestataires de soins en milieu hospitalier;

qu'ainsi les paramédicaux, qui exercent dans des établissements hospitaliers, ne voient pas le montant de leurs honoraires plafonnés;

que cette distinction ne repose sur aucun critère raisonnable ou proportionnel à l'objectif poursuivi ».

A.23. Dans une troisième branche, les requérants estiment que les dispositions mentionnées au moyen sont méconnues

« en ce que les dispositions attaquées prévoient l'application du tarif servant de base au calcul de l'intervention de l'assurance lorsqu'il s'agit d'une hospitalisation d'un enfant avec un parent accompagnateur;

alors que ce critère n'est ni raisonnable, ni proportionnel à l'objectif poursuivi; qu'ainsi, un enfant hospitalisé sans parent accompagnateur peut se voir appliquer des tarifs différents que ceux précités, alors même que les parents ont un empêchement légitime qui ne leur permet pas d'accompagner leur enfant, qu'il en est ainsi des parents qui travaillent et ne savent pas se libérer de leurs obligations professionnelles, qu'il en est ainsi des parents qui assument seuls la charge de leur ménage et qui doivent, par exemple, s'occuper des autres enfants de la famille pendant l'hospitalisation de l'un d'entre eux ».

A.24. Par la quatrième branche, il est allégué que les dispositions invoquées au moyen sont violées

« en ce que les dispositions attaquées prévoient l'application du tarif servant de base au calcul de l'intervention de l'assurance dans plusieurs hypothèses qui sont toutes relatives à des patients hospitalisés, à l'exclusion des patients ambulatoires;

alors que plusieurs actes médicaux accomplis dans le cadre d'une hospitalisation peuvent en fait et en droit, être accomplis dans le cadre de la médecine ambulatoire, que le tarif des honoraires n'est cependant pas plafonné de manière aussi rigoureuse lorsque les actes sont accomplis dans le cadre d'une médecine ambulatoire et qu'ils peuvent donc donner lieu à des honoraires différents du tarif précité ».

A.25. Dans la cinquième branche, il est prétendu que les dispositions mentionnées au moyen sont méconnues

« en ce que l'article 50bis, § 3, de la loi du 14 juillet 1994, tel que modifié par la disposition attaquée, habilite le Roi à déterminer, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, les honoraires maximums et les suppléments d'honoraires maximums pouvant être réclamés par les médecins engagés ou non si les soins sont dispensés à des patients qui sont admis en chambre particulière à leur demande expresse et sans que leur traitement l'exige;

alors que le droit à des négociations collectives est expressément reconnu par les dispositions visées au moyen, plus particulièrement l'article 23 de la Constitution, que cependant la détermination des honoraires se fait de manière unilatérale par le Roi lorsqu'il s'agit de la détermination des honoraires demandés si l'hospitalisation a lieu en chambre seule, à la demande expresse du patient et sans que son traitement ne l'exige, qu'au contraire cette détermination se fait au terme d'une procédure d'avis lorsqu'il s'agit d'une hospitalisation en chambre commune ou à deux lits, ou en chambre seule pour des raisons médicales, que cette différence de traitement dans la manière dont sont déterminés les honoraires ne repose pas sur un critère raisonnable ou proportionnel à l'objectif poursuivi; que cette discrimination est d'autant plus forte que le droit à des négociations collectives est expressément reconnu par la Constitution ».

A.26. La sixième branche critique l'absence de proportionnalité entre les objectifs poursuivis et le critère retenu,

« en ce que les dispositions attaquées disposent que ' le Roi peut fixer, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, les honoraires maximums et les suppléments d'honoraires maximums pouvant être réclamés par les médecins engagés ou non si les soins sont dispensés à des patients qui sont admis en chambre particulière à leur demande expresse et sans que leur traitement l'exige ';

alors qu'en réglant de la sorte les honoraires médicaux, les catégories de la population les plus vulnérables ne paient pas moins qu'avant les réformes de 1998 et 1999, que le système de la ' convention ' leur garantissait déjà l'accès aux soins en milieu hospitalier selon les tarifs déterminés; que les dispositions entreprises aboutissent à un résultat autre que celui recherché;

que ce sont en fait les catégories de la population les plus aisées qui payeront dorénavant moins; que s'il s'agit d'une égalité de traitement, celle-ci n'est pas pour autant constitutionnelle; que les catégories comparées — les plus riches et les plus pauvres — sont essentiellement différentes au regard de l'objet et du but des dispositions entreprises puisque celles-ci fixent ou plafonnent les honoraires; que les mesures en cause cherchent à rendre les soins de santé plus accessibles mais aboutissent *de facto* à rendre l'hôtellerie en chambre seule plus accessible; que l'accès aux soins de santé ne s'en trouve donc pas amélioré ».

A.27. Le moyen, en sa septième branche, invoque la méconnaissance du droit à une rémunération équitable

« en ce que les dispositions attaquées prévoient l'application systématique du tarif servant de base au calcul de l'intervention de l'assurance dans trois types d'hypothèses (admission dans un service de garde, dans un service de soins intensifs et pour les enfants accompagnés), et à défaut de convention (ou d'une convention déterminant des tarifs d'honoraires) dans le cas d'une hospitalisation en chambre commune, à deux lits, ou en chambre seule pour des raisons médicales,

alors que le tarif servant de base au calcul de l'intervention de l'assurance ne rémunère pas honorablement les prestations médicales concernées; que bon nombre de prestations médicales donnent lieu à un tarif de remboursement largement inférieur à une rémunération équitable; qu'en appliquant purement et simplement les tarifs précités, les médecins voient leurs revenus baisser de manière significative en méconnaissance des dispositions légales précitées ».

A.28. Le moyen, en sa huitième branche, dénonce une discrimination entre médecins selon qu'ils travaillent dans un hôpital public ou privé,

« en ce que les dispositions attaquées limitent et/ou interdisent la possibilité de demander des honoraires supplémentaires au tarif servant de base au calcul de l'intervention de l'assurance, ou au tarif fixé par le Roi,

alors qu'en vertu, notamment, des articles 109 et suivants de la loi coordonnée sur les hôpitaux, le déficit des hôpitaux publics est pris en charge par les pouvoirs publics, selon les modalités plus amplement définies dans la loi coordonnée sur les hôpitaux et de ses arrêtés d'application;

que, dans un établissement privé, le déficit doit obligatoirement, sous peine de faillite ou d'une cessation d'activité, être pris en charge par les médecins, que les médecins travaillant dans les hôpitaux privés financent le déficit non couvert par le prix de journée en procédant à un prélèvement à due concurrence sur les honoraires qu'ils perçoivent;

que les dispositions attaquées portent donc un préjudice important aux médecins travaillant dans des hôpitaux privés dès lors que ces médecins voient disparaître une part essentielle de revenus grâce à laquelle ils financent l'activité hospitalière ».

A.29. La critique formulée à la neuvième branche consiste à dénoncer le fait

« que l'acte attaqué impose le respect des tarifs de l'accord national médico-mutualiste aux médecins qui ont décidé de ne pas les respecter; que l'accord médico-mutualiste conclu le 20 juin 1988, auquel renvoie l'article L 1 de l'accord du 15 décembre 1998, prévoit en son point H des conditions d'application des tarifs, parmi lesquelles des conditions de temps, de lieu, d'exigences particulières du patient ou de revenu;

alors que si l'acte attaqué doit être interprété en ce sens que les tarifs de l'accord s'appliquent, indépendamment des conditions prévues à l'article H de l'accord du 20 juin 1988, cette disposition est tout à fait disproportionnée par rapport aux objectifs poursuivis qui est d'assurer l'accès aux soins; qu'elle rompt totalement l'équilibre atteint par la convention de sorte que cette dernière en devient léonine par la disparition d'un pan entier, puisque les médecins n'ont plus aucune faculté de solliciter des honoraires d'un montant supérieur à celui servant de base au remboursement de l'assurance maladie invalidité; qu'à n'en pas douter, l'accord eut été fondamentalement différent si semblables dispositions n'eussent pas été introduites;

et alors que si l'acte attaqué doit être interprété en ce sens que les conditions d'application des tarifs prévus dans les accords médico-mutualistes incluent l'article H de l'accord précité du 20 juin 1988, les médecins qui n'ont pas adhéré à l'accord voient leurs honoraires plus largement limités que ceux des médecins qui ont adhéré à l'accord; qu'en effet ces derniers ont la faculté d'adhérer partiellement à l'accord et de stipuler expressément qu'en dehors de certaines heures ou lieux, ils ne sont pas astreints au respect d'un tarif particulier; que cette discrimination ne repose sur aucun critère raisonnable ou proportionnel à l'objectif poursuivi puisqu'elle a pour effet de limiter plus lourdement les honoraires des médecins qui ont refusé l'accord que ceux qui ne l'ont accepté que partiellement ».

A.30. Enfin, à la dixième branche, il est allégué que les dispositions mentionnées au moyen sont violées

« en ce que l'acte attaqué impose le respect de tarifs maximaux dans la pratique médicale hospitalière;

alors que, ce faisant, la législation belge favorise la pratique médicale belge en interdisant aux dispensateurs de soins pratiquant dans les hôpitaux du Pays d'autres tarifs que ceux imposés; que ceci est contraire aux dispositions du traité instituant la Communauté européenne, en ses dispositions visées au moyen, dès lors que ces prix maximaux faussent la concurrence entre les prestataires belges et les autres prestataires de soins pratiquant en milieu hospitalier installés et pratiquant dans les autres Etats de la Communauté ».

Il est également demandé qu'en vertu de l'article 234 (ancien article 177) du Traité instituant les Communautés européennes, la question suivante soit posée à la Cour de justice des Communautés européennes :

« L'article 3 g) combiné aux articles 4 (ex article 3A), 10 (ex article 5) et 81 (ex article 85) du Traité instituant la Communauté européenne, doivent-ils être interprétés en ce sens qu'ils interdisent qu'une disposition nationale, l'article 50bis de la loi du 14 juillet 1994 relative à l'assurance obligatoire maladie invalidité, tel que modifié par l'article 121 de la loi du 25 janvier 1999 portant des dispositions sociales, impose des prix maximaux d'honoraires à respecter pour des actes médicaux posés en milieu hospitalier ? »

Position du Conseil des ministres

Quant au premier moyen

A.31. Le Conseil des ministres répond que l'article 5, § 1^{er}, I, 1^o, de la loi spéciale du 8 août 1980 attribue aux communautés la compétence en matière de politique de santé, sous réserve des exceptions qu'il détermine, qu'il ressort des travaux préparatoires que la réglementation de l'exercice de l'art de guérir et des professions médicales ne relève pas des matières concernant la politique de santé et que c'est au législateur fédéral qu'incombe le soin de fixer les objectifs en matière de sécurité sociale, ce qui implique celui de garantir la transparence et la sécurité des prix, en excluant dans les hypothèses où les facultés d'analyse et de compréhension du patient sont affaiblies tout supplément d'honoraires par rapport au tarif AMI. Il invoque aussi la compétence de l'Etat fédéral en matière de politique des prix (article 6, § 1^{er}, VI, de la loi spéciale du 8 août 1980), ainsi qu'en matière de politique de protection du consommateur (article 6, § 1^{er}, VI, alinéa 4, 2^o).

Quant au second moyen

A.32. Sur la première branche, le Conseil des ministres rappelle l'objectif de transparence et de sécurité tarifaire poursuivi par le législateur et souligne que les services concernés sont ceux où les prestations généralement les plus onéreuses sont accomplies et qu'ils supposent une urgence ou une diminution possible des capacités d'appréciation du patient qui n'exclut d'ailleurs pas l'urgence. Il fait état d'une enquête effectuée par un magazine de mutuelles qui a révélé que, sur 178 hôpitaux, 31 postulent des suppléments en cas d'hospitalisation en chambre commune, 50 en cas d'hospitalisation dans une chambre à deux lits et 172 en cas d'hospitalisation en chambre particulière. Dans cette dernière hypothèse, 116 hôpitaux réclament des suppléments équivalents à 100 p.c. du tarif AMI, 21, un supplément de 101 à 200 p.c., 18, un supplément de 201 à 300 p.c., 6 des suppléments de plus de 300 p.c.

Il estime que le législateur a pu lutter contre des situations d'endettement hospitalier de personnes mal ou non informées à qui des suppléments sont réclamés alors que, dans les conditions même de l'accord du 20 juin 1988, elles se verraient infliger ces suppléments dès lors qu'elles perçoivent plus de 1.040.000 francs brut ou, s'agissant d'un ménage, 1.560.000 francs brut, augmentés de 52.000 francs brut par personne à charge.

A.33. Sur la deuxième branche, le Conseil des ministres rappelle que le législateur, poursuivant son objectif de transparence et de sécurité tarifaire, tient compte de l'activité essentiellement médicale en milieu hospitalier et du fait que les suppléments postulés le sont à titre d'honoraires médicaux. Il souligne que l'article 44, § 5, de la loi AMI limite déjà les possibilités de supplément en cas d'hospitalisation aux seuls patients séjournant dans une chambre particulière.

A.34. Sur la troisième branche, le Conseil des ministres estime que le législateur a pu considérer que, dans toutes les hypothèses, qu'il y ait ou non convention, où un enfant est hospitalisé, le désir légitime d'un parent de l'accompagner ne peut être pleinement réalisé qu'en chambre particulière.

A.35. Sur la quatrième branche, le Conseil des ministres estime que les hypothèses où des prestations, exécutées à l'hôpital dans un service de garde ou de soins intensifs, peuvent l'être aussi en dehors de l'hôpital, sont statistiquement et financièrement marginales pour le budget des ménages, de telle sorte que la différence de traitement, indirectement établie, serait justifiée.

A.36. Sur la cinquième branche, le Conseil des ministres déclare ne pas apercevoir en quoi le droit de négociation collective serait violé et il cite d'autres dispositions qui mettent en œuvre des mécanismes de négociation et de décision réservés aux médecins.

A.37. Sur la sixième branche, le Conseil des ministres rappelle l'ensemble des objectifs poursuivis et il souligne que ceux-ci le sont non seulement à l'égard des plus démunis mais aussi des nombreuses familles qui, sans être nécessiteuses, ne disposent pas de revenus leur permettant de faire face aux suppléments d'honoraires demandés alors que l'information à leur sujet est déficiente.

A.38. Sur la septième branche, le Conseil des ministres constate l'absence de comparaison si ce n'est par rapport à l'ensemble de la population active. Il ajoute que l'article 23, alinéa 3, 1°, de la Constitution n'a pas envisagé la situation des médecins, lesquels restent libres de fixer leurs honoraires dans les autres cas que ceux visés par les dispositions attaquées. Il conteste l'affirmation selon laquelle bon nombre de prestations médicales donneraient lieu à un remboursement AMI inférieur à une rémunération équitable.

A.39. Sur la huitième branche, le Conseil des ministres fait valoir que la différence alléguée provient non des dispositions attaquées mais des articles 1, 114 et 139bis de la loi sur les hôpitaux.

A.40. Sur la neuvième branche, le Conseil des ministres rappelle que les accords médico-mutualistes conclus depuis 1988 interdisent des suppléments d'honoraires en cas d'hospitalisation en salle commune, en chambre à deux lits ou en chambre particulière lorsque le patient y est admis pour des raisons médicales. Il estime que l'article 50bis, § 2, ne pourrait être interprété comme permettant l'application de l'accord indépendamment des conditions prévues au point H de l'accord du 20 juin 1998.

Il ajoute que, compte tenu des mesures entreprises, les adhésions partielles seront sans doute moindres, leur intérêt n'apparaissant plus de manière évidente. L'objectif de transparence sera dès lors atteint.

A.41. Sur la dixième branche, le Conseil des ministres observe que, à supposer que les hôpitaux puissent être considérés comme des entreprises à caractère économique, au sens de l'article 81, anciennement 85, du Traité C.E., il conviendrait d'examiner en quoi la fixation d'un tarif maximal dans les hypothèses envisagées permettrait de les considérer comme des associations d'entreprises. Il ajoute, se fondant sur la jurisprudence de la Cour de justice des Communautés européennes, que lorsque les tarifs fixés pour une profession libérale le sont en vertu de la loi et en tenant compte de l'intérêt général, de celui des entreprises appartenant à d'autres secteurs et de celui des usagers, ces tarifs ne sont pas contraires à l'article 81. L'article 81 vise d'ailleurs le comportement des entreprises, non les mesures législatives, sauf si un Etat favorise la conclusion d'ententes contraires à l'article 81 ou dans d'autres hypothèses mais qui sont inexistantes en l'espèce, puisque ce n'est pas la présence d'un barème instauré par la loi qui est en cause mais la fixation d'un tarif maximum et non minimum applicable dans quelques cas.

Il fait observer que les exceptions prévues à l'ancien article 36 du Traité doivent pouvoir être appliquées par analogie à l'ancien article 85. Il invoque également les articles 129 et 129, paragraphe 1^{er}, anciens du Traité.

Il conclut qu'il n'y a pas lieu d'interroger la Cour de justice des Communautés européennes.

*Réponse des requérants**Quant au premier moyen*

A.42. Les requérants répondent que les mesures critiquées concernent les honoraires qui sont à charge du patient ou de son assureur privé et que le législateur fédéral ne peut donc se fonder sur sa compétence en matière de sécurité sociale pour les régler, d'autant que cette compétence ne lui est laissée que par voie d'exception et qu'il convient de l'interpréter strictement.

Ils contestent que les dispositions en cause aient été prises dans le cadre des compétences fédérales qui font l'objet de l'arrêté royal n° 78, qu'elles n'ont d'ailleurs ni modifié ni complété. Ils contestent également que puissent être invoquées les compétences fédérales en matière de politique des prix et de protection des consommateurs et rappellent l'arrêt n° 22/93 de la Cour qui a admis que les accords médico-mutualistes relèvent de la compétence des communautés en matière de politique de santé.

Quant au second moyen

A.43. Sur la première branche, les requérants contestent que le régime critiqué existât déjà en vertu de l'article 138, § 3, de la loi sur les hôpitaux, qui a une portée différente puisqu'elle suppose l'existence d'un accord médico-mutualiste, alors que la disposition attaquée s'applique en l'absence de convention.

Ils contestent que l'objectif de transparence et de sécurité tarifaire puisse tout justifier et soulignent la disproportion manifeste entre les mesures adoptées et cet objectif.

A.44. Sur la deuxième branche, les requérants font valoir que la référence qui est faite par le Conseil des ministres à l'article 44, § 5, de la loi du 14 juillet 1994 est irrelevante, cet article étant étranger à la critique selon laquelle, en milieu hospitalier, les médecins sont traités différemment des autres prestataires de soins.

A.45. Sur la troisième branche, les requérants contestent que les enfants ne soient pas hospitalisés en chambre seule pour des raisons de sécurité. Ils donnent des exemples qui démontreraient le contraire.

A.46. Sur la quatrième branche, les requérants prennent acte de ce que le législateur a oublié les prestations effectuées en milieu ambulatoire et ils contestent que ces prestations aient un caractère statistiquement marginal, invoquant l'article 78quinquies de la loi sur les hôpitaux.

A.47. Sur la cinquième branche, les requérants estiment que ne repose sur aucun critère raisonnable et objectif la différence entre les procédures de détermination des honoraires selon qu'ils sont demandés pour une hospitalisation en chambre seule, à la demande du patient et sans que son traitement l'exige, ou pour une hospitalisation en chambre commune ou à deux lits, ou en chambre seule pour raisons médicales. La différence ne peut être justifiée par la circonstance que, dans le premier cas, l'arrêté royal doit être délibéré en Conseil des ministres.

A.48. Sur la sixième branche, les requérants maintiennent que les dispositions attaquées rendent l'accès aux soins de santé moins onéreux pour les personnes à revenus aisés, sans que ces mesures n'assurent un meilleur accès aux soins de santé pour les personnes à revenus faibles. Ils soulignent un effet pervers des nouvelles mesures qui confirme leur argument.

A.49. Sur la septième branche, les requérants donnent de nombreux exemples dont ils déduisent que la nomenclature des prestations de santé ne fixe pas une valeur correspondant à une rémunération équitable des prestations fournies. Ils en concluent qu'en assimilant les honoraires pouvant être demandés pour une prestation médicale à la base de remboursement prise en compte pour l'intervention AMI, le législateur méconnaît les dispositions visées au moyen.

Ils estiment que rien ne peut justifier que les médecins soient exclus du champ d'application de l'article 23 de la Constitution et considèrent qu'ils peuvent être comparés à toute autre personne qui travaille et qui a droit à une rémunération équitable.

A.50. Sur la huitième branche, les requérants confirment que, selon eux, la discrimination qu'ils dénoncent provient des dispositions attaquées et n'existait pas auparavant.

A.51. Sur la neuvième branche, les requérants maintiennent que les dispositions attaquées rompent unilatéralement l'équilibre atteint par l'accord du 15 décembre 1998, qui renvoie lui-même à celui du 20 juin 1988. Ils ajoutent que les médecins qui avaient refusé de souscrire à l'accord se voient imposer le respect de celui-ci, alors que ceux qui n'ont opté que pour un conventionnement partiel bénéficient en partie d'une liberté de fixation de leurs honoraires, cette différence de traitement n'étant en rien justifiée. Quant à l'objectif de transparence, ils estiment qu'il est atteint dans la mesure où les montants remboursés par l'assurance maladie-invalidité sont établis par l'autorité et connus de tous. Ils ajoutent que les suppléments d'honoraires ne sont pas de nature à brouiller cette transparence puisqu'ils sont discutés entre le médecin et le patient, sans que cela n'intervienne dans la tarification des remboursements AMI.

A.52. Sur la dixième branche, les requérants répondent que les mesures en cause entrent dans le champ d'application de l'article 81 du Traité, même s'il s'agit d'une mesure législative ou réglementaire, dès lors qu'elle reprend à son compte les éléments d'accords intervenus entre opérateurs économiques et qu'elle en rend le respect obligatoire pour tous, ce qui est le cas en l'espèce.

Ils estiment indifférent que les dispositions critiquées fixent des tarifs maxima et non minima, une atteinte à la liberté de prix étant, en principe, restrictive de concurrence.

Ils contestent la pertinence de l'argument tiré de l'intérêt général, à la lumière de la jurisprudence de la Cour de justice, qu'ils analysent.

Enfin, ils ajoutent que l'ancien article 36 du Traité n'est applicable qu'aux anciens articles 30 à 34. La jurisprudence citée par le Conseil des ministres serait relative à la problématique de la libre circulation, non à celle de la concurrence, le seul régime dérogatoire étant celui prévu par l'article 81, paragraphe 3, ou par des règlements d'exemption par catégorie.

Affaires nos 1752 et 1759

Position des parties requérantes

Quant au premier moyen

A.53. Le moyen est pris de la violation des articles 1^{er}, 2, 33 et 129 de la Constitution, 1^{er} et 5 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles et du principe général de proportionnalité dans l'exercice des compétences, en ce que les dispositions attaquées ont pour objet de réglementer les honoraires médicaux en milieu hospitalier, en vue de favoriser la sécurité tarifaire, la qualité des soins de santé et leur accessibilité, en particulier pour les catégories de la population les plus vulnérables, alors qu'une telle réglementation ressortit à la compétence des communautés.

Les développements du moyen rejoignent ceux qui sont exposés en A.19.

Quant au deuxième moyen

A.54. Le deuxième moyen est pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution, combinés avec ses articles 16 et 23, avec l'article 1^{er} du Premier Protocole additionnel à la Convention européenne des droits de l'homme, avec les articles 15 à 18 de l'arrêté royal n° 78, avec l'article 23 de la loi coordonnée du 7 août 1987 sur les hôpitaux, avec l'article 50 de la loi du 14 juillet 1994 relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, avec les principes généraux de proportionnalité et de sécurité juridique,

en ce que l'article 121 attaqué prévoit, dans certains cas, un plafonnement des honoraires médicaux dans l'hypothèse où aucun accord médico-mutualiste n'est conclu, en ce qu'il prévoit également un plafonnement dans l'hypothèse où un tel accord est conclu, en ce qu'il permet au Roi de fixer les honoraires maximums et suppléments d'honoraires maximums pouvant être réclamés aux patients admis en chambre particulière à leur demande expresse et sans que leur traitement l'exige et en ce que l'article 122 fixe au 1^{er} décembre 1998 la date d'entrée en vigueur de l'article 121, ces dispositions créant des discriminations en se fondant sur un critère qui n'est pas objectif et raisonnable (alinéa 1^{er}) ou qui est disproportionné par rapport aux objectifs poursuivis (alinéa 2).

A.55. La première branche décrit les discriminations dont seraient victimes les médecins exerçant leurs activités dans les hôpitaux, les spécialistes par rapport aux généralistes, les médecins hospitaliers par rapport aux professions paramédicales rémunérées au moyen d'honoraires et travaillant dans le même type d'établissement, les médecins travaillant dans des hôpitaux privés par rapport à ceux qui travaillent dans des hôpitaux publics et, enfin, les médecins hospitaliers par rapport aux autres professions libérales.

A.56. La deuxième branche dénonce une discrimination au détriment des hôpitaux privés par rapport aux hôpitaux publics.

A.57. La troisième branche fait état d'une discrimination au détriment des patients soignés à l'extérieur des établissements hospitaliers, au bénéfice des patients admis dans les services d'urgence ou de soins intensifs, au détriment des enfants non accompagnés, qui peuvent être plus vulnérables que ceux qui sont accompagnés d'un parent, et enfin au détriment de patients accompagnés, autres que des enfants, tels que les personnes âgées ou les conjoints.

A.58. Le moyen, en sa quatrième branche, reproche aux dispositions attaquées d'être disproportionnées par rapport à l'objectif poursuivi, en ce que cet objectif est largement atteint depuis 1995 tant à l'égard des VIPO (veuves, invalides, pensionnés et orphelins) que des autres catégories moins aisées de la population, en ce que ces dispositions aboutissent à ce que ces dernières catégories ne paient pas moins, le système de la convention leur garantissant déjà l'accès aux soins en milieu hospitalier aux tarifs AMI, en ce que leur seul effet sera de rendre plus accessible l'hôtellerie, non les soins de santé eux-mêmes, en ce que le budget des hôpitaux et donc la qualité des soins vont diminuer puisque les patients les plus riches paieront moins et, enfin, en ce qu'elles portent atteinte au principe selon lequel chaque médecin est libre de s'engager à respecter ou non la convention médico-mutualiste, vidant ainsi le système de l'essentiel de son contenu.

Quant au troisième moyen

A.59. Le moyen est pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution, combinés avec ses articles 16 et 23, l'article 1^{er} du Premier Protocole additionnel à la Convention européenne des droits de l'homme, les articles 6 et 8 de la loi du 10 décembre 1997 visant la réorganisation des soins de santé, l'article 2 de la loi du 16 avril 1998 portant modification de l'arrêté royal n° 78, ainsi que les principes généraux de proportionnalité et de sécurité juridique.

A.60. Les requérants reprochent aux dispositions attaquées d'avoir été prises sans concertation préalable avec les médecins, alors que la question devait être négociée au sein des comités de concertation créés sur la base de l'article 8 de la loi du 10 décembre 1997, portant une atteinte discriminatoire au droit des médecins à la rémunération, ainsi qu'à leur droit de propriété.

Quant au quatrième moyen

A.61. Le moyen est pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution combinés avec les articles 3, g), (ancien article 5) et 81 (ancien article 85) du Traité instituant la Communauté européenne, en ce que les dispositions entreprises portent une atteinte discriminatoire aux règles européennes de la concurrence contenues dans les articles précités.

Quant au cinquième moyen

A.62. Le moyen est pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution combinés avec les articles 3, 6, 10, 49, 50, 51, 52, 53, 54 et 55 du Traité instituant les Communautés européennes en ce que les dispositions attaquées plafonnent les honoraires des médecins en milieu hospitalier, empêchant ainsi le médecin de l'Union européenne qui n'est pas installé en Belgique de trouver un quelconque bénéfice économique à dispenser des soins dans un hôpital belge puisque, tout en pratiquant le prix de la convention, il devra amortir tous les frais qui sont notamment liés à son déplacement.

Position du Conseil des ministres

Quant au premier moyen

A.63. Le Conseil des ministres s'en réfère aux arguments développés en réponse au premier moyen du recours n° 1748 (A.31).

Quant au deuxième moyen

A.64. Sur la première branche, le Conseil des ministres s'en remet aux arguments développés dans l'affaire n° 1748 en réponse à diverses branches du second moyen.

A.65. Il en est de même en ce qui concerne la deuxième branche. Le Conseil des ministres ajoute qu'aucun élément statistique ou mathématique ne démontre qu'en raison de la diminution des honoraires des médecins hospitaliers, les hôpitaux privés n'auraient aucune certitude de parvenir à l'équilibre budgétaire. Il observe que les médecins hospitaliers sont atteints de la même manière, dans les hôpitaux publics ou privés, les recettes y étant semblablement diminuées. A supposer qu'elle existe, une discrimination proviendrait des articles 109, 110, 139^{bis} et 140 de la loi sur les hôpitaux. Ces différences sont, en outre, justifiées par la nature et la mission des hôpitaux créés par les centres publics d'aide sociale.

A.66. Au sujet de la troisième branche, le Conseil des ministres se réfère aux arguments développés lors de l'examen du second moyen, première, deuxième et troisième branches, dans l'affaire n° 1748.

Il ajoute que les hypothèses de personnes âgées ou mariées, accompagnées d'un parent ou de leur conjoint à l'occasion de leur hospitalisation constituent des hypothèses rares et qu'il n'appartient pas à la Cour de se substituer au législateur pour décider que ces hypothèses devraient être également visées dans les dispositions entreprises.

A.67. Sur la quatrième branche, le Conseil des ministres rappelle que l'objectif poursuivi est celui de la transparence et de la sécurité tarifaire effective, l'accessibilité aux soins n'en étant que la conséquence. Il analyse l'accord national médico-mutualiste du 20 juin 1988 et en déduit qu'il est faux d'affirmer qu'en cas d'hospitalisation, seule celle réalisée en chambre commune par un bénéficiaire disposant de revenus inférieurs aux plafonds fixés permettrait de bénéficier des tarifs négociés. Il considère que si l'accès au tarif AMI pour les bénéficiaires VIPO est réalisé depuis 1995, le système critiqué renforce la protection à l'égard de l'ensemble des bénéficiaires à bas revenus, qui n'appartiennent pas tous à la catégorie des VIPO. Il rappelle la jurisprudence de la Cour dans la matière de la sécurité sociale et les limites de son contrôle de proportionnalité. Il conteste que les dispositions attaquées établissent une discrimination positive, la préoccupation étant de protéger l'ensemble des personnes à faibles revenus. Il répète que l'article 138 de la loi sur les hôpitaux, combiné avec les dispositions de la convention médico-mutualiste, garantissait déjà la pratique d'honoraires au tarif AMI, en cas d'hospitalisation en salle commune ou en chambre à deux lits. Il rejette l'affirmation selon laquelle les médecins hospitaliers pratiqueraient moins bien leur art en raison des dispositions en cause et souligne que la liberté d'adhérer ou non n'a pas été modifiée.

Quant au troisième moyen

A.68. Le Conseil des ministres se réfère à l'argumentation développée en réponse au deuxième moyen, quatrième branche, dans l'affaire n° 1748 et rappelle le texte de l'article 8 de la loi du 10 décembre 1997 visant la réorganisation des soins de santé.

Quant au quatrième moyen

A.69. Le Conseil des ministres se réfère à la réponse qu'il a donnée au second moyen, dernière branche, dans le recours n° 1748 et souligne le caractère de pétition de principe de l'affirmation selon laquelle les honoraires médicaux pratiqués en Belgique seraient particulièrement bas par rapport aux autres pays membres de la Communauté.

Quant au cinquième moyen

A.70. Le Conseil des ministres répond que les dispositions entreprises n'imposent aucune condition pour l'exercice, en Belgique, de la pratique médicale, qu'elles ne portent pas atteinte à la libre circulation des personnes et des services et qu'il n'est pas fait état d'un ralentissement significatif de l'installation en Belgique de médecins hospitaliers de l'Union européenne ni d'un exode de médecins hospitaliers belges vers l'étranger.

*Réponse des parties requérantes**Quant au premier moyen*

A.71. Les parties requérantes répondent que les dispositions entreprises touchent à la rémunération des médecins et concernent les rapports entre le dispensateur de soins et son bénéficiaire et non l'assureur et le système d'assurance maladie-invalidité. Elles contestent que la législation relative à celle-ci ait régi ces rapports, la confusion entre les deux chefs de compétence provenant de ce qu'en 1963, avant l'existence des communautés, les médecins ont accepté qu'une partie d'entre eux fassent correspondre leurs tarifs avec les règles établies en matière de remboursement. Elles rappellent le caractère d'exception de la compétence fédérale en matière de politique de santé et citent l'arrêt n° 83/98 de la Cour, la tarification des actes n'entrant pas dans cette compétence, ce que confirme la loi du 29 avril 1999, dans laquelle le législateur s'est abstenu de régler la tarification des prestations.

Elles contestent que la transparence et la sécurité tarifaire constituent des objectifs de sécurité sociale et estiment que la tarification des honoraires ne relève ni de la politique des prix ni de la protection des consommateurs.

Quant au deuxième moyen

A.72. En ce qui concerne la discrimination alléguée entre médecins, les parties requérantes soulignent que le Conseil des ministres n'établit pas que la sécurité tarifaire et la transparence seraient mieux assurées dans la médecine ambulatoire, alors qu'aucune règle n'y existe, et elles critiquent la méthode qui consiste à se fonder sur des sondages effectués par des groupes de pression ou des organismes assureurs.

Elles reprochent au Conseil des ministres de ne pas démontrer la part respective des actes médicaux et paramédicaux en milieu hospitalier et estiment que si c'est celui-ci qui génère le « déficit informationnel », il n'est pas justifié d'atteindre, par les mesures critiquées, les médecins, à l'exclusion des professions paramédicales ou des pratiques médicales conventionnelles.

Pour le surplus, leur argumentation rejoint celle des parties requérantes dans l'affaire n° 1748.

A.73. En ce qui concerne la discrimination alléguée entre hôpitaux, les parties requérantes redisent que ce sont les dispositions attaquées qui les créent et non la loi sur les hôpitaux. Elles affirment que les hôpitaux privés ne peuvent attendre d'être mis en faillite pour dénoncer les effets des dispositions attaquées et soulignent qu'il n'est pas répondu à l'argument selon lequel, pour surmonter leurs difficultés financières, certains hôpitaux pourront faire appel aux pouvoirs publics, d'autres non. Elles estiment qu'à partir du moment où les hôpitaux privés, qui ne sont pas subventionnés par les pouvoirs publics, ne peuvent plus facturer des suppléments d'honoraires, c'est le financement et l'équilibre du système qui sont affectés. Elles estiment que la faculté laissée aux bénéficiaires de l'assurance de s'adresser à l'établissement de leur choix est annihilée puisque l'existence des hôpitaux privés est remise en cause.

A.74. En ce qui concerne la discrimination entre patients, les parties requérantes mettent en doute l'existence du « déficit informationnel » et surtout son imputation au milieu hospitalier; elles soulignent que 70 à 80 p.c. des cas qui se présentent aux urgences n'en sont pas et qu'il est indifférent qu'une partie de la discrimination existât déjà auparavant. Elles rappellent que des enfants sont hospitalisés en chambre particulière même lorsqu'ils ne sont pas accompagnés et maintiennent qu'il n'est pas moins fréquent que des adultes soient accompagnés.

A.75. En ce qui concerne les dispositions qu'elles dénoncent, les parties requérantes maintiennent leur argumentation et précisent que la diminution des moyens financiers limitera nécessairement la possibilité d'user de certaines techniques médicales, qui ne pourront plus être amorties ou payées. Elles soulignent l'inadéquation entre les mesures attaquées et l'objectif de sécurité et de transparence tarifaires.

Quant au troisième moyen

A.76. Les parties requérantes ajoutent à leur argumentation que l'absence de concertation est d'autant plus inadmissible que les dispositions entreprises ne prévoient elles-mêmes aucun mode de concertation qui inclurait les médecins.

Quant au quatrième moyen

A.77. Les parties requérantes maintiennent que le fait d'établir des tarifs maxima est restrictif de concurrence.

Quant au cinquième moyen

A.78. Les parties requérantes font observer que ce n'est pas à elles qu'il appartient de prouver les flux migratoires des médecins au sein de l'Union européenne alors que l'Etat belge dispose des instruments adéquats pour le faire.

— B —

Quant aux dispositions liées aux dispositions attaquées

B.1. En vertu de l'article 15 de l'arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967, qui est relatif à l'exercice de l'art de guérir, les médecins ont droit, dans le respect des règles de la déontologie, à des honoraires ou des rémunérations forfaitaires, pour les prestations qu'ils ont fournies. L'alinéa 2 du même article consacre le principe de la libre fixation des honoraires des médecins, sous réserve de la compétence, en cas de contestation, de l'Ordre dont ils relèvent ou des tribunaux. Cette liberté s'exerce « sans préjudice de l'application des taux éventuellement fixés par ou en vertu de la loi ou prévus par des statuts ou des conventions auxquelles les praticiens ont adhéré ».

L'article 50, § 6, alinéa 2, *in fine*, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, dénommée ci-après loi relative à l'assurance soins de santé, dispose que le médecin détermine librement ses honoraires pour les prestations qui ne seraient pas reprises dans la nomenclature.

B.2. L'article 35, § 1^{er}, de la loi relative à l'assurance soins de santé autorise le Roi à établir la nomenclature qui énumère les prestations de santé, qui en fixe la valeur relative et qui précise, notamment, ses règles d'application, ainsi que la qualification requise de la personne habilitée à effectuer chacune d'entre elles. Le paragraphe 2 détermine la procédure que le Roi doit observer lorsqu'il modifie la nomenclature.

B.3. L'article 50 de la même loi dispose que les rapports entre les organisations professionnelles représentatives du corps médical et les organismes assureurs sont régis par des accords (§ 1^{er}). Ces accords sont conclus au sein de la Commission nationale médico-mutualiste que la loi organise (§§ 2 à 5). Ils fixent notamment les honoraires qui doivent être respectés vis-à-vis des bénéficiaires de l'assurance par les médecins qui sont réputés avoir adhéré aux accords (§ 6).

B.4. L'article 35, § 1^{er}, alinéa 3, de la loi relative à l'assurance soins de santé oblige les médecins, dans le cadre d'un service de garde organisé, même s'ils n'ont pas adhéré aux accords précités, à respecter les honoraires maximums à l'égard de certaines catégories de patients.

L'article 138, § 3, de la loi sur les hôpitaux, coordonnée le 8 août 1987, tel qu'il était en vigueur lors de l'adoption des dispositions attaquées, obligeait le conseil médical de l'hôpital à garantir que les malades admis en salle commune ou en chambre à deux lits puissent être soignés aux tarifs prévus par les accords.

B.5. Enfin, l'article 139 de la loi sur les hôpitaux organise l'information des patients en obligeant le gestionnaire de l'hôpital à leur permettre de consulter la liste mentionnant les tarifs de l'engagement ainsi que les noms des médecins hospitaliers qui se sont engagés à les appliquer et de ceux qui ne s'y sont pas engagés. L'arrêté royal d'application du 3 octobre 1991 détermine les règles relatives à la communication aux patients des suppléments qui peuvent leur être demandés.

Quant à la genèse des dispositions attaquées

B.6. Par l'article 99 de la loi du 22 février 1998 portant des dispositions sociales, le législateur a introduit une première fois dans la loi relative à l'assurance soins de santé un article *50bis* selon lequel, dans quatre hypothèses qui sont les mêmes que celles inscrites au paragraphe 1^{er} du nouvel article *50bis* introduit par les dispositions attaquées, les tarifs servant de base au calcul de l'intervention de l'assurance constituent les honoraires maximums pouvant être réclamés. Cette limitation était applicable « que le médecin adhère ou non à un accord visé à l'article 50 ».

B.7. Cette disposition a pour origine deux propositions de loi. L'une voulait lutter contre la fixation libre des suppléments pour les patients hospitalisés en chambre particulière, au motif que ces suppléments varient considérablement d'un hôpital à l'autre alors que des critères objectifs ne justifient pas toujours ces différences et alors que le patient est placé devant le fait accompli puisqu'en général, il ne choisit pas « librement » son hôpital. La proposition voulait assurer « la sécurité en matière de tarifs » (*Doc. parl.*, Chambre, 1996-1997, n° 977/1).

La seconde soulignait « l'objectif essentiel de garantir l'accès aux soins de santé, en particulier pour les groupes socialement fragiles » et celui « de garantir que les soins de santé de haute qualité soient financièrement abordables ». Elle estimait que « l'accessibilité des soins de santé reste menacée, parce qu'en cas d'hospitalisation, des suppléments de toutes sortes peuvent être demandés en plus du ticket modérateur ». Elle citait une étude selon laquelle, « pour un traitement identique, le patient peut être amené à débours 33 fois plus s'il est soigné dans tel hôpital plutôt que dans tel autre ». La même étude soulignait que « les suppléments facturés peuvent atteindre le décuple du tarif de l'engagement » (*Doc. parl.*, Chambre, 1996-1997, n° 982/1).

B.8. Des dispositions ayant le même objectif furent introduites dans le projet de loi portant des dispositions sociales. Au cours des débats parlementaires, la ministre compétente insista sur « l'importance de la sécurité tarifaire », soulignant que « la diminution autoritaire et arbitraire des prestations de 2 et de 3 p.c. à laquelle le Gouvernement a dû se résoudre en 1997 afin de limiter les dépenses a donné au corps médical l'occasion et le prétexte de dénoncer la rupture de contrat ». Elle ajoutait que, contre toute attente, les partenaires étaient parvenus à conclure un accord médico-mutualiste et que « la préoccupation du Gouvernement dans ce contexte inattendu est de ne donner à personne un quelconque prétexte de faire voler en éclats la sécurité tarifaire que l'on vient de retrouver, afin de pouvoir d'abord entamer ainsi la procédure d'adhésion à l'accord médico-mutualiste » (*Doc. parl.*, Chambre, 1996-1997, n° 1184/14, pp. 35 et 36).

B.9. Introduit dans la loi relative à l'assurance soins de santé par la loi du 22 février 1998 portant des dispositions sociales, l'article *50bis* fut remplacé par la disposition attaquée de la loi du 25 janvier 1999 portant des dispositions sociales, son entrée en vigueur étant fixée à la même date que l'ancien article *50bis* : le 1^{er} décembre 1998.

B.10. La nouvelle disposition de l'article *50bis* contient essentiellement trois sortes de mesures :

1. S'il n'y a pas d'accord médico-mutualiste, les honoraires ne peuvent dépasser l'intervention de l'assurance dans quatre hypothèses, à savoir si les soins sont dispensés :

- a) dans un service de garde organisé,
- b) dans un service de soins intensifs,
- c) en salle commune, ou à deux lits, ou en chambre particulière si le patient a demandé à y être admis pour des raisons médicales,
- d) à des enfants hospitalisés avec un parent accompagnateur.

2. S'il existe un accord, le même maximum est imposé à tous les médecins, conventionnés ou non, dans les hypothèses mentionnées en a), b) et d). Dans les hypothèses décrites en c), le Roi rend obligatoires les honoraires résultant de l'accord, et ce jusqu'au 31 décembre 1999, et, éventuellement, à partir du 1^{er} janvier 2000, après avis de la Commission nationale médico-mutualiste.

3. Le Roi peut fixer, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, les honoraires maximums et les suppléments qui peuvent être réclamés par des médecins, conventionnés ou non, à des patients admis en chambre particulière, à leur demande expresse et sans que leur traitement l'exige.

Le texte provient d'un amendement déposé par les auteurs des propositions de loi mentionnées en B.7 (*Doc. parl.*, Chambre, 1997-1998, n° 1722/11, p. 5). Il fut combattu notamment par un amendement soulignant que, désormais, le système des accords perdait tout son sens pour les médecins travaillant en milieu hospitalier. Il fut répété que le texte en projet risquait de provoquer des problèmes financiers dans le secteur hospitalier et il fut rappelé que les accords avaient toujours réservé les tarifs sociaux « aux personnes aux revenus faibles et moyens » (*Doc. parl.*, Chambre, 1997-1998, n° 1722/6, p. 4).

B.11. Il ressort de l'ensemble des documents préparatoires qui ont conduit à l'adoption des mesures attaquées que le législateur a voulu maintenir le système des accords entre les organisations professionnelles représentatives du corps médical et des dentistes, d'une part, et des organismes assureurs, d'autre part, tel que le règle l'article 50 de la loi relative à l'assurance soins de santé, et qu'il y a ajouté des dispositions qui visent à assurer la sécurité tarifaire à l'égard de tous les bénéficiaires et de tous les médecins, dans les quatre situations visées aux paragraphes 1^{er} et 2 et dans la situation visée au paragraphe 3 de l'article *50bis* attaqué.

Quant aux moyens pris de la violation des règles répartitrices de compétences

B.12. Aux termes de l'article 5, § 1^{er}, I, 1^o, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, les communautés sont compétentes, en ce qui concerne la politique de la santé, en matière de « politique de dispensation de soins dans et au dehors des institutions de soins », à l'exception des matières énumérées de a) à g). Parmi ces exceptions figure l'assurance maladie-invalidité (c). Cette matière relève donc de la seule compétence des autorités fédérales.

B.13. Les dispositions attaquées traitent essentiellement du champ d'application des accords conclus entre les organisations professionnelles et les organismes d'assurance, tels qu'ils sont prévus et organisés par l'article 50 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994.

Elles relèvent donc de la matière de l'assurance maladie-invalidité.

B.14. Il est vrai que, en ce qu'elles limitent aux tarifs servant de base au calcul de l'intervention de l'assurance les honoraires maximums qui peuvent être réclamés, les dispositions entreprises étendent le champ d'application des accords au-delà de ce qui concerne l'assurance maladie elle-même puisqu'elles touchent à la partie des honoraires qui est supportée par le patient lui-même. Il ne s'ensuit pas pour autant qu'elles empièteraient sur la matière de la dispensation de soins, attribuée aux communautés. Elles s'attachent à un aspect essentiel de la relation entre le médecin et le patient en veillant à garantir à celui-ci la « sécurité » des tarifs et leur transparence, indispensables à l'accès aux soins médicaux. Il peut être admis que, en l'espèce, de telles mesures se rattachent à l'exercice de l'art de guérir, qui est resté une compétence fédérale.

B.15. Les moyens pris de la violation des règles répartitrices de compétences ne sont pas fondés.

Sur l'ensemble des moyens qui dénoncent des discriminations incompatibles avec les articles 10 et 11 de la Constitution, combinés avec des droits résultant de dispositions de droit interne et de droit international, à l'exception de l'article 23 de la Constitution

B.16. Il ressort des travaux préparatoires des dispositions entreprises que les règles qu'elles contiennent mettent en cause l'équilibre, dans l'organisation fédérale des soins de santé, entre deux objectifs touchant à la matière de l'art de guérir : d'une part, l'accès égal à des soins de santé de qualité et d'un prix abordable, auquel se rattachent la sécurité et la transparence des tarifs et, d'autre part, le souci d'assurer une rétribution équitable aux dispensateurs de soins, en garantissant le maintien de principe de la liberté d'honoraires. Le législateur a concrétisé ce double objectif en favorisant la conclusion de conventions entre les organisations professionnelles et les organismes assureurs. Il a incité les médecins à souscrire aux accords conclus, tout en maintenant, en dehors de ces accords, la liberté de fixation des honoraires.

B.17. Les dispositions attaquées manifestent à la fois la volonté d'accroître le champ d'application des accords en rendant ceux-ci obligatoires pour les médecins qui n'y ont pas adhéré dans des situations que le législateur estime dignes d'intérêt, et d'empêcher, lorsque le patient choisit une hospitalisation en chambre particulière, que la part résiduelle de liberté ne permette la facturation d'honoraires excessifs.

B.18. Il n'est pas douteux que les dispositions entreprises réduisent sensiblement la liberté de fixation des honoraires réclamés par les médecins hospitaliers et qu'elles peuvent aboutir à freiner les investissements des hôpitaux en matière d'équipement technologique. Les critiques émises à ce sujet par les parties requérantes se fondent sur une analyse pertinente des effets que ces dispositions peuvent avoir. Les mesures attaquées traduisent l'intention du législateur de faire prévaloir, dans des hypothèses déterminées, les intérêts des patients sur ceux des médecins.

B.19. La conciliation de pareils intérêts relève du pouvoir d'appréciation du législateur en ce qu'elle suppose des choix politiques qu'il n'appartient pas à la Cour de contrôler.

B.20. La Cour ne pourrait censurer les choix du législateur que s'ils révélaient une différence de traitement injustifiée ou une disproportion entre les moyens utilisés et les objectifs visés.

Quant à l'article 50bis, §§ 1^{er} et 2

B.21. En ce qu'elles réservent, pour une grande part, un traitement identique aux médecins qui ont adhéré aux accords et à ceux qui ont refusé de le faire, les dispositions traitent semblablement des catégories de personnes se trouvant dans des situations essentiellement différentes. De telles mesures sont, en règle, incompatibles avec le principe d'égalité. Elles paraissent d'autant moins justifiables que les médecins dits conventionnés jouissent d'avantages sociaux qui sont refusés aux médecins non conventionnés.

B.22. Toutefois, dès lors que la décision d'adhérer ou non aux conventions est laissée à l'appréciation des médecins et que chacun de ceux-ci peut mesurer librement l'intérêt qu'il a de le faire, les mesures critiquées ne peuvent être tenues, *a priori*, pour discriminatoires. Encore faudra-t-il que la pression que font peser ces mesures sur la liberté de choix des médecins, au point de réduire considérablement leur intérêt à refuser leur adhésion, puisse être raisonnablement justifiée.

B.23. En rendant les limitations critiquées applicables dans les hypothèses visées aux points a) et b) des premier et deuxième paragraphes de l'article 50bis, le législateur a pris une mesure qui est raisonnablement justifiée. Il peut être présumé que les personnes admises dans un service de garde ou de soins intensifs n'ont pas eu la possibilité d'apprécier et de discuter le tarif des soins qui leur sera appliqué.

Il en est de même de l'hypothèse prévue à l'article 50bis, § 1^{er}, c), et à l'article 50bis, § 2, alinéa 2 : il n'est pas déraisonnable de présumer que les patients qui ont demandé à être admis en salle commune ou en chambre à deux lits ne disposent pas des moyens leur permettant de payer des suppléments par rapport au tarif servant de base à l'intervention de l'assurance ou par rapport aux honoraires qui résultent de l'accord. Il n'est pas davantage injustifié d'étendre cette présomption à l'hypothèse où les patients ont demandé une chambre particulière pour des raisons médicales.

B.24. L'hypothèse visée au point d) de l'article 50bis, § 1^{er}, et au point c) de l'article 50, § 2, n'est pas davantage déraisonnable. Le désir, pour un parent, d'accompagner son enfant hospitalisé peut être considéré comme légitime et il est justifié de ne pas alourdir la charge qui pèse sur lui. Le préjudice que peut causer la mesure aux médecins non conventionnés n'est pas manifestement disproportionné.

B.25. Il est vrai également que les mesures en cause aboutissent à traiter différemment les médecins hospitaliers par rapport aux autres médecins, ces mêmes médecins par rapport à d'autres prestataires de soins en milieu hospitalier et certains spécialistes comparés à d'autres spécialistes ou aux médecins généralistes. Il se peut que ces mesures aient des conséquences différentes pour les médecins qui travaillent dans des hôpitaux privés comparés à ceux qui exercent leurs activités dans des hôpitaux publics. Il est évident que les médecins hospitaliers sont traités différemment des personnes qui exercent d'autres professions libérales.

B.26. Les dispositions attaquées ont pour effet de traiter différemment les patients hospitalisés par rapport à ceux qui font appel à la médecine ambulatoire et de traiter les patients admis en chambre particulière autrement que ceux qui le sont en chambre commune ou en chambre à deux lits.

B.27. Il est vraisemblable que les hôpitaux publics pourront plus aisément supporter les conséquences financières des mesures attaquées que les hôpitaux privés.

B.28. Enfin, il n'est pas exclu que les mesures critiquées se révèlent, à l'expérience, avoir des conséquences défavorables sur les revenus des médecins, sur les ressources des hôpitaux, sur la qualité des soins, sur l'équilibre des conventions, voire sur le système des conventions lui-même.

B.29. Toutefois, ni les différences de traitement, ni les effets préjudiciables allégués par les parties requérantes n'établissent dès à présent une erreur manifeste d'appréciation.

B.30.1. Dès lors que le législateur s'attache à garantir l'accès aux soins de santé en améliorant la sécurité et la transparence dans le secteur hospitalier et à éviter les abus qui s'y seraient produits, les mesures qu'il prend ont inévitablement des effets qui ne s'appliquent que dans ce secteur et qu'il serait déraisonnable d'étendre à des secteurs où la nécessité de mesures identiques ne se fait pas sentir de façon comparable.

B.30.2. Quant aux effets disproportionnés qu'auraient les mesures attaquées, les affirmations des requérants s'appuient sur des hypothèses qui ne sont pas dénuées de vraisemblance mais il n'est pas permis de dire avec certitude que ces effets seront d'une ampleur telle qu'ils rendraient les mesures discriminatoires. Il s'agit d'éléments qui doivent faire l'objet d'une évaluation concrète et qui pourront, le cas échéant, motiver des corrections et des suggestions dans le cadre des négociations qui se poursuivent au sein de la Commission nationale médico-mutualiste. La Cour s'immiscerait dans des évaluations budgétaires qui relèvent d'appréciations politiques et elle perturberait les équilibres des négociations paritaires si elle prenait parti sur les conséquences économiques que peuvent avoir les dispositions attaquées.

B.30.3. Enfin, les médecins exercent leur activité dans le secteur de la santé, organisé selon le principe de la mutualisation des risques, et dont le déficit est supporté finalement par la collectivité. De telles particularités ne permettent pas de comparer la détermination de leurs honoraires à ceux de l'ensemble des autres personnes exerçant une profession libérale.

B.31. Les moyens qui allèguent les discriminations et prédécrites ne sont pas fondés.

Quant à l'article 50bis, § 3

B.32. Le paragraphe 3 de l'article 50bis dispose :

« Le Roi peut fixer, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, les honoraires maximums et les suppléments d'honoraires maximums pouvant être réclamés par les médecins engagés ou non si les soins sont dispensés à des patients qui sont admis en chambre particulière à leur demande expresse et sans que leur traitement l'exige.

Il détermine de la même manière les informations que le médecin ou le gestionnaire de l'hôpital doit fournir aux patients ainsi que les modalités selon lesquelles lesdites informations peuvent être données. »

B.33. Il appartient au législateur, auquel l'article 23, alinéa 3, 2°, de la Constitution fait obligation de garantir le droit à la protection de la santé, de fixer des honoraires et des suppléments d'honoraires lorsque les procédures de négociation prévues par la loi n'ont pas permis de les déterminer. Le droit à des négociations collectives ne pourrait aller jusqu'à priver l'autorité de son pouvoir de décision lorsque les négociations ne débouchent pas sur un accord.

B.34. La disposition attaquée n'est pas davantage inconciliable avec les règles exprimées à l'article 15 de l'arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967 qui est relatif à l'art de guérir. L'alinéa 2 de cet article consacre en effet le principe de la liberté de fixation des honoraires, sans préjudice, notamment, de l'application de taux éventuellement fixés « par ou en vertu de la loi ».

B.35. Tel qu'il est libellé, l'article 50bis, § 3, traite toutefois de manière égale des personnes qui se trouvent dans des situations essentiellement différentes. D'une part, il impose au Roi de traiter semblablement, sans justification perceptible, les médecins « engagés ou non », malgré les différences mentionnées en B.25. D'autre part, il donne au Roi un pouvoir identique, sans distinguer si des accords ont réglé la question des maximums d'honoraires et de suppléments d'honoraires, alors que, tout au long des travaux préparatoires, l'attachement du Parlement au respect des accords a été répété, de même qu'a été souligné le souhait du Gouvernement de voir les accords comporter des dispositions relatives aux suppléments d'honoraires.

B.36. Il s'ensuit que la disposition comporte deux traitements semblables de personnes différentes sans que le premier fasse l'objet d'une justification admissible et alors que le second est en contradiction avec un des objectifs du législateur.

B.37. L'article 50bis, § 3, doit être annulé.

Quant aux moyens pris de la violation des articles 10 et 11 combinés avec l'article 23 de la Constitution et avec d'autres droits résultant de dispositions de droit interne et de droit international

B.38. L'article 23 de la Constitution dispose :

« Chacun a le droit de mener une vie conforme à la dignité humaine.

A cette fin, la loi, le décret ou la règle visée à l'article 134 garantissent, en tenant compte des obligations correspondantes, les droits économiques, sociaux et culturels, et déterminent les conditions de leur exercice.

Ces droits comprennent notamment :

1° le droit au travail et au libre choix d'une activité professionnelle dans le cadre d'une politique générale de l'emploi visant entre autres à assurer un niveau d'emploi aussi stable et élevé que possible, le droit à des conditions de travail et à une rémunération équitables, ainsi que le droit d'information, de consultation et de négociation collective;

[...]. »

B.39. La Cour n'est pas compétente pour vérifier si une disposition législative viole l'article 23 de la Constitution, sauf si cette violation est invoquée en combinaison avec les articles 10 et 11 de la Constitution et s'il apparaît qu'une catégorie de personnes se voit refuser par un législateur, sans justification raisonnable, un des droits reconnus par cette disposition, alors que le même législateur garantirait ce droit à une autre catégorie de personnes qui lui serait comparable.

B.40. Les parties requérantes dans les recours n°s 1752 et 1753 reprochent au législateur d'avoir adopté les dispositions attaquées sans négociation préalable au sein des comités de concertation créés en application de la loi du 10 décembre 1997 visant à réorganiser les soins de santé. Elles ajoutent que cette omission a pour effet de porter une atteinte discriminatoire « aux droits à la rémunération ».

B.41. Le contrôle exercé par la Cour au regard des articles 10 et 11 de la Constitution porte sur la compatibilité avec ces articles du contenu d'une disposition législative et non sur le respect de formalités qui seraient imposées en ce qui concerne l'adoption d'une telle disposition.

Le moyen porte non sur le contenu de la loi attaquée mais sur son processus d'élaboration. Il est donc étranger à la compétence de la Cour.

B.42. Les parties requérantes dans l'affaire n° 1748 soutiennent, dans une première branche, que les dispositions attaquées porteraient une atteinte au droit à une rémunération équitable en ce que le tarif servant de base au calcul de l'intervention de l'assurance ne rémunère pas honorablement les prestations médicales en cause. Elles estiment qu'il convient de comparer les médecins hospitaliers « à toute personne qui travaille et qui a droit à une rémunération équitable ». Elles donnent des exemples chiffrés qui établissent, selon elles, que certaines prestations seraient insuffisamment rémunérées.

B.43. La Cour ne peut apprécier si les honoraires médicaux — fixés dans des textes étrangers à sa compétence — correspondent à une rémunération équitable et elle ne peut être amenée à comparer ces honoraires aux rémunérations perçues par l'ensemble de la population.

Le moyen, en sa première branche, ne peut être accueilli.

B.44. Le moyen, en sa deuxième branche, est dirigé contre le troisième paragraphe de l'article 50bis. Il n'y a pas lieu de l'examiner, cette disposition devant être annulée ainsi qu'il est dit en B.37.

Quant au moyen pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution combinés avec le principe général de la sécurité juridique

B.45. Les parties requérantes dans l'affaire n° 1737 soutiennent qu'en instaurant cinq régimes d'honoraires différents pour la période du 1^{er} décembre 1998 au 31 décembre 1999, sous réserve du régime applicable à partir du 1^{er} janvier 2000, le législateur aurait nui à l'objectif de sécurité tarifaire et méconnu de manière discriminatoire le principe général de sécurité juridique.

B.46. Le rythme des modifications législatives critiqué par les parties requérantes s'explique par la nécessité dans laquelle s'est trouvé le législateur de faire face à la dénonciation de l'accord médico-mutualiste, par sa préoccupation de tenir compte du nouvel accord conclu et par sa volonté d'en élargir la portée. Ces modifications successives rendent certes difficile l'application des mesures successives mais elles n'établissent pas la discrimination alléguée au moyen.

Quant aux moyens pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution combinés avec les règles du droit européen de la concurrence

B.47. Dans l'affaire n° 1748, les parties requérantes soutiennent que les dispositions attaquées, en ce qu'elles imposent le respect de tarifs maximums dans la pratique hospitalière, favorisent de manière discriminatoire la pratique médicale belge en interdisant aux dispensateurs de soins pratiquant dans les hôpitaux du pays d'appliquer d'autres tarifs que ceux qui sont imposés, ce qui serait contraire à l'article 3, g), combiné avec les articles 4 (ancien article 3 A), 10 (ancien article 5) et 81 (ancien article 85) du Traité instituant la Communauté européenne.

Elles demandent aussi que soit posée à la Cour de justice des Communautés européennes la question préjudicielle reproduite en A.30.

B.48. Dans les affaires n°s 1752 et 1753, les parties requérantes soutiennent qu'en imposant le respect de tarifs maximums d'honoraires dans la pratique médicale hospitalière, les dispositions entreprises portent une atteinte discriminatoire aux règles européennes de la concurrence (quatrième moyen) et qu'elles empêchent le médecin de l'Union européenne qui n'est pas installé en Belgique de trouver un quelconque bénéfice économique au fait de dispenser des soins dans un hôpital belge puisque, tout en pratiquant les prix de la convention, il devra amortir tous les frais qui sont notamment liés à son déplacement (cinquième moyen).

B.49. Les règles de droit communautaire relatives au droit de la concurrence ne sont pas étrangères au principe d'égalité puisque plusieurs d'entre elles ont pour objectif d'éliminer les discriminations incompatibles avec l'exercice des libertés économiques.

Il ne suffit cependant pas d'invoquer une combinaison des principes généraux ou des dispositions particulières du droit communautaire avec les articles 10 et 11 de la Constitution pour amener la Cour d'arbitrage à garantir leur respect.

B.50. Ni l'article 142 de la Constitution ni la loi spéciale du 6 janvier 1989 n'ont conféré à la Cour le pouvoir d'annuler des règles législatives pour violation directe d'une convention internationale.

La Cour excéderait la compétence que le Constituant lui a attribuée si elle décidait que toute violation du droit communautaire implique une violation du principe d'égalité. Elle ne peut tenir compte de ce droit, dans l'exercice de son contrôle, qu'en ce qui concerne les dispositions qui garantissent des droits et libertés, lorsque leur méconnaissance est de nature à affecter une catégorie de personnes déterminée et s'il est précisé en quoi et par rapport à quelle autre catégorie de personnes elle est victime d'un traitement inégal injustifié.

B.51. Les parties requérantes dans l'affaire n° 1748 ainsi que les deuxième et troisième requérants dans l'affaire n° 1752, de même que les deuxième et troisième requérants dans l'affaire n° 1753, sont des médecins exerçant en Belgique dont aucun n'indique qu'il serait de nationalité étrangère. La première partie requérante dans l'affaire n° 1752 est un institut médical établi à Bruxelles. La première partie requérante dans l'affaire n° 1753 groupe les unions professionnelles de médecins spécialistes.

B.52. Aucune de ces parties requérantes n'indique en quoi les violations du droit de la concurrence qu'elles allèguent porteraient une atteinte discriminatoire aux droits et libertés de la catégorie de personnes à laquelle elles appartiennent et par rapport à quelle catégorie de personnes comparables elles seraient discriminées.

B.53. Il n'y a lieu ni d'examiner les moyens pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution combinés avec des dispositions du droit européen de la concurrence ni d'interroger la Cour de justice des Communautés européennes.

Par ces motifs,

la Cour

— annule le paragraphe 3 de l'article 50bis, introduit dans la loi du 14 juillet 1994 relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités par l'article 121 de la loi du 25 janvier 1999 portant des dispositions sociales;

— rejette les recours pour le surplus.

Ainsi prononcé en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, à l'audience publique du 21 décembre 2000.

Le greffier,

L. Potoms.

Le président,

M. Melchior.

ARBITRAGEHOF

N. 2001 — 162

[C — 2000/21629]

Arrest nr. 136/2000 van 21 december 2000

Rolnummers 1737, 1748, 1752 en 1753

In zake : de beroepen tot vernietiging van de artikelen 121 en 122, tweede lid, van de wet van 25 januari 1999 houdende sociale bepalingen, ingesteld door de v.z.w. Belgisch Verbond der Syndicale Artsenkamers en anderen.

Het Arbitragehof,

samengesteld uit de voorzitters M. Melchior en G. De Baets, en de rechters P. Martens, A. Arts, R. Henneuse, M. Bossuyt en E. De Groot, bijgestaan door de griffier L. Potoms, onder voorzitterschap van voorzitter M. Melchior, wijst na beraad het volgende arrest :

I. *Onderwerp van de beroepen*

Bij verzoekschriften die aan het Hof zijn toegezonden bij op 26, 30 juli en 4 augustus 1999 ter post aangetekende brieven en ter griffie zijn ingekomen op 27 juli, 2 en 5 augustus 1999, is beroep tot vernietiging ingesteld van de artikelen 121 en 122, tweede lid, van de wet van 25 januari 1999 houdende sociale bepalingen (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 6 februari 1999), door de v.z.w. Belgisch Verbond der Syndicale Artsenkamers, met maatschappelijke zetel te 1050 Brussel, Boondaalsesteenweg 6, bus 4 (zaak nr. 1737), F. Rodesch, wonende te 1180 Brussel, Groelstveldlaan 23, L. Marcelis, wonende te 1060 Brussel, Dokter Cordierlaan 23, C. Nemry, wonende te 1190 Brussel, Minervalaan 21, bus 54, M. Dupont, wonende te 1050 Brussel, Louizalaan 193, G. Andry, wonende te 1380 Ohain, Chemin Fond Coron 13, A. Rausis, wonende te 1180 Brussel, Franklin Rooseveltlaan 186, A. Unglik, wonende te 1180 Brussel, Maxime Van Praaglaan 1, en J. Vanderick, wonende te 1150 Brussel, Egelantierenlaan 21 (zaak nr. 1748), de v.z.w. Institut médical Edith Cavell, - les cliniques Edith Cavell, de la Basilique et Lambermont, met maatschappelijke zetel te 1180 Brussel, Edith Cavellstraat 32, M. Clemens, wonende te 1170 Brussel, Vogelvangstlaan 34, en P. Sepulchre, wonende te 3090 Overijse, Dreef 172 (zaak nr. 1752), en het Verbond der Belgische Beroepsverenigingen van Geneesheren-specialisten, met zetel te 1050 Brussel, Kroonlaan 20, P. Rutten, wonende te 6850 Offagne, rue Baron Poncelet 5, en J.-L. De Meere, wonende te 1860 Meise, Sint-Elooiweg 60 (zaak nr. 1753).

II. *De rechtspleging*

Bij beschikkingen van 27 juli 1999 en 2 en 5 augustus 1999 heeft de voorzitter in functie de rechters van de respectieve zetels aangewezen overeenkomstig de artikelen 58 en 59 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof.

De rechters-verslaggevers hebben geoordeeld dat er geen aanleiding was om in die zaken artikel 71 of 72 van de organieke wet toe te passen.

Bij beschikking van 22 september 1999 heeft het Hof de zaken samengevoegd.

Van de beroepen is kennisgegeven overeenkomstig artikel 76 van de organieke wet bij op 15 oktober 1999 ter post aangetekende brieven.

Het bij artikel 74 van de organieke wet voorgeschreven bericht is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 11 november 1999.

De Ministerraad, Wetstraat 16, 1000 Brussel, heeft een memorie ingediend bij op 2 december 1999 ter post aangetekende brief.

Van die memorie is kennisgegeven overeenkomstig artikel 89 van de organieke wet bij op 10 december 1999 ter post aangetekende brieven.

Memories van antwoord zijn ingediend door :

- de verzoekende partij in de zaak nr. 1737, bij op 8 januari 2000 ter post aangetekende brief;
- de verzoekende partijen in de zaak nr. 1748, bij op 12 januari 2000 ter post aangetekende brief;
- de verzoekende partijen in de zaken nrs. 1752 en 1753, bij op 12 januari 2000 ter post aangetekende brief.

Bij beschikkingen van 23 december 1999 en 29 juni 2000 heeft het Hof de termijn waarbinnen het arrest moet worden gewezen, verlengd tot respectievelijk 26 juli 2000 en 26 januari 2001.

Bij beschikking van 30 mei 2000 heeft het Hof de zaken in gereedheid verklaard en de dag van de terechtzitting bepaald op 21 juni 2000.

Van die beschikking is kennisgegeven aan de partijen en hun advocaten bij op 30 mei 2000 ter post aangetekende brieven.

Bij beschikking van 20 juni 2000 heeft de voorzitter in functie vastgesteld dat rechter H. Coremans, wettig verhinderd, als lid van de zetel vervangen is door rechter M. Bossuyt.

Op de openbare terechtzitting van 21 juni 2000 :

— zijn verschenen :

. Mr. M. Vanden Dorpe, advocaat bij de balie te Luik, *loco* Mr. E. Thiry, advocaat bij de balie te Brussel, voor de verzoekende partij in de zaak nr. 1737;

. Mr. P. Thiel, tevens *loco* Mr. E. Gillet, advocaten bij de balie te Brussel, voor de verzoekende partijen in de zaak nr. 1748;

. Mr. B. Cambier en Mr. D. Renders, advocaten bij de balie te Brussel, voor de verzoekende partijen in de zaken nrs. 1752 en 1753;

. Mr. J. Vanden Eynde en Mr. J.-M. Wolter, advocaten bij de balie te Brussel, voor de Ministerraad;

— hebben de rechters-verslaggevers P. Martens en E. De Groot verslag uitgebracht;

— zijn de voornoemde advocaten gehoord;

— zijn de zaken in beraad genomen.

Bij beschikking van 18 oktober 2000 heeft het Hof vastgesteld dat rechter E. Cerexhe, wettig verhinderd, als lid van de zetel vervangen is door rechter R. Henneuse, de debatten heropend en de dag van de terechtzitting bepaald op 16 november 2000.

Van die beschikking is kennisgegeven aan de partijen en hun advocaten bij op 20 oktober 2000 ter post aangetekende brieven.

Op de openbare terechtzitting van 16 november 2000 :

— zijn verschenen :

. Mr. E. Thiry, advocaat bij de balie te Brussel, voor de verzoekende partij in de zaak nr. 1737;

. Mr. E. Gillet, advocaat bij de balie te Brussel, voor de verzoekende partijen in de zaak nr. 1748;

. Mr. B. Cambier, advocaat bij de balie te Brussel, voor de verzoekende partijen in de zaken nrs. 1752 en 1753;

. Mr. J.-M. Wolter, advocaat bij de balie te Brussel, voor de Ministerraad;

— hebben de rechters-verslaggevers P. Martens en E. De Groot verslag uitgebracht;

— zijn de voornoemde advocaten gehoord;

— zijn de zaken in beraad genomen.

De rechtspleging is gevoerd overeenkomstig de artikelen 62 en volgende van de organieke wet, die betrekking hebben op het gebruik van de talen voor het Hof.

III. *In rechte*

— A —

Zaak nr. 1737

Standpunt van de verzoekende partij

A.1. De v.z.w. Belgisch Verbond der Syndicale Artsenkamers, die in haar midden ziekenhuisartsen en niet-ziekenhuisartsen, specialisten en niet-specialisten, geneesheren met overeenkomst en zonder overeenkomst verenigt, vordert de vernietiging van de artikelen 121 en 122 van de wet van 25 januari 1999 houdende sociale bepalingen. Artikel 121 heeft een artikel *50bis* ingevoerd in de wet van 14 juli 1994 betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen (hierna : Z.I.V.-wet). Dat artikel betreft de maximum-honoraria die de geneesheren in een aantal gevallen kunnen eisen. Artikel 122 bepaalt de datum van inwerkingtreding van artikel 121 op 1 december 1998.

Wat het eerste middel betreft

A.2. Het middel is afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet doordat voormeld artikel *50bis* in de situaties die het preciseerd identieke honoraria bepaalt voor de geneesheren met en zonder overeenkomst en zo de geneesheren zonder overeenkomst de vrijheid ontnemt tot het bepalen van hun honoraria, terwijl ze niet de voordelen verkrijgen van het sociale statuut dat de geneesheren met overeenkomst genieten.

Wat het tweede middel betreft

A.3. Het middel is afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet in samenhang met « het algemene beginsel van de rechtszekerheid » doordat de situatie gecreëerd bij artikel *50bis* ertoe leidt dat vijf verschillende honorariumstelsels elkaar zijn opgevolgd van 1 december 1998 tot 31 december 1999, waarbij een zesde stelsel van toepassing is vanaf 1 januari 2000.

Wat het derde middel betreft

A.4. Het middel is afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet in samenhang met artikel 15, tweede lid, van het koninklijk besluit nr. 78 van 10 november 1967 betreffende de uitoefening van de geneeskunst, de verpleegkunde, de paramedische beroepen en de geneeskundige commissies. Artikel *50bis* wordt verweten de vrijheid van het bepalen van de medische honoraria niet te respecteren buiten de gevallen waarin is voorzien bij voormeld artikel 15, tweede lid, zonder dat de wet van 14 juli 1994, die een verzekeringswet is, als rechtsgrond kan dienen voor een beperking van de honoraria van de geneesheren zonder overeenkomst.

Wat het vierde middel betreft

A.5. Het middel is afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet in samenhang met de artikelen 138 en 140 van de wet op de ziekenhuizen, gecoördineerd op 7 augustus 1987. Artikel *50bis* wordt verweten afbreuk te doen aan de financiële betrekkingen tussen de geneesheren en de ziekenhuizen zoals georganiseerd bij de voormelde bepalingen. De opheffing van de medische honorariumsupplementen zou tot gevolg hebben dat het budgettaire evenwicht van de ziekenhuisinstellingen schade wordt toegebracht met als direct gevolg een onverantwoorde vermindering van de honoraria die uiteindelijk aan de geneesheren toekomen.

Standpunt van de Ministerraad

Wat het eerste middel betreft

A.6. De Ministerraad antwoordt dat de mogelijkheid die de wetgever zich heeft voorbehouden op te treden in het bepalen van de medische honoraria niet blijkt uit de in het geding zijnde bepalingen maar uit artikel 15 van het koninklijk besluit nr. 78. De wetgever heeft dat prerogatief op de artikelen 138 en volgende van de wet op de ziekenhuizen toegepast. Dat systeem is niet gewijzigd door de bestreden bepalingen behalve wat de erin beoogde gevallen betreft en enkel tot 31 december 1999.

De geneesheer-specialist die hoofdzakelijk of uitsluitend in een ziekenhuisomgeving werkt blijft vrij, met name rekening houdend met de bijzondere voordelen van het sociaal statuut die in geval van toetreding worden geboden door de artikelen 54 en volgende van de Z.I.V.-wet, die toetreding al dan niet te aanvaarden.

Enkel de ziekenhuisgeneesheren die hebben gekozen voor een vergoeding per prestatie zijn hierbij betrokken, aangezien de in het geding zijnde bepalingen geen invloed hebben op de vergoeding van diegene die forfaitair wordt vergoed of weinig invloed hebben op de vergoeding van de geneesheer die door een combinatie van de verschillende aangeboden systemen wordt vergoed.

A.7. De Ministerraad besluit daaruit dat er geen discriminatie is aangezien het systeem van de maximumhonoraria uitsluitend het gevolg is van de keuze van de geneesheer om al dan niet tot de overeenkomst geneesheren-ziekenfondsen toe te treden. Hij voegt eraan toe dat de verschillende behandeling, behalve dat zij slechts zeer gedeeltelijk het gevolg is van de bestreden bepalingen, volkomen verantwoord is vanwege de bijzondere kenmerken van de activiteit van de ziekenhuisgeneesheren en met name doordat ze actief zijn in een gezondheidsbeleid dat tot doel heeft elkeen de toegang tot de beste verzorging in aanvaardbare en duidelijk aanvaarde financiële omstandigheden te waarborgen.

Wat het tweede middel betreft

A.8. De Ministerraad citeert het verslag opgesteld door de auditeur-verslaggever in het beroep ingesteld bij de Raad van State tegen het toepassingsbesluit van 5 mei 1999 en herhaalt dat men, rekening houdend met de veranderbaarheid van de administratieve behandelingen, de administratie niet kan verwijten haar reglementering, zij het meermaals, te wijzigen. Hij is van mening dat artikel 50bis beoogt de tariefzekerheid te waarborgen opdat de ziekenhuispatiënt kan weten welke honoraria hem zullen worden gevraagd, waarbij de wetgever een doelstelling van doorzichtigheid nastreeft, wat hij sinds verschillende jaren doet, vooral aangezien enquêtes hebben aangetoond dat de informatie terzake voor de patiënt vaak onvolledig is.

Wat het derde middel betreft

A.9. De Ministerraad ziet niet welke vormvoorwaarde de wetgever zich zou hebben opgelegd om zoals artikel 15, tweede lid, van het koninklijk besluit nr. 78 het hem toestaat het bedrag van de medische honoraria te bepalen. De Z.I.V.-wet heeft weliswaar tot hoofddoel een verzekeringsstelsel in te voeren, maar daaruit volgt niet dat de wetgever geen bepalingen in verband met het vastleggen van de medische honoraria erin zou kunnen opnemen.

Wat het vierde middel betreft

A.10. Na artikel 138 van de wet op de ziekenhuizen te hebben geciteerd, dat sinds lange tijd voorschrijft dat voor patiënten opgenomen in een twee- of meerpersoonskamer geneeskundige verstrekkingen tegen het Z.I.V.-tarief moeten worden gewaarborgd, of de geneesheer nu aangesloten is of niet, herhaalt de Ministerraad artikel 139bis van dezelfde wet, alsmede de inhoud van het arrest nr. 62/99 van het Hof. Hij besluit daaruit dat het bedrag van de honoraria niet uitsluitend als vergoeding aan de geneesheren kan worden toegekend maar ook de andere aan de medische ziekenhuisactiviteit gebonden uitgavenfactoren moet dekken. Hij citeert artikel 140, dat de afhoudingen detailleert die worden verricht voor de kostendekking. Hij voegt eraan toe dat de afhoudingen in onderlinge overeenstemming worden bepaald zodat niet in alle gevallen een automatische vermindering van de erelonen die aan de geneesheren toekomen kan worden vastgesteld.

A.11. De Ministerraad geeft toe dat de ziekenhuisgeneesheren zonder overeenkomst, die hoofdzakelijk of uitsluitend per prestatie worden vergoed, inderdaad bij gelijk werk in de gevallen vermeld in de bestreden bepalingen hun vergoeding zullen zien dalen. Maar hij voegt eraan toe dat het middel op dat punt samenvalt met het eerste middel en hetzelfde antwoord vereist, waarbij de wetgever op gematigde wijze met het gewettigd doel van doorzichtigheid en tariefzekerheid van zijn bevoegdheid gebruik heeft gemaakt.

*Antwoord van de verzoekende partij**Wat het eerste middel betreft*

A.12. De verzoekende partij herhaalt dat artikel 138, § 1, van de wet op de ziekenhuizen slechts de geneesheren met overeenkomst betreft. Ze voegt eraan toe dat hoewel artikel 138, § 3, de medische raad verplicht te waarborgen dat de patiënten opgenomen in een twee- of meerpersoonskamer zouden worden verzorgd tegen het in de akkoorden bepaalde tarief, dit niet betekent dat de geneesheer zonder overeenkomst automatisch verplicht is de tarieven van de overeenkomst na te leven. Ze is van mening dat de bestreden bepalingen verder gaan dan datgene waarin artikel 138, § 3, voorziet.

A.13. De verzoekende partij acht de overwegingen met betrekking tot de verschillende vergoedingswijzen van geneesheren irrelevant doordat ze de regels van de medische plichtenleer uit het oog verliezen die verbieden dat de forfaitaire vergoeding van de geneesheer lager zou liggen dan het overeenkomstige inkomen van een geneesheer die voor gelijkwaardige activiteiten per prestatie wordt vergoed (artikel 82 van de Code van geneeskundige plichtenleer).

A.14. Ze herhaalt dat rekening dient te worden gehouden met het feit dat het sociale statuut dat de geneesheer met overeenkomst geniet een belangrijk voordeel inhoudt en dat de geneesheer zonder overeenkomst door de bestreden maatregel wordt gediscrimineerd aangezien hij, hoewel hij niet dat voordeel geniet, zijn honoraria moet afstemmen op die van de geneesheer met overeenkomst.

Wat het tweede middel betreft

A.15. De verzoekende partij is van mening dat de opeenvolging van vijf verschillende honorariumstelsels in dertien maanden een niet te verantwoorden klimaat van onzekerheid creëert.

Wat het derde middel betreft

A.16. De verzoekende partij antwoordt dat zodra men buiten het stelsel van de overeenkomst stapt, men niet kan aannemen dat het optreden van de wetgever in het kader van de wet van 14 juli 1994 zich binnen de doelstelling bepaald in artikel 1 bevindt, namelijk het instellen van een regeling voor verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen. De verplichte verzekering betreft niet het bedrag van de honoraria die aan de patiënt worden gevraagd, maar enkel het bedrag dat de verzekering dekt.

Wat het vierde middel betreft

A.17. De verzoekende partij is van mening dat geen van de door de Ministerraad aangevoerde bepalingen de bestreden bepalingen verantwoordt en dat hij, door toe te geven dat er voor de geneesheren zonder overeenkomst een vermindering van de honoraria zal zijn, erkent dat aan de financiële betrekkingen tussen de geneesheren en de ziekenhuizen afbreuk wordt gedaan.

*Zaak nr. 1748**Standpunt van de verzoekers*

A.18. De acht verzoekers zijn geneesheren die in een ziekenhuisomgeving werken; zij vorderen de vernietiging van dezelfde artikelen 121 en 122 van de wet van 25 januari 1999. Ze vragen ook de debatten in de zaak nr. 1406 te heropenen en hen daarin als tussenkomende partijen te aanvaarden binnen de grenzen bepaald in B.3.3 van het arrest nr. 71/99. In ondergeschikte orde vragen ze het Hof een prejudiciële vraag te stellen aan het Hof van Justitie van de Europese Gemeenschappen.

Ze werken twee middelen uit. Het eerste is afgeleid uit de overtreding van de bevoegdheidsregels, het tweede, in tien onderdelen, uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, afzonderlijk of in samenhang met verscheidene verdrags-, Grondwets- of wetsbepalingen.

Wat het eerste middel betreft

A.19. Het middel is afgeleid uit de schending van artikel 128 van de Grondwet en van artikel 5 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen,

« doordat de wet van 22 januari 1999 is aangenomen door de federale wetgever op grond van zijn bevoegdheid inzake ziekte- en invaliditeitsverzekering,

terwijl de vaststelling van het bedrag van de honoraria die door de geneesheren mogen worden toegepast deel uitmaakt van het beleid van zorgverlening binnen en buiten de verzorgingsinstellingen, en die vaststelling onder de bevoegdheid van de gemeenschappen valt, en niet van de federale Staat ».

De verzoekers stellen dat krachtens artikel 5, § 1, I, 1°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 de gemeenschappen bevoegd zijn

« voor het beleid inzake zorgverlening, in en buiten de verplegingsinstellingen; dat de aangevochten bepalingen één van de aspecten van het beleid inzake zorgverlening regelen vermits zij de doelstelling zouden nastreven de zorgverlening financieel beter toegankelijk te maken voor de zwakste categorieën van de bevolking ».

Ze betwisten dat de federale wetgever zich kon beroepen op de uitzondering waarin is voorzien bij punt c) van voormeld artikel 5 inzake de ziekte- en invaliditeitsverzekering, aangezien de honoraria slechts voor het terugbetaalbare gedeelte in de toepassingsfeer ervan vallen. Ze doen gelden dat te dezen de honoraria net die zijn die niet ten laste van de ziekteverzekering vallen.

Wat het tweede middel betreft

A.20. Het middel is afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, afzonderlijk of in voorkomend geval in samenhang met artikel 14 van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens, artikel 3, onder g), in samenhang met de artikelen 4 (ex artikel 3 A), 10 (ex artikel 5) en 81 (ex artikel 85) van het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap, artikel 23, 1° en 5°, van de Grondwet, artikel 50 van de wet van 14 juli 1994 en artikel 15 van het koninklijk besluit nr. 78 betreffende de uitoefening van de geneeskunst.

A.21. In een eerste onderdeel stellen de verzoekers dat de voormelde bepalingen zijn geschonden,

« doordat de aangevochten bepalingen voorzien in de toepassing van de tarieven die tot grondslag dienen voor de berekening van de tegemoetkoming door de ziekte- en invaliditeitsverzekering indien de verzorging wordt verstrekt in het raam van een georganiseerde wachtdienst of in het raam van een opname in een dienst intensieve verzorging, ongeacht of er al dan niet een akkoord is zoals bedoeld in artikel 50 van de wet van 14 juli 1994,

terwijl, indien die bepalingen in die zin moeten worden geïnterpreteerd dat het verblijf van de patiënt in één van die twee diensten de toepassing met zich meebrengt van de bovenvermelde tarieven voor alle medische verstrekkingen uitgevoerd tijdens zijn opname, de maatregel onredelijk of onevenredig lijkt,

[...]

en terwijl, indien die bepalingen in die zin moeten worden geïnterpreteerd dat enkel de honoraria die verschuldigd zijn voor de medische verstrekkingen verleend in die twee diensten tot een maximum beperkt zijn, in tegenstelling met de andere verstrekkingen uitgevoerd tijdens dezelfde ziekenhuisopname, het criterium van onderscheid onevenredig of onredelijk is ».

A.22. In een tweede onderdeel stellen de verzoekers dat de in het middel vermelde bepalingen zijn geschonden,

« doordat de aangevochten bepalingen voorschrijven dat het tarief dat tot grondslag dient voor de berekening van de verzekeringstegemoetkoming, door de geneesheer in een bepaald aantal gevallen wordt toegepast,

terwijl enkel de geneesheren door die tariefbeperkingen worden getroffen, in tegenstelling met de andere zorgverstrekkers in het ziekenhuismilieu,

terwijl aldus de honoraria van de paramedici, die diensten uitoefenen in de ziekenhuisinstellingen, niet tot een maximum worden beperkt,

terwijl dat onderscheid niet berust op enig redelijk of met het nagestreefde doel evenredig criterium ».

A.23. In een derde onderdeel zijn de verzoekers van mening dat de in het middel vermelde bepalingen zijn miskend,

« doordat de aangevochten bepalingen voorzien in de toepassing van het tarief dat tot grondslag dient voor de berekening van de verzekeringstegemoetkoming wanneer het gaat om een opname van een kind samen met een begeleidende ouder,

terwijl dat criterium noch redelijk, noch evenredig met het nagestreefde doel is; terwijl aldus voor een kind dat wordt opgenomen zonder begeleidende ouder andere tarieven kunnen worden toegepast dan de voormelde, terwijl de ouders wettig verhinderd kunnen zijn zodat ze hun kind niet kunnen begeleiden, terwijl hetzelfde geldt voor ouders die werken en zich niet kunnen vrijmaken vanwege hun beroepsverplichtingen, terwijl hetzelfde ook geldt voor ouders die alleen de last van hun gezin op zich nemen en die, bijvoorbeeld, moeten zorgen voor de andere kinderen van het gezin tijdens de opname van één van hen ».

A.24. In het vierde onderdeel wordt aangevoerd dat de in het middel vermelde bepalingen zijn geschonden,

« doordat de aangevochten bepalingen voorzien in de toepassing van het tarief dat tot grondslag dient voor de berekening van de verzekeringstegemoetkoming in verschillende gevallen die alle betrekking hebben op opgenomen patiënten, met uitsluiting van ambulante patiënten,

terwijl verschillende medische handelingen die worden gesteld in het kader van een ziekenhuisopname, in feite en in rechte kunnen worden gesteld in het kader van de ambulante geneeskunde, terwijl het tarief van de honoraria nochtans niet zo strikt wordt beperkt wanneer de handelingen worden gesteld in het kader van de ambulante geneeskunde en zij dus aanleiding kunnen geven tot honoraria die verschillen van het voormelde tarief ».

A.25. In het vijfde onderdeel wordt beweerd dat de in het middel vermelde bepalingen zijn miskend,

« doordat artikel 50bis, § 3, van de wet van 14 juli 1994, gewijzigd door de aangevochten bepaling, de Koning ertoe machtigt, bij een in Ministerraad overlegd besluit, de maximumhonoraria en de maximumhonorariumsupplementen te bepalen die door de al dan niet verbonden geneesheren kunnen geëist worden indien de verstrekkingen worden verleend aan patiënten die op hun uitdrukkelijk verzoek en zonder dat dit noodzakelijk is voor hun behandeling worden opgenomen in een eenpersoonskamer,

terwijl het recht op collectieve onderhandelingen uitdrukkelijk is erkend door de in het middel bedoelde bepalingen, inzonderheid artikel 23 van de Grondwet, terwijl de Koning de honoraria evenwel eenzijdig vaststelt wanneer het gaat om honoraria die worden gevraagd indien de ziekenhuisopname plaatsheeft in een eenpersoonskamer, op uitdrukkelijk verzoek van de patiënt en zonder dat dit noodzakelijk is voor zijn behandeling, terwijl de vaststelling van de honoraria daarentegen gebeurt na een adviesprocedure wanneer het gaat om een opname in een meerpersoonskamer of een tweepersoonskamer, of wegens medische redenen in een eenpersoonskamer, terwijl dit verschil in behandeling betreffende de manier waarop de honoraria worden vastgesteld niet berust op een criterium dat redelijk is of evenredig met het nagestreefde doel; terwijl die discriminatie des te erger is daar het recht op collectieve onderhandelingen uitdrukkelijk in de Grondwet is erkend ».

A.26. Het zesde onderdeel bekritiseert de ontstentenis van evenredigheid tussen de beoogde doelen en het in aanmerking genomen criterium,

« doordat de aangevochten bepalingen voorschrijven : ' De Koning kan bij een in Ministerraad overlegd besluit, de maximum honoraria en de maximum honorarium-supplementen bepalen die door de al dan niet verbonden geneesheren kunnen geëist worden indien de verstrekkingen worden verleend aan patiënten die op hun uitdrukkelijk verzoek en zonder dat dit noodzakelijk is voor hun behandeling worden opgenomen in een eenpersoonskamer ' ,

terwijl, door de medische honoraria aldus te regelen, de meest kwetsbare categorieën van de bevolking niet minder betalen dan vóór de hervormingen van 1998 en 1999, terwijl het systeem van de ' overeenkomst ' hen reeds de toegang tot de zorgverstrekking in het ziekenhuismilieu tegen vastgestelde tarieven waarborgde; terwijl de aangevochten bepalingen tot een ander resultaat dan het nagestreefde resultaat leiden,

terwijl het in feite de meest bemiddelde categorieën van de bevolking zijn die voortaan minder zullen betalen; terwijl, als het weliswaar om een gelijkheid van behandeling gaat, die gelijkheid daarom nog niet grondwettig is; terwijl de vergeleken categorieën — de rijksten en de armsten — essentieel verschillend zijn in het licht van het onderwerp en het doel van de aangevochten bepalingen vermits die de honoraria vaststellen of het maximum ervan bepalen; terwijl de in het geding zijnde maatregelen erop gericht zijn de gezondheidszorg toegankelijker te maken maar *de facto* ertoe leiden dat het hotelverblijf in een eenpersoonskamer toegankelijker wordt; terwijl de toegang tot de gezondheidszorg erdoor niet wordt verbeterd ».

A.27. Het middel voert in zijn zevende onderdeel de schending aan van het recht op een billijke vergoeding,

« doordat de aangevochten bepalingen voorzien in de systematische toepassing van het tarief dat als grondslag dient voor de berekening van de verzekeringstegemoetkoming in drie soorten gevallen (opname in een wachtdienst, in een dienst intensieve verzorging en voor begeleide kinderen), en bij ontstentenis van een overeenkomst (of een overeenkomst waarin de honorariumtarieven worden vastgesteld) in het geval van een opname in een meerpersoonskamer, een tweepersoonskamer of om medische redenen in een eenpersoonskamer,

terwijl het tarief dat als grondslag dient voor de berekening van de verzekeringstegemoetkoming de betrokken medische verstrekkingen niet behoorlijk vergoedt; terwijl tal van medische verstrekkingen recht geven op een terugbetalingstarief dat ruim beneden een billijke vergoeding ligt; terwijl, door de voormelde tarieven zonder meer toe te passen, de geneesheren hun inkomen op en significante wijze zien dalen, met schending van de voormelde wetsbepalingen ».

A.28. Het middel klaagt in zijn achtste onderdeel een discriminatie aan onder geneesheren naargelang ze in een openbaar ziekenhuis of een privé-ziekenhuis werken,

« doordat de aangevochten bepalingen de mogelijkheid beperken en/of verbieden honoraria te vragen die hoger liggen dan het tarief dat als grondslag dient voor de berekening van de verzekeringstegemoetkoming, of dan het door de Koning vastgestelde tarief,

terwijl onder meer krachtens de artikelen 109 en volgende van de gecoördineerde wet op de ziekenhuizen het deficit van de openbare ziekenhuizen ten laste wordt genomen door de openbare overheid, volgens de modaliteiten die uitgebreider zijn gedefinieerd in de gecoördineerde wet op de ziekenhuizen en de toepassingsbesluiten ervan,

terwijl in een privé-instelling het deficit verplicht moet worden gedragen door de geneesheren, op straffe van faillissement of stopzetting van de activiteit, terwijl de geneesheren die in de privé-ziekenhuizen werken het deficit dat niet gedekt wordt door de verpleegdagprijs, financieren door een overeenkomstige afhouding op de honoraria die zij ontvangen,

terwijl de aangevochten bepalingen dus een ernstig nadeel berokkenen aan de geneesheren die in de privé-ziekenhuizen werken aangezien die geneesheren een belangrijk deel van de inkomsten waarmee zij de ziekenhuisactiviteit financieren, zien verdwijnen ».

A.29. In het negende onderdeel wordt aangeklaagd dat

« de aangevochten akte de geneesheren die hebben beslist het nationaal akkoord geneesheren-ziekenfondsen niet in acht te nemen, verplicht de daarin vastgestelde tarieven toe te passen; [dat] het op 20 juni 1988 gesloten akkoord geneesheren-ziekenfondsen, waarnaar artikel L 1 van het akkoord van 15 december 1998 verwijst, in zijn punt H voorwaarden bepaalt voor de toepassing van de tarieven, waaronder voorwaarden inzake tijd, plaats, bijzondere vereisten van de patiënt of inzake het inkomen,

terwijl, indien de aangevochten akte in die zin moet worden geïnterpreteerd dat de tarieven van het akkoord van toepassing zijn, onafhankelijk van de voorwaarden bepaald in artikel H van het akkoord van 20 juni 1988, die bepaling volkomen onevenredig is ten aanzien van het nagestreefde doel dat erin bestaat de toegang tot de zorgverstrekking te verzekeren; terwijl zij het evenwicht dat door de overeenkomst werd bereikt, volkomen verstoort, zodat deze laatste een leonisch contract wordt door de verdwijning van een groot gedeelte, vermits de geneesheren geen enkele mogelijkheid meer hebben om honoraria te vragen waarvan het bedrag hoger ligt dan datgene dat als grondslag dient voor de terugbetaling door de ziekte- en invaliditeitsverzekering; terwijl het geen twijfel lijdt dat het akkoord fundamenteel verschillend zou zijn geweest mochten dergelijke bepalingen niet zijn ingevoerd,

en terwijl, als de aangevochten akte in die zin moet worden geïnterpreteerd dat de voorwaarden voor de toepassing van de tarieven voorgeschreven in de akkoorden geneesheren-ziekenfondsen artikel H van het voormelde akkoord van 20 juni 1988 bevatten, de geneesheren die niet tot het akkoord zijn toegetreden hun honoraria meer beperkt zien dan de geneesheren die wel tot het akkoord zijn toegetreden; terwijl de laatstgenoemden immers de mogelijkheid hebben gedeeltelijk tot het akkoord toe te treden en uitdrukkelijk te bepalen dat zij buiten bepaalde uren of plaatsen niet verplicht zijn een bepaald tarief in acht te nemen; terwijl die discriminatie niet berust op enig criterium dat redelijk of evenredig met het nagestreefde doel is vermits zij tot gevolg heeft dat de honoraria van de geneesheren die het akkoord hebben geweigerd meer worden beperkt dan de honoraria van de geneesheren die het slechts gedeeltelijk hebben aanvaard ».

A.30. Tot slot wordt in een tiende onderdeel aangevoerd dat de in het middel vermelde bepalingen zijn geschonden,

« doordat de aangevochten akte de inachtneming van maximale tarieven in de medische ziekenhuispraktijk oplegt;

terwijl de Belgische wetgeving aldus de Belgische medische praktijk bevoordeelt door aan de zorgverleners die in de ziekenhuizen van het land werken andere dan de opgelegde tarieven te ontzeggen; terwijl zulks in strijd is met de bepalingen van het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap, in de in het middel beoogde bepalingen ervan, aangezien die maximumprijzen de concurrentie vervalsen tussen de Belgische zorgverleners en de andere zorgverleners die in de andere Staten van de Gemeenschap in het ziekenhuismilieu werken ».

Ook wordt gevraagd dat krachtens artikel 234 (ex artikel 177) van het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap de volgende vraag aan het Hof van Justitie van de Europese Gemeenschappen zou worden gesteld :

« Dienen artikel 3, onder g), gelezen in samenhang met de artikelen 4 (ex artikel 3 A), 10 (ex artikel 5) en 81 (ex artikel 85) van het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap in die zin te worden geïnterpreteerd dat zij verbieden dat een nationale bepaling, te dezen artikel 50bis van de wet van 14 juli 1994 betreffende de verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering, gewijzigd door artikel 121 van de wet van 25 januari 1999 houdende sociale bepalingen, maximumhonoraria oplegt die in acht moeten worden genomen voor medische handelingen die in het ziekenhuismilieu worden gesteld ? »

*Standpunt van de Ministerraad**Wat het eerste middel betreft*

A.31. De Ministerraad antwoordt dat artikel 5, § 1, I, 1°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 de gemeenschappen de bevoegdheid inzake het gezondheidsbeleid toekent, onder voorbehoud van de uitzonderingen die het bepaalt, dat uit de parlementaire voorbereiding blijkt dat de reglementering inzake de uitoefening van de geneeskunst en de medische beroepen niet onder de materies betreffende het gezondheidsbeleid valt en dat het de federale wetgever toekomt de doelstellingen inzake sociale zekerheid te bepalen, wat de zorg impliceert de doorzichtigheid en de tariefzekerheid te waarborgen, met uitsluiting van elk honorariumsupplement ten opzichte van het Z.I.V.-tarief in de gevallen waarin het analyse- en begripsvermogen van de patiënt is verminderd. Hij voert ook de bevoegdheid van de federale Staat aan inzake het prijsbeleid (artikel 6, § 1, VI, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980), alsmede inzake het beleid tot bescherming van de verbruiker (artikel 6, § 1, VI, vierde lid, 2°).

Wat het tweede middel betreft

A.32. Ten aanzien van het eerste onderdeel herhaalt de Ministerraad het door de wetgever beoogde doel van doorzichtigheid en tariefzekerheid en beklemtoont dat de betrokken diensten de diensten zijn waar meestal de duurste prestaties worden verricht en dat ze een spoedgeval of een mogelijke vermindering van het beoordelingsvermogen van de patiënt veronderstellen wat overigens niet het spoedgeval uitsluit. Hij vermeldt een enquête uitgevoerd door een tijdschrift van ziekenfondsen waaruit is gebleken dat op 178 ziekenhuizen er 31 zijn die supplementen eisen in geval van opname in een gemeenschappelijke kamer, 50 in geval van opname in een tweepersoonskamer en 172 in geval van opname in een eenpersoonskamer. In dat laatste geval eisen 116 ziekenhuizen supplementen ten belope van 100 pct. van het Z.I.V.-tarief, 21 een supplement van 101 tot 200 pct., 18 een supplement van 201 tot 300 pct., 6 supplementen van meer dan 300 pct.

Hij is van mening dat de wetgever vermocht te strijden tegen situaties van personen met schulden bij ziekenhuizen, die slecht of niet zijn geïnformeerd en aan wie supplementen werden geëist terwijl ze volgens de voorwaarden zelf van de overeenkomst van 20 juni 1988 slechts supplementen aangerekend zouden krijgen zodra ze meer dan 1.040.000 frank bruto verdienen of, als het om een gezin gaat, 1.560.000 frank bruto, verhoogd met 52.000 frank bruto per persoon ten laste.

A.33. Ten aanzien van het tweede onderdeel herhaalt de Ministerraad dat de wetgever, die zijn doelstelling van doorzichtigheid en tariefzekerheid nastreeft, rekening houdt met de hoofdzakelijk medische activiteit in een ziekenhuisomgeving en met het feit dat de supplementen als medische honoraria worden gevraagd. Hij onderstreept dat artikel 44, § 5, van de Z.I.V.-wet al de mogelijkheden van een supplement in geval van opname tot enkel die patiënten die in een eenpersoonskamer verblijven beperkt.

A.34. Ten aanzien van het derde onderdeel is de Ministerraad van mening dat de wetgever van oordeel kon zijn dat in alle gevallen waarin een kind wordt opgenomen, of er nu een overeenkomst is of niet, de gewettigde wens van een ouder om het kind te begeleiden slechts ten volle in een eenpersoonskamer kan worden gerealiseerd.

A.35. Ten aanzien van het vierde onderdeel is de Ministerraad van mening dat de gevallen waarin prestaties, uitgevoerd in het ziekenhuis in een wachtdienst of in een dienst intensieve verzorging, ook buiten het ziekenhuis kunnen worden verricht, financieel en statistisch marginaal zijn voor het budget van de huishoudens zodat de indirect ingevoerde verschillende behandeling verantwoord zou zijn.

A.36. Ten aanzien van het vijfde onderdeel verklaart de Ministerraad niet te vatten waarin het recht van collectieve onderhandeling zou zijn geschonden en hij vermeldt andere bepalingen die voor de geneesheren voorbehouden mechanismen van onderhandeling en besluitvorming in werking stellen.

A.37. Ten aanzien van het zesde onderdeel herhaalt de Ministerraad alle beoogde doelstellingen en hij beklemtoont dat ze niet alleen worden nagestreefd ten aanzien van de meest kwetsbaren maar ook ten aanzien van de vele gezinnen die, zonder hulpbehoevend te zijn, niet over inkomsten beschikken die het hen mogelijk maken de gevraagde honorariumsupplementen te betalen terwijl de informatie die ze kregen ontoereikend was.

A.38. Ten aanzien van het zevende onderdeel stelt de Ministerraad vast dat een vergelijking ontbreekt, tenzij ten opzichte van de rest van de beroepsbevolking. Hij voegt eraan toe dat artikel 23, derde lid, 1°, van de Grondwet niet de situatie beoogde van de geneesheren, die vrij blijven hun honorarium te bepalen in de andere gevallen dan die welke zijn beoogd in de bestreden bepalingen. Hij betwist de stelling volgens welke vele medische prestaties aanleiding zouden geven tot een terugbetaling door de ziekte- en invaliditeitsverzekering die lager ligt dan een billijke vergoeding.

A.39. Ten aanzien van het achtste onderdeel stelt de Ministerraad dat het aangevoerde verschil niet zijn grondslag vindt in de bestreden bepalingen maar in de artikelen 1, 114 en 139bis van de wet op de ziekenhuizen.

A.40. Ten aanzien van het negende onderdeel herhaalt de Ministerraad dat de overeenkomsten geneesheren-ziekenfondsen gesloten sinds 1988 honorariumsupplementen verbieden in geval van opname in een gemeenschappelijke kamer, in een tweepersoonskamer of in een eenpersoonskamer als de patiënt daar is opgenomen om medische redenen. Hij is van mening dat artikel 50bis, § 2, niet in die zin kan worden geïnterpreteerd dat het de toepassing mogelijk maakt van de overeenkomst los van de voorwaarden waarin is voorzien in punt H van de overeenkomst van 20 juni 1998.

Hij voegt eraan toe dat, rekening houdend met de bestreden maatregelen, de gedeeltelijke toetredingen ongetwijfeld minder in aantal zullen zijn, aangezien hun belang niet meer evident blijkt. De doelstelling van doorzichtigheid zal dan ook zijn bereikt.

A.41. Ten aanzien van het tiende onderdeel merkt de Ministerraad op dat, gesteld dat de ziekenhuizen zouden kunnen worden beschouwd als ondernemingen met economisch karakter in de zin van artikel 81, ex artikel 85, van het E.G.-Verdrag, onderzocht dient te worden in welke opzicht de bepaling van een maximumtarief in de beoogde gevallen het mogelijk zou maken ze als ondernemersverenigingen te beschouwen. Hij baseert zich op de rechtspraak van het Hof van Justitie van de Europese Gemeenschappen en voegt eraan toe dat als de tarieven voor een vrij beroep worden bepaald krachtens de wet en rekening houdend met algemeen belang, het belang van de bedrijven die tot andere sectoren behoren en dat van de gebruikers, die tarieven niet in strijd zijn met artikel 81. Artikel 81 beoogt overigens het gedrag van ondernemingen en niet de wettelijke maatregelen, behalve als een Staat het afsluiten van overeenkomsten in strijd met artikel 81 stimuleert of in andere gevallen die te dezen onbestaand zijn, aangezien niet de aanwezigheid van een bij wet ingestelde schaal in het geding is maar het bepalen van een maximum en niet een minimumtarief, van toepassing in een aantal gevallen.

Hij doet opmerken dat de uitzonderingen waarin is voorzien in ex artikel 36 van het Verdrag moeten kunnen worden toegepast naar analogie met ex artikel 85. Hij beroept zich eveneens op de vroegere artikelen 129 en 129, lid 1, van het Verdrag.

Hij besluit dat er geen reden is het Hof van Justitie van de Europese Gemeenschappen te ondervragen.

*Antwoord van de verzoekers**Wat het eerste middel betreft*

A.42. De verzoekers antwoorden dat de bestreden maatregelen de honoraria betreffen die ten laste komen van de patiënt of van zijn privé-verzekeraar en dat de federale wetgever zich dus niet op zijn bevoegdheid inzake de sociale zekerheid kan beroepen om ze te regelen, vooral aangezien die bevoegdheid hem slechts is gelaten bij wijze van uitzondering en die strikt dient te worden geïnterpreteerd.

Ze betwisten dat de in het geding zijnde bepalingen zouden zijn aangenomen in het kader van de federale bevoegdheden die het voorwerp uitmaken van het koninklijk besluit nr. 78, dat die bepalingen overigens noch gewijzigd noch aangevuld hebben. Ze betwisten eveneens dat de federale bevoegdheden inzake het prijsbeleid en de bescherming van de consumenten zouden kunnen worden aangevoerd en brengen het arrest nr. 22/93 van het Hof in herinnering, waarin werd aangenomen, dat de overeenkomsten geneesheren-ziekenfondsen onder de bevoegdheid van de gemeenschappen inzake het gezondheidsbeleid vallen.

Wat het tweede middel betreft

A.43. Ten aanzien van het eerste onderdeel betwisten de verzoekers dat het bestreden stelsel al bestond krachtens artikel 138, § 3, van de wet op de ziekenhuizen, dat een andere draagwijdte heeft aangezien het bestaan van een overeenkomst geneesheren-ziekenfondsen veronderstelt, terwijl de bestreden bepaling van toepassing is bij ontstentenis van een overeenkomst.

Ze betwisten dat de doelstelling van doorzichtigheid en tariefzekerheid alles zou kunnen rechtvaardigen en beklemtonen de duidelijke wanverhouding tussen de genomen maatregelen en die doelstelling.

A.44. Ten aanzien van het tweede onderdeel doen de verzoekers gelden dat de verwijzing die de Ministerraad maakt naar artikel 44, § 5, van de wet van 14 juli 1994 irrelevant is, aangezien dat artikel vreemd is aan de kritiek volgens welke de geneesheren in een ziekenhuisomgeving anders worden behandeld dan de andere zorgverstrekkers.

A.45. Ten aanzien van het derde onderdeel betwisten de verzoekers dat de kinderen om veiligheidsredenen niet in een eenpersoonskamer zouden worden opgenomen. Ze geven voorbeelden die het tegendeel zouden bewijzen.

A.46. Ten aanzien van het vierde onderdeel nemen de verzoekers akte van het feit dat de wetgever de prestaties uitgevoerd in een ambulante omgeving is vergeten en ze betwisten dat die prestaties een statistisch marginaal karakter zouden hebben, waarbij ze zich beroepen op artikel 78quinquies van de wet op de ziekenhuizen.

A.47. Ten aanzien van het vijfde onderdeel zijn de verzoekers van mening dat het verschil tussen de procedures voor het bepalen van de honoraria naargelang ze worden gevraagd voor een opname in een eenpersoonskamer op vraag van de patiënt en zonder dat zijn behandeling het vereist, of voor een opname in een twee- of meerpersoonskamer, of in een eenpersoonskamer om medische redenen, niet berust op een redelijk en objectief criterium. Het verschil kan niet worden verantwoord door de omstandigheid dat in het eerste geval het koninklijk besluit in Ministerraad moet worden overlegd.

A.48. Ten aanzien van het zesde onderdeel houden de verzoekers staande dat de bestreden bepalingen de toegang tot de gezondheidszorg minder duur maken voor personen met een hoger inkomen, zonder dat die maatregelen een betere toegang tot de gezondheidszorg verzekeren voor de personen met een laag inkomen. Ze onderstrepen een neveneffect van de nieuwe maatregelen dat hun argument bevestigt.

A.49. Ten aanzien van het zevende onderdeel geven de verzoekers talrijke voorbeelden waaruit ze afleiden dat de nomenclatuur van de gezondheidszorg geen waarde vastlegt die overeenstemt met een billijke vergoeding van de geleverde prestaties. Ze besluiten daaruit dat de wetgever de in het middel beoogde bepalingen schendt door de honoraria die voor een medische verstrekking kunnen worden gevraagd gelijk te stellen met de terugbetalingsgrondslag die in aanmerking wordt genomen voor de Z.I.V.-tegenoetkoming.

Ze zijn van mening dat niets kan verantwoorden dat de geneesheren worden uitgesloten uit het toepassingsgebied van artikel 23 van de Grondwet en stellen dat ze kunnen worden vergeleken met elke andere persoon die werkt en die recht heeft op een billijke vergoeding.

A.50. Ten aanzien van het achtste onderdeel bevestigen de verzoekers dat volgens hen de discriminatie die ze aanklagen haar oorsprong vindt in de bestreden bepalingen en voorheen niet bestond.

A.51. Ten aanzien van het negende onderdeel houden de verzoekers staande dat de bestreden bepalingen eenzijdig het evenwicht verbreken dat was bereikt door de overeenkomst van 15 december 1998, die zelf naar de overeenkomst van 20 juni 1988 verwijst. Ze voegen eraan toe dat de geneesheren die hadden geweigerd de overeenkomst te aanvaarden zich nu de naleving van die overeenkomst opgelegd zien, terwijl diegenen die slechts hebben gekozen voor een gedeeltelijke aansluiting bij de overeenkomst nu gedeeltelijk hun vrijheid genieten voor het bepalen van hun honoraria, waarbij die verschillende behandeling geenszins verantwoord is. Wat de doelstelling van doorzichtigheid betreft zijn ze van mening dat die wordt bereikt in zoverre de bedragen terugbetaald door de ziekte- en invaliditeitsverzekering worden bepaald door de overheid en voor iedereen bekend zijn. Ze voegen eraan toe dat de honorariumsupplementen niet van die aard zijn dat ze die doorzichtigheid kunnen vertroebelen aangezien ze worden besproken door de geneesheer en de patiënt, zonder dat dit een invloed heeft op de tarificatie van de Z.I.V.-terugbetalingen.

A.52. Ten aanzien van het tiende onderdeel antwoorden de verzoekers dat de in het geding zijnde maatregelen binnen het toepassingsgebied van artikel 81 van het Verdrag vallen, zelfs als het gaat om een wettelijke of verordenende maatregel, zodra die de elementen van overeenkomsten vastgelegd tussen economische operatoren voor zijn rekening neemt en de naleving ervan verplicht maakt voor allen, wat te dezen het geval is.

Ze zijn van mening dat het feit dat de bestreden bepalingen maximumtarieven en geen minimumtarieven vastleggen geen verschil uitmaakt, aangezien een aantasting van de prijsvrijheid in beginsel de concurrentie beperkt.

Ze betwisten de relevantie van het argument afgeleid uit het algemeen belang, in het licht van de door hen geanalyseerde rechtspraak van het Hof van Justitie.

Tot slot voegen ze eraan toe dat ex artikel 36 van het Verdrag slechts van toepassing is op de vroegere artikelen 30 tot 34. De door de Ministerraad aangehaalde rechtspraak zou betrekking hebben op de problematiek van het vrije verkeer en niet op die van de concurrentie, waarbij het enige afwijkende stelsel datgene is waarin bij artikel 81, lid 3, of bij vrijstellingsreglementeringen per categorie is voorzien.

Zaken nrs. 1752 en 1759

Standpunt van de verzoekende partijen

Wat het eerste middel betreft

A.53. Het middel is afgeleid uit de schending van de artikelen 1, 2, 33 en 129 van de Grondwet, 1 en 5 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen en van het algemeen beginsel van evenredigheid in de uitoefening van de bevoegdheden, doordat de bestreden bepalingen tot doel hebben de medische honoraria in een ziekenhuisomgeving te reglementeren met het oog op het stimuleren van de tariefzekerheid, de kwaliteit van de gezondheidszorg en de toegankelijkheid ervan, meer bepaald voor de meest kwetsbare categorieën van de bevolking, terwijl een dergelijke reglementering onder de bevoegdheid van de gemeenschappen valt.

De uiteenzetting van het middel sluit aan bij die vermeld in A.19.

Wat het tweede middel betreft

A.54. Het tweede middel is afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in samenhang met de artikelen 16 en 23 ervan, met artikel 1 van het Eerste Aanvullend Protocol bij het Europees Verdrag voor de Rechten van Mens, met de artikelen 15 tot 18 van het koninklijk besluit nr. 78, met artikel 23 van de gecoördineerde wet van 7 augustus 1987 op de ziekenhuizen, met artikel 50 van de wet van 14 juli 1994 betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, met de algemene beginselen van evenredigheid en rechtszekerheid,

doordat het bestreden artikel 121, in een aantal gevallen, in een bovengrens voor de medische honoraria voorziet als geen enkele overeenkomst geneesheren-ziekenfondsen wordt gesloten, doordat het eveneens in een bovengrens voorziet als een dergelijke overeenkomst wordt gesloten, doordat het de Koning machtigt de maximumhonoraria en maximumhonorariumsupplementen vast te leggen die kunnen worden geëist van de patiënten opgenomen in een eenpersoonskamer op hun uitdrukkelijke vraag en zonder dat hun behandeling dat vereist en doordat artikel 122 op 1 december 1998 de datum van inwerkingtreding van artikel 121 vastlegt, waarbij die bepalingen discriminaties creëren door zich te baseren op een criterium dat niet objectief en redelijk is (eerste lid) of dat onevenredig is ten opzichte van de beoogde doelstellingen (tweede lid).

A.55. Het eerste onderdeel beschrijft de discriminaties waarvan het slachtoffer zouden zijn : de geneesheren die hun activiteiten uitoefenen in de ziekenhuizen, de specialisten ten opzichte van de huisartsen, de ziekenhuisgeneesheren ten opzichte van de beoefenaars van paramedische beroepen vergoed door middel van honoraria en die in hetzelfde type instellingen werken, de geneesheren die in privé-ziekenhuizen werken ten opzichte van hen die in openbare ziekenhuizen werken en tot slot de ziekenhuisgeneesheren ten opzichte van de andere vrije beroepen.

A.56. Het tweede onderdeel klaagt een discriminatie van de privé-ziekenhuizen ten opzichte van de openbare ziekenhuizen aan.

A.57. Het derde onderdeel beroept zich op een discriminatie ten nadele van patiënten verzorgd buiten de ziekenhuisinstellingen, ten gunste van patiënten opgenomen in de diensten spoedgevallen of intensieve verzorging, ten nadele van niet-begeleide kinderen, die kwetsbaarder kunnen zijn dan de kinderen begeleid door een ouder, en tot slot ten nadele van begeleide patiënten andere dan kinderen, zoals bejaarden of echtgenoten.

A.58. In een vierde onderdeel verwijt het middel de bestreden bepalingen onevenredig te zijn ten opzichte van het beoogde doel, doordat dat doel ruimschoots is bereikt sinds 1995 zowel wat de W.I.G.W. (weduwen, invaliden, gepensioneerden en wezen), als wat de andere minder goedgeoede categorieën van de bevolking betreft, doordat die bepalingen ertoe leiden dat die laatstgenoemde categorieën niet minder betalen, waarbij het systeem van de overeenkomst hen reeds de toegang tot de zorgverlening in een ziekenhuisomgeving tegen Z.I.V.-tarieven waarborgt, doordat het enige effect ervan zal zijn dat het hotelverblijf toegankelijker wordt en niet de gezondheidszorg op zich, doordat het budget van de ziekenhuizen en dus de kwaliteit van de zorgverlening zullen verminderen aangezien de rijkste patiënten minder zullen betalen, en tot slot doordat ze afbreuk doen aan het beginsel volgens hetwelk elke geneesheer vrij is zich ertoe te engageren de overeenkomst geneesheren-ziekenhuizen al dan niet na te leven, waarbij zo de wezenlijke inhoud van het systeem wordt uitgehouden.

Wat derde middel betreft

A.59. Het middel is afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in samenhang met de artikelen 16 en 23 ervan, artikel 1 van het Eerste Aanvullend Protocol bij het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens, de artikelen 6 en 8 van de wet van 10 december 1997 tot reorganisatie van de gezondheidszorg, artikel 2 van de wet van 16 april 1998 tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 78, alsmede de algemene beginselen van evenredigheid en rechtszekerheid.

A.60. De verzoekers verwijten de bestreden bepalingen aangenomen te zijn zonder voorafgaand overleg met de geneesheren, terwijl over de kwestie moest worden onderhandeld binnen de overlegcomités opgericht op grond van artikel 8 van de wet van 10 december 1997, waarbij op discriminerende wijze afbreuk wordt gedaan aan het recht van de geneesheren op beloning, alsmede aan hun eigendomsrecht.

Wat het vierde middel betreft

A.61. Het middel is afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in samenhang met de artikelen 3, onder g), (ex artikel 5) en 81 (ex artikel 85) van het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap, doordat de bestreden bepalingen op discriminerende wijze afbreuk te doen aan de Europese concurrentieregels vervat in de voormelde artikelen.

Wat het vijfde middel betreft

A.62. Het middel is afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in samenhang met de artikelen 3, 6, 10, 49, 50, 51, 52, 53, 54 en 55 van het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap, doordat de bestreden bepalingen de honoraria van geneesheren in een ziekenhuisomgeving naar boven toe begrenzen, waarbij zo de geneesheer uit de Europese Unie die niet is gevestigd in België wordt verhinderd enige economische winst te halen uit het verstrekken van verzorging in een Belgisch ziekenhuis aangezien hij, terwijl hij de prijzen van de overeenkomst toepast, alle kosten die met name gebonden zijn aan zijn verplaatsing zal moeten afschrijven.

*Standpunt van de Ministerraad**Wat het eerste middel betreft*

A.63. De Ministerraad verwijst naar de argumenten uitgewerkt in antwoord op het eerste middel van het beroep in de zaak nr. 1748 (A.31).

Wat het tweede middel betreft

A.64. Ten aanzien van het eerste onderdeel verwijst de Ministerraad naar de argumenten uiteengezet in de zaak nr. 1748 in antwoord op verschillende onderdelen van het tweede middel.

A.65. Datzelfde geldt voor het tweede onderdeel. De Ministerraad voegt eraan toe dat geen enkel statistisch of wiskundig element aantoonde dat de privé-ziekenhuizen door de vermindering van de honoraria van de ziekenhuisgeneesheren geen enkele zekerheid zouden hebben om het budgettaire evenwicht te bereiken. Hij merkt op dat de ziekenhuisgeneesheren in de openbare ziekenhuizen of in de privé-ziekenhuizen op dezelfde wijze worden geraakt, waarbij de ontvangsten er op gelijksoortige wijze afnemen. In de veronderstelling dat ze bestaat zou een discriminatie haar oorsprong vinden in de artikelen 109, 110, 139bis en 140 van de wet op de ziekenhuizen. Die verschillen zijn bovendien verantwoord door de aard en de opdracht van de ziekenhuizen opgericht door de openbare centra voor maatschappelijk welzijn.

A.66. Ten aanzien van het derde onderdeel verwijst de Ministerraad naar de argumenten uiteengezet tijdens het onderzoek van het tweede middel, eerste, tweede en derde onderdeel, in de zaak nr. 1748.

Hij voegt eraan toe dat de gevallen van bejaarden of gehuwden vergezeld van een bloedverwant of hun echtgenoot tijdens het verblijf in het ziekenhuis zeldzame gevallen zijn en dat het het Hof niet toekomt zich in de plaats te stellen van de wetgever om te beslissen dat die gevallen ook in de bestreden bepalingen moeten worden beoogd.

A.67. Ten aanzien van het vierde onderdeel herinnert de Ministerraad eraan dat de beoogde doelstelling die is van doorzichtigheid en daadwerkelijke tariefzekerheid, waarbij de toegang tot de zorg er slechts het gevolg van is. Hij analyseert de nationale overeenkomst geneesheren-ziekenfondsen van 20 juni 1988 en leidt daaruit af dat het verkeer is te stellen dat in geval van opname enkel de opname in een meerpersoonskamer van een begunstigde die beschikt over inkomsten lager dan de bepaalde maximumwaarden het mogelijk zou maken de onderhandelde tarieven te genieten. Hij is van mening dat terwijl de toegang tot het Z.I.V.-tarief voor de W.I.G.W.-begunstigden is gerealiseerd sinds 1995, het aangevochten systeem de bescherming versterkt ten opzichte van alle begunstigten met een laag inkomen, die niet allen tot de categorie van de W.I.G.W. behoren. Hij herinnert aan de rechtsspraak van het Hof inzake de sociale zekerheid en de grenzen van zijn evenredigheidcontrole. Hij betwist dat de bestreden bepalingen een positieve discriminatie invoeren, waarbij de zorg erin bestaat alle personen met laag inkomen te beschermen. Hij herhaalt dat artikel 138 van de wet op de ziekenhuizen in samenhang met de bepalingen van de overeenkomst geneesheren-ziekenfondsen de praktijk van de honoraria tegen Z.I.V.-tarief al waarborgde in geval van opname in een twee- of meerpersoonskamer. Hij verwerpt de stelling volgens welke de ziekenhuisgeneesheren de geneeskunde minder goed zouden uitoefenen om reden van de in het geding zijnde bepalingen en onderstreept dat de vrijheid al dan niet toe te treden niet werd gewijzigd.

Wat het derde middel betreft

A.68. De Ministerraad verwijst naar de argumenten uiteengezet in antwoord op het tweede middel, vierde onderdeel, in de zaak nr. 1748 en herinnert de tekst van artikel 8 van de wet van 10 december 1997 tot reorganisatie van de gezondheidszorg.

Wat het vierde middel betreft

A.69. De Ministerraad verwijst naar het antwoord dat hij heeft gegeven op het tweede middel, laatste onderdeel, in de zaak nr. 1748 en onderstreept de cirkelredenering in de stelling volgens welke de medische honoraria toegepast in België bijzonder laag zouden zijn in verhouding tot andere Lid-Staten van de Gemeenschap.

Wat het vijfde middel betreft

A.70. De Ministerraad antwoordt dat de bestreden bepalingen geen enkele voorwaarde opleggen voor de uitoefening van de geneeskunde in België, dat ze geen afbreuk doen aan het vrije verkeer van personen en diensten en dat geen duidelijke vertraging van de vestiging in België van ziekenhuisgeneesheren uit de Europese Unie noch een uittocht van Belgische ziekenhuisgeneesheren naar het buitenland worden aangediend.

Antwoord van de verzoekende partijen

Wat het eerste middel betreft

A.71. De verzoekende partijen antwoorden dat de bestreden bepalingen de vergoeding van de geneesheren raken en de verhouding tussen de zorgverstrekker en zijn begunstigde betreffen en niet de verzekeraar en het systeem van de ziekte- en invaliditeitsverzekering. Ze betwisten dat de wetgeving ter zake die verhoudingen zou hebben geregeld, waarbij de verwarring tussen de twee bevoegdheden haar oorsprong vindt in het feit dat in 1963, voordat de gemeenschappen bestonden, de geneesheren hebben aanvaard dat een deel onder hen hun tarieven zouden laten overeenstemmen met de terugbetalingsregels. Ze herinneren aan het uitzonderlijke karakter van de federale bevoegdheid inzake het gezondheidsbeleid en vermelden het arrest nr. 83/98 van het Hof, waarbij de tarifiering van handelingen niet onder die bevoegdheid valt, wat de wet van 29 april 1999, waarin de wetgever zich van het regelen van de tarifiering van prestaties heeft onthouden, bevestigt.

Ze betwisten dat de doorzichtigheid en tariefzekerheid doelstellingen zijn van de sociale zekerheid en zijn van mening dat de tarifiering van honoraria noch onder het prijsbeleid noch onder de bescherming van de consumenten valt.

Wat het tweede middel betreft

A.72. Wat de aangevoerde discriminatie tussen geneesheren betreft beklemtonen de verzoekende partijen dat de Ministerraad niet aantoonde dat de tariefzekerheid en de doorzichtigheid beter zouden zijn verzekerd in de ambulante geneeskunde, terwijl daar geen enkele regel bestaat, en ze bekritisieren de methode die erin bestaat zich te baseren op peilingen uitgevoerd door pressiegroepen of verzekeringsinstellingen.

Ze verwijten de Ministerraad het respectieve aandeel van de medische en paramedische handelingen in een ziekenhuisomgeving niet aan te tonen en zijn van mening dat als die aan de basis ligt van het « informatietekort », het niet verantwoord is door middel van de bestreden maatregelen de geneesheren te raken, met uitsluiting van de paramedische beroepen of de medische handelingen met overeenkomst.

Voor het overige sluiten hun argumenten zich aan bij die van de verzoekende partijen in de zaak nr. 1748.

A.73. Wat de aangevoerde discriminatie tussen ziekenhuizen betreft, herhalen de verzoekende partijen dat die wordt veroorzaakt door de bestreden bepalingen en niet door de wet op de ziekenhuizen. Ze stellen dat de privé-ziekenhuizen niet kunnen wachten tot ze failliet worden verklaard om de gevolgen van de bestreden bepalingen aan te klagen en onderstrepen dat niet werd geantwoord op het argument volgens hetwelk een aantal ziekenhuizen een beroep zullen kunnen doen op de overheid om hun financiële moeilijkheden te overwinnen en andere niet. Ze zijn van mening dat vanaf het ogenblik waarop de privé-ziekenhuizen, die niet door de overheid worden gesubsidieerd, geen honorariumsupplementen meer kunnen factureren de financiering en het evenwicht van het systeem zijn aangetast. Ze zijn van mening dat de mogelijkheid die aan de begunstigten van de verzekering wordt geboden om zich te richten tot de instelling van hun keuze, wordt tenietgedaan aangezien het bestaan van de privé-ziekenhuizen in het geding wordt gebracht.

A.74. Wat de discriminatie tussen patiënten betreft, twijfelen de verzoekende partijen aan het bestaan van het « informatietekort » en vooral aan het toeschrijven ervan aan de ziekenhuisomgeving; ze beklemtonen dat 70 tot 80 pct. van de gevallen die zich aanmelden in de dienst spoedgevallen geen spoedgevallen zijn en onderstrepen dat het niet uitmaakt of een deel van de discriminatie al eerder bestond. Ze herhalen dat kinderen worden opgenomen in een eenpersoonskamer, zelfs als ze niet begeleid zijn, en houden staande dat het niet zeldzaam is dat volwassenen zouden worden begeleid.

A.75. Wat de door hen aangevochten bepalingen betreft, handhaven de verzoekende partijen hun argumentatie en ze preciseren dat de vermindering van de financiële middelen noodzakelijkerwijs de mogelijkheid zal beperken gebruik te maken van een aantal medische technieken, die niet meer zullen kunnen worden afgeschreven of betaald. Ze onderstrepen dat de bestreden maatregelen en de doelstelling van doorzichtigheid en tariefzekerheid totaal niet op elkaar zijn afgestemd.

Wat het derde middel betreft

A.76. De verzoekende partijen voegen aan hun argumentatie toe dat het ontbreken van overleg des te ontoelaatbaarder is daar de bestreden bepalingen zelf geen in enkele vorm van overleg voorzien waarbij de geneesheren zouden zijn betrokken.

Wat het vierde middel betreft

A.77. De verzoekende partijen houden staande dat het invoeren van maximumtarieven de concurrentie beperkt.

Wat het vijfde middel betreft

A.78. De verzoekende partijen doen opmerken dat het hen niet toekomt de migratiestromen van geneesheren binnen de Europese Unie aan te tonen terwijl de Belgische Staat over de geëigende instrumenten beschikt om dat te doen.

— B —

Ten aanzien van de bepalingen die verbonden zijn met de aangevochten bepalingen

B.1. Krachtens artikel 15 van het koninklijk besluit nr. 78 van 10 november 1967, dat betrekking heeft op de uitoefening van de geneeskunst, hebben de geneesheren, mits eerbiediging van de regelen van de plichtenleer, recht op honoraria of forfaitaire bezoldigingen voor de door hen geleverde prestaties. Het tweede lid van hetzelfde artikel bevestigt het principe van de vrije bepaling van de honoraria van de geneesheren, onder voorbehoud van de bevoegdheid, in geval van betwisting, van de orde waaronder zij ressorteren of van de rechtbanken. Die vrijheid wordt uitgeoefend « onverminderd de toepassing van bedragen welke eventueel zijn vastgesteld door of krachtens de wet of voorzien bij statuten of overeenkomsten waartoe de beoefenaars zijn toegetreden ».

Artikel 50, § 6, tweede lid, *in fine*, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, hierna genoemd de ziekteverzekeringwet, bepaalt dat de geneesheer zijn honoraria vrij bepaalt voor de verstrekkingen die niet in de nomenclatuur zouden zijn opgenomen.

B.2. Artikel 35, § 1, van de ziekteverzekeringwet machtigt de Koning tot het vaststellen van de nomenclatuur die de geneeskundige verstrekkingen opsomt, die de betrekkelijke waarde ervan bepaalt en die met name de toepassingsregels ervan vaststelt, alsook de bekwaming waarover de persoon dient te beschikken die gemachtigd is om elk van die verstrekkingen te verrichten. Paragraaf 2 bepaalt de procedure die de Koning in acht moet nemen als Hij wijzigingen aanbrengt in de nomenclatuur.

B.3. Artikel 50 van dezelfde wet bepaalt dat de betrekkingen tussen representatieve beroepsorganisaties van het geneesherencorps en de verzekeringsinstellingen worden geregeld door akkoorden (§ 1). Die akkoorden worden gesloten binnen de Nationale Commissie geneesheren-ziekenfondsen die bij de wet is georganiseerd (§§ 2 tot 5). Zij stellen inzonderheid de honoraria vast die ten opzichte van de rechthebbenden van de verzekering nageleefd moeten worden door de geneesheren die geacht worden tot de akkoorden toegetreden te zijn (§ 6).

B.4. Artikel 35, § 1, derde lid, van de ziekteverzekeringwet verplicht de geneesheren, in het raam van een georganiseerde wachtdienst, zelfs indien zij de voormelde akkoorden niet hebben onderschreven, tot het naleven van de maximumhonoraria ten opzichte van bepaalde categorieën van patiënten.

Artikel 138, § 3, van de wet op de ziekenhuizen, gecoördineerd op 8 augustus 1987, zoals het van kracht was bij de aanneming van de aangevochten bepalingen, verplichtte de medische raad van het ziekenhuis ertoe te waarborgen dat de patiënten opgenomen in een twee- of meerpersoonskamer zouden kunnen worden verzorgd tegen de tarieven waarin de akkoorden voorzien.

B.5. Tot slot organiseert artikel 139 van de wet op de ziekenhuizen de informatie voor de patiënten door de beheerder van het ziekenhuis te verplichten hen in staat te stellen de lijst te raadplegen die de verbintenistarieven vermeldt, alsmede de namen van de ziekenhuisgeneesheren die zich ertoe hebben verbonden die tarieven toe te passen en van hen die zich niet daartoe hebben verbonden. Het koninklijk toepassingsbesluit van 3 oktober 1991 bepaalt de regels betreffende de mededeling aan de patiënten van de supplementen die van hen kunnen worden gevraagd.

Ten aanzien van de ontstaansgeschiedenis van de aangevochten bepalingen

B.6. Bij artikel 99 van de wet van 22 februari 1998 houdende sociale bepalingen heeft de wetgever voor het eerst in de ziekteverzekeringwet een artikel 50*bis* ingevoerd volgens hetwelk in vier gevallen die dezelfde zijn als die welke zijn ingeschreven in paragraaf 1 van het nieuwe artikel 50*bis*, ingevoerd bij de bestreden bepalingen, de tarieven die als grondslag dienen voor de berekening van de verzekeringstegemoetkoming de maximumhonoraria vormen die kunnen worden geëist. Die beperking was van toepassing « ongeacht of de geneesheer verbonden is door een akkoord bedoeld in artikel 50 ».

B.7. Die bepaling vindt haar oorsprong in twee wetsvoorstellen. Het ene wilde strijden tegen de vrije prijsbepaling van de supplementen voor de patiënten opgenomen in een eenpersoonskamer, om reden dat de door de ziekenhuizen gevraagde supplementen onderling zeer sterk verschillen terwijl objectieve criteria niet steeds die verschillen verantwoorden en terwijl de patiënt voor een voldongen feit wordt geplaatst aangezien hij meestal niet « vrij » een ziekenhuis kiest. Het voorstel wilde de « tariefzekerheid » waarborgen (*Parl. St.*, Kamer, 1996-1997, nr. 977/1).

Het tweede onderstreepte dat « de verzekering van de toegang tot de gezondheidszorg, in het bijzonder voor sociaal kwetsbare groepen, en de betaalbaarheid van een kwalitatief hoogstaande verzorging als essentiële doelstellingen » waren vooropgesteld. Het ging ervan uit dat « de toegankelijkheid van de gezondheidszorg bedreigd [blijft] omdat er bij een ziekenhuisopname, naast de remgelden, allerhande supplementen gevraagd worden ». Het vermeldde een onderzoek volgens hetwelk « een identieke verzorging [...] de patiënt 33 keer meer [kan] kosten afhankelijk van het ziekenhuis waarin hij wordt opgenomen ». Hetzelfde onderzoek onderstreepte dat « de aangerekende supplementen kunnen oplopen tot het tienvoudige van het verbintenistarief » (*Parl. St.*, Kamer, 1996-1997, nr. 982/1).

B.8. Bepalingen met dezelfde doelstelling werden opgenomen in het ontwerp van wet houdende sociale bepalingen. Tijdens de parlementaire debatten beklemtoonde de bevoegde minister « het belang van de tariefzekerheid », waarbij ze onderstreepte dat « in 1997 [...] de regering niet anders [kon] dan over te gaan tot een gedwongen en willekeurig bepaalde vermindering van de prestaties ten belope van 2 en 3 %. De artsenstand zag haar kans schoon en greep dat voorwendsel aan om te stellen dat de overeenkomst opgeblazen was ». Ze voegde eraan toe dat, tegen alle verwachtingen in, de partners erin waren geslaagd een overeenkomst artsen-ziekenfondsen te sluiten en dat het « in die onverwachte context [...] het de regering er vooral om te doen [is] niemand voorwendsels in handen te spelen waardoor de zopas herwonnen tariefzekerheid weer teniet kan worden gedaan. Zodoende kan, in een eerste fase, werk worden gemaakt van de procedure voor instemming met de overeenkomst artsen-ziekenfondsen » (*Parl. St.*, Kamer, 1996-1997, nr. 1184/14, pp. 35 en 36).

B.9. Artikel 50*bis*, ingevoerd in de ziekteverzekeringwet bij de wet van 22 februari 1998 houdende sociale bepalingen, werd vervangen door de bestreden bepaling van de wet van 25 januari 1999 houdende sociale bepalingen, waarbij de inwerkingtreding was vastgesteld op dezelfde datum als die van het oude artikel 50*bis*: 1 december 1998.

B.10. De nieuwe bepaling van artikel 50bis bevat hoofdzakelijk drie soorten maatregelen :

1. Als er geen overeenkomst geneesheren-ziekenfondsen is mogen de honoraria de verzekeringstegemoetkoming in vier gevallen niet overschrijden, namelijk indien de verstrekkingen worden verleend :

- a) in het raam van een georganiseerde wachtdienst,
- b) in het raam van een opname in een dienst intensieve verzorging,
- c) aan patiënten die in een twee- of meerpersoonskamer zijn opgenomen, of in een eenpersoonskamer als de patiënt heeft gevraagd daar te worden opgenomen om medische redenen,
- d) aan kinderen die samen met een begeleidende ouder in het ziekenhuis worden opgenomen.

2. Als er een overeenkomst bestaat wordt hetzelfde maximum opgelegd aan alle al dan niet verbonden geneesheren, in de gevallen vermeld onder a), b) en d). In de gevallen beschreven onder c), verklaart de Koning de honoraria die uit de overeenkomst voortvloeien, algemeen verbindend, en zulks tot 31 december 1999 en eventueel vanaf 1 januari 2000, na advies van de Nationale Commissie geneesheren-ziekenfondsen.

3. De Koning kan bij een in Ministerraad overlegd besluit de maximumhonoraria en de supplementen bepalen die door al dan niet verbonden geneesheren kunnen worden geëist van patiënten die op hun uitdrukkelijk verzoek en zonder dat dit noodzakelijk is voor hun behandeling worden opgenomen in een eenpersoonskamer.

De tekst komt uit een amendement neergelegd door de auteurs van de onder B.7 vermelde wetsvoorstellen (*Parl. St., Kamer, 1997-1998, nr. 1722/11, p. 5*). Het werd met name aangevochten door een amendement dat onderstreept dat voortaan de betekenis van het akkoordenstelsel voor de artsen die in een ziekenhuis werken volledig uitgehold was. Er werd herhaald dat de ontwerp tekst financiële problemen dreigde te veroorzaken in de ziekenhuissector en er werd in herinnering gebracht dat de akkoorden steeds de sociale tarieven hadden voorbehouden « aan personen met een klein of middelgroot inkomen » (*Parl. St., Kamer, 1997-1998, nr. 1722/6, p. 4*).

B.11. Uit het geheel van de parlementaire stukken die geleid hebben tot de bestreden maatregelen, blijkt dat de wetgever het stelsel van akkoorden tussen de representatieve beroepsorganisaties van het geneesherenkorps en van de tandheelkundigen enerzijds en de verzekeringsinstellingen anderzijds, zoals geregeld in artikel 50 van de ziekteverzekeringwet, heeft willen handhaven en bepalingen eraan heeft toegevoegd die tot doel hebben de tariefzekerheid te waarborgen ten aanzien van alle gerechtigden en alle geneesheren in de vier situaties bedoeld in paragraaf 1 en paragraaf 2 en in de situatie bedoeld in paragraaf 3 van het bestreden artikel 50bis.

Ten aanzien van de middelen afgeleid uit de schending van de bevoegdheidsverdelende regels

B.12. Naar luid van artikel 5, § 1, I, 1°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen zijn de gemeenschappen, wat het gezondheidsbeleid betreft, bevoegd inzake « het beleid betreffende de zorgenverstreking in en buiten de verplegingsinrichtingen » met uitzondering van de materies opgesomd onder a) tot g). Onder die uitzonderingen bevindt zich de ziekte- en invaliditeitsverzekering (c). Die aangelegenheid valt dus enkel onder de bevoegdheid van de federale overheid.

B.13. De bestreden bepalingen hebben hoofdzakelijk betrekking op het toepassingsgebied van de overeenkomsten gesloten tussen de beroepsorganisaties en de verzekeringsinstellingen, zoals daarin is voorzien en zoals ze zijn georganiseerd bij artikel 50 van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994.

Zij vallen dus onder de aangelegenheid van de ziekte- en invaliditeitsverzekering.

B.14. Doordat de bestreden bepalingen de maximumhonoraria die kunnen worden geëist beperken tot de tarieven die als grondslag dienen voor de berekening van de verzekeringstegemoetkoming, breiden ze het toepassingsgebied van de overeenkomsten weliswaar uit tot buiten het domein van de ziekte- en invaliditeitsverzekering zelf, aangezien ze raken aan het deel van de honoraria dat door de patiënt zelf wordt betaald. Daaruit volgt echter niet dat ze zich de aangelegenheid van de zorgverstreking, toegewezen aan de gemeenschappen, zouden toeëigenen. Ze houden verband met een essentieel kenmerk van de betrekking tussen de geneesheer en de patiënt, waarbij ze erover waken voor de patiënt de « zekerheid » van de tarieven en de doorzichtigheid ervan, noodzakelijk voor de toegang tot de medische zorg, te waarborgen. Er kan worden aangenomen dat, te dezen, dergelijke maatregelen verband houden met de uitoefening van de geneeskunst, die een federale aangelegenheid is gebleven.

B.15. De middelen afgeleid uit de schending van de bevoegdheidsverdelende regels zijn niet gegrond.

Ten aanzien van het geheel van de middelen met betrekking tot discriminaties in strijd met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet in samenhang gelezen met rechten voortvloeiend uit bepalingen van nationaal en internationaal recht, met uitzondering van artikel 23 van de Grondwet

B.16. Uit de parlementaire voorbereiding van de bestreden bepalingen blijkt dat de regels die ze bevatten het evenwicht, in de federale organisatie van de gezondheidszorg, in het geding brengen tussen twee doelstellingen die betrekking hebben op de geneeskunst: enerzijds, de gelijke toegang tot een kwaliteitsgezondheidszorg tegen een redelijke prijs, met daaraan gekoppeld de zekerheid en doorzichtigheid van de tarieven en, anderzijds, de bekommernis een billijke vergoeding voor de zorgverstrekkers te verzekeren, door het principiële behoud van de vrije honoraria te waarborgen. De wetgever heeft die dubbele doelstelling geconcretiseerd door het sluiten van overeenkomsten tussen de beroepsorganisaties en de verzekeringsinstellingen te bevorderen. Hij heeft de geneesheren aangezet tot het onderschrijven van de gesloten overeenkomsten, waarbij buiten die overeenkomsten de vrijheid tot het vastleggen van de honoraria werd behouden.

B.17. De bestreden bepalingen geven tegelijk blijk van de wil om het toepassingsgebied van de overeenkomsten te verruimen door deze algemeen verbindend te verklaren voor de niet tot de overeenkomst toetredende geneesheren in situaties die de wetgever behartenswaardig acht, en om te verhinderen dat de residuele vrijheid het mogelijk zou maken buitensporige honoraria aan te rekenen wanneer de patiënt kiest voor opname in een eenpersoonskamer.

B.18. Er bestaat geen twijfel over dat de bestreden bepalingen de vrijheid tot het vastleggen van de door de ziekenhuisgeneesheren geëiste honoraria aanzienlijk verminderen en dat ze kunnen leiden tot het afremmen van de ziekenhuisinvesteringen in technologische uitrusting. De op dit punt door de verzoekende partijen geuite kritiek is gebaseerd op een relevante analyse van de mogelijke gevolgen van die bepalingen. De bestreden maatregelen vertalen de bedoeling van de wetgever om, in welbepaalde gevallen, de belangen van de patiënten boven die van de geneesheren te stellen.

B.19. Het verzoeken van dergelijke belangen valt onder de beoordelingsbevoegdheid van de wetgever doordat het politieke keuzes veronderstelt die het Hof niet vermag te toetsen.

B.20. Het Hof zou de keuzes van de wetgever slechts kunnen laken als ze blijk gaven van een onverantwoord verschil in behandeling of van onevenredigheid tussen de aangewende middelen en het beoogde doel.

Ten aanzien van artikel 50bis, §§ 1 en 2

B.21. Doordat ze voor een groot deel in een gelijke behandeling voorzien voor geneesheren die tot de overeenkomsten zijn toegetreden en voor diegenen die hebben geweigerd dat te doen, behandelen de bepalingen categorieën van personen die zich in essentieel verschillende situaties bevinden op dezelfde manier. Dergelijke maatregelen zijn in principe onverenigbaar met het gelijkheidsbeginsel. Ze lijken des te minder te kunnen worden verantwoordt daar de geneesheren met overeenkomst sociale voordelen genieten die de geneesheren zonder overeenkomst worden geweigerd.

B.22. Zodra echter de beslissing om al dan niet tot de overeenkomst toe te treden aan de beoordeling van de geneesheren wordt overgelaten en zodra elkeen vrij het belang kan bepalen dat hij erbij heeft dat doen, kunnen de bestreden maatregelen niet *a priori* als discriminerend worden beschouwd. De druk die die maatregelen op de keuzevrijheid van de geneesheren uitoefenen, dermate dat hun belang bij het weigeren van de toetreding aanzienlijk vermindert, moet bovendien redelijk verantwoord zijn.

B.23. Door de aangeklaagde beperkingen van toepassing te verklaren in de gevallen beoogd onder *a)* en *b)* van de eerste en de tweede paragraaf van artikel 50bis, heeft de wetgever een maatregel genomen die redelijk verantwoord is. Er kan worden vermoed dat de personen die in een wachtdienst of een dienst intensieve verzorging zijn opgenomen, niet de mogelijkheid hadden het tarief van de verzorging dat op hen zou worden toegepast te beoordelen en te bespreken.

Hetzelfde geldt voor het geval bedoeld in artikel 50bis, § 1, *c)*, en in artikel 50bis, § 2, tweede lid: het is niet onredelijk te vermoeden dat de patiënten die hebben gevraagd te worden opgenomen in een twee- of meerpersoonskamer niet over de middelen beschikken om supplementen te betalen bovenop het tarief dat als grondslag dient voor de verzekeringstegemoetkoming of bovenop de honoraria die uit de overeenkomst voortvloeien. Het is evenmin onverantwoord dat vermoeden uit te breiden tot het geval waarin de patiënten om medische redenen een eenpersoonskamer hebben gevraagd.

B.24. Het geval beoogd onder *d)* van artikel 50bis, § 1, en onder *c)* van artikel 50bis, § 2, is evenmin onredelijk. De wens van een ouder om zijn opgenomen kind te begeleiden kan als gewettigd worden beschouwd en het is verantwoord de last die op hem rust niet te verzwaren. Het nadeel dat de maatregel voor de niet gebonden geneesheren kan veroorzaken, is niet kennelijk onredelijk.

B.25. Het is tevens waar dat de in het geding zijnde maatregelen leiden tot het verschillend behandelen van ziekenhuisgeneesheren in vergelijking met andere geneesheren, van diezelfde geneesheren in vergelijking met andere zorgverstrekkers in een ziekenhuisomgeving, en van een aantal specialisten in vergelijking met andere specialisten of met huisartsen. Die maatregelen zouden ook verschillende gevolgen kunnen hebben voor de geneesheren die in privé-ziekenhuizen werken in vergelijking met diegenen die hun activiteiten in openbare ziekenhuizen uitoefenen. Het is evident dat de ziekenhuisgeneesheren anders worden behandeld dan personen die andere vrije beroepen uitoefenen.

B.26. De bestreden bepalingen hebben tot gevolg dat de in een ziekenhuis opgenomen patiënten anders worden behandeld dan diegenen die een beroep doen op de ambulante geneeskunde en dat de patiënten opgenomen in een eenpersoonskamer anders worden behandeld dan diegenen die zijn opgenomen in een twee- of meerpersoonskamer.

B.27. Het is waarschijnlijk dat de openbare ziekenhuizen makkelijker de financiële gevolgen van de bestreden maatregelen zullen kunnen opvangen dan de privé-ziekenhuizen.

B.28. Tot slot is niet uitgesloten dat de bestreden maatregelen in de praktijk nadelige gevolgen blijken te hebben voor de inkomsten van de geneesheren, voor de middelen van de ziekenhuizen, voor de kwaliteit van de zorgverlening, voor het evenwicht van de overeenkomsten, of zelfs voor het systeem van de overeenkomsten zelf.

B.29. Noch uit de verschillen in behandeling, noch uit de door de verzoekende partijen aangehaalde nadelen is echter nu reeds een duidelijke beoordelingsfout aanwijsbaar.

B.30.1. Aangezien de wetgever zich tot taak stelt de toegang tot de gezondheidszorg te waarborgen door de tariefzekerheid en de doorzichtigheid in de ziekenhuissector te verbeteren en de misbruiken die zich er zouden hebben voorgedaan te vermijden, hebben de door hem genomen maatregelen onvermijdelijk gevolgen die slechts in die sector voelbaar zijn, waarbij het onredelijk zou zijn ze uit te breiden tot sectoren waar de noodzaak van identieke maatregelen zich niet op een vergelijkbare wijze doet voelen.

B.30.2. Ten aanzien van de onevenredige gevolgen die de bestreden maatregelen zouden hebben, berusten de beweringen van de verzoekers op hypothesen die niet van waarschijnlijkheid verstoken zijn, maar men kan niet met zekerheid stellen dat die gevolgen een dergelijke omvang zullen aannemen dat ze de maatregelen discriminerend zouden maken. Het gaat om elementen die het voorwerp moeten uitmaken van een concrete evaluatie en die in voorkomend geval redenen zullen kunnen aangeven voor correcties en voorstellen in het kader van de onderhandelingen die worden gevoerd binnen de Nationale Commissie geneesheren-ziekenfondsen. Het Hof zou zich mengen in budgettaire evaluaties die tot het domein van de politieke keuzes behoren en het zou de evenwichten van de paritaire onderhandelingen verstoren als het een oordeel zou vellen over de economische gevolgen die de bestreden bepalingen kunnen hebben.

B.30.3. Tot slot oefenen de geneesheren hun activiteit uit in de gezondheidssector, die georganiseerd is volgens het principe van de onderlinge risicoverdeling en waarvan het deficit uiteindelijk wordt gedragen door de gemeenschap. Dergelijke bijzonderheden maken het niet mogelijk hen inzake het bepalen van de honoraria te vergelijken met alle andere personen die een vrij beroep uitoefenen.

B.31. De middelen die de voormelde discriminaties aanklagen zijn niet gegrond.

Ten aanzien van artikel 50bis, § 3

B.32. Artikel 50bis, § 3, bepaalt:

« De Koning kan bij een in Ministerraad overlegd besluit, de maximum honoraria en de maximum honorarium-supplementen bepalen die door de al dan niet verbonden geneesheren kunnen geëist worden indien de verstrekkingen worden verleend aan patiënten die op hun uitdrukkelijk verzoek en zonder dat dit noodzakelijk is voor hun behandeling worden opgenomen in een eenpersoonskamer.

Hij stelt op dezelfde wijze vast welke informatie door de geneesheer of door de ziekenhuisbeheerder aan de patiënten moet worden gegeven en volgens welke nadere regels deze informatie kan worden verstrekt. »

B.33. Het staat aan de wetgever, aan wie artikel 23, derde lid, 2°, van de Grondwet de verplichting oplegt het recht op de bescherming van de gezondheid te waarborgen, om de honoraria en de honorariumsupplementen vast te stellen wanneer de bij de wet voorgeschreven onderhandelingsprocedures zulks niet mogelijk hebben gemaakt. Het recht op collectief onderhandelen, zou niet zo ver kunnen gaan de overheid haar beslissingsrecht te ontnemen wanneer de onderhandelingen niet tot een overeenkomst leiden.

B.34. De aangevochten bepaling is evenmin onverzoenbaar met de regels vermeld in artikel 15 van het koninklijk besluit nr. 78 van 10 november 1967 dat betrekking heeft op de geneeskunst. Het tweede lid van dat artikel legt immers het beginsel vast van het vrij bepalen van de honoraria, onverminderd, onder meer, de toepassing van de eventueel « door of krachtens de wet » vastgestelde bedragen.

B.35. Zoals het is geformuleerd, behandelt artikel 50bis, § 3, evenwel op gelijke manier personen die zich in essentie verschillende situaties bevinden. Enerzijds, legt het aan de Koning de verplichting op om de « al dan niet verbonden » geneesheren, zonder merkbare verantwoording, gelijk te behandelen, niettegenstaande de in B.25 vermelde verschillen. Anderzijds, geeft het aan de Koning een identieke bevoegdheid, zonder te onderscheiden of de overeenkomsten de kwestie van de maximumhonoraria en de maximumhonorariumsupplementen hebben geregeld, terwijl tijdens de parlementaire voorbereiding steeds is herhaald dat het Parlement gehecht blijft aan de inachtneming van de overeenkomsten, en ook de nadruk is gelegd op de wens van de Regering dat in de overeenkomsten bepalingen betreffende de honorariumsupplementen zouden worden opgenomen.

B.36. Daaruit volgt dat de bepaling twee soortgelijke behandelingen van verschillende personen bevat zonder dat de eerste op een aanvaardbare manier wordt verantwoord en terwijl de tweede in strijd is met één van de doelstellingen van de wetgever.

B.37. Artikel 50bis, § 3, moet worden vernietigd.

Ten aanzien van de middelen afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 in samenhang gelezen met artikel 23 van de Grondwet en met andere rechten voortvloeiend uit bepalingen van internationaal en nationaal recht

B.38. Artikel 23 van de Grondwet bepaalt :

« Ieder heeft het recht een menswaardig leven te leiden.

Daartoe waarborgen de wet, het decreet of de in artikel 134 bedoelde regel, rekening houdend met de overeenkomstige plichten, de economische, sociale en culturele rechten, waarvan ze de voorwaarden voor de uitoefening bepalen.

Die rechten omvatten inzonderheid :

1° het recht op arbeid en op de vrije keuze van beroepsarbeid in het raam van een algemeen werkgelegenheidsbeleid dat onder meer gericht is op het waarborgen van een zo hoog en stabiel mogelijk werkgelegenheidspeil, het recht op billijke arbeidsvoorwaarden en een billijke beloning, alsmede het recht op informatie, overleg en collectief onderhandelen;

[...]. »

B.39. Het Hof is niet bevoegd om na te gaan of een wetsbepaling artikel 23 van de Grondwet schendt, behalve als die schending wordt aangevoerd in samenhang met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet en als blijkt dat een categorie van personen door een wetgever, zonder redelijke verantwoording, een van de bij die bepaling erkende rechten geweigerd wordt, terwijl dezelfde wetgever dat recht aan een andere, ermee vergelijkbare categorie van personen waarborgt.

B.40. De verzoekende partijen in de zaken nrs. 1752 en 1753 verwijten de wetgever de bestreden bepalingen te hebben aangenomen zonder voorafgaande onderhandeling binnen de overlegcomités die met toepassing van de wet van 10 december 1997 tot reorganisatie van de gezondheidszorg werden opgericht. Ze voegen eraan toe dat dat verzuim tot gevolg heeft dat aan « de rechten op beloning » op discriminerende wijze afbreuk wordt gedaan.

B.41. De toetsing van het Hof aan de artikelen 10 en 11 van de Grondwet slaat op de bestaanbaarheid met die artikelen van de inhoud van een wetsbepaling en niet op de naleving van vormvoorschriften die zouden zijn opgelegd met betrekking tot de totstandkoming van zulk een bepaling.

Het middel betreft niet de inhoud van de bestreden wet, maar wel de wijze van totstandkoming ervan. Het is derhalve vreemd aan de bevoegdheid van het Hof.

B.42. De verzoekende partijen in de zaak nr. 1748 houden in een eerste onderdeel staande dat de bestreden bepalingen afbreuk zouden doen aan het recht op een billijke beloning doordat het tarief dat als grondslag dient voor de berekening van de verzekeringstegemoetkoming de in het geding zijnde medische verstrekkingen niet behoorlijk vergoedt. Ze zijn van mening dat de ziekenhuisgeneesheren vergeleken dienen te worden met « elke persoon die werkt en die recht heeft op een billijke beloning ». Ze geven cijfermatige voorbeelden die volgens hen aantonen dat een aantal verstrekkingen onvoldoende zouden zijn vergoed.

B.43. Het Hof kan niet beoordelen of de medische honoraria — vastgelegd in teksten die vreemd zijn aan zijn bevoegdheid — beantwoorden aan een billijke vergoeding en het kan er niet toe worden gebracht die honoraria te vergelijken met de vergoedingen ontvangen door de rest van de bevolking.

Het middel kan in zijn eerste onderdeel niet worden aangenomen.

B.44. Het middel is in zijn tweede onderdeel gericht tegen paragraaf 3 van artikel 50bis. Het moet niet worden onderzocht aangezien die bepaling moet worden vernietigd, zoals is gesteld in B.37.

Ten aanzien van het middel afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet in samenhang gelezen met het algemene beginsel van de rechtszekerheid

B.45. De verzoekende partijen in de zaak nr. 1737 stellen dat door vijf verschillende honorariumstelsels in te voeren voor de periode van 1 december 1998 tot 31 december 1999, onder voorbehoud van het stelsel van toepassing vanaf 1 januari 2000, de wetgever afbreuk zou hebben gedaan aan de doelstelling van de tariefzekerheid en op discriminerende wijze het algemene beginsel van de rechtszekerheid zou hebben miskend.

B.46. Het door de verzoekende partijen bekritiseerde tempo van de wetswijzigingen wordt verklaard door de noodzaak voor de wetgever om het hoofd te bieden aan de opzegging van de overeenkomst geneesheren-ziekenfondsen, door zijn bekommernis rekening te houden met de nieuw gesloten overeenkomst en door zijn wil de draagwijdte ervan uit te breiden. Die opeenvolgende wijzigingen bemoeilijken weliswaar de toepassing van de opeenvolgende maatregelen, maar ze voeren niet de in het middel aangevoerde discriminatie in.

Ten aanzien van de middelen afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet in samenhang gelezen met de regels van Europees recht inzake mededinging

B.47. In de zaak nr. 1748 stellen de verzoekende partijen dat de bestreden bepalingen, doordat ze de naleving van maximumtarieven in de ziekenhuispraktijk opleggen, op discriminerende wijze de Belgische medische praktijk bevoordelen door aan zorgverstrekkers in de ziekenhuizen van het land de toepassing van andere tarieven dan de opgelegde te verbieden, wat in strijd zou zijn met artikel 3, onder g), in samenhang met de artikelen 4 (ex artikel 3 A), 10 (ex artikel 5) en 81 (ex artikel 85) van het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap.

Ze vragen ook dat aan het Hof van Justitie van de Europese Gemeenschappen de prejudiciële vraag vermeld onder A.30 zou worden gesteld.

B.48. In de zaken nrs. 1752 en 1753 stellen de verzoekende partijen dat door de naleving van maximumhonorariumtarieven in de medische ziekenhuispraktijk op te leggen, de bestreden bepalingen op discriminerende wijze afbreuk doen aan de Europese regels inzake de mededinging (vierde middel) en dat ze het de geneesheer uit de Europese Unie die niet in België is gevestigd onmogelijk maken enige economische winst te halen uit de zorgverstrekking in een Belgisch ziekenhuis aangezien hij, bij toepassing van de prijzen van de overeenkomst, alle kosten die met name met zijn verplaatsing verbonden zijn zal moeten afschrijven (vijfde middel).

B.49. De regels van het gemeenschapsrecht betreffende het mededingingsrecht zijn niet vreemd aan het gelijkheidsbeginsel aangezien verschillende van die regels tot doel hebben de discriminaties die onverenigbaar zijn met de uitoefening van de economische vrijheden uit de weg te ruimen.

Het is echter niet voldoende een samenhang tussen de algemene beginselen of de bijzondere bepalingen ervan met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet aan te voeren om het Arbitragehof ertoe te brengen de naleving ervan te waarborgen.

B.50. Noch artikel 142 van de Grondwet, noch de bijzondere wet van 6 januari 1989 hebben het Hof de bevoegdheid verleend om wettelijke normen te vernietigen wegens directe schending van een internationaal verdrag.

Het Hof zou de bevoegdheid die de Grondwetgever het Hof heeft toegekend overschrijden als het zou beslissen dat elke schending van het gemeenschapsrecht een schending van het gelijkheidsbeginsel inhoudt. Het Hof kan bij de uitoefening van zijn controle met dat recht slechts rekening houden wat betreft de bepalingen die rechten en vrijheden waarborgen, als de schending ervan van die aard is dat ze een bepaalde categorie van personen kan raken en wanneer wordt gepreciseerd in welk opzicht en in vergelijking met welke andere categorie van personen zij het slachtoffer is van een onverantwoorde ongelijke behandeling.

B.51. De verzoekende partijen in de zaak nr. 1748 alsmede de tweede en de derde verzoeker in de zaak nr. 1752, evenals de tweede en de derde verzoeker in de zaak nr. 1753 zijn geneesheren die in België praktiseren, waarvan geen enkele aangeeft dat hij van buitenlandse nationaliteit zou zijn. De eerste verzoekende partij in de zaak nr. 1752 is een medisch instituut gevestigd te Brussel. De eerste verzoekende partij in de zaak nr. 1753 groepeerde de Belgische beroepsverenigingen van geneesheren-specialisten.

B.52. Geen enkele van de verzoekende partijen geeft aan in welk opzicht de door hen aangevoerde schendingen van het mededingingsrecht op discriminerende wijze afbreuk zouden doen aan de rechten en vrijheden van de categorie van personen waartoe ze behoren en ten opzichte van welke categorie van vergelijkbare personen ze zouden zijn gediscrimineerd.

B.53. Er is geen reden om de middelen te onderzoeken die zijn afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet in samenhang met bepalingen van het Europese recht inzake de mededinging, noch om het Hof van Justitie van de Europese Gemeenschappen te ondervragen.

Om die redenen,

het Hof

— vernietigt paragraaf 3 van artikel 50bis, ingevoerd in de wet van 14 juli 1994 betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen door artikel 121 van de wet van 25 januari 1999 houdende sociale bepalingen;

— verwierpt de beroepen voor het overige.

Aldus uitgesproken in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, op de openbare terechtzitting van 21 december 2000.

De griffier,

L. Potoms.

De voorzitter,

M. Melchior.

SCHIEDSHOF

D. 2001 — 162

[C – 2000/21629]

Urteil Nr. 136/2000 vom 21. Dezember 2000

Geschäftsverzeichnisnummern 1737, 1748, 1752 und 1753

In Sachen: Klagen auf Nichtigerklärung der Artikel 121 und 122 Absatz 2 des Gesetzes vom 25. Januar 1999 zur Festlegung sozialer Bestimmungen, erhoben von der VoG Fédération belge des chambres syndicales de médecins und anderen.

Der Schiedshof,

zusammengesetzt aus den Vorsitzenden M. Melchior und G. De Baets, und den Richtern P. Martens, A. Arts, R. Henneuse, M. Bossuyt und E. De Groot, unter Assistenz des Kanzlers L. Potoms, unter dem Vorsitz des Vorsitzenden M. Melchior,

verkündet nach Beratung folgendes Urteil:

I. Gegenstand der Klagen

Mit Klageschriften, die dem Hof mit am 26., 30. Juli und 4. August 1999 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen zugesandt wurden und am 27. Juli, 2. und 5. August 1999 in der Kanzlei eingegangen sind, erhoben Klage auf Nichtigerklärung der Artikel 121 und 122 Absatz 2 des Gesetzes vom 25. Januar 1999 zur Festlegung sozialer Bestimmungen (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 6. Februar 1999): die VoG Fédération belge des chambres syndicales de médecins, mit Vereinigungssitz in 1050 Brüssel, chaussée de Boondael 6, Bk. 4 (Rechtssache Nr. 1737), F. Rodesch, wohnhaft in 1180 Brüssel, avenue Groelstveld 23, L. Marcelis, wohnhaft in 1060 Brüssel, avenue Docteur Cordier 23, C. Nemry, wohnhaft in 1190 Brüssel, avenue Minerve 21, Bk. 54, M. Dupont, wohnhaft in 1050 Brüssel, avenue Louise 193, G. Andry, wohnhaft in 1380 Ohain, Chemin Fond Coron 13, A. Rauis, wohnhaft in 1180 Brüssel, avenue Franklin Roosevelt 186, A. Unglik, wohnhaft in 1180 Brüssel, avenue Maxime Van Praag 1, und J. Vanderick, wohnhaft in 1150 Brüssel, avenue des Églantines 21 (Rechtssache Nr. 1748), die VoG Institut médical Edith Cavell – les cliniques Edith Cavell, de la Basilique et Lambermont, mit Vereinigungssitz in 1180 Brüssel, rue Edith Cavell 32, M. Clemens, wohnhaft in 1170 Brüssel, avenue de la Tenderie 34, und P. Sepulchre, wohnhaft in 3090 Overijse, Dreef 172 (Rechtssache Nr. 1752), und der «Groupement des unions professionnelles belges de médecins spécialistes», mit Sitz in 1050 Brüssel, avenue de la Couronne 20, P. Rutten, wohnhaft in 6850 Offagne, rue Baron Poncet 5, und J.-L. De Meere, wohnhaft in 1860 Meise, Sint-Elooiweg 60 (Rechtssache Nr. 1753).

II. Verfahren

Durch Anordnungen vom 27. Juli 1999 und 2. und 5. August 1999 hat der amtierende Vorsitzende gemäß den Artikeln 58 und 59 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof die Richter der jeweiligen Besetzungen bestimmt.

Die referierenden Richter haben Artikel 71 bzw. 72 des organisierenden Gesetzes in den jeweiligen Rechtssachen nicht für anwendbar erachtet.

Durch Anordnung vom 22. September 1999 hat der Hof die Rechtssachen verbunden.

Die Klagen wurden gemäß Artikel 76 des organisierenden Gesetzes mit am 15. Oktober 1999 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert.

Die durch Artikel 74 des organisierenden Gesetzes vorgeschriebene Bekanntmachung erfolgte im *Belgischen Staatsblatt* vom 11. November 1999.

Der Ministerrat, rue de la Loi 16, 1000 Brüssel, hat mit am 2. Dezember 1999 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief einen Schriftsatz eingereicht.

Dieser Schriftsatz wurde gemäß Artikel 89 des organisierenden Gesetzes mit am 10. Dezember 1999 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert.

Erwiderungsschriftsätze wurden eingereicht von

— der klagenden Partei in der Rechtssache Nr. 1737, mit am 8. Januar 2000 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief,

— den klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 1748, mit am 12. Januar 2000 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief,

— den klagenden Parteien in den Rechtssachen Nrn. 1752 und 1753, mit am 12. Januar 2000 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief.

Durch Anordnungen vom 23. Dezember 1999 und vom 29. Juni 2000 hat der Hof die für die Urteilsfällung vorgesehene Frist bis zum 26. Juli 2000 bzw. 26. Januar 2001 verlängert.

Durch Anordnung vom 30. Mai 2000 hat der Hof die Rechtssachen für verhandlungsreif erklärt und den Sitzungstermin auf den 21. Juni 2000 anberaumt.

Diese Anordnung wurde den Parteien und deren Rechtsanwälten mit am 30. Mai 2000 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert.

Durch Anordnung vom 20. Juni 2000 hat der amtierende Vorsitzende festgestellt, daß der gesetzmäßig verhinderte Richter H. Coremans als Mitglied der Besetzung durch den Richter M. Bossuyt ersetzt wurde.

Auf der öffentlichen Sitzung vom 21. Juni 2000

— erschienen

. RA M. Vanden Dorpe, in Lüttich zugelassen, *loco* RA E. Thiry, in Brüssel zugelassen, für die klagende Partei in der Rechtssache Nr. 1737,

. RA P. Thiel, ebenfalls *loco* RA E. Gillet, in Brüssel zugelassen, für die klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 1748,

. RA B. Cambier und RA D. Renders, in Brüssel zugelassen, für die klagenden Parteien in den Rechtssachen Nrn. 1752 und 1753,

. RA J. Vanden Eynde und RA J.-M. Wolter, in Brüssel zugelassen, für den Ministerrat,

— haben die referierenden Richter P. Martens und E. De Groot Bericht erstattet,

— wurden die vorgenannten Rechtsanwälte angehört,

— wurden die Rechtssachen zur Beratung gestellt.

Durch Anordnung vom 18. Oktober 2000 hat der Hof festgestellt, daß der gesetzmäßig verhinderte Richter E. Cerexhe als Mitglied der Besetzung durch den Richter R. Henneuse ersetzt wurde, die Verhandlung wieder eröffnet und den Sitzungstermin auf den 16. November 2000 anberaumt.

Diese Anordnung wurde den Parteien und deren Rechtsanwälten mit am 20. Oktober 2000 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert.

Auf der öffentlichen Sitzung vom 16. November 2000

— erschienen

. RA E. Thiry, in Brüssel zugelassen, für die klagende Partei in der Rechtssache Nr. 1737,

. RA E. Gillet, in Brüssel zugelassen, für die klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 1748,

. RA B. Cambier, in Brüssel zugelassen, für die klagenden Parteien in den Rechtssachen Nrn. 1752 und 1753,

. RA J.-M. Wolter, in Brüssel zugelassen, für den Ministerrat,

— haben die referierenden Richter P. Martens und E. De Groot Bericht erstattet,

— wurden die vorgenannten Rechtsanwälte angehört,

— wurden die Rechtssachen zur Beratung gestellt.

Das Verfahren wurde gemäß den Artikeln 62 ff. des organisierenden Gesetzes, die sich auf den Sprachengebrauch vor dem Hof beziehen, geführt.

III. In rechtlicher Beziehung

— A —

Rechtssache Nr. 1737

Standpunkt der klagenden Partei

A.1. Die VoG Fédération belge des chambres syndicales de médecins, der Krankenhausärzte und nicht im Krankenhausbereich tätige Ärzte, Fachärzte und Allgemeinmediziner, einer Vereinbarung beigetretene und keiner Vereinbarung beigetretene Ärzte angeschlossen seien, beantragt die Nichtigerklärung der Artikel 121 und 122 des Gesetzes vom 25. Januar 1999 zur Festlegung sozialer Bestimmungen. Artikel 121 habe einen Artikel 50*bis* in das Gesetz vom 14. Juli 1994 über die Gesundheitspflege- und Entschädigungspflichtversicherung (weiter unten K.I.V.-Gesetz genannt) eingefügt. Dieser Artikel betreffe die maximalen Honorare, die die Ärzte unter gewissen Voraussetzungen fordern dürften, Artikel 122 lege das Datum des Inkrafttretens von Artikel 121 auf den 1. Dezember 1998 fest.

In bezug auf den ersten Klagegrund

A.2. Der Klagegrund ist abgeleitet aus dem Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung, insofern der obengenannte Artikel 50bis in den darin beschriebenen Situationen die Festsetzung gleicher Honorare für die Ärzte vorsehe, ob sie einer Vereinbarung beigetreten seien oder nicht, und somit den keiner Vereinbarung beigetretenen Ärzten die Freiheit zur Bestimmung ihrer Honorare entziehe, obwohl sie nicht die Vorteile des Sozialstatus, in dessen Genuß die einer Vereinbarung beigetretenen Ärzte gelangten, erhielten.

In bezug auf den zweiten Klagegrund

A.3. Der Klagegrund ist abgeleitet aus dem Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung im Zusammenhang mit «dem allgemeinen Grundsatz der Rechtssicherheit», insofern die durch Artikel 50bis geschaffene Situation dazu führe, daß vom 1. Dezember 1998 bis zum 31. Dezember 1999 fünf unterschiedliche Honorarregelungen aufeinander gefolgt seien, während eine sechste Regelung ab dem 1. Januar 2000 anwendbar sei.

In bezug auf den dritten Klagegrund

A.4. Der Klagegrund ist abgeleitet aus dem Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung in Verbindung mit Artikel 15 Absatz 2 des königlichen Erlasses Nr. 78 vom 10. November 1967 über die Ausübung der Heilkunst, der Krankenpflege, der Heilhilfsberufe und über die medizinischen Kommissionen. Es wird bemängelt, daß Artikel 50bis die Freiheit zur Bestimmung der Ärztehonorare außerhalb der im obengenannten Artikel 15 Absatz 2 vorgesehenen Fälle mißachte, ohne daß das Gesetz vom 14. Juli 1994, das ein Versicherungsgesetz sei, als gesetzliche Grundlage für eine Beschränkung der Honorare der keiner Vereinbarung beigetretenen Ärzte dienen könne.

In bezug auf den vierten Klagegrund

A.5. Der Klagegrund ist abgeleitet aus dem Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung in Verbindung mit den Artikeln 138 und 140 des am 7. August 1987 koordinierten Gesetzes über die Krankenhäuser. Es wird bemängelt, daß Artikel 50bis die finanziellen Beziehungen zwischen den Ärzten und den Krankenhäusern, so wie sie durch die obengenannten Bestimmungen organisiert würden, beeinträchtige. Die Abschaffung der ärztlichen Honorarzusätze habe zur Folge, daß das Haushaltsgleichgewicht der Krankenhäuser beeinträchtigt werde, was unverzüglich dazu führe, daß die Honorare, die letzten Endes den Ärzten zukämen, in ungerechtfertigter Weise verringert würden.

*Standpunkt des Ministerrates**In bezug auf den ersten Klagegrund*

A.6. Der Ministerrat erwidert, daß die Möglichkeit, die der Gesetzgeber sich vorbehalten habe, in die Festsetzung der Ärztehonorare einzugreifen, sich nicht aus den angefochtenen Bestimmungen, sondern aus Artikel 15 des königlichen Erlasses Nr. 78 ergebe. Der Gesetzgeber habe dieses Vorrecht in den Artikeln 138 ff. des Krankenhausgesetzes genutzt. Dieses System werde durch die angefochtenen Bestimmungen nicht abgeändert, mit Ausnahme der Fälle, die darin vorgesehen seien, und dies nur bis zum 31. Dezember 1999.

Ein Facharzt, der im wesentlichen oder ausschließlich im Krankenhausbereich tätig sei, behalte seine Freiheit, insbesondere unter Berücksichtigung der besonderen Vorteile des Sozialstatus, die im Falle eines Beitritts durch die Artikel 54 ff. des K.I.V.-Gesetzes geboten würden, diesen Beitritt anzunehmen oder nicht.

Es seien nur die Krankenhausärzte betroffen, die sich für eine Vergütung nach Leistung entschieden hätten, wobei die angefochtenen Bestimmungen keinen Einfluß auf die Vergütung derjenigen hätten, die Pauschalbezüge erhielten, oder kaum Einfluß auf diejenige der Ärzte, die durch eine Kombination der verschiedenen Systeme besoldet würden.

A.7. Der Ministerrat schlußfolgert, daß keine Diskriminierung vorliege, da das System der Honorarobergrenzen sich ausschließlich aus der Entscheidung des Arztes, der Vereinbarung zwischen den Ärzten und den Krankenkassen beizutreten oder nicht, ergebe. Er fügt hinzu, daß die unterschiedliche Behandlung, die sich ohnehin nur teilweise aus den angefochtenen Bestimmungen ergebe, vollkommen gerechtfertigt sei wegen der besonderen Merkmale der Tätigkeit der Krankenhausärzte, und insbesondere weil sie sich in eine Gesundheitspolitik einfügten, die darauf abziele, jeder Person Zugang zur optimalen Pflege unter annehmbaren und deutlich angenommenen finanziellen Bedingungen zu gewähren.

In bezug auf den zweiten Klagegrund

A.8. Der Ministerrat zitiert den Bericht der Auditorin und Berichterstatterin im Rahmen der beim Staatsrat gegen den Anwendungserlaß vom 5. Mai 1999 eingereichten Klage und erinnert daran, daß man unter Berücksichtigung der Veränderlichkeit der Verwaltungshandlungen der Verwaltung nicht vorwerfen könne, ihre Regelung zu ändern, selbst wenn dies mehrfach geschehe. Er vertritt den Standpunkt, daß Artikel 50bis dazu diene, die Tarifsicherheit zu gewährleisten, damit der hospitalisierte Patient die Sätze der von ihm verlangten Honorare kennen könne, wobei der Gesetzgeber das Ziel der Transparenz verfolge, die er seit mehreren Jahren anstrebe, zumal die Information der Patienten auf diesem Gebiet oft unzulänglich sei, wie Untersuchungen ergeben hätten.

In bezug auf den dritten Klagegrund

A.9. Der Ministerrat erkennt nicht, welche Formbedingungen der Gesetzgeber sich auferlegt hätte, um den Satz der Ärztehonorare festzulegen, so wie Artikel 15 Absatz 2 des königlichen Erlasses Nr. 78 es ihm erlaube. Wenn das K.I.V.-Gesetz hauptsächlich dazu diene, eine Versicherungsregelung zu schaffen, ergebe sich daraus nicht, daß der Gesetzgeber darin keine Bestimmungen im Zusammenhang mit der Festsetzung der Ärztehonorare einfügen könne.

In bezug auf den vierten Klagegrund

A.10. Der Ministerrat zitiert Artikel 138 des Krankenhausgesetzes, der seit langem vorschreibe, daß den in einem Gemeinschaftszimmer oder in einem Zweibettzimmer aufgenommenen Patienten die ärztlichen Leistungen zum K.I.V.-Tarif zu gewährleisten seien, ungeachtet dessen, ob der Arzt einer Vereinbarung beigetreten sei oder nicht, und erinnert an Artikel 139bis desselben Gesetzes sowie an den Inhalt des Urteils Nr. 62/99 des Hofes. Daraus ergebe sich, daß das Honoraraufkommen nicht ausschließlich den Ärzten als Vergütung zugeteilt werden dürfe, sondern ebenfalls die anderen Ausgaben, die mit der ärztlichen Tätigkeit im Krankenhaus verbunden seien, decken müsse. Er zitiert Artikel 140, in dem die Abzüge festgesetzt seien, die zur Kostendeckung vorgenommen würden. Er fügt hinzu, daß die Abzüge im gemeinsamen Einvernehmen festgelegt würden, so daß jedenfalls keine automatische Kürzung der Honorare für die Ärzte festzustellen sei.

A.11. Der Ministerrat räumt ein, daß die Bezüge der keiner Vereinbarung beigetretenen Krankenhausärzte, die im wesentlichen oder ausschließlich nach Leistung vergütet würden, tatsächlich unter den in den angefochtenen Bestimmungen erwähnten Voraussetzungen bei gleicher Arbeit verringert würden. Doch er fügt hinzu, daß der Klagegrund sich in diesem Fall mit dem ersten Klagegrund decke und die gleiche Antwort verlange, da der Gesetzgeber in mäßiger Weise seine Befugnis genutzt habe, mit dem rechtmäßigen Ziel der Transparenz und der Tarifsicherheit.

*Antwort der klagenden Partei**In bezug auf den ersten Klagegrund*

A.12. Die klagende Partei wiederholt, daß Artikel 138 § 1 des Krankenhausgesetzes nur die einer Vereinbarung beigetretenen Ärzte betreffe. Sie fügt hinzu, daß die in Artikel 138 § 3 für den Medizinischen Rat vorgesehene Verpflichtung, zu gewährleisten, daß die in einem Gemeinschaftszimmer oder in einem Zweibettzimmer aufgenommenen Patienten zu den in der Vereinbarung vorgesehenen Tarifen gepflegt würden, nicht eine systematische Verpflichtung für die keiner Vereinbarung beigetretenen Ärzte bedeute, die Tarife der Vereinbarung einzuhalten. Sie vertritt den Standpunkt, daß die angefochtenen Bestimmungen über das hinausgingen, was in Artikel 138 § 3 vorgesehen sei.

A.13. Die klagende Partei erachte die Erwägungen in bezug auf die verschiedenen Arten der Vergütung der Ärzte als nicht sachdienlich, da sie nicht die Berufspflichten des Arztes berücksichtigten, die es untersagten, daß die pauschale Vergütung der Ärzte niedriger sei als das entsprechende Einkommen eines Arztes, der für gleichartige Tätigkeiten nach Leistung vergütet würde (Artikel 82 des Kodex der Berufspflichten des Arztes).

A.14. Sie wiederholt, es sei zu berücksichtigen, daß der Sozialstatus, in dessen Vorteil die einer Vereinbarung beigetretenen Ärzte gelangten, einen bedeutenden Vorteil darstelle und daß die keiner Vereinbarung beigetretenen Ärzte durch die angefochtene Maßnahme diskriminiert würden, da sie, obwohl sie nicht in diesen Vorteil gelangten, ihre Honorare denjenigen der einer Vereinbarung beigetretenen Ärzte anpassen müßten.

In bezug auf den zweiten Klagegrund

A.15. Die klagende Partei ist der Meinung, daß ein Aufeinanderfolgen von fünf verschiedenen Honorarregelungen innerhalb von dreizehn Monaten ein nicht zu rechtfertigendes Klima der Unsicherheit schaffe.

In bezug auf den dritten Klagegrund

A.16. Die klagende Partei erwidert, daß man, sobald man das Vereinbarungssystem verlasse, nicht annehmen könne, daß das Einschreiten des Gesetzgebers im Rahmen des Gesetzes vom 14. Juli 1994 im Bereich der in Artikel 1 festgelegten Zielsetzung erfolge, nämlich die Einführung einer Regelung der Gesundheitspflege- und Entschädigungspflichtversicherung. Die Pflichtversicherung betreffe nicht den vom Patienten geforderten Betrag der Honorare, sondern lediglich den Betrag, den die Versicherung decke.

In bezug auf den vierten Klagegrund

A.17. Die klagende Partei ist der Meinung, daß keine der vom Ministerrat angeführten Bestimmungen die angefochtenen Bestimmungen rechtfertige und daß er, indem er einräume, daß es für die keiner Vereinbarung beigetretenen Ärzte eine Honorarkürzung gebe, zugebe, daß die finanziellen Beziehungen zwischen den Ärzten und den Krankenhäusern beeinträchtigt würden.

*Rechtssache Nr. 1748**Standpunkt der Kläger*

A.18. Die acht Kläger seien Ärzte, die in einem Krankenhaus tätig seien; sie forderten die Nichtigerklärung der gleichen Artikel 121 und 122 des Gesetzes vom 25. Januar 1999. Sie forderten ebenfalls, die Verhandlung in der Rechtssache Nr. 1406 wieder zu eröffnen und sie darin innerhalb der unter B.3.3 des Urteils Nr. 71/99 festgelegten Grenzen als intervenierende Parteien anzunehmen. Hilfsweise bäten sie den Hof, dem Gerichtshof der Europäischen Gemeinschaften eine Vorabentscheidungsfrage zu stellen.

Sie bringen zwei Klagegründe vor. Der erste sei abgeleitet aus der Mißachtung der Zuständigkeitsregeln, der zweite, in zehn Teile gegliederte Klagegrund sei abgeleitet aus dem Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung, an sich oder in Verbindung mit verschiedenen Vertrags-, Verfassungs- oder Gesetzesbestimmungen.

In bezug auf den ersten Klagegrund

A.19. Der Klagegrund ist abgeleitet aus dem Verstoß gegen Artikel 128 der Verfassung und gegen Artikel 5 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen,

«indem das Gesetz vom 22. Januar 1999 vom föderalen Gesetzgeber aufgrund seiner Zuständigkeit für die Kranken- und Invalidenversicherung angenommen wurde,

während die Festlegung des Betrags der Honorare, die von den Ärzten angewandt werden können, zur Politik der Pflegeerbringung innerhalb und außerhalb von Pflegeeinrichtungen gehört und sie in den Zuständigkeitsbereich der Gemeinschaften und nicht des Föderalstaates fällt».

Die Kläger führen an, daß aufgrund von Artikel 5 § 1 I Nr. 1 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 die Gemeinschaften zuständig seien

«für die Politik der Pflegeerbringung innerhalb und außerhalb der Pflegeeinrichtungen; daß die angefochtenen Bestimmungen einen der Aspekte der Pflegeerbringung regeln, da sie bezwecken, den schwächsten Bevölkerungskategorien die Pflege besser zugänglich zu machen».

Sie fechten an, daß der föderale Gesetzgeber sich auf die unter Buchstabe c) des obenerwähnten Artikels 5 in bezug auf die Kranken- und Invalidenversicherung vorgesehene Ausnahme berufen könne, da die Honorare nur für den rückzahlbaren Teil in dessen Anwendungsbereich fielen. Sie machten geltend, daß es sich in diesem Fall gerade um die Honorare handele, für die nicht die Krankenversicherung aufkomme.

In bezug auf den zweiten Klagegrund

A.20. Der Klagegrund ist abgeleitet aus dem Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung, an sich oder gegebenenfalls in Verbindung mit Artikel 14 der Europäischen Menschenrechtskonvention, Artikel 3 Buchstabe g) in Verbindung mit den Artikeln 4 (ex-Artikel 3 A), 10 (ex-Artikel 5) und 81 (ex-Artikel 85) des Vertrags zur Gründung der Europäischen Gemeinschaft, Artikel 23 Nr. 1 und 5 der Verfassung, Artikel 50 des Gesetzes vom 14. Juli 1994 sowie Artikel 15 des königlichen Erlasses Nr. 78 über die Ausübung der Heilkunst.

A.21. In einem ersten Teil führen die Kläger an, die vorstehenden Bestimmungen würden verletzt,

«indem die angefochtenen Bestimmungen die Anwendung der Tarife vorsehen, die als Grundlage für die Berechnung der Beteiligung der Kranken- und Invalidenversicherung dienen, wenn die Pflege im Rahmen eines organisierten Bereitschaftsdienstes oder im Rahmen der Aufnahme in eine Intensivstation geleistet wird, ungeachtet dessen, ob eine Vereinbarung im Sinne von Artikel 50 des Gesetzes vom 14. Juli 1994 vorliegt oder nicht,

während dann, wenn diese Bestimmungen so auszulegen sind, daß der Aufenthalt des Patienten in einem dieser beiden Dienste die Anwendung der obenerwähnten Tarife auf alle während seines Krankenhausaufenthaltes vorgenommenen medizinischen Leistungen zur Folge hat, die Maßnahme unvernünftig oder unverhältnismäßig erscheint.

[...]

und während dann, wenn diese Bestimmungen so auszulegen sind, daß nur die Honorare für die in diesen beiden Diensten erbrachten medizinischen Leistungen auf einen Höchstsatz begrenzt sind, im Gegensatz zu den anderen Leistungen während des gleichen Krankenhausaufenthaltes, das Unterscheidungskriterium unverhältnismäßig oder unvernünftig ist».

A.22. In einem zweiten Teil führen die Kläger an, die im Klagegrund angegebenen Bestimmungen würden verletzt,

«indem die angefochtenen Bestimmungen vorschreiben, daß der Tarif, der als Grundlage für die Berechnung der Beteiligung der Versicherung dient, vom Arzt in gewissen Fällen angewandt wird,

während nur die Ärzte von diesen Tarifkürzungen betroffen sind, im Gegensatz zu den anderen Erbringern von Pflegeleistungen im Krankenhausbereich,

während für die Inhaber von Heilhilfsberufen, die in Krankenhauseinrichtungen tätig sind, keine Höchstgrenze für die Honorare festgelegt werden,

während dieser Unterschied auf keinerlei vernünftigem oder im Verhältnis zum Ziel stehenden Kriterium beruht».

A.23. In einem dritten Teil sind die Kläger der Meinung, daß gegen die im Klagegrund angeführten Bestimmungen verstoßen werde,

«indem die angefochtenen Bestimmungen die Anwendung des Tarifs vorsehen, der als Grundlage für die Berechnung der Beteiligung der Versicherung dient, wenn es sich um Kinder handelt, die mit einem begleitenden Elternteil im Krankenhaus aufgenommen werden,

während dieses Kriterium weder vernünftig ist noch im Verhältnis zum Ziel steht; somit für ein Kind, das ohne begleitenden Elternteil im Krankenhaus aufgenommen wird, andere Tarife als die vorstehenden angewandt werden können, selbst wenn die Eltern aus triftigen Gründen verhindert sein können, so daß sie ihr Kind nicht begleiten können, während das gleiche für Eltern gilt, die arbeiten und sich nicht von ihren beruflichen Verpflichtungen freimachen können, während das gleiche auch für Eltern gilt, die alleine für ihre Familie aufkommen und die sich beispielsweise während des Krankenhausaufenthaltes eines ihrer Kinder um die anderen Kinder kümmern müssen».

A.24. Im vierten Teil wird angeführt, daß die im Klagegrund angeführten Bestimmungen verletzt würden,

«indem die angefochtenen Bestimmungen die Anwendung des Tarifs, der als Grundlage für die Berechnung der Beteiligung der Versicherung dient, in mehreren Fällen vorsehen, die sich immer auf hospitalisierte Patienten beziehen, unter Ausschluß von ambulant behandelten Patienten,

während verschiedene medizinische Handlungen, die im Rahmen eines Krankenhausaufenthaltes geleistet werden, faktisch und rechtlich im Rahmen der ambulanten Medizin vorgenommen werden können, und der Tarif der Honorare nicht so streng begrenzt ist, wenn die Handlungen im Rahmen der ambulanten Medizin vorgenommen werden und sie somit zu Honoraren führen können, die sich vom obenerwähnten Tarif unterscheiden».

A.25. Im fünften Teil wird angeführt, daß die im Klagegrund angeführten Bestimmungen verletzt würden,

«indem Artikel 50bis § 3 des Gesetzes vom 14. Juli 1994 in der durch den angefochtenen Artikel abgeänderten Fassung den König ermächtigt, durch einen im Ministerrat beratenen Erlaß die maximalen Honorare und die maximalen Honorarzusätze festzulegen, die von Ärzten, ob sie einer Vereinbarung beigetreten sind oder nicht, verlangt werden können, wenn Leistungen zugunsten von Patienten erbracht werden, die auf ihren ausdrücklichen Wunsch und ohne daß dies für ihre Behandlung erforderlich wäre, in einem Einzelzimmer aufgenommen werden,

während das Recht auf Tarifverhandlungen ausdrücklich durch die im Klagegrund angeführten Bestimmungen anerkannt ist, insbesondere Artikel 23 der Verfassung, der König jedoch die Honorare einseitig festlegt, wenn es sich um die Honorare handelt, die bei einem Krankenhausaufenthalt gefordert werden, der auf ausdrücklichen Wunsch des Patienten und ohne daß dies für seine Behandlung erforderlich wäre in einem Einzelzimmer stattfindet, während diese Festlegung der Honorare hingegen im Anschluß an ein Verfahren mit Stellungnahmen erfolgt, wenn es sich um einen Krankenhausaufenthalt im Zweibettzimmer oder im Gemeinschaftszimmer oder aus medizinischen Gründen im Einzelzimmer handelt, und dieser Behandlungsunterschied in bezug auf die Weise der Festsetzung der Honorare nicht auf einem vernünftigen oder im Verhältnis zur Zielsetzung stehenden Kriterium beruht; während diese Diskriminierung um so stärker ist, als das Recht auf Tarifverhandlungen ausdrücklich in der Verfassung anerkannt ist».

A.26. Der sechste Teil bemängelt die fehlende Verhältnismäßigkeit zwischen den angestrebten Zielen und dem berücksichtigten Kriterium,

«indem die angefochtenen Bestimmungen besagen: 'Der König kann durch einen im Ministerrat beratenen Erlaß die maximalen Honorare und die maximalen Honorarzusätze festlegen, die von Ärzten, ob sie einer Vereinbarung beigetreten sind oder nicht, verlangt werden können, wenn Leistungen zugunsten von Patienten erbracht werden, die auf ihren ausdrücklichen Wunsch und ohne daß dies für ihre Behandlung erforderlich wäre, in einem Einzelzimmer aufgenommen sind',

während dadurch, daß die Arzthonorare auf diese Weise geregelt werden, die schwächsten Bevölkerungskategorien nicht weniger bezahlen als vor den Reformen von 1998 und 1999 und das System der 'Vereinbarung' ihnen bereits den Zugang zur Pflege im Krankenhausbereich zu festgesetzten Tarifen gewährleistet; während die angefochtenen Bestimmungen zu einem anderen als dem angestrebten Ergebnis führen,

während faktisch die besser bemittelten Bevölkerungskategorien in Zukunft weniger bezahlen werden; während in dem Fall, daß eine gleiche Behandlung vorliegt, diese noch nicht der Verfassung entspricht; während die verglichenen Kategorien — die reichsten und die ärmsten — sich wesentlich unterscheiden in bezug auf den Gegenstand und das Ziel der angefochtenen Bestimmungen, da letztere die Honorare selbst oder deren Obergrenze festlegen; während die betreffenden Bestimmungen eine bessere Zugänglichkeit der Gesundheitspflege bezwecken, *de facto* jedoch dazu führen, daß der Aufenthalt in einem Einzelzimmer zugänglicher wird; während der Zugang zur Gesundheitspflege also dadurch nicht verbessert wird».

A.27. Der Klagegrund führt in seinem siebten Teil die Verletzung des Rechtes auf eine gerechte Entlohnung an,

«indem die angefochtenen Bestimmungen die systematische Anwendung des Tarifs, der als Grundlage für die Berechnung der Beteiligung der Versicherung dient, in drei Arten von Fällen (Aufnahme in einen Bereitschaftsdienst, in eine Intensivstation oder für begleitete Kinder) und in Ermangelung einer Vereinbarung (oder einer Vereinbarung zur Festlegung der Honorarsätze) im Fall eines Krankenhausaufenthaltes im Gemeinschaftszimmer, im Zweibettzimmer oder aus medizinischen Gründen im Einzelzimmer vorsehen,

während der Tarif, der als Grundlage für die Berechnung der Beteiligung der Versicherung dient, die betreffenden medizinischen Leistungen nicht angemessen vergütet; während für zahlreiche medizinische Leistungen ein weit unter einer gerechten Entlohnung liegender Rückzahlungstarif gilt; während die Einkünfte der Ärzte dann, wenn sie einfach die obenerwähnten Tarife anwenden, erheblich sinken, dies unter Mißachtung der vorstehend angeführten Gesetzesbestimmungen».

A.28. Der Klagegrund bemängelt in seinem achten Teil eine Diskriminierung zwischen Ärzten, je nachdem, ob sie in einem öffentlichen oder in einem privaten Krankenhaus arbeiten,

«indem die angefochtenen Bestimmungen die Möglichkeit, Honorarzusätze zu dem Tarif, der als Grundlage für die Berechnung der Beteiligung der Versicherung dient, oder zu dem vom König festgelegten Tarif zu fordern, einschränken und/oder untersagen,

während unter anderem aufgrund der Artikel 109 ff. des koordinierten Krankenhausgesetzes das Defizit von öffentlichen Krankenhäusern von der öffentlichen Hand übernommen wird, gemäß den näher im koordinierten Krankenhausgesetz und seinen Anwendungserlassen festgelegten Modalitäten,

während das Defizit in einem Privatkrankenhaus zwingend von den Ärzten getragen werden muß, unter Strafe des Konkurses oder der Einstellung der Tätigkeit, und die in einem Privatkrankenhaus arbeitenden Ärzte das Defizit, das nicht durch den Tagespflegesatz gedeckt wird, durch einen entsprechenden Abzug von ihren Honoraren finanzieren,

während die angefochtenen Bestimmungen somit die in einem Privatkrankenhaus arbeitenden Ärzten erheblich benachteiligen, insofern ein wesentlicher Teil der Einkünfte, mit denen sie die Krankenhaustätigkeit finanzieren, verschwindet».

A.29. Die im neunten Teil geäußerte Kritik lautet wie folgt:

«indem die angefochtene Handlung die Ärzte, die sich entschieden haben, der Nationalen Vereinbarung Ärzte-Krankenkassen nicht beizutreten, verpflichtet, die darin festgelegten Tarife anzuwenden; indem die am 20. Juni 1988 geschlossene Vereinbarung Ärzte-Krankenkassen, auf die Artikel L 1 der Vereinbarung vom 15. Dezember 1998 verweist, in ihrem Punkt H Bedingungen zur Anwendung der Tarife vorsieht, darunter Bedingungen in bezug auf die Zeit und den Ort, besondere Erfordernisse in bezug auf den Patienten oder das Einkommen,

während in dem Fall, daß die angefochtene Handlung in dem Sinne auszulegen ist, daß die Tarife der Vereinbarung unabhängig von den in Artikel H der Vereinbarung vom 20. Juni 1988 vorgesehenen Bedingungen Anwendung finden, diese Bestimmung absolut unverhältnismäßig zu der Zielsetzung ist, die darin besteht, den Zugang zur Pflege zu gewährleisten; während sie das durch die Vereinbarung erzielte Gleichgewicht vollständig unterbricht, so daß diese Vereinbarung durch Verschwinden eines großen Teils leoninisch wird, da die Ärzte keine Möglichkeit mehr haben, höhere Honorare als diejenigen zu fordern, die als Grundlage für die Erstattung der Kranken- und Invalidenversicherung dienen; daß die Vereinbarung sicherlich von Grund auf anders ausgefallen wäre, wenn solche Bestimmungen nicht eingefügt worden wären,

und während in dem Fall, daß die angefochtene Handlung in dem Sinne auszulegen ist, daß die Bedingungen zur Anwendung der in den Vereinbarungen Ärzte-Krankenkassen vorgesehenen Tarife auch Artikel H der obenerwähnten Vereinbarung vom 20. Juni 1988 umfassen, die Honorare der Ärzte, die der Vereinbarung nicht beigetreten sind, stärker eingeschränkt werden als diejenigen der Ärzte, die der Vereinbarung beigetreten sind; während letztere in der Tat die Möglichkeit haben, der Vereinbarung teilweise beizutreten und ausdrücklich festzuhalten, daß sie außerhalb bestimmter Zeiten oder Orte nicht zur Einhaltung eines bestimmten Tarifs verpflichtet sind; während die Diskriminierung nicht auf einem vernünftigen und im Verhältnis zum Ziel stehenden Kriterium beruht, da sie bewirkt, daß die Honorare der Ärzte, die sich geweigert haben, der Vereinbarung beizutreten, mehr eingeschränkt werden als die Honorare der Ärzte, die ihr nur teilweise beigetreten sind».

A.30. Schließlich wird in einem zehnten Teil angeführt, daß die im Klagegrund angeführten Bedingungen verletzt würden,

«indem die angefochtene Handlung die Einhaltung von Honorarhöchstsätzen in der medizinischen Krankenhauspraxis auferlegt;

während die belgische Gesetzgebung somit die belgische medizinische Praxis bevorteilt, indem sie den Erbringern von Pflegeleistungen, die in den Krankenhäusern des Landes praktizieren, andere Tarife als die auferlegten verbietet; während dies im Widerspruch zu den Bestimmungen des Vertrags zur Gründung der Europäischen Gemeinschaft in seinen im Klagegrund erwähnten Bestimmungen steht, da die Höchstpreise den Wettbewerb zwischen belgischen Leistungserbringern und anderen Erbringern von Pflegeleistungen im Krankenhausbereich, die in anderen Staaten der Gemeinschaft niedergelassen sind und praktizieren, verzerren».

Es wird ebenfalls beantragt, daß aufgrund von Artikel 234 (ex-Artikel 177) des Vertrags zur Gründung der Europäischen Gemeinschaft dem Gerichtshof der Europäischen Gemeinschaften folgende Frage gestellt wird:

«Ist Artikel 3 Buchstabe g) in Verbindung mit den Artikeln 4 (ex-Artikel 2 A), 10 (ex-Artikel 5) und 81 (ex-Artikel 85) des Vertrags zur Gründung der Europäischen Gemeinschaft in dem Sinne auszulegen, daß diese Bestimmungen es verbieten, daß eine nationale Bestimmung, nämlich Artikel 50bis des Gesetzes vom 14. Juli 1994 über die Kranken- und Invalidenpflichtversicherung in der durch Artikel 121 des Gesetzes vom 25. Januar 1999 zur Festlegung sozialer Bestimmung abgeänderten Fassung, Höchstsätze von Honoraren auferlegt, die für medizinische Leistungen im Krankenhausbereich einzuhalten sind?»

Standpunkt des Ministerrates

In bezug auf den ersten Klagegrund

A.31. Der Ministerrat erwidert, daß Artikel 5 § 1 I Nr. 1 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 den Gemeinschaften die Zuständigkeit der Gesundheitspolitik verleihe, vorbehaltlich der darin festgelegten Ausnahmen, und aus den Vorarbeiten hervorgehe, daß die Bestimmungen über die Ausübung der Heilkunst und der medizinischen Berufe nicht zu den Sachbereichen der Gesundheitspolitik gehörten und daß es dem föderalen Gesetzgeber obliege, die Zielsetzungen der sozialen Sicherheit zu bestimmen, wozu diejenige gehöre, die Transparenz und die Tarifsicherheit zu gewährleisten, wobei in den Fällen, wo Fähigkeiten des Patienten zur Analyse und zum Verständnis geschwächt seien, jegliche Honorarzusätze im Verhältnis zum K.I.V.-Tarif ausgeschlossen seien. Er führt auch die Zuständigkeit des Föderalstaates für die Preispolitik (Artikel 6 § 1 VI des Sondergesetzes vom 8. August 1980) sowie für die Politik des Verbraucherschutzes (Artikel 6 § 1 VI Absatz 4 Nr. 2) an.

In bezug auf den zweiten Klagegrund

A.32. In bezug auf den ersten Teil erinnert der Ministerrat an die vom Gesetzgeber verfolgte Zielsetzung der Transparenz und Tarifsicherheit und hebt hervor, daß die Dienste betroffen seien, in denen im allgemeinen die teuersten Leistungen erbracht würden, und daß diese eine Dringlichkeit oder eine mögliche Verringerung der Beurteilungsfähigkeit des Patienten, die im übrigen nicht die Dringlichkeit ausschließe, voraussetzten. Er erwähnt eine Umfrage einer Krankenkassenzeitschrift, die aufgezeigt habe, daß 31 von 178 Krankenhäusern Tarifizsätze bei einer Hospitalisierung im Gemeinschaftszimmer verlangten, 50 im Falle der Hospitalisierung im Zweibettzimmer und 172 im Falle der Hospitalisierung im Einzelzimmer. In diesem letzten Fall verlangten 116 Krankenhäuser Tarifizsätze in Höhe von 100 Prozent des K.I.V.-Tarifs, 21 einen Zusatz von 101 bis 200 Prozent, 18 einen Zusatz von 201 bis 300 Prozent und 6 Zusätze von mehr als 300 Prozent.

Er ist der Auffassung, daß der Gesetzgeber Verschuldungssituationen in Krankenhäusern von schlecht oder nicht informierten Personen habe bekämpfen können, von denen Tarifizsätze verlangt würden, während ihnen unter den eigentlichen Bedingungen der Vereinbarung vom 20. Juni 1988 diese Zusätze nur dann auferlegt würden, wenn sie mehr als 1.040.000 Franken brutto, oder im Falle eines Haushaltes, 1.560.000 Franken brutto, zuzüglich 52.000 Franken brutto pro unterhaltsberechtigter Person, verdienen.

A.33. In bezug auf den zweiten Teil erinnert der Ministerrat daran, daß der Gesetzgeber bei der Verfolgung seiner Zielsetzung der Transparenz und Tarifsicherheit der im wesentlichen medizinischen Tätigkeit im Krankenhausbereich sowie dem Umstand, daß die Tarifizsätze als Ärzthonorare verlangt würden, Rechnung trage. Er hebt hervor, daß Artikel 44 § 5 des K.I.V.-Gesetzes bereits die Möglichkeiten von Tarifizsätzen im Falle der Hospitalisierung auf die Patienten beschränke, die in einem Einzelzimmer untergebracht seien.

A.34. In bezug auf den dritten Teil ist der Ministerrat der Auffassung, daß der Gesetzgeber davon habe ausgehen können, daß in allen Fällen — mit oder ohne Vereinbarung —, in denen ein Kind hospitalisiert werde, der rechtmäßige Wunsch eines Elternteils, es zu begleiten, nur in einem Einzelzimmer vollauf erfüllt werden könne.

A.35. In bezug auf den vierten Teil ist der Ministerrat der Auffassung, daß die Fälle, in denen Leistungen, die im Krankenhaus in einem Bereitschaftsdienst oder in einer Intensivstation erbracht würden, auch außerhalb des Krankenhauses erbracht werden könnten, statistisch und finanziell unbedeutend für die Finanzlage der Haushalte seien, so daß der indirekt entstandene Behandlungsunterschied gerechtfertigt wäre.

A.36. In bezug auf den fünften Teil erklärt der Ministerrat, er erkenne nicht, inwiefern das Recht auf Tarifverhandlungen verletzt werde, und zitiert andere Bestimmungen, mit denen die Mechanismen der Verhandlungen und der Entscheidungen, die den Ärzten vorbehalten seien, ausgeführt würden.

A.37. In bezug auf den sechsten Teil erinnert der Ministerrat an sämtliche Zielsetzungen und hebt er hervor, daß diese nicht nur gegenüber den Minderbemittelten, sondern auch gegenüber den zahlreichen Familien verfolgt würden, die zwar nicht hilfsbedürftig seien, aber nicht über ein ausreichendes Einkommen verfügten, um die geforderten Honorarzusätze bezahlen zu können, während die diesbezügliche Information mangelhaft sei.

A.38. In bezug auf den siebten Teil stellt der Ministerrat fest, daß kein Vergleich bestehe, es sei denn im Verhältnis zur gesamten erwerbstätigen Bevölkerung. Er fügt hinzu, daß Artikel 23 Absatz 3 Nr. 1 der Verfassung sich nicht auf die Situation der Ärzte bezogen habe, denen es weiterhin freistehe, ihre Honorare in den anderen Fällen als denjenigen, die in den angefochtenen Bestimmungen vorgesehen seien, frei zu bestimmen. Er ficht die Behauptung an, wonach zahlreiche medizinische Leistungen zu einer K.I.V.-Erstattung führten, die niedriger sei als eine gerechte Entlohnung.

A.39. In bezug auf den achten Klagegrund macht der Ministerrat geltend, daß der vorgebliche Unterschied sich nicht aus den angefochtenen Bestimmungen, sondern aus den Artikeln 1, 114 und 139bis des Krankenhausgesetzes ergebe.

A.40. In bezug auf den neunten Teil erinnert der Ministerrat daran, daß die seit 1988 geschlossenen Vereinbarungen zwischen Ärzten und Krankenkassen Honorarzusätze im Fall der Hospitalisierung im Gemeinschaftszimmer, im Zweibettzimmer oder im Einzelzimmer, wenn der Patient aus medizinischen Gründen dort aufgenommen werde, untersagten. Er ist der Auffassung, daß Artikel 50bis § 2 nicht so ausgelegt werden könne, als ob er die Anwendung der Vereinbarung unabhängig von den in Punkt H der Vereinbarung vom 20. Juni 1998 vorgesehenen Bedingungen erlauben würde.

Er fügt hinzu, daß angesichts der ergriffenen Maßnahmen die Fälle eines teilweisen Beitritts vermutlich weniger zahlreich sein würden, da ihr Vorteil nicht mehr so deutlich sei. Somit werde also das Ziel der Transparenz erreicht.

A.41. In bezug auf den zehnten Teil bemerkt der Ministerrat, daß es in der Annahme, daß die Krankenhäuser als Wirtschaftsunternehmen im Sinne von Artikel 81 — ex-Artikel 85 — des EG-Vertrags angesehen werden könnten, angebracht wäre zu prüfen, inwiefern die Festsetzung einer Tarifobergrenze in den vorgesehenen Fällen die Annahme zuließe, sie seien Unternehmensvereinigungen. Indem er sich auf die Rechtsprechung des Gerichtshofes der Europäischen Gemeinschaften stützt, fügt er hinzu, daß dann, wenn Tarife für einen freien Beruf aufgrund eines Gesetzes und unter Berücksichtigung des Gemeinwohls, der Interessen von Unternehmen aus anderen Sektoren und der Interessen der Benutzer festgesetzt würden, diese Tarife nicht im Widerspruch zu Artikel 81 stünden. Artikel 81 beziehe sich im übrigen auf das Verhalten der Unternehmen, und nicht auf gesetzgeberische Maßnahmen, außer wenn ein Staat Absprachen begünstige, die im Widerspruch zu Artikel 81 stünden, oder in anderen Fällen, die hier jedoch nicht vorlägen, da nicht das Bestehen eines gesetzlich eingeführten Tarifs angefochten werde, sondern die Festsetzung einer Tarifobergrenze und nicht eines in gewissen Fällen anwendbaren Minimums.

Er bemerkt, daß die im ehemaligen Artikel 36 des Vertrags vorgesehenen Ausnahmen in Anlehnung an den ehemaligen Artikel 85 anzuwenden sein müßten. Er führt ebenfalls die ehemaligen Artikel 129 und 129 Absatz 1 des Vertrags an.

Er schlußfolgert, daß der Gerichtshof der Europäischen Gemeinschaften nicht zu befragen sei.

*Antwort der Kläger**In bezug auf den ersten Klagegrund*

A.42. Die Kläger erwidern, daß die angefochtenen Maßnahmen sich auf die Honorare, für die der Patient oder sein Privatversicherer aufkämen, bezögen, und daß der föderale Gesetzgeber sich folglich nicht auf seine Befugnis für den Sachbereich der sozialen Sicherheit stützen könne, um sie zu regeln, zumal diese Befugnis ihm nur als Ausnahme zugestanden werde und streng auszulegen sei.

Sie fechten an, daß die angefochtenen Bestimmungen im Rahmen der föderalen Zuständigkeiten angenommen worden seien, die Gegenstand des königlichen Erlasses Nr. 78 seien, den sie im übrigen weder abgeändert noch ergänzt hätten. Sie fechten ebenfalls an, daß die föderalen Befugnisse im Bereich der Preispolitik und des Verbraucherschutzes geltend gemacht werden könnten, und erinnern an das Urteil Nr. 22/93 des Hofes, in dem dieser anerkannt habe, daß die Vereinbarungen zwischen Ärzten und Krankenkassen zum Zuständigkeitsbereich der Gemeinschaften hinsichtlich der Gesundheitspolitik gehörten.

In bezug auf den zweiten Klagegrund

A.43. In bezug auf den ersten Teil fechten die Kläger an, daß die angefochtene Regelung bereits aufgrund von Artikel 138 § 3 des Krankenhausgesetzes bestanden hätte, da dieses eine andere Tragweite habe, weil es das Bestehen einer Vereinbarung zwischen Ärzten und Krankenhäusern voraussetze, während die angefochtene Bestimmung ohne eine Vereinbarung Anwendung finde.

Sie fechten an, daß die Zielsetzung der Transparenz und der Tarifsicherheit alles rechtfertigen könnte, und heben die offensichtliche Unverhältnismäßigkeit zwischen den ergriffenen Maßnahmen und dieser Zielsetzung hervor.

A.44. In bezug auf den zweiten Teil machen die Kläger geltend, daß die Bezugnahme des Ministerrates auf Artikel 44 § 5 des Gesetzes vom 14. Juli 1994 irrelevant sei, da dieser Artikel nichts mit der Kritik zu tun habe, wonach die Ärzte im Krankenhausbereich anders behandelt würden als die anderen Erbringer von Pflegeleistungen.

A.45. In bezug auf den dritten Teil fechten die Kläger an, daß Kinder aus Sicherheitsgründen nicht in Einzelzimmern hospitalisiert würden. Sie führen Beispiele an, die das Gegenteil beweisen würden.

A.46. In bezug auf den vierten Teil nehmen die Kläger zur Kenntnis, daß der Gesetzgeber die im ambulanten Bereich erteilten Leistungen vergessen habe, und fechten an, daß diese Leistungen statistisch gesehen unbedeutend seien, wobei sie auf Artikel 78*quinquies* des Krankenhausgesetzes Bezug nähmen.

A.47. In bezug auf den fünften Teil vertreten die Kläger den Standpunkt, daß es keinerlei vernünftiges und objektives Kriterium für den Unterschied zwischen den Verfahren zur Festlegung der Honorare gebe, je nachdem, ob sie für eine Hospitalisierung im Einzelzimmer auf Wunsch des Patienten und ohne Notwendigkeit für die Behandlung verlangt würden oder für eine Hospitalisierung im Gemeinschaftszimmer oder im Zweibettzimmer oder aber aus medizinischen Gründen im Einzelzimmer. Der Unterschied könne nicht mit dem Umstand gerechtfertigt werden, daß im ersteren Fall der königliche Erlass im Ministerrat beraten werden müsse.

A.48. In bezug auf den sechsten Teil halten die Kläger daran fest, daß die angefochtenen Bestimmungen den Zugang zur Gesundheitspflege für Personen mit hohem Einkommen kostengünstiger machten, ohne daß diese Maßnahmen den Personen mit geringem Einkommen einen besseren Zugang zur Gesundheitspflege sicherten. Sie heben eine perverse Wirkung der neuen Maßnahmen hervor, die ihr Argument bestätige.

A.49. In bezug auf den siebten Teil führen die Kläger zahlreiche Beispiele an, aus denen sie schlußfolgern, daß das Verzeichnis der Gesundheitsleistungen keinen Wert festlege, der einer angemessenen Vergütung der erbrachten Leistungen entspreche. Sie schlußfolgern daraus, daß der Gesetzgeber, indem er die Honorare, die für eine medizinische Leistung verlangt werden könnten, der Berechnungsgrundlage für die K.I.V.-Beteiligung gleichstelle, die im Klagegrund angeführten Bestimmungen mißachte.

Sie sind der Auffassung, nichts könne es rechtfertigen, daß die Ärzte aus dem Anwendungsbereich von Artikel 23 der Verfassung ausgeschlossen würden, und führen an, daß sie nicht mit gleich welcher anderen Person, die arbeite und Anspruch auf eine gerechte Entlohnung habe, verglichen werden könnten.

A.50. In bezug auf den achten Teil bestätigen die Kläger, daß nach ihrer Auffassung die von ihnen angeprangerte Diskriminierung sich aus den angefochtenen Bestimmungen ergebe und vorher nicht bestanden habe.

A.51. In bezug auf den neunten Teil bestehen die Kläger darauf, daß die angefochtenen Bestimmungen das durch die Vereinbarung vom 15. Dezember 1998, die selbst auf diejenige vom 20. Juni 1988 verweise, erzielte Gleichgewicht einseitig zerstöre. Sie fügen hinzu, daß die Ärzte, die sich geweigert hätten, der Vereinbarung beizutreten, verpflichtet würden, diese einzuhalten, während diejenigen, die der Vereinbarung nur teilweise beigetreten seien, zum Teil ihre Honorare frei festsetzen könnten, wobei dieser Behandlungsunterschied keineswegs gerechtfertigt sei. Hinsichtlich der Zielsetzung der Transparenz sind sie der Auffassung, daß diese erreicht werde, insofern die von der Kranken- und Invalidenversicherung erstatteten Beträge behördlicherseits festgesetzt würden und allgemein bekannt seien. Sie fügen hinzu, daß Honorarzusätze diese Transparenz nicht trüben könnten, weil sie zwischen dem Arzt und dem Patienten besprochen würden, ohne daß dies sich auf die Tariffestsetzung der K.I.V.-Erstattungen auswirke.

A.52. In bezug auf den zehnten Teil erwidern die Kläger, daß die betreffenden Maßnahmen in den Anwendungsbereich von Artikel 81 des Vertrags fielen, selbst wenn es sich um eine Gesetzes- oder Verordnungsmaßnahme handele, sobald diese Bestandteile von Vereinbarungen zwischen Wirtschaftskräften übernehme und deren Einhaltung allgemein verpflichtend mache, was im vorliegenden Fall zutrefte.

Sie erachten es als bedeutungslos, ob die angefochtenen Bestimmungen maximale und nicht minimale Tarife festlegten, da eine Verletzung der Preisfreiheit grundsätzlich den Wettbewerb einschränke.

Sie bestreiten die Sachdienlichkeit des aus dem Gemeinwohl abgeleiteten Argumentes im Lichte der Rechtsprechung des Gerichtshofes, die sie analysieren.

Schließlich fügen sie hinzu, daß der ehemalige Artikel 36 des Vertrags nur auf die ehemaligen Artikel 30 bis 34 anwendbar sei. Die vom Ministerrat zitierte Rechtsprechung beziehe sich auf die Problematik des freien Verkehrs und nicht auf diejenige des Wettbewerbs, da alleine die in Artikel 81 Absatz 3 oder in Befreiungsbestimmungen nach Kategorien vorgesehene Regelung eine Abweichung beinhalte.

Rechtssachen Nrn. 1752 und 1759

Standpunkt der klagenden Parteien

In bezug auf den ersten Klagegrund

A.53. Der Klagegrund ist abgeleitet aus dem Verstoß gegen die Artikel 1, 2, 33 und 129 der Verfassung, 1 und 5 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen und den allgemeinen Grundsatz der Verhältnismäßigkeit in der Ausübung der Befugnisse, insofern die angefochtenen Bestimmungen die Regelung der Ärzthonorare im Krankenhausbereich bezweckten, um die Sicherheit der Tarife, die Qualität der Gesundheitspflege und deren Zugänglichkeit, insbesondere für die schwächsten Bevölkerungskategorien, zu begünstigen, während für eine solche Regelung die Gemeinschaften zuständig seien.

Die Darlegung des Klagegrunds schließt sich derjenigen an, die unter A.19 angeführt ist.

In bezug auf den zweiten Klagegrund

A.54. Der zweite Klagegrund ist abgeleitet aus dem Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung, in Verbindung mit deren Artikeln 16 und 23, mit Artikel 1 des Ersten Zusatzprotokolls zur Europäischen Menschenrechtskonvention, mit den Artikeln 15 bis 18 des königlichen Erlasses Nr. 78, mit Artikel 23 des am 7. August 1987 koordinierten Krankenhausgesetzes, mit Artikel 50 des Gesetzes vom 14. Juli 1994 über die Gesundheitspflege- und Entschädigungspflichtversicherung, mit den allgemeinen Grundsätzen der Verhältnismäßigkeit und der Rechtssicherheit,

indem der angefochtene Artikel 121 in gewissen Fällen eine Obergrenze der Ärzthonorare vorsehe für den Fall, daß keine Vereinbarung zwischen den Ärzten und Krankenkassen geschlossen würde, insofern er ebenfalls eine Obergrenze für den Fall, daß eine solche Vereinbarung geschlossen würde, vorsehe, insofern er es dem König erlaube, die Obergrenzen der Honorare und die Honorarzusätze festzusetzen, die von Patienten verlangt werden könnten, die auf ausdrücklichen eigenen Wunsch und ohne daß ihre Behandlung es erfordere, in einem Einzelzimmer aufgenommen würden, und insofern Artikel 122 das Datum des Inkrafttretens von Artikel 121 auf den 1. Dezember 1998 festlege, da diese Bestimmungen Diskriminierungen einführen, indem sie sich auf ein Kriterium stützten, das nicht objektiv und vernünftig sei (Absatz 1) oder nicht im Verhältnis zur Zielsetzung stehe (Absatz 2).

A.55. Der erste Teil beschreibt die Diskriminierungen, unter denen die Ärzte litten, die ihre Tätigkeiten in Krankenhäusern ausübten, die Fachärzte im Verhältnis zu den Allgemeinmedizinern, die Krankenhausärzte im Verhältnis zu Inhabern von Heilhilfsberufen, die durch Honorare vergütet würden und in der gleichen Art von Einrichtung arbeiteten, die in Privatkrankenhäusern arbeitenden Ärzte im Verhältnis zu den in öffentlichen Krankenhäusern arbeitenden Ärzten und schließlich die Krankenhausärzte im Verhältnis zu den anderen Freiberuflern.

A.56. Der zweite Teil prangert eine Diskriminierung zum Nachteil der Privatkrankenhäuser im Verhältnis zu den öffentlichen Krankenhäusern an.

A.57. Im dritten Teil wird eine Diskriminierung zum Nachteil der Patienten, die außerhalb von Krankenhauseinrichtungen gepflegt würden, und zugunsten der in einem Bereitschaftsdienst oder in einer Intensivstation aufgenommenen Patienten, zum Nachteil der nicht begleiteten Kinder, die verletzlicher sein könnten als diejenigen, die von einem Elternteil begleitet seien, und schließlich zum Nachteil von anderen begleiteten Patienten als Kindern, wie ältere Menschen oder Ehepartner, angeführt.

A.58. In einem vierten Teil wirft der Klagegrund den angefochtenen Bestimmungen vor, unverhältnismäßig zum angestrebten Ziel zu sein, indem das Ziel seit 1995 sowohl hinsichtlich der Personen mit Vorzugstarif (VIPO) als auch der anderen minderbemittelten Bevölkerungskategorien umfassend erreicht sei, indem diese Bestimmungen bewirkten, daß diese Kategorien von Patienten nicht weniger bezahlten, da das System der Vereinbarung ihnen bereits den Zugang zur Pflege im Krankenhausbereich zu den K.I.V.-Tarifen gewährleiste, indem ihre einzige Wirkung darin bestehen werde, den Hotelaufenthalt und nicht die Gesundheitspflege selbst zugänglicher zu machen, indem der Haushalt der Krankenhäuser und damit die Qualität der Pflege sinken werde, da die reichsten Patienten weniger bezahlen würden, und schließlich indem sie gegen den Grundsatz verstießen, wonach es jedem Arzt freistehe, sich zur Einhaltung der Vereinbarung zwischen Ärzten und Krankenkassen zu verpflichten oder nicht, wobei auf diese Weise das System seines wesentlichen Inhaltes beraubt werde.

In bezug auf den dritten Klagegrund

A.59. Der Klagegrund ist abgeleitet aus dem Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung, in Verbindung mit deren Artikeln 16 und 23, mit Artikel 1 des Ersten Zusatzprotokolls zur Europäischen Menschenrechtskonvention, den Artikeln 6 und 8 des Gesetzes vom 10. Dezember 1997 zur Reorganisation der Gesundheitspflege, Artikel 2 des Gesetzes vom 16. April 1998 zur Abänderung des königlichen Erlasses Nr. 78 sowie den allgemeinen Grundsätzen der Verhältnismäßigkeit und der Rechtssicherheit.

A.60. Die Kläger bemängeln, daß die angefochtenen Bestimmungen ohne vorherige Abstimmung mit dem Ärzten angenommen worden seien, während diese Frage innerhalb der aufgrund von Artikel 8 des Gesetzes vom 10. Dezember 1997 geschaffenen Konzertierungsausschüsse habe verhandelt werden müssen, wobei auf diskriminierende Weise gegen das Recht der Ärzte auf Entlohnung sowie gegen ihr Eigentumsrecht verstoßen werde.

In bezug auf den vierten Klagegrund

A.61. Der Klagegrund ist abgeleitet aus dem Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung, in Verbindung mit den Artikeln 3 Buchstabe g) (ex-Artikel 5) und 81 (ex-Artikel 85) des Vertrags zur Gründung der Europäischen Gemeinschaft, indem die angefochtenen Bestimmungen auf diskriminierende Weise gegen die im obenerwähnten Artikel enthaltenen europäischen Wettbewerbsregeln verstießen.

In bezug auf den fünften Klagegrund

A.62. Der Klagegrund ist abgeleitet aus dem Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung, in Verbindung mit den Artikeln 3, 6, 10, 49, 50, 51, 52, 53, 54 und 55 des Vertrags zur Gründung der Europäischen Gemeinschaft, indem die angefochtenen Bestimmungen eine Obergrenze für die Honorare der in Krankenhäusern tätigen Ärzte festlegten und auf diese Weise die Ärzte aus der Europäischen Union, die nicht in Belgien niedergelassen seien, daran hinderten, irgendeinen wirtschaftlichen Gewinn aus der Erbringung von Pflegeleistungen in einem belgischen Krankenhaus zu erzielen, da sie bei Anwendung der Preise der Vereinbarung alle Kosten abschreiben müßten, insbesondere im Zusammenhang mit ihren Reisen.

*Standpunkt des Ministerrates**In bezug auf den ersten Klagegrund*

A.63. Der Ministerrat verweist auf die in Erwiderung des ersten Klagegrunds in der Rechtssache Nr. 1748 dargelegten Argumente (A.31).

In bezug auf den zweiten Klagegrund

A.64. Hinsichtlich des ersten Teils verweist der Ministerrat auf die in der Rechtssache Nr. 1748 in Erwiderung auf verschiedene Teile des zweiten Klagegrunds dargelegten Argumente.

A.65. Das gleiche gelte für den zweiten Teil. Der Ministerrat fügt hinzu, es sei durch keinerlei statistisches oder mathematisches Element erwiesen, daß die Privatkrankenhäuser durch die Verringerung der Honorare der Krankenhausärzte keinerlei Sicherheit haben würden, zu einem ausgewogenen Haushalt zu gelangen. Er merkt an, daß die Krankenhausärzte in den öffentlichen Krankenhäusern und in den Privatkrankenhäusern auf gleiche Weise betroffen seien, da die Einnahmen dort auf ähnliche Weise verringert würden. Sollte man annehmen, daß eine Diskriminierung vorläge, so ergäbe sie sich aus den Artikeln 109, 110, 139bis und 140 des Krankenhausgesetzes. Diese Unterschiede seien im übrigen durch die Art und den Auftrag der von den öffentlichen Sozialhilfezentren gegründeten Krankenhäuser gerechtfertigt.

A.66. In bezug auf den dritten Teil verweist der Ministerrat auf die bei der Prüfung des ersten, zweiten und dritten Teils des zweiten Klagegrunds in der Rechtssache Nr. 1748 dargelegten Argumente.

Er fügt hinzu, daß die Fälle von älteren oder verheirateten Personen, die bei ihrem Krankenhausaufenthalt von einem Blutsverwandten oder von ihrem Ehepartner begleitet würden, seltene Fälle seien und daß es nicht dem Hof zustehe, an Stelle des Gesetzgebers zu entscheiden, daß diese Fälle ebenfalls in den angefochtenen Bestimmungen vorgesehen sein müßten.

A.67. Hinsichtlich des vierten Teils erinnert der Ministerrat daran, daß die angestrebte Zielsetzung die Transparenz und die tatsächliche Tarifsicherheit seien, wobei die Zugänglichkeit der Pflege lediglich eine Folge davon sei. Er analysiert die Nationale Vereinbarung Ärzte-Krankenkassen vom 20. Juni 1988 und leitet daraus ab, die Behauptung sei falsch, daß im Fall einer Hospitalisierung nur die Aufnahme eines Begünstigten, dessen Einkünfte bestimmte Höchstgrenzen nicht überschritten, in ein Gemeinschaftszimmer es gestatte, in den Vorteil der vereinbarten Tarife zu gelangen. Er vertritt den Standpunkt, daß der Zugang zum K.I.V.-Tarif für die Personen mit Vorzugstarif (VIPO) seit 1995 verwirklicht sei und das angefochtene System den Schutz für alle Begünstigten mit niedrigem Einkommen verstärke, die nicht alle der Kategorie der Personen mit Vorzugstarif (VIPO) angehörten. Er erinnert an die Rechtsprechung des Hofes in bezug auf die soziale Sicherheit und die Grenzen seiner Prüfung der Verhältnismäßigkeit. Er bestreitet, daß die angefochtenen Bestimmungen eine positive Diskriminierung einführen, da man bemüht sei, alle Personen mit niedrigem Einkommen zu schützen. Er wiederholt, daß Artikel 138 des Krankenhausgesetzes in Verbindung mit den Bestimmungen der Vereinbarung zwischen Ärzten und Krankenkassen die Praxis der Honorare zum K.I.V.-Tarif im Fall der Aufnahme in ein Zweibett- oder Gemeinschaftszimmer bereits gewährleiste. Er weist die Behauptung zurück, wonach die Krankenhausärzte die Heilkunst aufgrund der angefochtenen Bestimmungen weniger gut ausüben, und hebt hervor, daß die Freiheit, der Vereinbarung beizutreten oder nicht, nicht geändert worden sei.

In bezug auf den dritten Klagegrund

A.68. Der Ministerrat verweist auf die in Beantwortung des vierten Teils des zweiten Klagegrunds in der Rechtssache Nr. 1748 angeführten Argumente und erinnert an den Wortlaut von Artikel 8 des Gesetzes vom 10. Dezember 1997 zur Reorganisation der Gesundheitspflege.

In bezug auf den vierten Klagegrund

A.69. Der Ministerrat verweist auf seine Antwort auf den letzten Teil des zweiten Klagegrunds in der Rechtssache Nr. 1748 und geht davon aus, es liege eine *petitio principii* vor, wenn behauptet werde, die in Belgien angewandten Arzthonorare seien besonders niedrig im Vergleich zu denen in den anderen Mitgliedstaaten der Gemeinschaft.

In bezug auf den fünften Klagegrund

A.70. Der Ministerrat erwidert, daß die angefochtenen Bestimmungen keinerlei Bedingung für die Ausübung der Heilkunde in Belgien auferlegten, daß sie nicht den freien Personen- und Dienstleistungsverkehr beeinträchtigten und daß weder ein deutlicher Rückgang bei der Niederlassung von Krankenhausärzten aus der Europäischen Union in Belgien noch eine Abwanderung von belgischen Krankenhausärzten ins Ausland festzustellen sei.

Erwiderung der klagenden Parteien

In bezug auf den ersten Klagegrund

A.71. Die klagenden Parteien erwidern, daß die angefochtenen Bestimmungen die Vergütung der Ärzte berührten und die Beziehungen zwischen dem Pflegebringer und seinem Begünstigten betrafen und nicht den Versicherer und das System der Kranken- und Invalidenversicherung. Sie bestreiten, daß die diesbezügliche Gesetzgebung diese Beziehungen geregelt habe, wobei die Verwechslung zwischen den beiden Zuständigkeiten sich daraus ergebe, daß die Ärzte 1963, vor dem Bestehen der Gemeinschaften, sich damit einverstanden erklärt hätten, daß ein Teil von ihnen ihre Tarife auf die Höhe der Erstattungsregeln festgesetzt habe. Sie erinnern daran, daß die föderale Zuständigkeit für die Gesundheitspolitik eine Ausnahme bilde, und zitieren das Urteil Nr. 83/98 des Hofes, wobei die Tariffestsetzung der Handlungen nicht unter diese Zuständigkeit falle, was im Gesetz vom 29. April 1999 bestätigt werde, in dem der Gesetzgeber darauf verzichtet habe, die Tariffestsetzung der Leistungen zu regeln.

Sie fechten an, daß die Transparenz und die Tarifsicherheit Zielsetzungen der sozialen Sicherheit seien, und vertreten den Standpunkt, die Tariffestsetzung der Honorare gehöre weder zum Sachbereich der Preispolitik noch zu demjenigen des Verbraucherschutzes.

In bezug auf den zweiten Klagegrund

A.72. Was die angeführte Diskriminierung zwischen den Ärzten betreffe, heben die klagenden Parteien hervor, der Ministerrat weise nicht nach, daß die Tarifsicherheit und die Transparenz im Bereich der ambulanten Medizin besser gewährleistet seien, obwohl darin keine einzige Regel bestehe, und sie bemängeln die Methode, sich auf Umfragen zu berufen, die durch Interessensvereinigungen oder Versicherungsanstalten durchgeführt worden seien.

Sie werfen dem Ministerrat vor, er weise nicht den jeweiligen Anteil der medizinischen und paramedizinischen Handlungen im Krankenhausbereich nach, und vertreten den Standpunkt, daß es dann, wenn dieser das «Informationsdefizit» hervorrufe, nicht gerechtfertigt sei, mit den angefochtenen Maßnahmen die Ärzte zu treffen, dies unter Ausschluß der Heilhilfsberufe oder der unter Einhaltung der Vereinbarung ausgeführten medizinischen Praktiken.

Im übrigen schließt ihre Argumentation sich derjenigen der klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 1748 an.

A.73. In bezug auf die angebliche Diskriminierung zwischen Krankenhäusern wiederholen die klagenden Parteien, daß diese durch die angefochtenen Bestimmungen verursacht werde und nicht durch das Krankenhausgesetz. Sie führen an, daß die Privatkrankenhäuser nicht ihren Konkurs abwarten könnten, um die Folgen der angefochtenen Bestimmungen anzuprangern, und heben hervor, daß die Argumentation nicht erwidert werde, wonach verschiedene Krankenhäuser zur Überwindung ihrer finanziellen Schwierigkeiten die öffentliche Hand in Anspruch nehmen könnten, während andere dies nicht tun könnten. Sie vertreten den Standpunkt, daß die Finanzierung und das Gleichgewicht des Systems beeinträchtigt würden, sobald die Privatkrankenhäuser, die nicht durch die öffentliche Hand bezuschußt würden, keine Honorarzusätze mehr in Rechnung stellen dürften. Sie sind der Auffassung, daß die dem Versicherungsbegünstigten überlassene Möglichkeit, die Einrichtung seiner Wahl in Anspruch zu nehmen, zunichte gemacht werde, da der Fortbestand der Privatkrankenhäuser in Frage gestellt sei.

A.74. Was die Diskriminierung zwischen Patienten betreffe, bezweifeln die klagenden Parteien, daß es ein «Informationsdefizit» gebe, und vor allem, daß dieses dem Krankenhausbereich anzulasten sei, und sie heben hervor, daß es sich bei 70 bis 80 Prozent der Fälle, die als Notfall angemeldet würden, nicht um Notfälle handle, und daß es keine Rolle spiele, ob die Diskriminierung teilweise schon vorher bestanden habe. Sie erinnern daran, daß Kinder in Einzelzimmer aufgenommen würden, auch wenn sie nicht begleitet würden, und wiederholen, daß es nicht selten vorkomme, daß Erwachsene begleitet würden.

A.75. In bezug auf die von ihnen angefochtenen Bestimmungen halten die klagenden Parteien ihre Argumentation aufrecht und erläutern sie, daß die Kürzung der finanziellen Mittel notwendigerweise die Möglichkeit des Einsatzes gewisser medizinischer Techniken beschränken werde, die nicht abgeschrieben oder bezahlt werden könnten. Sie unterstreichen, daß die angefochtenen Maßnahmen nicht auf die Zielsetzung der Transparenz und der Tarifsicherheit abgestimmt seien.

In bezug auf den dritten Klagegrund

A.76. Die klagenden Parteien fügen ihrer Argumentation hinzu, daß das Fehlen einer Abstimmung um so unannehbarer sei, als in den angefochtenen Bestimmungen selbst keinerlei Form der Abstimmung unter Einbeziehung der Ärzte vorgesehen sei.

In bezug auf den vierten Klagegrund

A.77. Die klagenden Parteien beharren auf ihrem Standpunkt, daß die Einführung von Tarifobergrenzen den Wettbewerb einschränke.

In bezug auf den fünften Klagegrund

A.78. Die klagenden Parteien bemerken, daß es nicht ihnen obliege, die Wanderströme von Ärzten innerhalb der Europäischen Union nachzuweisen, da der Belgische Staat über die geeigneten Instrumente verfüge, um dies zu tun.

— B —

In bezug auf die im Zusammenhang mit den angefochtenen Bestimmungen stehenden Bestimmungen

B.1. Aufgrund von Artikel 15 des königlichen Erlasses Nr. 78 vom 10. November 1967 über die Ausübung der Heilkunst haben die Ärzte unter Einhaltung der Regeln der Standespflichten Anrecht auf Honorare oder Pauschalentgelte für die von ihnen erbrachten Leistungen. Der zweite Absatz dieses Artikels bestätigt den Grundsatz der freien Festsetzung der Ärztehonorare, vorbehaltlich der Zuständigkeit ihrer Kammer oder der Gerichte im Falle einer Anfechtung. Ausgeübt wird diese Freiheit «unbeschadet der Anwendung der Sätze, die eventuell durch das oder aufgrund des Gesetzes festgelegt sind oder in Statuten oder Abkommen, denen die Fachkräfte beigetreten sind, vorgesehen sind».

Artikel 50 § 6 Absatz 2 *in fine* des am 14. Juli 1994 koordinierten Gesetzes über die Gesundheitspflege- und Entschädigungspflichtversicherung, nachstehend Gesetz über die Gesundheitspflegeversicherung genannt, besagt, daß der Arzt sein Honorar für Leistungen, die nicht im Verzeichnis aufgeführt sind, frei bestimmt.

B.2. Artikel 35 § 1 des Gesetzes über die Gesundheitspflegeversicherung ermächtigt den König zur Festlegung des Verzeichnisses, in dem die Gesundheitsleistungen aufgezählt werden, der relative Wert dieser Leistungen festlegt wird und insbesondere die Regeln für seine Anwendung und die erforderliche Qualifikation der Person, die jeweils ermächtigt ist, diese Leistungen zu erbringen, bestimmt werden. Paragraph 2 legt das Verfahren fest, das der König bei der Änderung des Verzeichnisses der Gesundheitsleistungen einhalten muß.

B.3. Artikel 50 desselben Gesetzes besagt, daß die Beziehungen zwischen den repräsentativen Berufsorganisationen der Ärzteschaft und den Versicherungsträgern durch Vereinbarungen geregelt werden (§ 1). Diese Vereinbarungen werden innerhalb der durch Gesetz organisierten Nationalen Kommission Ärzte-Krankenkassen geschlossen (§§ 2 bis 5). Darin werden insbesondere die Honorare festgelegt, die von den Ärzten, für die davon ausgegangen wird, daß sie den Vereinbarungen beigetreten sind, gegenüber den Begünstigten der Versicherung einzuhalten sind (§ 6).

B.4. Artikel 35 § 1 Absatz 3 des Gesetzes über die Gesundheitspflegeversicherung verpflichtet die Ärzte, im Rahmen eines organisierten Bereitschaftsdienstes, auch wenn sie den obenerwähnten Vereinbarungen nicht beigetreten sind, die Honorarobergrenzen gegenüber bestimmten Kategorien von Patienten einzuhalten.

Artikel 138 § 3 des am 8. August 1987 koordinierten Gesetzes über die Krankenhäuser in der am Datum der Annahme der angefochtenen Bestimmung geltenden Fassung verpflichtete den Medizinischen Rat des Krankenhauses zu gewährleisten, daß die in einem Gemeinschaftszimmer oder in ein Zweibettzimmer aufgenommenen Patienten zu den in der Vereinbarung vorgesehenen Tarifen gepflegt werden können.

B.5. Schließlich organisiert Artikel 139 des Krankenhausgesetzes die Information der Patienten, indem er den Krankenhausverwalter verpflichtet, ihnen die Möglichkeit zu bieten, die Liste mit den allgemeinverbindlichen Tarifen sowie den Namen der Krankenhausärzte, die sich zur Einhaltung dieser Tarife verpflichtet haben, und derjenigen, die sich nicht dazu verpflichtet haben, einzusehen. Der königliche Anwendungserlaß vom 3. Oktober 1991 legt die Regeln über die Mitteilung der Honorarzusätze fest, die von den Patienten gefordert werden können.

In bezug auf die Entstehungsgeschichte der angefochtenen Bestimmungen

B.6. Durch Artikel 99 des Gesetzes vom 22. Februar 1998 zur Festlegung sozialer Bestimmungen hat der Gesetzgeber zum ersten Mal in das Gesetz über die Gesundheitspflegeversicherung einen Artikel 50*bis* eingefügt, wonach in den gleichen vier Fällen, wie sie in Paragraph 1 des neuen Artikels 50*bis*, der durch die angefochtenen Bestimmungen eingefügt wurde, vorgesehen sind, die als Grundlage für die Berechnung der Versicherungsbeteiligung dienenden Tarife die maximalen Honorarsätze darstellen, die verlangt werden können. Diese Einschränkung war anwendbar, «ob ein Arzt der in Artikel 50 erwähnten Vereinbarung beitrifft oder nicht».

B.7. Diese Bestimmung hat ihren Ursprung in zwei Gesetzesvorschlägen. Mit dem einen sollte die freie Festsetzung der Zusätze für die in einem Einzelzimmer aufgenommenen Patienten bekämpft werden, und zwar mit der Begründung, daß diese Zusätze von einem Krankenhaus zum anderen sehr unterschiedlich seien, während diese Unterschiede nicht immer durch objektive Kriterien gerechtfertigt seien, und der Patient vor vollendete Tatsachen gestellt werde, da er in den meisten Fällen sein Krankenhaus nicht «frei» auswähle. Mit dem Vorschlag sollte die «Tarifsicherheit» gewährleistet werden (*Parl. Dok.*, Kammer, 1996-1997, Nr. 977/1).

Der zweite unterstrich «die Hauptzielsetzung, die Zugänglichkeit der Gesundheitspflege zu gewährleisten, insbesondere für die sozial schwachen Gruppen» und «die Zielsetzung, die Erschwinglichkeit einer qualitativ hohen Gesundheitspflege zu gewährleisten». Er ging davon aus, daß «die Zugänglichkeit der Gesundheitspflege weiterhin gefährdet ist, da bei einer Aufnahme ins Krankenhaus neben dem Eigenanteil die verschiedensten Zusätze gefordert werden können». Er führte eine Studie an, wonach «eine gleiche Behandlung den Patienten 33 mal mehr kosten kann, je nachdem, in welchem Krankenhaus er behandelt wird». Die gleiche Studie unterstrich, daß «die in Rechnung gestellten Zusätze das Zehnfache des allgemeinverbindlichen Tarifs erreichen können» (*Parl. Dok.*, Kammer, 1996-1997, Nr. 982/1).

B.8. In den Entwurf des Gesetzes zur Festlegung sozialer Bestimmungen wurden Bestimmungen mit der gleichen Zielsetzung aufgenommen. Im Laufe der parlamentarischen Debatten hob die zuständige Ministerin «die Bedeutung der Sicherheit der Pauschaltarife» hervor, wobei sie unterstrich, daß «die erzwungene und willkürliche Kürzung der Leistungen um 2 und 3 Prozent, zu der sich die Regierung 1997 gezwungen sah, um die Ausgaben zu beschränken, der Ärzteschaft die Gelegenheit und den Vorwand bot, einen Vertragsbruch anzuprangern». Sie fügte hinzu, daß es den Partnern entgegen allen Erwartungen gelungen sei, eine Vereinbarung zwischen Ärzten und Krankenkassen abzuschließen, und daß es «der Regierung unter diesen unerwarteten Bedingungen vor allem darum ging, niemandem einen Vorwand zu bieten, um die wiedergefundene Tarifsicherheit wieder zunichte zu machen, so daß in einer ersten Phase somit das Verfahren des Beitritts zur Vereinbarung zwischen Ärzten und Krankenkassen in Angriff genommen werden kann» (*Parl. Dok.*, Kammer, 1996-1997, Nr. 1184/14, SS. 35 und 36).

B.9. Artikel 50*bis*, der durch das Gesetz vom 22. Februar 1998 zur Festlegung sozialer Bestimmungen in das Gesetz über die Gesundheitspflegeversicherung eingefügt wurde, wurde durch die angefochtene Bestimmung des Gesetzes vom 25. Januar 1999 zur Festlegung sozialer Bestimmungen ersetzt, wobei er am gleichen Datum wie der ehemalige Artikel 50*bis* in Kraft treten sollte, nämlich am 1. Dezember 1998.

B.10. Die neue Bestimmung von Artikel 50*bis* enthält im wesentlichen drei Arten von Maßnahmen:

1. Ist keine Vereinbarung zwischen Ärzten und Krankenkassen in Kraft, dürfen die Honorare in vier Fällen nicht die Beteiligung der Versicherung überschreiten, nämlich wenn die Leistungen erbracht werden:

- a) in einem organisierten Bereitschaftsdienst,
- b) in einer Intensivstation,
- c) in einem Gemeinschafts- oder Zweibettzimmer oder in einem Einzelzimmer, wenn der Patient dies aus medizinischen Gründen beantragt hat,
- d) zugunsten von Kindern, die mit einem begleitenden Elternteil in ein Krankenhaus aufgenommen werden.

2. Ist eine Vereinbarung in Kraft, so gelten die gleichen Obergrenzen für alle Ärzte, ob sie der Vereinbarung beigetreten sind oder nicht, in den unter den Buchstaben a), b) und d) genannten Fällen. In den unter Buchstabe c) genannten Fällen erklärt der König die aus der Vereinbarung hervorgehenden Honorare bis zum 31. Dezember 1999 für allgemeinverbindlich oder gegebenenfalls ab dem 1. Januar 2000, nach Stellungnahme der Nationalen Kommission Ärzte-Krankenkassen.

3. Der König kann durch einen im Ministerrat beratenen Erlaß die maximalen Honorare und die maximalen Honorarzusätze festlegen, die Ärzte, ob sie einer Vereinbarung beigetreten sind oder nicht, von Patienten verlangen können, die auf ihren ausdrücklichen Wunsch, ohne daß dies für ihre Behandlung erforderlich wäre, in einem Einzelzimmer aufgenommen sind.

Der Text ist einem Abänderungsantrag entnommen, der von den Verfassern der unter B.7 erwähnten Gesetzesvorschläge hinterlegt wurde (*Parl. Dok.*, Kammer, 1997-1998, Nr. 1722/11, S. 5). Er wurde insbesondere durch einen Abänderungsantrag angefochten, der hervorhob, daß das System der Vereinbarungen in Zukunft für die im Krankenhausbereich arbeitenden Ärzte vollkommen sinnlos werde. Es wurde wiederholt, der Text des Entwurfes drohe finanzielle Probleme im Krankenhausbereich zu verursachen, und es wurde daran erinnert, daß die Vereinbarungen die sozialen Tarife immer «den Personen mit kleinem oder mittlerem Einkommen» vorbehalten hätten (*Parl. Dok.*, Kammer, 1997-1998, Nr. 1722/6, S. 4).

B.11. Aus den gesamten parlamentarischen Dokumenten, die zur Annahme der angefochtenen Bestimmungen geführt haben, wird ersichtlich, daß der Gesetzgeber das System der Vereinbarungen zwischen den repräsentativen Berufsorganisationen der Ärzteschaft und der Fachkräfte der Zahnheilkunde einerseits und den Versicherungsträgern andererseits aufrechterhalten wollte, so wie es in Artikel 50 des Gesetzes über die Gesundheitspflegeversicherung vorgesehen ist, und daß er Bestimmungen darin eingefügt hat, die darauf abzielen, die Tarifsicherheit gegenüber allen Begünstigten und allen Ärzten in den vier Fällen, die in Paragraph 1 und Paragraph 2 vorgesehen sind, sowie in dem Fall, der in Paragraph 3 des angefochtenen Artikels 50*bis* vorgesehen ist, aufrechtzuerhalten.

In bezug auf die Klagegründe, die aus dem Verstoß gegen die Regeln der Zuständigkeitsverteilung abgeleitet sind

B.12. Aufgrund von Artikel 5 § 1 I Nr. 1 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen sind die Gemeinschaften im Bereich der Gesundheitspolitik für die Politik der Pflegeleistungen innerhalb und außerhalb der Pflegeeinrichtungen zuständig, mit Ausnahme der unter den Buchstaben a) bis g) angeführten Sachbereiche. Zu diesen Ausnahmen gehört die Kranken- und Invalidenversicherung (c). Für diesen Sachbereich ist somit alleine die Föderalbehörde zuständig.

B.13. Die angefochtenen Bestimmungen beziehen sich hauptsächlich auf das Anwendungsgebiet der zwischen den Berufsorganisationen und den Versicherungsträgern geschlossenen Vereinbarungen, so wie diese in Artikel 50 des am 14. Juli 1994 koordinierten Gesetzes über die Gesundheitspflege- und Entschädigungspflichtversicherung vorgesehen und organisiert sind.

Sie gehören somit zum Sachbereich der Kranken- und Invalidenversicherung.

B.14. In der Tat dehnen die angefochtenen Bestimmungen, insofern sie die Höchstbeträge der Honorare, die gefordert werden können, auf die Tarife begrenzen, die als Grundlage für die Berechnung der Beteiligung der Versicherung dienen, den Anwendungsbereich der Vereinbarungen über den eigentlichen Bereich der Krankenversicherung hinaus aus, weil sie den Teil der Honorare berühren, für den der Patient selbst aufkommt. Daraus ergibt sich jedoch nicht, daß sie auf den Sachbereich der Pflegeleistungen übergreifen würden, der den Gemeinschaften zugeteilt worden ist. Sie beziehen sich auf einen wesentlichen Aspekt der Beziehung zwischen dem Arzt und dem Patienten, indem sie darauf achten, daß letzterem die «Sicherheit» der Tarife und deren Transparenz gewährleistet werden, die für den Zugang zur medizinischen Pflege unerlässlich sind. Es ist annehmbar, daß solche Maßnahmen im vorliegenden Fall mit der Ausübung der Heilkunst zusammenhängen, die eine föderale Zuständigkeit geblieben ist.

B.15. Die aus dem Verstoß gegen die Regeln der Zuständigkeitsverteilung abgeleiteten Klagegründe sind unbegründet.

In bezug auf sämtliche Klagegründe, in denen Diskriminierungen angeprangert werden, die unvereinbar wären mit den Artikeln 10 und 11 der Verfassung in Verbindung mit Rechten, die sich aus Bestimmungen des internen und des internationalen Rechts ergeben, mit Ausnahme von Artikel 23 der Verfassung

B.16. Aus den Vorarbeiten zu den angefochtenen Bestimmungen geht hervor, daß die darin enthaltenen Regeln das Gleichgewicht zwischen zwei Zielsetzungen hinsichtlich des Sachbereichs der Heilkunde in der föderalen Organisation der Gesundheitspflege gefährden: einerseits der gleiche Zugang zu einer Gesundheitspflege von guter Qualität und zu einem erschwinglichen Preis, mit dem die Sicherheit und die Transparenz der Tarife einhergehen, und andererseits das Bemühen um die Gewährleistung einer gerechten Entlohnung für die Erbringer der Pflegeleistungen unter Wahrung des Grundsatzes der Freiheit der Honorarfestsetzung. Der Gesetzgeber hat diese doppelte Zielsetzung verwirklicht, indem er den Abschluß von Vereinbarungen zwischen den Berufsorganisationen und den Versicherungsträgern begünstigt hat. Er hat die Ärzte aufgefordert, den Vereinbarungen beizutreten, und gleichzeitig außerhalb dieser Vereinbarungen die Freiheit der Honorarfestsetzung aufrechterhalten.

B.17. Die angefochtenen Bestimmungen drücken gleichzeitig den Willen aus, den Anwendungsbereich der Vereinbarungen auszudehnen, indem diese in Situationen, die der Gesetzgeber als beachtenswert betrachtet, für die Ärzte, die ihnen nicht beigetreten sind, verbindlich werden, und zu verhindern, daß in Situationen, wo der Patient sich für eine Hospitalisierung im Einzelzimmer entscheidet, der verbleibende Teil der Freiheit nicht die Fakturierung von übertriebenen Honoraren erlaubt.

B.18. Es steht außer Zweifel, daß die angefochtenen Bestimmungen die Freiheit zur Festsetzung der von den Krankenhausärzten verlangten Honorare erheblich einschränken und daß sie dazu führen können, die Investitionen der Krankenhäuser in technische Ausrüstungen zu verringern. Die diesbezügliche Kritik der klagenden Parteien beruht auf einer sachdienlichen Analyse der möglichen Auswirkungen dieser Bestimmungen. Die angefochtenen Maßnahmen drücken die Absicht des Gesetzgebers aus, in bestimmten Fällen den Interessen der Patienten den Vorrang vor denjenigen der Ärzte einzuräumen.

B.19. Solche Interessen miteinander in Einklang zu bringen, gehört zur Ermessensbefugnis des Gesetzgebers, insofern es politische Entscheidungen voraussetzt, die der Hof nicht zu kontrollieren hat.

B.20. Der Hof könnte die Entscheidungen des Gesetzgebers nur dann ahnden, wenn sie einen ungerechtfertigten Behandlungsunterschied oder ein Mißverhältnis zwischen den angewandten Mitteln und der Zielsetzung aufweisen würden.

In bezug auf Artikel 50bis §§ 1 und 2

B.21. Insofern die Bestimmungen zu einem Großteil eine gleiche Behandlung der Ärzte, die den Vereinbarungen beigetreten sind, und derjenigen, die dies verweigert haben, vorsehen, behandeln sie Kategorien von Personen, die sich in wesentlich unterschiedlichen Situationen befinden, auf die gleiche Weise. Solche Maßnahmen sind grundsätzlich nicht mit dem Gleichheitsprinzip vereinbar. Sie sind um so weniger zu rechtfertigen, als die den Vereinbarungen beigetretenen Ärzte soziale Vorteile genießen, die den diesen Vereinbarungen nicht beigetretenen Ärzten verweigert werden.

B.22. Da jedoch die Entscheidung, den Vereinbarungen beizutreten oder nicht, dem Ermessen der Ärzte überlassen bleibt und jeder von ihnen frei erwägen kann, inwiefern es interessant ist, dies zu tun, können die angefochtenen Maßnahmen nicht *a priori* als diskriminierend betrachtet werden. Allerdings muß der Druck, den diese Maßnahmen auf die Entscheidungsfreiheit der Ärzte ausüben und der so weit geht, daß ihr Interesse an einer Verweigerung des Beitritts erheblich geschmälert wird, vernünftig zu rechtfertigen sein.

B.23. Indem der Gesetzgeber die beanstandeten Einschränkungen in den Fällen, auf die sich die Buchstaben a) und b) der Paragraphen 1 und 2 von Artikel 50bis beziehen, für anwendbar erklärt hat, hat er eine Maßnahme ergriffen, die vernünftig gerechtfertigt ist. Es kann angenommen werden, daß die Personen, die in einem Bereitschaftsdienst oder in einer Intensivstation aufgenommen werden, nicht die Möglichkeit hatten, den Tarif der Pflegeleistungen, der auf sie angewandt werden wird, zu beurteilen und zu erörtern.

Das gleiche gilt für den in Artikel 50bis § 1 Buchstabe c) und in Artikel 50bis § 2 Absatz 2 vorgesehenen Fall; es ist nicht unvernünftig, davon auszugehen, daß die Patienten, die darum gebeten haben, in ein Gemeinschaftszimmer oder in ein Zweibettzimmer aufgenommen zu werden, nicht über die Mittel verfügen, um Zusätze zu den Tarifen, die als Grundlage für die Beteiligung der Versicherung dienen, oder zu den Honoraren, die sich aus der Vereinbarung ergeben, zu bezahlen. Es ist ebensowenig ungerechtfertigt, diese Annahme auf den Fall auszudehnen, in dem Patienten aus medizinischen Gründen um ein Einzelzimmer gebeten haben.

B.24. Der unter Buchstabe d) von Artikel 50bis § 1 und unter Buchstabe c) von Artikel 50bis § 2 vorgesehene Fall ist ebenfalls nicht unvernünftig. Der Wunsch eines Elternteils, sein hospitalisiertes Kind zu begleiten, kann als rechtmäßig angesehen werden, und es ist gerechtfertigt, dessen Belastung nicht zu erhöhen. Der Nachteil, den die Maßnahme den nicht der Vereinbarung beigetretenen Ärzten zufügen kann, ist nicht eindeutig unverhältnismäßig.

B.25. Es stimmt ebenfalls, daß die angefochtenen Maßnahmen dazu führen, die Krankenhausärzte anders zu behandeln als die übrigen Ärzte, dieselben Ärzte anders als andere Erbringer von Pflegeleistungen im Krankenhausbereich, und gewisse Fachärzte anders als die übrigen Fachärzte oder die Allgemeinmediziner. Es kann sein, daß diese Maßnahmen für die in Privatkrankenhäusern arbeitenden Ärzte andere Auswirkungen haben als für diejenigen, die ihre Tätigkeit in öffentlichen Krankenhäusern ausüben. Es ist klar, daß die Krankenhausärzte anders behandelt werden als Personen, die andere freie Berufe ausüben.

B.26. Die angefochtenen Bestimmungen führen zu einer unterschiedlichen Behandlung der hospitalisierten Patienten und derjenigen, die die ambulante Medizin in Anspruch nehmen, und zu einer anderen Behandlung der in Einzelzimmer aufgenommenen Patienten als derjenigen, die in Gemeinschaftszimmern oder in Zweibettzimmern aufgenommen wurden.

B.27. Es ist wahrscheinlich, daß die öffentlichen Krankenhäuser die finanziellen Auswirkungen der angefochtenen Maßnahmen leichter werden ausgleichen können als die Privatkrankenhäuser.

B.28. Schließlich ist es nicht ausgeschlossen, daß sich im Laufe der Erfahrung herausstellt, daß die angefochtenen Maßnahmen nachteilige Auswirkungen auf die Einkünfte der Ärzte, auf die Mittel der Krankenhäuser, auf die Qualität der Pflege, auf die Ausgewogenheit der Vereinbarungen oder gar auf das eigentliche System der Vereinbarungen haben.

B.29. Dennoch wird weder aus den Behandlungsunterschieden noch aus den von den klagenden Parteien angeführten Nachteilen derzeit ein eindeutiger Beurteilungsfehler ersichtlich.

B.30.1. Insofern der Gesetzgeber bemüht ist, den Zugang zur Gesundheitspflege zu gewährleisten, indem er die Tarifsicherheit und die Transparenz im Krankenhausesektor verbessert, und Mißbräuche, die dort offenbar vorgekommen sind, zu vermeiden, haben die von ihm ergriffenen Maßnahmen unweigerlich Auswirkungen, die nur diesen Sektor betreffen, und es wäre unvernünftig, sie auf Sektoren auszudehnen, in denen die Notwendigkeit solcher Maßnahmen nicht in vergleichbarem Maße spürbar ist.

B.30.2. Hinsichtlich der angeblich unverhältnismäßigen Folgen der angefochtenen Maßnahmen beruhen die Behauptungen der Kläger auf Annahmen, die nicht einer Wahrscheinlichkeit entbehren, doch man kann nicht mit Sicherheit behaupten, daß diese Auswirkungen so umfangreich sein werden, daß die Maßnahmen dadurch diskriminierend würden. Es handelt sich um Elemente, die Gegenstand einer konkreten Bewertung sein müssen und die gegebenenfalls Korrekturen und Vorschläge im Rahmen der Verhandlungen, die innerhalb der Nationalen Kommission Ärzte-Krankenkassen geführt werden, begründen können. Der Hof würde sich in die Haushaltsbewertungen, die von politischen Entscheidungen abhängig sind, einmischen und die Gleichgewichte bei den Tarifverhandlungen stören, wenn er zu den etwaigen wirtschaftlichen Folgen der angefochtenen Bestimmungen Stellung beziehen würde.

B.30.3. Schließlich üben die Ärzte ihre Tätigkeit im Gesundheitssektor aus, der nach dem Grundsatz der Gegenseitigkeit der Risiken geregelt ist und dessen Defizit letztendlich von der Gemeinschaft getragen wird. Aufgrund solcher Besonderheiten ist es nicht möglich, sie hinsichtlich der Honorarfestsetzung mit allen anderen Personen zu vergleichen, die einen freien Beruf ausüben.

B.31. Die Klagegründe, mit denen die vorstehenden Diskriminierungen angeprangert werden, sind unbegründet.

In bezug auf Artikel 50bis § 3

B.32. Paragraph 3 von Artikel 50bis bestimmt:

«Der König kann durch einen im Ministerrat beratenen Erlaß die maximalen Honorare und die maximalen Honorarzusätze festlegen, die von Ärzten, ob sie einer Vereinbarung beigetreten sind oder nicht, verlangt werden können, wenn Leistungen zugunsten von Patienten erbracht werden, die auf ihren ausdrücklichen Wunsch und ohne daß dies für ihre Behandlung erforderlich wäre, in einem Einzelzimmer aufgenommen sind.

Er bestimmt auf dieselbe Weise, welche Informationen der Arzt oder Krankenhausverwalter den Patienten geben muß und wie diese Informationen erteilt werden können.»

B.33. Es obliegt dem Gesetzgeber, der aufgrund von Artikel 23 Absatz 3 Nr. 2 der Verfassung verpflichtet ist, das Recht auf den Schutz der Gesundheit zu gewährleisten, Honorare und Honorarzusätze festzulegen, wenn dies mit den gesetzlich vorgeschriebenen Verhandlungsverfahren nicht möglich war. Das Recht auf Tarifverhandlungen kann nicht so weit gehen, daß der öffentlichen Hand ihre Entscheidungsbefugnis entzogen wird, wenn die Verhandlungen nicht zu einer Vereinbarung führen.

B.34. Die angefochtene Bestimmung ist ebenfalls nicht unvereinbar mit den in Artikel 15 des königlichen Erlasses Nr. 78 vom 10. November 1967 über die Heilkunst enthaltenen Regeln. Der zweite Absatz dieses Artikels bestätigt nämlich den Grundsatz der freien Festsetzung der Honorare, insbesondere unbeschadet der Anwendung der gegebenenfalls «durch das oder aufgrund des Gesetzes» festgelegten Sätze.

B.35. In seiner Formulierung behandelt Artikel 50bis § 3 jedoch Personen, die sich in wesentlich unterschiedlichen Situationen befinden, auf die gleiche Weise. Einerseits verpflichtet er den König, die Ärzte, «ob sie einer Vereinbarung beigetreten sind oder nicht», ohne erkennbare Rechtfertigung ähnlich zu behandeln, trotz der unter B.25 angeführten Unterschiede. Andererseits verleiht er dem König die gleiche Befugnis, ohne zu unterscheiden, ob die Frage der Höchstsätze der Honorare und der Honorarzusätze durch Vereinbarungen geregelt wurde, obwohl im Laufe der Vorarbeiten stets wiederholt wurde, daß das Parlament an der Einhaltung der Vereinbarungen festhält, und auch der Wunsch der Regierung hervorgehoben wurde, daß Bestimmungen über die Honorarzusätze in die Vereinbarungen aufgenommen werden sollten.

B.36. Daraus ist zu schlußfolgern, daß die Bestimmung zwei ähnliche Behandlungen von verschiedenen Personen enthält, ohne daß die erste auf annehmbare Weise gerechtfertigt wäre und wobei die zweite im Gegensatz zu einer der Zielsetzungen des Gesetzgebers steht.

B.37. Artikel 50bis § 3 ist für nichtig zu erklären.

In bezug auf die Klagegründe, die aus dem Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 in Verbindung mit Artikel 23 der Verfassung und mit anderen Rechten, die sich aus Bestimmungen des internationalen und des nationalen Rechts ergeben, abgeleitet sind

B.38. Artikel 23 der Verfassung bestimmt:

«Jeder hat das Recht, ein menschenwürdiges Leben zu führen.

Zu diesem Zweck gewährleistet das Gesetz, das Dekret oder die in Artikel 134 erwähnte Regel unter Berücksichtigung der entsprechenden Verpflichtungen die wirtschaftlichen, sozialen und kulturellen Rechte und bestimmt die Bedingungen für ihre Ausübung.

Diese Rechte umfassen insbesondere:

1. das Recht auf Arbeit und auf freie Wahl der Berufstätigkeit im Rahmen einer allgemeinen Beschäftigungspolitik, die unter anderem darauf ausgerichtet ist, einen Beschäftigungsstand zu gewährleisten, der so stabil und hoch wie möglich ist, das Recht auf gerechte Arbeitsbedingungen und gerechte Entlohnung sowie das Recht auf Information, Konsultation und kollektive Verhandlungen;

[...].»

B.39. Der Hof ist nicht befugt zu prüfen, ob eine Gesetzesbestimmung gegen Artikel 23 der Verfassung verstößt, außer wenn dieser Verstoß in Verbindung mit den Artikeln 10 und 11 der Verfassung angeführt wird und sich herausstellt, daß der Gesetzgeber einer Kategorie von Personen ohne vernünftige Rechtfertigung eines der aufgrund dieser Bestimmung zuerkannten Rechte verweigert, während derselbe Gesetzgeber einer anderen, mit ihr vergleichbaren Kategorie von Personen dieses Recht garantiert.

B.40. Die klagenden Parteien in den Rechtssachen Nrn. 1752 und 1753 werfen dem Gesetzgeber vor, die angefochtenen Maßnahmen ohne vorherige Verhandlung innerhalb der Konzertierungsausschüsse, die in Anwendung des Gesetzes vom 10. Dezember 1997 zur Reorganisation der Gesundheitspflege gegründet wurden, angenommen zu haben. Sie fügen hinzu, daß dieses Versäumnis zur Folge habe, «die Rechte auf Entlohnung» auf diskriminierende Weise zu beeinträchtigen.

B.41. Bei der durch den Hof vorgenommenen Prüfung anhand der Artikel 10 und 11 der Verfassung geht es darum, ob der Inhalt einer Gesetzesbestimmung mit diesen Artikeln vereinbar ist und nicht darum, ob Formalitäten, die gegebenenfalls für die Annahme einer solchen Bestimmung vorgeschrieben sind, eingehalten wurden.

Der Klagegrund betrifft nicht den Inhalt des angefochtenen Gesetzes, sondern die Art und Weise seiner Entstehung. Er fällt somit nicht in die Zuständigkeit des Hofes.

B.42. Die klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 1748 führen in einem ersten Teil an, daß die angefochtenen Bestimmungen gegen das Recht auf eine gerechte Entlohnung verstießen, da der Tarif, der als Grundlage für die Berechnung der Beteiligung der Versicherung diene, die betreffenden medizinischen Leistungen nicht angemessen vergüte. Sie vertreten den Standpunkt, daß die Krankenhausärzte mit «jeder Person, die arbeitet und die Anrecht auf eine gerechte Entlohnung hat», verglichen werden müßten. Sie legen Beispiele mit Zahlenangaben vor, die nach ihrem Dafürhalten nachwiesen, daß bestimmte Leistungen nicht ausreichend vergütet würden.

B.43. Der Hof kann nicht beurteilen, ob die Arzthonorare — die in Texten festgelegt sind, für die er nicht zuständig ist — einer gerechten Entlohnung entsprechen, und er kann nicht dazu veranlaßt werden, diese Honorare mit den von der übrigen Bevölkerung empfangenen Vergütungen zu vergleichen.

Der Klagegrund ist in seinem ersten Teil nicht annehmbar.

B.44. Der Klagegrund ist in seinem zweiten Teil gegen Paragraph 3 von Artikel 50bis gerichtet. Er ist nicht zu prüfen, da diese Bestimmung für nichtig zu erklären ist, wie unter B.37 festgestellt wurde.

In bezug auf den Klagegrund, der aus dem Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung in Verbindung mit dem allgemeinen Grundsatz der Rechtssicherheit abgeleitet ist

B.45. Die klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 1737 führen an, daß der Gesetzgeber durch die Einführung von fünf verschiedenen Honorarsystemen im Zeitraum vom 1. Dezember 1998 bis zum 31. Dezember 1999, unter Vorbehalt des ab dem 1. Januar 2000 anwendbaren Systems, die Zielsetzung der Tarifsicherheit beeinträchtigt und auf diskriminierende Weise den allgemeinen Grundsatz der Rechtssicherheit mißachtet habe.

B.46. Das von den klagenden Parteien bemängelte Tempo der Gesetzesänderungen wird erklärt durch die Notwendigkeit für den Gesetzgeber, die Kündigung der Vereinbarung zwischen Ärzten und Krankenkassen zu bewältigen, durch sein Bemühen, die neu geschlossene Vereinbarung zu berücksichtigen, und durch seinen Willen, dessen Tragweite auszudehnen. Diese aufeinanderfolgenden Änderungen erschweren zwar die Anwendung der aufeinanderfolgenden Maßnahmen, doch sie rufen nicht die im Klagegrund angeführte Diskriminierung hervor.

In bezug auf die Klagegründe, die aus dem Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung in Verbindung mit den Regeln des europäischen Wettbewerbsrechts abgeleitet sind

B.47. In der Rechtssache Nr. 1748 führen die klagenden Parteien an, die angefochtenen Bestimmungen würden dadurch, daß sie die Einhaltung von Honorarhöchstätzen in der medizinischen Krankenhauspraxis auferlegten, auf diskriminierende Weise die belgische medizinische Praxis bevorteilen, indem sie den Pflegebringern, die in den Krankenhäusern des Landes praktizierten, die Anwendung anderer Tarife als der vorgeschriebenen verbieten würden, was im Widerspruch zu Artikel 3 Buchstabe g) in Verbindung mit den Artikeln 4 (ex-Artikel 3 A), 10 (ex-Artikel 5) und 81 (ex-Artikel 85) des Vertrags zur Gründung der Europäischen Gemeinschaft stehe.

So beantragen sie, dem Gerichtshof der Europäischen Gemeinschaften die unter A.30 angeführte Vorabentscheidungsfrage zu stellen.

B.48. In den Rechtssachen Nrn. 1752 und 1753 führen die klagenden Parteien an, die angefochtenen Bestimmungen würden, indem sie die Einhaltung von Honorarhöchstätzen in der medizinischen Krankenhauspraxis auferlegten, auf diskriminierende Weise gegen die europäischen Wettbewerbsregeln verstoßen (vierter Klagegrund) und die Ärzte aus der Europäischen Union, die nicht in Belgien niedergelassen seien, daran hindern, irgendeinen wirtschaftlichen Gewinn aus der Erbringung von Pflegeleistungen in einem belgischen Krankenhaus zu erzielen, da sie bei Anwendung der Preise der Vereinbarung alle Kosten abschreiben müßten, insbesondere im Zusammenhang mit ihren Reisen (fünfter Klagegrund).

B.49. Die Regeln des Gemeinschaftsrechtes in bezug auf das Wettbewerbsrecht sind dem Gleichheitsgrundsatz nicht fremd, da mehrere dieser Regeln zum Ziel haben, die Diskriminierungen, die nicht sind mit der Ausübung der wirtschaftlichen Freiheiten vereinbar sind, aufzuheben.

Es reicht jedoch nicht aus, einen Zusammenhang der allgemeinen Grundsätze oder der besonderen Bestimmungen des Gemeinschaftsrechtes mit den Artikeln 10 und 11 der Verfassung geltend zu machen, damit der Hof dazu veranlaßt wird, ihre Einhaltung zu gewährleisten.

B.50. Weder Artikel 142 der Verfassung noch das Sondergesetz vom 6. Januar 1989 haben dem Hof die Befugnis verliehen, Gesetzesnormen wegen eines direkten Verstoßes gegen einen internationalen Vertrag für nichtig zu erklären.

Der Hof würde die ihm vom Gesetzgeber verliehene Befugnis überschreiten, wenn er entscheiden würde, daß jeder Verstoß gegen das Gemeinschaftsrecht einen Verstoß gegen den Gleichheitsgrundsatz beinhaltet. Er kann bei der Ausübung seiner Kontrolle dieses Recht nur in bezug auf die Bestimmungen zur Gewährleistung der Rechte und Freiheiten berücksichtigen, wenn deren Mißachtung eine bestimmte Kategorie von Personen betreffen kann und wenn angegeben wird, in welcher Hinsicht und im Vergleich zu welcher anderen Kategorie von Personen sie Opfer einer ungerechtfertigten ungleichen Behandlung ist.

B.51. Bei den klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 1748 sowie dem zweiten und dritten Kläger in der Rechtssache Nr. 1752, ebenso wie bei dem zweiten und dritten Kläger in der Rechtssache Nr. 1753 handelt es sich um in Belgien praktizierende Ärzte, von denen keiner anführt, daß er eine ausländische Staatsangehörigkeit besitze. Die erste klagende Partei in der Rechtssache Nr. 1752 ist ein in Brüssel niedergelassenes medizinisches Institut. Die erste klagende Partei in der Rechtssache Nr. 1753 vereinigt die belgischen Berufsvereinigungen der Fachärzte.

B.52. Keine dieser klagenden Parteien gibt an, in welcher Hinsicht die von ihnen angeführten Verstöße gegen das Wettbewerbsrecht auf diskriminierende Weise die Rechte und Freiheiten der Kategorie von Personen, der sie angehören, beeinträchtigen würden und im Vergleich zu welcher vergleichbaren Kategorie von Personen sie diskriminiert würden.

B.53. Es besteht keine Veranlassung, die Klagegründe, die aus dem Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung in Verbindung mit den Bestimmungen des europäischen Wettbewerbsrechts abgeleitet sind, zu prüfen oder den Gerichtshof der Europäischen Gemeinschaften zu befragen.

Aus diesen Gründen:

Der Hof

— erklärt Paragraph 3 von Artikel 50*bis*, in das Gesetz vom 14. Juli 1994 über die Gesundheitspflege- und Entschädigungspflichtversicherung eingefügt durch Artikel 121 des Gesetzes vom 25. Januar 1999 zur Festlegung sozialer Bestimmungen, für nichtig;

— weist die Klagen im übrigen zurück.

Verkündet in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof, in der öffentlichen Sitzung vom 21. Dezember 2000.

Der Kanzler,
L. Potoms.

Der Vorsitzende,
M. Melchior.

ARBITRAGEHOF

N. 2001 — 163

[C — 2000/21631]

Arrest nr. 140/2000 van 21 december 2000

Rolnummer 1872

In zake : het beroep tot vernietiging van artikel 6 van de wet van 4 mei 1999 tot verbetering van de bezoldigingsregeling en van het sociaal statuut van de lokale verkozenen, ingesteld door F. Bourdon.

Het Arbitragehof,

samengesteld uit de voorzitters G. De Baets en M. Melchior, en de rechters H. Boel, P. Martens, J. Delruelle, R. Henneuse en M. Bossuyt, bijgestaan door de griffier L. Potoms, onder voorzitterschap van voorzitter G. De Baets, wijst na beraad het volgende arrest :

I. *Onderwerp van het beroep*

Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 25 januari 2000 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 26 januari 2000, is beroep tot vernietiging ingesteld van artikel 6 van de wet van 4 mei 1999 tot verbetering van de bezoldigingsregeling en van het sociaal statuut van de lokale verkozenen (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 28 juli 1999), door F. Bourdon, wonende te 8200 Brugge, Diederik van de Elzasstraat 13.

II. *De rechtspleging*

Bij beschikking van 26 januari 2000 heeft de voorzitter in functie de rechters van de zetel aangewezen overeenkomstig de artikelen 58 en 59 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof.

De rechters-verslaggevers hebben geoordeeld dat er geen aanleiding was om artikel 71 of 72 van de organieke wet toe te passen.

Van het beroep is kennisgegeven overeenkomstig artikel 76 van de organieke wet bij op 15 februari 2000 ter post aangetekende brieven.

Het bij artikel 74 van de organieke wet voorgeschreven bericht is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 26 februari 2000.

De Ministerraad, Wetstraat 16, 1000 Brussel, heeft een memorie ingediend bij op 3 april 2000 ter post aangetekende brief.

Van die memorie is kennisgegeven overeenkomstig artikel 89 op de organieke wet bij op 12 mei 2000 ter post aangetekende brief.

Bij beschikking van 29 juni 2000 heeft het Hof de termijn waarbinnen het arrest moet worden gewezen, verlengd tot 25 januari 2001.

Bij beschikking van 22 november 2000 heeft het Hof de zaak in gereedheid verklaard en de dag van de terechtzitting bepaald op 13 december 2000 enkel wat betreft de ontvankelijkheid van het beroep, na te hebben vastgesteld dat rechter H. Coremans, wettig verhinderd zitting te nemen, als lid van de zetel werd vervangen door rechter M. Bossuyt.

Van die beschikking is kennisgegeven aan de partijen en hun advocaten bij op 23 november 2000 ter post aangetekende brieven.

Op de openbare terechtzitting van 13 december 2000 :

— zijn verschenen :

. Mr. J. Dewit, advocaat bij de balie te Brugge, voor de verzoekende partij;

. Mr. G. Janssens *loco* Mr. D. D'Hooghe en Mr. F. Vandendriessche, advocaten bij de balie te Brussel, voor de Ministerraad;

— hebben de rechters-verslaggevers H. Boel en P. Martens verslag uitgebracht;

— zijn de voornoemde advocaten gehoord;

— is de zaak in beraad genomen.

De rechtspleging is gevoerd overeenkomstig de artikelen 62 en volgende van de organieke wet, die betrekking hebben op het gebruik van de talen voor het Hof.

III. *In rechte*

— A —

Standpunt van de verzoekende partij

A.1. De verzoekende partij was een lokaal verkozen mandataris en is met ingang van 1 augustus 1997 op rustpensioen gesteld. De bestreden bepaling wijzigt de wet van 8 december 1976 tot regeling van het pensioen van sommige mandatarissen en van dat van hun rechtverkrijgenden in een zin die strijdig is met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet. De in de bestreden bepaling opgenomen afwijking komt immers erop neer dat pensioenen van lokale verkozenen die vóór 1 januari 2001 zijn ingegaan, geblokkeerd blijven.

Standpunt van de Ministerraad

A.2. Met verwijzing naar de rechtspraak van het Hof (arresten nrs. 58/93 en 96/98) is de Ministerraad van mening dat het beroep niet ontvankelijk is, aangezien de bestreden bepalingen door nieuwe bepalingen zijn vervangen en de bestreden bepalingen bovendien geen rechtsgevolgen hebben kunnen sorteren.

— B —

B.1.1. Het beroep heeft betrekking op artikel 6 van de wet van 4 mei 1999 tot verbetering van de bezoldigingsregeling en van het sociaal statuut van de lokale verkozenen, dat bepaalt :

« Artikel 5, § 4, van de wet van 8 december 1976 tot regeling van het pensioen van sommige mandatarissen en van dat van hun rechtverkrijgenden, vervangen bij de wet van 22 januari 1981, wordt aangevuld door het volgende lid :

‘ In afwijking van het eerste lid, wordt, voor de pensioenen die reeds zijn ingegaan op datum van de inwerkingtreding van de wet van 4 mei 1999 tot verbetering van de bezoldigingsregeling en van het sociaal statuut van de lokale verkozenen, geen rekening gehouden met de verhogingen van de basisjaarwedde die voortvloeien uit die wet; die pensioenen blijven gekoppeld aan de evolutie van het maximum van de weddeschaal van de referentiegraad waarvan gebruik werd gemaakt voor de inwerkingtreding van diezelfde wet. Hetzelfde geldt voor de overlevingspensioenen die ingaan na de voormelde datum, indien dat pensioen volgt op een rustpensioen als bedoeld in onderhavig lid. ’ »

B.1.2. De bestreden bepaling treedt in werking bij de eerstvolgende algehele vernieuwing van de gemeenteraden (artikel 7 van de voormelde wet van 4 mei 1999), dus op 1 januari 2001.

B.2.1. Het tweede lid van artikel 5, § 4, van de voormelde wet van 8 december 1976, dat met de bestreden bepaling werd ingevoegd, werd vervangen bij artikel 107, 4°, van de wet van 24 december 1999 houdende sociale en diverse bepalingen (*Belgisch Staatsblad*, 31 december 1999, derde editie).

Artikel 107 van de voormelde wet van 24 december 1999 bepaalt :

« In artikel 5 van de wet van 8 december 1976 tot regeling van het pensioen van sommige mandatarissen en van dat van hun rechtverkrijgenden, vervangen bij de wet van 22 januari 1981 en gewijzigd bij de wetten van 25 januari 1999 en 4 mei 1999, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

[...]

4° § 4, tweede lid, wordt vervangen door de volgende bepaling :

‘ In afwijking van het eerste lid wordt, voor de pensioenen die betrekking hebben op mandaten uitgeoefend vóór 1 januari 2001, geen rekening gehouden met de verhogingen van de jaarlijkse basiswedde die voortvloeien uit voormelde wet van 4 mei 1999. Deze pensioenen blijven gekoppeld aan de evolutie van de jaarlijkse basiswedde waarvan gebruik werd gemaakt vóór voormelde datum. ’ »

B.2.2. Overeenkomstig artikel 113 van de wet van 24 december 1999 houdende sociale en diverse bepalingen treedt het voormelde artikel 107, 4°, in werking op 1 januari 2001.

B.3. De verzoekende partij heeft tegen artikel 107 van de wet van 24 december 1999 een beroep tot vernietiging ingesteld.

B.4. De Grondwet en de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof vereisen dat elke natuurlijke persoon of rechtspersoon die een beroep tot vernietiging instelt, doet blijken van een belang.

B.5.1. Het bestreden artikel 6 van de wet van 4 mei 1999 zou overeenkomstig artikel 7 van dezelfde wet in werking treden op 1 januari 2001. De eerstvermelde bepaling is vervangen door artikel 107, 4°, van de wet van 24 december 1999, waarvan artikel 113 bepaalt dat de nieuwe bepaling in werking treedt op 1 januari 2001. Artikel 6 van de wet van 4 mei 1999 heeft bijgevolg geen rechtsgevolgen gehad.

B.5.2. Daaruit volgt dat de verzoekende partij thans geen belang heeft bij de vernietiging van het bestreden artikel 6 van de wet van 4 mei 1999.

B.5.3. Mocht artikel 107 van de wet van 24 december 1999 zelf evenwel worden vernietigd, dan zouden de vervangende bepalingen opnieuw in werking treden.

De verzoekende partij zal dus slechts definitief het belang bij haar beroep verliezen indien het beroep dat tegen artikel 107 van de wet van 24 december 1999 is gericht, door het Hof wordt verworpen.

Om die redenen,

het Hof

beslist dat de zaak van de rol van het Hof zal worden geschrapt, indien het beroep tegen artikel 107 van de wet van 24 december 1999 houdende sociale en diverse bepalingen wordt verworpen.

Aldus uitgesproken in het Nederlands, het Frans en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, op de openbare terechtzitting van 21 december 2000.

De griffier,

L. Potoms,

De voorzitter,

G. De Baets.

COUR D'ARBITRAGE

F. 2001 — 163

[C — 2000/21631]

Arrêt n° 140/2000 du 21 décembre 2000

Numéro du rôle : 1872

En cause : le recours en annulation de l'article 6 de la loi du 4 mai 1999 visant à améliorer le statut pécuniaire et social des mandataires locaux, introduit par F. Bourdon.

La Cour d'arbitrage,

composée des présidents G. De Baets et M. Melchior, et des juges H. Boel, P. Martens, J. Delruelle, R. Henneuse et M. Bossuyt, assistée du greffier L. Potoms, présidée par le président G. De Baets,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet du recours*

Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 25 janvier 2000 et parvenue au greffe le 26 janvier 2000, un recours en annulation de l'article 6 de la loi du 4 mai 1999 visant à améliorer le statut pécuniaire et social des mandataires locaux (publiée au *Moniteur belge* du 28 juillet 1999) a été introduit par F. Bourdon, demeurant à 8200 Bruges, Diederik van de Elzasstraat 13.

II. *La procédure*

Par ordonnance du 26 janvier 2000, le président en exercice a désigné les juges du siège conformément aux articles 58 et 59 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage.

Les juges-rapporteurs ont estimé n'y avoir lieu de faire application des articles 71 ou 72 de la loi organique.

Le recours a été notifié conformément à l'article 76 de la loi organique, par lettres recommandées à la poste le 15 février 2000.

L'avis prescrit par l'article 74 de la loi organique a été publié au *Moniteur belge* du 26 février 2000.

Le Conseil des ministres, rue de la Loi 16, 1000 Bruxelles, a introduit un mémoire par lettre recommandée à la poste le 3 avril 2000.

Ce mémoire a été notifié conformément à l'article 89 de la loi organique, par lettre recommandée à la poste le 12 mai 2000.

Par ordonnances du 29 juin 2000, la Cour a prorogé jusqu'au 25 janvier 2001 le délai dans lequel l'arrêt doit être rendu.

Par ordonnance du 22 novembre 2000, la Cour a déclaré l'affaire en état et fixé l'audience au 13 décembre 2000 uniquement en ce qui concerne la recevabilité du recours, après avoir constaté que le juge H. Coremans, légitimement empêché de siéger, était remplacé comme membre du siège par le juge M. Bossuyt.

Cette ordonnance a été notifiée aux parties ainsi qu'à leurs avocats, par lettres recommandées à la poste le 23 novembre 2000.

A l'audience publique du 13 décembre 2000 :

— ont comparu :

. Me J. Dewit, avocat au barreau de Bruges, pour la partie requérante;

. Me G. Janssens *loco* Me D. D'Hooghe et Me F. Vandendriessche, avocats au barreau de Bruxelles, pour le Conseil des ministres;

— les juges-rapporteurs H. Boel et P. Martens ont fait rapport;

— les avocats précités ont été entendus;

— l'affaire a été mise en délibéré.

La procédure s'est déroulée conformément aux articles 62 et suivants de la loi organique, relatifs à l'emploi des langues devant la Cour.

III. *En droit*

— A —

Position du requérant

A.1. Le requérant a été mandataire local élu et est retraité depuis le 1^{er} août 1997. La disposition entreprise modifie la loi du 8 décembre 1976 réglant la pension de certains mandataires et de leurs ayants droit dans un sens qui est contraire aux articles 10 et 11 de la Constitution. En effet, la dérogation figurant dans la disposition entreprise a pour effet de bloquer les pensions de mandataires élus qui ont pris cours avant le 1^{er} janvier 2001.

Position du Conseil des ministres

A.2. Par référence à la jurisprudence de la Cour (arrêts n^{os} 58/93 et 96/98), le Conseil des ministres estime que le recours est irrecevable, étant donné que les dispositions entreprises ont été remplacées par de nouvelles dispositions et que, de surcroît, les dispositions entreprises n'ont pas pu produire d'effets juridiques.

— B —

B.1.1. Le recours porte sur l'article 6 de la loi du 4 mai 1999 visant à améliorer le statut pécuniaire et social des mandataires locaux, qui dispose :

« L'article 5, § 4, de la loi du 8 décembre 1976 réglant la pension de certains mandataires et de leurs ayants droits, remplacé par la loi du 22 janvier 1981, est complété par l'alinéa suivant :

' Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, il n'est pas tenu compte, pour les pensions en cours à la date d'entrée en vigueur de la loi du 4 mai 1999 visant à améliorer le statut pécuniaire et social des mandataires locaux, des augmentations du traitement annuel de base qui résultent de cette loi; ces pensions restent liées à l'évolution du maximum de l'échelle de traitement du grade de référence qui était utilisé avant l'entrée en vigueur de cette même loi. Il en est de même pour les pensions de survie prenant cours après la date précitée, dans la mesure où cette pension succède à une pension de retraite visée par le présent alinéa. ' »

B.1.2. La disposition entreprise entre en vigueur lors du prochain renouvellement intégral des conseils communaux (article 7 de la loi précitée du 4 mai 1999), donc au 1^{er} janvier 2001.

B.2.1. L'alinéa 2 de l'article 5, § 4, de la loi précitée du 8 décembre 1976, qui a été inséré par la disposition entreprise, a été remplacé par l'article 107, 4^o, de la loi du 24 décembre 1999 portant des dispositions sociales et diverses (*Moniteur belge*, 31 décembre 1999, troisième édition).

L'article 107 de la loi précitée du 24 décembre 1999 dispose :

« A l'article 5 de la loi du 8 décembre 1976 réglant la pension de certains mandataires et celle de leurs ayants droit, remplacé par la loi du 22 janvier 1981 et modifié par les lois des 25 janvier 1999 et 4 mai 1999, sont apportées les modifications suivantes :

[...]

4° le § 4, alinéa 2, est remplacé par la disposition suivante :

' Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, pour les pensions afférentes à des mandats exercés antérieurement au 1^{er} janvier 2001, il n'est pas tenu compte des augmentations du traitement annuel de base qui résultent de la loi du 4 mai 1999 précitée, ces pensions restant rattachées à l'évolution du traitement annuel de base qui était utilisé avant la date précitée.' »

B.2.2. Conformément à l'article 113 de la loi du 24 décembre 1999 portant des dispositions sociales et diverses, l'article 107, 4°, précité, entre en vigueur au 1^{er} janvier 2001.

B.3. La partie requérante a introduit un recours en annulation contre l'article 107 de la loi du 24 décembre 1999.

B.4. La Constitution et la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage imposent à toute personne physique ou morale qui introduit un recours en annulation de justifier d'un intérêt.

B.5.1. L'article 6 entrepris de la loi du 4 mai 1999 serait, conformément à l'article 7 de la même loi, entré en vigueur au 1^{er} janvier 2001. La disposition citée en premier lieu a été remplacée par l'article 107, 4°, de la loi du 24 décembre 1999, dont l'article 113 énonce que la nouvelle disposition entre en vigueur au 1^{er} janvier 2001. L'article 6 de la loi du 4 mai 1999 n'a donc produit aucun effet juridique.

B.5.2. Il s'ensuit que la partie requérante est actuellement sans intérêt à l'annulation de l'article 6 entrepris de la loi du 4 mai 1999.

B.5.3. Toutefois, si l'article 107 de la loi du 24 décembre 1999 était lui-même annulé, les dispositions qu'il a remplacées seraient à nouveau en vigueur.

La partie requérante ne perdra donc définitivement intérêt à son recours que si le recours qui est dirigé contre l'article 107 de la loi du 24 décembre 1999 est rejeté par la Cour.

Par ces motifs,

la Cour

décide que l'affaire sera rayée du rôle de la Cour si le recours introduit contre l'article 107 de la loi du 24 décembre 1999 portant des dispositions sociales et diverses est rejeté.

Ainsi prononcé en langue néerlandaise, en langue française et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, à l'audience publique du 21 décembre 2000.

Le greffier,

L. Potoms.

Le président,

G. De Baets.

SCHIEDSHOF

D. 2001 — 163

[C — 2000/21631]

Urteil Nr. 140/2000 vom 21. Dezember 2000

Geschäftsverzeichnisnummer 1872

In Sachen: Klage auf Nichtigerklärung von Artikel 6 des Gesetzes vom 4. Mai 1999 zur Aufbesserung des Besoldungs- und Sozialstatuts der lokalen Mandatsträger, erhoben von F. Bourdon.

Der Schiedshof,

zusammengesetzt aus den Vorsitzenden G. De Baets und M. Melchior, und den Richtern H. Boel, P. Martens, J. Delruelle, R. Henneuse und M. Bossuyt, unter Assistenz des Kanzlers L. Potoms, unter dem Vorsitz des Vorsitzenden G. De Baets,

verkündet nach Beratung folgendes Urteil:

I. Gegenstand der Klage

Mit einer Klageschrift, die dem Hof mit am 25. Januar 2000 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 26. Januar 2000 in der Kanzlei eingegangen ist, erhob F. Bourdon, wohnhaft in 8200 Brügge, Diederik van de Elzasstraat 13, Klage auf Nichtigerklärung von Artikel 6 des Gesetzes vom 4. Mai 1999 zur Aufbesserung des Besoldungs- und Sozialstatuts der lokalen Mandatsträger (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 28. Juli 1999).

II. Verfahren

Durch Anordnung vom 26. Januar 2000 hat der amtierende Vorsitzende gemäß den Artikeln 58 und 59 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof die Richter der Besetzung bestimmt.

Die referierenden Richter haben Artikel 71 bzw. 72 des organisierenden Gesetzes im vorliegenden Fall nicht für anwendbar erachtet.

Die Klage wurde gemäß Artikel 76 des organisierenden Gesetzes mit am 15. Februar 2000 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert.

Die durch Artikel 74 des organisierenden Gesetzes vorgeschriebene Bekanntmachung erfolgte im *Belgischen Staatsblatt* vom 26. Februar 2000.

Der Ministerrat, Wetstraat 16, 1000 Brüssel, hat mit am 3. April 2000 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief einen Schriftsatz eingereicht.

Dieser Schriftsatz wurde gemäß Artikel 89 des organisierenden Gesetzes mit am 12. Mai 2000 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief notifiziert.

Durch Anordnung vom 29. Juni 2000 hat der Hof die für die Urteilsfällung vorgesehene Frist bis zum 25. Januar 2001 verlängert.

Durch Anordnung vom 22. November 2000 hat der Hof die Rechtssache für verhandlungsreif erklärt und den Sitzungstermin auf den 13. Dezember 2000 anberaumt, und zwar lediglich hinsichtlich der Zulässigkeit der Klage, nachdem er festgestellt hat, daß der gesetzlich verhinderte Richter H. Coremans als Mitglied der Besetzung durch den Richter M. Bossuyt ersetzt wird.

Diese Anordnung wurde den Parteien und deren Rechtsanwälten mit am 23. November 2000 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert.

Auf der öffentlichen Sitzung vom 13. Dezember 2000

— erschienen

. RA J. Dewit, in Brügge zugelassen, für die klagende Partei,

. RA G. Janssens *loco* RA D. D'Hooghe und RA F. Vandendriessche, in Brüssel zugelassen, für den Ministerrat,

— haben die referierenden Richter H. Boel und P. Martens Bericht erstattet,

— wurden die vorgenannten Rechtsanwälte angehört,

— wurde die Rechtssache zur Beratung gestellt.

Das Verfahren wurde gemäß den Artikeln 62 ff. des organisierenden Gesetzes, die sich auf den Sprachengebrauch vor dem Hof beziehen, geführt.

III. *In rechtlicher Beziehung*

— A —

Standpunkt der klagenden Partei

A.1. Die klagende Partei sei lokaler Mandatsträger gewesen und mit Wirkung vom 1. August 1997 in den Ruhestand getreten. Die angefochtene Bestimmung ändere das Gesetz vom 8. Dezember 1976 zur Regelung der Pension bestimmter Mandatsträger und deren Anspruchsberechtigter in einem im Widerspruch zu den Artikeln 10 und 11 der Verfassung stehenden Sinne ab. Die in der angefochtenen Bestimmung enthaltene Abweichung laufe nämlich darauf hinaus, daß Pensionen lokaler Mandatsträger, die vor dem 1. Januar 2001 eingetreten seien, gesperrt blieben.

Standpunkt des Ministerrates

A.2. Unter Bezugnahme auf die Rechtsprechung des Hofes (Urteile Nrn. 58/93 und 96/98) vertritt der Ministerrat den Standpunkt, daß die Klage unzulässig sei, da die angefochtenen Bestimmungen durch neue Bestimmungen ersetzt worden seien und die angefochtenen Bestimmungen außerdem keine Rechtsfolgen hätten zeitigen können.

— B —

B.1.1. Die Klage bezieht sich auf Artikel 6 des Gesetzes vom 4. Mai 1999 zur Aufbesserung des Besoldungs- und Sozialstatuts der lokalen Mandatsträger, der lautet:

« Artikel 5 § 4 des Gesetzes vom 8. Dezember 1976 zur Regelung der Pension bestimmter Mandatsträger und deren Anspruchsberechtigter, ersetzt durch das Gesetz vom 22. Januar 1981, wird um den folgenden Absatz ergänzt:

' In Abweichung von Absatz 1 werden für die Pensionen, die bereits am Tag des Inkrafttretens des Gesetzes vom 4. Mai 1999 zur Aufbesserung des Besoldungs- und Sozialstatuts der lokalen Mandatsträger eingetreten sind, die aus diesem Gesetz sich ergebenden Erhöhungen des Basisjahresgehalts nicht berücksichtigt; diese Pensionen sind weiterhin an die Entwicklung des Höchstbetrags der Gehaltsskala des Bezugsgrades, der vor dem Inkrafttreten desselben Gesetzes angewandt worden ist, gebunden. Dasselbe gilt für die nach dem vorgenannten Datum eingetretenen Hinterbliebenenpensionen, wenn diese Pension auf eine Ruhepension im Sinne dieses Absatzes folgt. ' »

B.1.2. Die angefochtene Bestimmung tritt bei der erstfolgenden vollständigen Erneuerung der Gemeinderäte in Kraft (Artikel 7 des vorgenannten Gesetzes vom 4. Mai 1999), d.h. am 1. Januar 2001.

B.2.1. Absatz 2 von Artikel 5 § 4 des vorgenannten Gesetzes vom 8. Dezember 1976, der durch die angefochtene Bestimmung eingefügt wurde, wurde durch Artikel 107 Nr. 4 des Gesetzes vom 24. Dezember 1999 zur Festlegung sozialer und sonstiger Bestimmungen (*Belgisches Staatsblatt* vom 31. Dezember 1999, dritte Ausgabe) ersetzt.

Artikel 107 des vorgenannten Gesetzes vom 24. Dezember 1999 bestimmt:

« An Artikel 5 des Gesetzes vom 8. Dezember 1976 zur Regelung der Pension bestimmter Mandatsträger und deren Anspruchsberechtigter, ersetzt durch das Gesetz vom 22. Januar 1981 und abgeändert durch die Gesetze vom 25. Januar 1999 und 4. Mai 1999, werden folgende Änderungen vorgenommen:

[...]

4. § 4 Absatz 2 wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

' In Abweichung von Absatz 1 werden für die Pensionen, die sich auf vor dem 1. Januar 2001 ausgeübte Mandate beziehen, die aus dem vorgenannten Gesetz vom 4. Mai 1999 sich ergebenden Erhöhungen des Basisjahresgehalts nicht berücksichtigt. Diese Pensionen sind weiterhin an die Entwicklung des Basisjahresgehalts, der vor dem besagten Datum angewandt worden ist, gebunden. ' »

B.2.2. Gemäß Artikel 113 des Gesetzes vom 24. Dezember 1999 zur Festlegung sozialer und sonstiger Bestimmungen tritt der vorgenannte Artikel 107 Nr. 4 am 1. Januar 2001 in Kraft.

B.3. Die klagende Partei hat gegen Artikel 107 des Gesetzes vom 24. Dezember 1999 Klage auf Nichtigkeitserklärung erhoben.

B.4. Die Verfassung und das Sondergesetz vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof erfordern, daß jede natürliche oder juristische Person, die eine Nichtigkeitsklage erhebt, ein Interesse nachweist.

B.5.1. Der angefochtene Artikel 6 des Gesetzes vom 4. Mai 1999 soll gemäß Artikel 7 desselben Gesetzes am 1. Januar 2001 in Kraft treten. Die erstgenannte Bestimmung wurde durch Artikel 107 Nr. 4 des Gesetzes vom 24. Dezember 1999 ersetzt, dessen Artikel 113 bestimmt, daß die neue Bestimmung am 1. Januar 2001 in Kraft tritt. Artikel 6 des Gesetzes vom 4. Mai 1999 hat demzufolge keine Rechtsfolgen gezeitigt.

B.5.2. Daraus ergibt sich, daß die klagende Partei nun kein Interesse an der Nichtigkeitserklärung des angefochtenen Artikels 6 des Gesetzes vom 4. Mai 1999 hat.

B.5.3. Sollte Artikel 107 des Gesetzes vom 24. Dezember 1999 selbst jedoch für nichtig erklärt werden, so würden die ersetzten Bestimmungen wieder wirksam werden.

Die klagende Partei wird das Interesse an ihrer Klage also erst dann endgültig verlieren, wenn die gegen Artikel 107 des Gesetzes vom 24. Dezember 1999 gerichtete Klage vom Hof zurückgewiesen wird.

Aus diesen Gründen:

Der Hof

beschließt, daß die Rechtssache aus dem Geschäftsverzeichnis des Hofes gestrichen werden soll, wenn die gegen Artikel 107 des Gesetzes vom 24. Dezember 1999 zur Festlegung sozialer und sonstiger Bestimmungen gerichtete Klage zurückgewiesen wird.

Verkündet in niederländischer, französischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof, in der öffentlichen Sitzung vom 21. Dezember 2000.

Der Kanzler,

L. Potoms.

Der Vorsitzende,

G. De Baets.

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

F. 2001 — 164

[2001/21057]

19 JANVIER 2001. — Arrêté royal abrogeant l'arrêté royal du 20 juillet 1999 portant nomination du Commissaire du Gouvernement chargé de la problématique de la dioxine et de la coordination en ce qui concerne l'application des directives européennes, et déterminant sa mission

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 37 de la Constitution;

Vu l'arrêté royal du 20 juillet 1999 portant nomination du Commissaire du Gouvernement chargé de la problématique de la dioxine et de la coordination en ce qui concerne l'application des directives européennes, et déterminant sa mission, modifié par les arrêtés royaux des 9 décembre 1999, 1^{er} mars 2000 et 15 janvier 2001;

Sur la proposition de Notre Premier Ministre,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. M. F. Willockx est déchargé de ses fonctions de Commissaire du Gouvernement chargé de la problématique de la dioxine et de la coordination en ce qui concerne l'application des directives européennes.

Art. 2. L'arrêté royal du 20 juillet 1999 portant nomination du Commissaire du Gouvernement chargé de la problématique de la dioxine et de la coordination en ce qui concerne l'application des directives européennes, et déterminant sa mission, modifié par les arrêtés royaux des 9 décembre 1999, 1^{er} mars 2000 et 15 janvier 2001, est abrogé.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur ce jour.

Art. 4. Notre Premier Ministre est chargé, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 19 janvier 2001.

ALBERT

Par le Roi :
Le Premier Ministre,
G. VERHOFSTADT

DIENSTEN VAN DE EERSTE MINISTER

N. 2001 — 164

[2001/21057]

19 JANUARI 2001. — Koninklijk besluit tot opheffing van het koninklijk besluit van 20 juli 1999 tot benoeming van de Regeringscommissaris belast met de dioxineproblematiek en de coördinatie inzake de toepassing van Europese richtlijnen, en tot bepaling van zijn opdracht

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op artikel 37 van de Grondwet;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 juli 1999 tot benoeming van de Regeringscommissaris belast met de dioxineproblematiek en de coördinatie inzake de toepassing van Europese richtlijnen, en tot bepaling van zijn opdracht, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 9 december 1999, 1 maart 2000 en 15 januari 2001;

Op de voordracht van Onze Eerste Minister,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De heer F. Willockx wordt ontheven uit zijn functies als Regeringscommissaris belast met de dioxineproblematiek en de coördinatie inzake de toepassing van Europese richtlijnen.

Art. 2. Het koninklijk besluit van 20 juli 1999 tot benoeming van de Regeringscommissaris belast met de dioxineproblematiek en de coördinatie inzake de toepassing van Europese richtlijnen, en tot bepaling van zijn opdracht, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 9 december 1999, 1 maart 2000 en 15 januari 2001, wordt opgeheven.

Art. 3. Dit besluit treedt heden in werking.

Art. 4. Onze Eerste Minister is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 19 januari 2001.

ALBERT

Van Koningswege :
De Eerste Minister,
G. VERHOFSTADT

F. 2001 — 165

[2001/21058]

19 JANVIER 2001. — Arrêté royal portant nomination de la Commissaire du Gouvernement, adjointe au Ministre des Affaires sociales et des Pensions, et déterminant sa mission

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 37 de la Constitution;

Vu l'arrêté royal du 12 juillet 1999 portant nomination des Membres du Gouvernement;

Sur la proposition de Notre Premier Ministre et de Notre Ministre des Affaires sociales et des Pensions,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Mme Greet van Gool est nommée Commissaire du Gouvernement, adjointe au Ministre des Affaires sociales et des Pensions.

Elle prête, entre les mains du Ministre des Affaires sociales et des Pensions, le serment prescrit par l'article 2 du décret du 20 juillet 1831.

Art. 2. Elle est chargée d'apporter à la sécurité sociale toutes les modifications nécessaires afin de la moderniser davantage et de la rendre plus conviviale pour tous les citoyens de ce pays, et de mettre au point le statut du volontariat.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur ce jour et cessera d'être en vigueur en même temps que l'arrêté royal du 12 juillet 1999, en tant qu'il porte nomination du Ministre des Affaires sociales et des Pensions.

N. 2001 — 165

[2001/21058]

19 JANUARI 2001. — Koninklijk besluit tot benoeming van de Regeringscommissaris, toegevoegd aan de Minister van Sociale Zaken en Pensioenen, en tot bepaling van zijn opdracht

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op artikel 37 van de Grondwet;

Gelet op het koninklijk besluit van 12 juli 1999 tot benoeming van de Regeringsleden;

Op de voordracht van Onze Eerste Minister en Onze Minister van Sociale Zaken en Pensioenen,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Mevr. Greet van Gool wordt benoemd tot Regeringscommissaris, toegevoegd aan de Minister van Sociale Zaken en Pensioenen.

Zij legt in handen van de Minister van Sociale Zaken en Pensioenen de bij artikel 2 van het decreet van 20 juli 1831 voorgeschreven eed af.

Art. 2. Zij wordt belast de sociale zekerheid om te bouwen tot een hedendaagse en klantvriendelijke sociale bescherming voor alle burgers van dit land, en het statuut van de vrijwilliger op punt te stellen.

Art. 3. Dit besluit treedt heden in werking en houdt op van kracht te zijn terzelfdertijd als het koninklijk besluit van 12 juli 1999, voor zover het de benoeming van de Minister van Sociale Zaken en Pensioenen betreft.

Art. 4. Notre Premier Ministre et Notre Ministre des Affaires sociales et des Pensions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 19 janvier 2001.

ALBERT

Par le Roi :

Le Premier Ministre,
G. VERHOFSTADT

Le Ministre des Affaires sociales et des Pensions,
F. VANDENBROUCKE

Art. 4. Onze Eerste Minister en Onze Minister van Sociale Zaken en Pensioenen zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 19 januari 2001.

ALBERT

Van Koningswege :

De Eerste Minister,
G. VERHOFSTADT

De Minister van Sociale Zaken en Pensioenen,
F. VANDENBROUCKE

**MINISTERE DE L'INTERIEUR
ET MINISTERE DE LA JUSTICE**

F. 2001 — 166 [C — 2000/01124]

16 JANVIER 2001. — Arrêté ministériel portant exécution de l'article 12 de l'arrêté royal du 31 octobre 2000 fixant les conditions et les modalités de la première désignation à certains emplois de la police fédérale et de l'inspection générale de la police fédérale et de la police locale

Les Ministres de l'Intérieur et de la Justice,

Vu la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, notamment l'article 121;

Vu l'arrêté royal du 31 octobre 2000 fixant les conditions et les modalités de la première désignation à certains emplois de la police fédérale et de l'inspection générale de la police fédérale et de la police locale, notamment l'article 12;

Vu le protocole n° 11 du 21 avril 2000 et n° 32/1 du 1^{er} décembre 2000 du comité de négociation des services de police;

Vu l'urgence motivée par le fait que la structure de la nouvelle police fédérale est créée au 1^{er} janvier 2001; qu'il existe, outre les premières désignations au sein de la police fédérale en application du chapitre Ier de l'arrêté royal dont exécution, une nécessité impérieuse à désigner tous les membres du personnel qui seront repris dans la nouvelle structure pour un emploi spécifique; que seule cette façon d'opérer permet de garantir à la fois la continuité du service et la transparence concernant la situation des membres du personnel au sein de la nouvelle structure;

Vu l'avis 31.031/4 du Conseil d'Etat, donné le 20 décembre 2000, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat,

Arrêtent :

CHAPITRE Ier. — Définitions

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

1^o la loi : la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux;

2^o le commissaire général : le commissaire général de la police fédérale visé à l'article 99, alinéa 1^{er}, de la loi et désigné en vertu du chapitre Ier de l'arrêté royal du 31 octobre 2000 fixant les conditions et les modalités de la première désignation à certains emplois de la police fédérale et de l'inspection générale de la police fédérale et de la police locale;

**MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN
EN MINISTERIE VAN JUSTITIE**

N. 2001 — 166 [C — 2000/01124]

16 JANUARI 2001. — Ministerieel besluit tot uitvoering van artikel 12 van het koninklijk besluit van 31 oktober 2000 houdende vaststelling van de voorwaarden en de modaliteiten van de eerste aanstelling tot bepaalde betrekkingen van de federale politie en van de algemene inspectie van de federale politie en van de lokale politie

De Ministers van Binnenlandse Zaken en van Justitie,

Gelet op de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, inzonderheid op artikel 121;

Gelet op het koninklijk besluit van 31 oktober 2000 houdende vaststelling van de voorwaarden en de modaliteiten van de eerste aanstelling tot bepaalde betrekkingen van de federale politie en van de algemene inspectie van de federale politie en van de lokale politie, inzonderheid op artikel 12;

Gelet op het protocol nr. 11 van 21 april 2000 en nr. 32/1 van 1 december 2000 van het onderhandelingscomité voor de politiediensten;

Gelet op het verzoek om spoedbehandeling, gemotiveerd door de omstandigheid dat de structuur van de nieuwe federale politie wordt opgezet op 1 januari 2001; dat er naast de eerste aanstellingen bij de federale politie ingevolge hoofdstuk I van het koninklijk besluit dat wordt uitgevoerd, er een dwingende noodzaak is om alle personeelsleden die zullen worden opgenomen in de nieuwe structuur aan te wijzen voor een specifieke betrekking; dat alleen zodoende zowel continuïteit van de dienst kan worden gegarandeerd als doorzichtigheid aangaande de situatie van het personeel binnen de nieuwe structuur;

Gelet op het advies 31.031/4 van de Raad van State, gegeven op 20 december 2000, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 2^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State,

Besluiten :

HOOFDSTUK I. — Definities

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit moet worden verstaan onder :

1^o de wet : de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus;

2^o de commissaris-generaal : de commissaris-generaal van de federale politie bedoeld in artikel 99, eerste lid, van de wet en aangewezen krachtens hoofdstuk I van het koninklijk besluit van 31 oktober 2000 houdende vaststelling van de voorwaarden en de modaliteiten van de eerste aanstelling tot bepaalde betrekkingen van de federale politie en van de algemene inspectie van de federale politie en van de lokale politie;

3° directeur général : les membres du personnel visés à l'article 100, alinéa 1^{er}, de la loi et désignés en vertu du chapitre Ier de l'arrêté royal du 31 octobre 2000 fixant les conditions et les modalités de la première désignation à certains emplois de la police fédérale et de l'inspection générale de la police fédérale et de la police locale;

4° fonction d'autorité : tout emploi organique qui comprend l'exercice de l'autorité et qui, au sein des directions générales de la police fédérale, visées à l'arrêté royal du 3 septembre 2000 concernant le commissaire général et les directions générales de la police fédérale, et autre que ceux visés au chapitre II de l'arrêté royal du 31 octobre 2000 susmentionné, est qualifié comme tel par le commissaire général, compte tenu des missions attribuées aux directions générales respectives dans l'arrêté royal du 3 septembre 2000 susmentionné.

CHAPITRE II. — *Dispositions relatives aux premières désignations aux fonctions d'autorité dans la police fédérale*

Art. 2. Le commissaire général désigne sur proposition des directeurs généraux respectifs au sein des directions générales de la police fédérale parmi les membres du personnel visés aux articles 241 et 243 de la loi, qui passent à la police fédérale, lors dudit passage certains membres du personnel à une fonction d'autorité identique ou au moins analogue à celle qui était la leur au sein de leur service d'origine.

Lors des désignations visées à l'alinéa 1^{er}, à l'exception des désignations pour un mandat dans le sens du statut visé à l'article 121 de la loi, une répartition proportionnelle de ces fonctions est garantie entre les anciens membres de la gendarmerie, de la police communale et de la police judiciaire en fonction de leur apport respectif dans les services constitués.

La sélection pour les désignations visées à l'alinéa 1^{er}, s'opère sur la base du dossier personnel à l'exclusion des évaluations émises après le 21 avril 2000, après quoi la proportionnalité sera réalisé.

Art. 3. Sans préjudice de l'alinéa 2, le commissaire général soumet la liste des fonctions d'autorité et des désignations à l'approbation du Ministre de l'Intérieur.

Le commissaire général soumet la liste des désignations à la direction générale de la police judiciaire et aux services judiciaires déconcentrés à l'approbation commune du Ministre de la Justice et du Ministre de l'Intérieur.

CHAPITRE III. — *Désignations pour les autres emplois*

Art. 4. Sans préjudice de l'article 244 de la loi, le commissaire général désigne les membres du personnel visés aux articles 241 et 243 de la loi, qui passent à la police fédérale, et qui lors dudit passage n'ont pas été désignés en application de l'article 2, ni en application de l'arrêté royal du 31 octobre 2000 susmentionné, lors dudit passage à un emploi identique ou au moins analogue au sein de la police fédérale.

A cette occasion, le commissaire général tient en particulier compte des compétences attribuées aux directions générales de la police fédérale par l'arrêté royal du 3 septembre 2000 précité et de l'emploi qu'exerçait le membre du personnel dans son service d'origine.

Art. 5. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 16 janvier 2001.

Le Ministre de l'Intérieur,
A. DUQUESNE

Le Ministre de la Justice,
M. VERWILGHEN

3° directeur-generaal : de personeelsleden bedoeld in artikel 100, eerste lid, van de wet en aangewezen krachtens hoofdstuk I van het koninklijk besluit van 31 oktober 2000 houdende vaststelling van de voorwaarden en de modaliteiten van de eerste aanstelling tot bepaalde betrekkingen van de federale politie en van de algemene inspectie van de federale politie en van de lokale politie;

4° gezaghebbende betrekking : ieder organiek ambt dat een gezagsuitoefening inhoudt en dat, binnen de algemene directies van de federale politie, bedoeld in het koninklijk besluit van 3 september 2000 met betrekking tot de commissaris-generaal en de algemene directies van de federale politie, en ander dan die bedoeld in hoofdstuk II van het voormeld koninklijk besluit van 31 oktober 2000, als zodanig wordt bepaald door de commissaris-generaal, rekening houdend met de opdrachten toegekend aan de respectieve algemene directies bij voormeld koninklijk besluit van 3 september 2000.

HOOFDSTUK II. — *Bepalingen met betrekking tot de eerste aanstelling tot gezaghebbende betrekkingen in de federale politie*

Art. 2. De commissaris-generaal wijst op voordracht van de respectieve directeurs-generaal binnen de algemene directies van de federale politie onder de in de artikelen 241 en 243 van de wet bedoelde personeelsleden die overgaan naar de federale politie, bij die overgang bepaalde personeelsleden aan voor een identieke of minstens analoge gezaghebbende betrekking als die welke zij uitoefenden in hun dienst van oorsprong.

Bij de in het eerste lid bedoelde aanwijzingen wordt, met uitzondering van de aanwijzingen voor een mandaat in de zin van het statuut bedoeld in artikel 121 van de wet, gezorgd voor een evenredige verdeling van die betrekkingen over de gewezen leden van de rijkswacht, de gemeentepolitie en de gerechtelijke politie, naargelang van hun respectieve inbreng in de opgerichte diensten.

De selectie voor de in het eerste lid bedoelde aanwijzingen geschiedt op grond van het persoonlijk dossier van de betrokken personeelsleden met uitzondering van de evaluaties uitgebracht na 21 april 2000, waarna de proportionaliteit zal worden verwezenlijkt.

Art. 3. Onverminderd het tweede lid, legt de commissaris-generaal de lijst van de gezaghebbende betrekkingen en van de aanwijzingen ter goedkeuring voor aan de Minister van Binnenlandse Zaken.

De commissaris-generaal legt de lijst van de aanwijzingen in de algemene directie gerechtelijke politie en de gedeconcentreerde gerechtelijke diensten ter gezamenlijke goedkeuring voor aan de Minister van Justitie en de Minister van Binnenlandse Zaken.

HOOFDSTUK III. — *Aanwijzingen voor de overige betrekkingen*

Art. 4. Onverminderd artikel 244 van de wet, wijst de commissaris-generaal de in de artikelen 241 en 243 van de wet bedoelde personeelsleden die overgaan naar de federale politie en die bij die overgang niet zijn aangewezen bij toepassing van artikel 2, noch bij toepassing van het voormelde koninklijk besluit van 31 oktober 2000, bij die overgang aan voor een identieke of minstens analoge betrekking binnen de federale politie.

De commissaris-generaal houdt hierbij in het bijzonder rekening met de bevoegdheden toegekend aan de algemene directies van de federale politie bij het voormelde koninklijk besluit van 3 september 2000 en met de betrekking die het personeelslid bekleedde in zijn dienst van oorsprong.

Art. 5. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 16 januari 2001.

De Minister van Binnenlandse Zaken,
A. DUQUESNE

De Minister van Justitie,
M. VERWILGHEN

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

VLAAMSE GEMEENSCHAP — COMMUNAUTE FLAMANDE

MINISTERIE VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP

N. 2001 — 167

[S - C - 2001/35013]

8 DECEMBER 2000. — Besluit van de Vlaamse regering tot herverdeling van basisallocaties van de begroting van de Vlaamse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 2000

De Vlaamse regering,

Gelet op de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd bij koninklijk besluit van 17 juli 1991;

Gelet op de wet van 19 juli 1996 tot wijziging van de wetten op de rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991 en van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut;

Gelet op het decreet van 22 december 1999 houdende de algemene uitgavenbegroting van de Vlaamse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 2000;

Gelet op het decreet van 30 juni 2000 houdende aanpassing van de algemene uitgavenbegroting van de Vlaamse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 2000;

Gelet op de diverse akkoorden van de minister, bevoegd voor begroting;

Op voordracht van de diverse bevoegde Vlaamse Ministers;

Op voorstel van de Minister-president van de Vlaamse regering, Vlaams minister van Financiën, Begroting, Buitenlands Beleid en Europese Aangelegenheden,

Besluit :

Artikel 1. Binnen de perken van de kredieten geopend voor de diverse programma's hierna vermeld, worden de onder Tabel A vermelde herverdelingen van basisallocaties doorgevoerd.

Art. 2. Een afschrift van dit besluit wordt ter kennisgeving toegestuurd aan het Rekenhof, het Vlaams Parlement en het ministerie van de Vlaamse Gemeenschap.

Art. 3. De leden van de Vlaamse regering zijn, ieder wat hen betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 8 december 2000.

De minister-president van de Vlaamse regering en Vlaams minister van Financiën, Begroting, Buitenlands Beleid en Europese Aangelegenheden,

P. DEWAELE

TABEL A

Herverdeling van basisallocaties
Kredieten lopend jaar

(in miljoen frank)

OA	PR	B.A.	NGK in meer	NGK in min	GVK in meer	GVK in min	GOK in meer	GOK in min	VRK in meer	VRK in min
03	03.1	12.19		0,8						
03	03.1	74.01	0,8							
04	04.1	11.02		3,40						
04	04.1	12.19		0,40						
04	04.1	12.06	3,80							
07	07.1	11.02		1,50						
07	07.1	12.06		0,30						
07	07.1	74.01	1,80							
08	08.1	11.02		0,50						
08	08.1	12.19	0,50							

OA	PR	B.A.	NGK in meer	NGK in min	GVK in meer	GVK in min	GOK in meer	GOK in min	VRK in meer	VRK in min
11	11.2	12.19		2,60						
11	11.2	33.02	1,60							
11	11.2	33.04	1,00							
12	12.1	12.32		3,30						
12	12.1	33.05		2,00						
12	12.1	12.63	1,20							
12	12.1	30.02	4,10							
12	12.1	12.42			3,00	3,00		3,00		
12	12.1	30.05					3,00			
24	24.1	12.01		0,50						
24	24.1	12.20		31,50						
24	24.1	11.14	0,50							
24	24.1	45.21*	31,50							
26	26.1	72.06				30,00				
26	26.1	72.07			30,00					
26	26.1	14.01						40,00	40,00	
26	26.1	72.06					40,00			
31	31.2	44.60		1,00						
31	31.2	44.67	1,00							
32	32.2	11.10		12,20						
32	32.2	11.20	12,20							
34	34.3	12.63		0,90						
34	34.3	11.08	0,90							
35	35.2	44.60		106,70						
35	35.2	11.10	1,30							
35	35.2	11.20	3,00							
35	35.2	11.26	1,40							
35	35.2	41.11	13,20							
35	35.2	43.40	9,00							
35	35.2	43.47	7,40							
35	35.2	44.67	71,40							
35	35.4	12.07		26,60						
35	35.4	74.10		2,80						
35	35.4	12.10	2,80							
35	35.4	41.13	26,60							
39	39.2	12.06		0,60						
39	39.2	12.12		0,10						
39	39.2	33.02		1,00						
39	39.2	33.26		3,00						
39	39.2	12.01	1,00							
39	39.2	12.26	3,00							
39	39.2	33.49	0,10							
39	39.2	34.05	0,60							
41	41.7	12.01		5,70						
41	41.7	34.24		3,10						
41	41.7	34.25		4,00						
41	41.7	34.04	12,80							
45	45.3	12.21		2,50						
45	45.3	74.80	2,50							
51	51.1	12.02		0,60						
51	51.1	33.01	0,60							
51	51.5	12.01		0,20						
51	51.5	50.03	0,20							

OA	PR	B.A.	NGK in meer	NGK in min	GVK in meer	GVK in min	GOK in meer	GOK in min	VRK in meer	VRK in min
64	64.1	54.01				3,00				
64	64.1	14.06			3,00			3,00		
64	64.1	54.01								
64	64.1	12.20					0,50			
64	64.1	14.06					2,50			
64	64.2	73.05				226,00				
64	64.2	14.05			226,00					
64	64.5	12.03		5,30						
64	64.5	12.38		17,80						
64	64.5	12.40	15,00							
64	64.5	34.05	8,10							
64	64.5	73.26				6,10				
64	64.5	74.25			6,10					
64	64.6	73.01				3,40				
64	64.6	12.01***			3,40		3,40	3,40		
71	71.1	12.01					25,00			
71	71.1	12.28					5,90			
71	71.1	12.03			10,00					
71	71.1	12.05			15,00					
71	71.1	33.01			5,90					
99	99.1	11.03		379,00						
99	99.1	12.09		6,00						
99	99.1	74.01		1,70						
99	99.1	11.07	10,00							
99	99.1	12.01	176,50							
99	99.1	12.38	200,20							

Brussel, 8 december 2000.

De minister-president van de Vlaamse regering en Vlaams minister van Financiën,
Begroting, Buitenlands Beleid en Europese Aangelegenheden,
P. DEWAELE

Nota

* B.A. 45.21 : Dotatie aan de bi-communautaire instelling voor de inning van het kijk- en luistergeld in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest

** B.A. 51.02 : Werkzaamheden uitgevoerd door het Vlaams Gewest met het oog op de dringende beveiliging van historische cultuurgoederen die integreerend deel uitmaken van kerken en beschermde monumenten

*** B.A. 12.01 : Uitgaven in het kader van de begeleiding van de rattenvangsters bij de herstructurering van het waterbeheer

TRADUCTION
MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTE FLAMANDE

F. 2001 — 167

[C — 2001/35013]

**8 DECEMBRE 2000. — Arrêté du Gouvernement flamand relatif à la redistribution
des allocations de base du budget de la Communauté flamande pour l'année budgétaire 2000**

Le Gouvernement flamand,

Vu les lois sur la Comptabilité de l'Etat, coordonnées par l'arrêté royal du 17 juillet 1991;

Vu la loi du 19 juillet 1996 modifiant les lois sur la Comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991 et la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public;

Vu le décret du 22 décembre 1999 contenant le budget général des dépenses de la Communauté flamande pour l'année budgétaire 2000;

Vu le décret du 30 juin 2000 ajustant le budget général des dépenses de la Communauté flamande pour l'année budgétaire 2000;

Vu les différents accords du Ministre flamand compétent pour le budget;

Sur la proposition des différents Ministres flamands compétents;

Sur la proposition du Ministre-Président du Gouvernement flamand, le Ministre flamand des Finances, du Budget, de la Politique extérieure et des Affaires européennes,

Arrête :

Article 1^{er}. Les redistributions des allocations de base mentionnées au tableau A sont effectuées dans les limites des crédits ouverts pour les différents programmes mentionnés ci-après.

Art. 2. Une copie du présent arrêté est transmise, à titre d'information, à la Cour des comptes, au Parlement flamand et au Ministère de la Communauté flamande.

Art. 3. Les membres du Gouvernement flamand sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 8 décembre 2000.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand, le Ministre flamand des Finances, du Budget, de la Politique extérieure et des Affaires européennes,

P. DEWAELE

TABLEAU A

Redistribution des allocations de base
Crédits année en cours

(en millions de francs)

DO	PR	AB	CND en plus	CND en moins	CED en plus	CED en moins	COD en plus	COD en moins	CV en plus	CV en moins
03 03	03.1 03.1	12.19 74.01	0,8	0,8						
04 04 04	04.1 04.1 04.1	11.02 12.19 12.06	3,80	3,40 0,40						
07 07 07	07.1 07.1 07.1	11.02 12.06 74.01	1,80	1,50 0,30						
08 08	08.1 08.1	11.02 12.19	0,50	0,50						
11 11 11	11.2 11.2 11.2	12.19 33.02 33.04	1,60 1,00	2,60						
12 12 12 12 12 12	12.1 12.1 12.1 12.1 12.1 12.1	12.32 33.05 12.63 30.02 12.42 30.05	1,20 4,10	3,30 2,00	3,00	3,00	3,00	3,00		
24 24 24 24	24.1 24.1 24.1 24.1	12.01 12.20 11.14 45.21*	0,50 31,50	0,50 31,50						
26 26 26 26	26.1 26.1 26.1 26.1	72.06 72.07 14.01 72.06			30,00	30,00	40,00	40,00		

DO	PR	AB	CND en plus	CND en moins	CED en plus	CED en moins	COD en plus	COD en moins	CV en plus	CV en moins
31 31	31.2 31.2	44.60 44.67	1,00	1,00						
32 32	32.2 32.2	11.10 11.20	12,20	12,20						
34 34	34.3 34.3	12.63 11.08	0,90	0,90						
35 35 35 35 35 35 35 35	35.2 35.2 35.2 35.2 35.2 35.2 35.2 35.2	44.60 11.10 11.20 11.26 41.11 43.40 43.47 44.67	1,30 3,00 1,40 13,20 9,00 7,40 71,40	106,70						
35 35 35 35	35.4 35.4 35.4 35.4	12.07 74.10 12.10 41.13	2,80 26,60	26,60 2,80						
39 39 39 39 39 39 39 39	39.2 39.2 39.2 39.2 39.2 39.2 39.2 39.2	12.06 12.12 33.02 33.26 12.01 12.26 33.49 34.05	1,00 3,00 0,10 0,60	0,60 0,10 1,00 3,00						
41 41 41 41	41.7 41.7 41.7 41.7	12.01 34.24 34.25 34.04	12,80	5,70 3,10 4,00						
45 45	45.3 45.3	12.21 74.80	2,50	2,50						
51 51	51.1 51.1	12.02 33.01	0,60	0,60						
51 51	51.5 51.5	12.01 50.03	0,20	0,20						
52 52 52 52 52	52.4 52.4 52.4 52.4 52.4	01.06 41.02 12.01 12.38 43.02	1,20 12,50 1,00	13,70 1,00						
53 53	53.1 53.1	51.03 63.09			6,30	6,30	8,50	8,50		
54 54	54.1 54.1	33.01 12.01	15,00	15,00						
61 61	61.1 61.1	12.59 61.41					25,00	25,00		

DO	PR	AB	CND en plus	CND en moins	CED en plus	CED en moins	COD en plus	COD en moins	CV en plus	CV en moins
61 61 61	61.3 61.3 61.3	11.05 12.02 74.03	2,50 2,00	4,50						
61 61 61 61 61 61 61 61 61	61.4 61.4 61.4 61.4 61.4 61.4 61.4 61.4 61.4	12.33 12.36 12.20 33.01 63.20 63.21 41.42 63.21 61.03	0,40	0,40	3,50 10,50	2,50 11,50	41,40	1,40 40,00		
62 62 62 62 62 62 62 62 62	62.1 62.1 62.1 62.1 62.1 62.1 62.1 62.1 62.1	43.02 33.04 74.02 12.32 40.20 12.32 51.05 12.90 51.90	0,10 0,70	0,80	2,00	2,00	30,00	30,00	0,65	0,65
62 62 62 62	62.2 62.2 62.2 62.2	63.12 51.02** 63.10 53.02			4,40 2,50	4,40 2,50				
62 62 62 62 62 62 62 62 62 62 62 62 62	62.4 62.4 62.4 62.4 62.4 62.4 62.4 62.4 62.4 62.4 62.4 62.4 62.4	34.03 41.10 31.05 51.03 53.06 63.66 63.65 63.67 63.65 51.06 51.07 63.66 63.67	246,00	246,00	154,00 157,00	62,00 66,00 154,00 29,00	11,00 50,00 4,50 42,00	107,50		
63 63	63.1 63.1	74.03 12.01	0,80	0,80						
63 63 63 63 63	63.2 63.2 63.2 63.2 63.2	51.02 51.01 81.02 81.02 51.01			41,00 37,00	78,00	165,00	165,00		
63 63	63.4 63.4	33.01 12.24	2,20	2,20						
64 64 64 64 64	64.1 64.1 64.1 64.1 64.1	54.01 14.06 54.01 12.20 14.06			3,00	3,00	0,50 2,50	3,00		
64 64	64.2 64.2	73.05 14.05			226,00	226,00				
64 64 64 64 64 64	64.5 64.5 64.5 64.5 64.5 64.5	12.03 12.38 12.40 34.05 73.26 74.25	15,00 8,10	5,30 17,80	6,10	6,10				

DO	PR	AB	CND en plus	CND en moins	CED en plus	CED en moins	COD en plus	COD en moins	CV en plus	CV en moins
64 64	64.6 64.6	73.01 12.01***			3,40	3,40	3,40	3,40		
71 71 71 71 71	71.1 71.1 71.1 71.1 71.1	12.01 12.28 12.03 12.05 33.01			10,00 15,00 5,90	25,00 5,90				
99 99 99 99 99 99	99.1 99.1 99.1 99.1 99.1 99.1	11.03 12.09 74.01 11.07 12.01 12.38	10,00 176,50 200,20	379,00 6,00 1,70						

Bruxelles, le 8 décembre 2000.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand, le Ministre flamand des Finances, du Budget,
de la Politique extérieure et des Affaires européennes,
P. DEWAELE

—
Note

* Allocation de base 45.21 : Dotation à l'institution bicommunautaire pour la perception de la redevance radio et télévision dans la Région de Bruxelles-Capitale

** Allocation de base 51.02 : Travaux effectués par la Région flamande en vue de la sécurité urgente de biens culturels historiques qui font partie intégrante des églises et des monuments protégés

*** Allocation de base 12.01 : Dépenses dans le cadre de l'encadrement des piégeurs de rats lors de la restructuration de la gestion des eaux

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2001 — 168

[C - 2001/27024]

20 DECEMBRE 2000. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 juin 1999 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel scientifique des services du Gouvernement et de certains organismes d'intérêt public relevant de la Région

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 87, § 3, modifié par la loi spéciale du 8 août 1988;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 juin 1999 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel scientifique des services du Gouvernement et de certains organismes d'intérêt public relevant de la Région, notamment les articles 2, 19, 34, 42 et 45;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 14 juillet 2000;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 17 juillet 2000;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 18 juillet 2000;

Vu le protocole n° 317 du Comité de secteur n° XVI, établi le 8 septembre 2000;

Vu la délibération du Gouvernement sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis 30.685/4 du Conseil d'Etat, donné le 18 octobre 2000, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 2, § 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 juin 1999 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel scientifique des services du Gouvernement et de certains organismes d'intérêt public relevant de la Région est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. Il est institué pour l'Institut scientifique de service public un jury composé comme suit :

1° les deux fonctionnaires les plus élevés en grade sous l'autorité desquels est placé l'Institut scientifique de service public;

2° les cinq représentants des milieux scientifiques compétents dans les domaines d'activités de l'Institut scientifique de service public qui siègent à la commission scientifique et technique de l'Institut scientifique de service public en application de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 décembre 1998 portant création d'une commission scientifique et technique auprès de l'Institut scientifique de service public.

Le jury est présidé par le fonctionnaire le plus élevé en grade. Les décisions y sont prises à la majorité simple des voix, celle du président étant prépondérante en cas de partage. »

Art. 2. L'article 19 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 19. L'article 27 du même arrêté doit se lire comme suit :

« Art. 27. Sans préjudice des conditions générales d'admissibilité, nul ne peut être recruté à un emploi du personnel scientifique s'il ne remplit les conditions suivantes :

1° être porteur d'un diplôme donnant accès au niveau 1 et figurant sur la fiche des qualifications et des aptitudes scientifiques;

2° réunir les aptitudes scientifiques définies figurant sur la fiche des qualifications et des aptitudes scientifiques;

3° avoir réussi un concours de recrutement organisé par le secrétaire permanent au recrutement et dont le programme aura été préalablement défini par le jury en concertation avec le secrétaire permanent au recrutement;

4° avoir été occupé comme personnel scientifique dans le cadre d'un contrat de travail à temps plein pendant une durée minimum de quatre ans ou dans le cadre d'un ou plusieurs contrats de travail à temps partiel dont la somme des périodes d'occupation équivaut à l'occupation à temps plein pendant une durée de quatre ans. »

Art. 3. L'article 34 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 34. L'article 4, §§ 2 et 3, du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 avril 1999 modifiant diverses dispositions en vue de favoriser la mobilité entre les services du Gouvernement et certains organismes d'intérêt public relevant de la Région wallonne, ainsi qu'entre ces organismes, doit se lire comme suit :

« § 2. La déclaration de vacance d'un emploi ne figurant pas au dernier répertoire notifié en application de l'article 1^{er} *quater* est portée successivement, s'il échet, à la connaissance des fonctionnaires susceptibles de se le voir attribuer par mutation, promotion par avancement de grade ou transfert au moyen d'un pli recommandé à la poste avec accusé de réception envoyé par le secrétaire général.

Toutefois, en cas d'application de l'article 8, § 1^{er}, alinéa 2, du statut, la déclaration de vacance d'un emploi est portée à la connaissance des fonctionnaires susceptibles de se le voir attribuer par promotion par avancement de grade ou transfert.

§ 3. Le pli mentionne la place de l'emploi dans le cadre, le service d'affectation, la résidence administrative et reproduit la fiche des qualifications et des aptitudes scientifiques à laquelle correspond l'emploi. »

Art. 4. L'article 42, 1°, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« 1° être porteur d'un diplôme donnant accès au niveau 1 ».

Art. 5. L'article 45, alinéa 1^{er}, 1°, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« 1° être porteur d'un diplôme donnant accès au niveau 1 ».

Art. 6. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} août 1999.

Art. 7. Le Ministre de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 20 décembre 2000.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
Ch. MICHEL

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2001 — 168

[C — 2001/27024]

20. DEZEMBER 2000 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. Juni 1999 zur Festlegung des Verwaltungs- und Besoldungsstatuts des wissenschaftlichen Personals der Dienststellen der Regierung und bestimmter Einrichtungen öffentlichen Interesses, die der Region unterstehen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, insbesondere des Artikels 87, § 3, abgeändert durch das Sondergesetz vom 8. August 1988;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. Juni 1999 zur Festlegung des Verwaltungs- und Besoldungsstatuts des wissenschaftlichen Personals der Dienststellen der Regierung und bestimmter Einrichtungen öffentlichen Interesses, die der Region unterstehen, insbesondere der Artikel 2, 19, 34, 42 und 45;

Aufgrund des am 14. Juli 2000 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 17. Juli 2000 gegebenen Einverständnisses des Ministers des öffentlichen Dienstes;

Aufgrund des am 18. Juli 2000 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des Protokolls Nr. 317 des Sektorenausschusses Nr. XVI vom 8. September 2000;

Aufgrund des Beschlusses der Regierung über den Antrag auf ein Gutachten des Staatsrates, das dieser innerhalb einer Frist von höchstens einem Monat abzugeben hat;

Aufgrund des am 18. Oktober 2000 in Anwendung von Artikel 84, Absatz 1, 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 30.685/4 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Artikel 2, § 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. Juni 1999 zur Festlegung des Verwaltungs- und Besoldungsstatuts des wissenschaftlichen Personals der Dienststellen der Regierung und bestimmter Einrichtungen öffentlichen Interesses, die der Region unterstehen, wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

§ 2. Es wird für das "Institut scientifique de Service public" (Wissenschaftliches Institut öffentlicher Dienststellen) ein Prüfungsausschuss errichtet, der wie folgt zusammengesetzt ist:

1° die zwei Beamten mit dem höchsten Dienstgrad, unter deren Aufsicht das "Institut scientifique de service public" steht;

2° die fünf Vertreter der in den Tätigkeitsbereichen des "Institut scientifique de service public" fachkundigen wissenschaftlichen Kreise, die in der wissenschaftlichen und technischen Kommission des "Institut scientifique de service public" in Anwendung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. Dezember 1998 zur Gründung einer wissenschaftlichen und technischen Kommission beim "Institut scientifique de service public" tagen.

Der Beamte mit dem höchsten Dienstgrad führt den Vorsitz des Prüfungsausschusses. Die Beschlüsse werden mit der einfachen Mehrheit der Stimmen gefasst. Bei Stimmgleichheit entscheidet die Stimme des Vorsitzenden.

Art. 2 - Artikel 19 desselben Erlasses wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. 19 - Artikel 27 desselben Erlasses ist wie folgt zu lesen:

"Art. 27 - Unbeschadet der allgemeinen Zulassungsbedingungen darf keiner zu einer Stelle des wissenschaftlichen Personals angeworben werden, wenn er die folgenden Bedingungen nicht erfüllt:

1° Inhaber eines Diploms sein, das den Zugang zu der Stufe 1 eröffnet und das auf dem Qualifikations- und Fähigkeitsbogen steht;

2° alle bestimmten wissenschaftlichen Befähigungen, die auf dem Bogen zur Beschreibung der Qualifikationen und der wissenschaftlichen Fähigkeiten stehen, aufweisen;

3° eine durch das Ständige Anwerbungssekretariat organisierte Prüfung im Wettbewerbsverfahren bestanden haben, deren Programm vorher durch den Prüfungsausschuss im Einvernehmen mit dem Ständigen Anwerbungssekretariat festgelegt wurde;

4° als wissenschaftliches Personal im Rahmen eines Vollzeitarbeitsvertrags während einer Dauer von mindestens vier Jahren oder im Rahmen eines bzw. mehrerer Teilzeitarbeitsverträge, deren gesamte Beschäftigungsdauer einer Vollzeitbeschäftigung während einer Dauer von vier Jahren entspricht, beschäftigt worden sein."

Art. 3 - Artikel 34 desselben Erlasses wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. 34 - Artikel 4, § 2 und § 3 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 29. April 1999 zur Abänderung verschiedener Bestimmungen zur Förderung der Mobilität zwischen den Dienststellen der Regierung und gewissen Einrichtungen öffentlichen Interesses, die der Wallonischen Region unterstehen, sowie zwischen diesen Einrichtungen untereinander, ist wie folgt zu lesen:

"§ 2. Die Offenerklärung einer Stelle, die nicht im letzten in Anwendung von Artikel 1^{quater} zugestellten Register steht, wird gegebenenfalls in der nachstehend gegebenen Ordnung zur Kenntnis der Beamten gebracht, die diese Stelle durch Versetzung, Beförderung durch Aufsteigen im Dienstgrad oder Transferierung bekommen könnten, und zwar anhand eines vom Generalsekretär bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefs mit Empfangsbescheinigung.

Im Falle der Anwendung von Artikel 8, § 1, Absatz 2 des Statuts wird die Offenerklärung einer Stelle jedoch zur Kenntnis der Beamten gebracht, die diese Stelle durch Beförderung durch Aufsteigen im Dienstgrad oder Transferierung bekommen könnten.

§ 3. Dieser Brief erwähnt den Platz der Stelle im Stellenplan, die zugewiesene Dienststelle und den Amtssitz und gibt die dieser Stelle entsprechende Qualifikations- und wissenschaftliche Befähigungsbeschreibung wieder."

Art. 4 - Artikel 42, 1° desselben Erlasses wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

"1° Inhaber eines Diploms sein, das den Zugang zu der Stufe 1 eröffnet".

Art. 5 - Artikel 45, Absatz 1, 1° desselben Erlasses wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

"1° Inhaber eines Diploms sein, das den Zugang zu der Stufe 1 eröffnet".

Art. 6 - Der vorliegende Erlass wird am 1. August 1999 wirksam.

Art. 7 - Der Minister des öffentlichen Dienstes wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 20. Dezember 2000

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,

Ch. MICHEL

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2001 — 168

[C — 2001/27024]

20 DECEMBER 2000. — **Besluit van de Waalse Regering houdende wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 3 juni 1999 tot vaststelling van het administratief en geldelijk statuut van het wetenschappelijk personeel van de Diensten van de Regering en van sommige instellingen van openbaar nut die onder het Gewest ressorteren**

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 87, § 3, gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1988;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 3 juni 1999 tot vaststelling van het administratief en geldelijk statuut van het wetenschappelijk personeel van de Diensten van de Regering en van sommige instellingen van openbaar nut die onder het Gewest ressorteren, inzonderheid op de artikelen 2, 19, 34, 42 en 45;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, uitgebracht op 14 juli 2000;

Gelet op het akkoord van de minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 17 juli 2000;

Gelet op het akkoord van de minister van Begroting, gegeven op 18 juli 2000;

Gelet op het protocol nr. 317 van het Sectorcomité nr. XVI, opgesteld op 8 september 2000;

Gelet op de beraadslaging van de Regering over het verzoek om advies door de Raad van State binnen de termijn van één maand;

Gelet op het advies 30.685/4 van de Raad van State, uitgebracht op 18 oktober 2000, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 1^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 2, § 2, van het besluit van de Waalse Regering van 3 juni 1999 tot vaststelling van het administratief en geldelijk statuut van het wetenschappelijk personeel van de Diensten van de Regering en van sommige instellingen van openbaar nut die onder het Gewest ressorteren, wordt vervangen door volgende bepaling :

« § 2. Er wordt voor het « Institut scientifique de service public » een jury samengesteld als volgt :

1^o de twee ambtenaren met de hoogste graad onder wier gezag het « Institut scientifique de service public » staat;

2^o de vijf vertegenwoordigers uit wetenschappelijke kringen die bevoegd zijn inzake het activiteitengebied van het « Institut scientifique de service public » die zitting houden in de wetenschappelijke en technische commissie van het « Institut scientifique de service public » overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 10 december 1998 houdende oprichting van een wetenschappelijke en technische commissie bij het « Institut scientifique de Service public ».

De jury wordt voorgezeten door de ambtenaar met de hoogste graad. De beslissingen worden bij gewone meerderheid van stemmen getroffen, en de stem van de voorzitter weegt door bij staking van stemmen. »

Art. 2. Artikel 19 van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende bepaling :

« Art. 19. Artikel 27 van hetzelfde besluit dient te worden gelezen als volgt :

« Art. 27. Onverminderd de algemene toelaatbaarheidsvoorwaarden kan niemand aangeworven worden voor een betrekking bij het wetenschappelijk personeel indien hij niet aan volgende voorwaarden voldoet :

1^o houder zijn van een diploma dat toegang verleent tot niveau 1 en vermeld wordt op de omschrijving van de wetenschappelijke kwalificaties en vaardigheden;

2^o aan alle wetenschappelijke bepaalde vaardigheden voldoen die in de omschrijving van de wetenschappelijke kwalificaties en vaardigheden vermeld worden;

3^o voor een door het vast wervingssecretariaat ingericht examen slagen, waarvan het programma voorafgaand bepaald werd door de jury in overleg met de vaste wervingssecretaris;

4^o tewerkgesteld geweest zijn als wetenschappelijk personeelslid in het kader van een voltijdse arbeidsovereenkomst tijdens minimum vier jaar of in het kader van een of meerdere deeltijdse arbeidsovereenkomsten waarvan de som van de tewerkstellingsperiodes gelijk is aan een voltijdse tewerkstelling gedurende vier jaar. »

Art. 3. Artikel 34 van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende bepaling :

« Art. 34. Artikel 4, 2e en 3e lid, van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 29 april 1999 tot wijziging van diverse bepalingen met het oog op het bevorderen van de mobiliteit tussen de diensten van de regering en bepaalde instellingen van openbaar nut die onder het Waalse Gewest ressorteren en tussen bedoelde instellingen onderling, dient te worden gelezen als volgt :

« § 2. De verklaring van een vacante betrekking die niet vermeld is in het laatste repertorium bekendgemaakt overeenkomstig artikel 1^{quater} wordt achtereenvolgens ter kennis gebracht, indien nodig, aan de ambtenaren die in aanmerking zouden komen om voor de betrekking bij mutatie, bevordering bij verhoging van graad of overplaatsing bij een ter Post aangetekend schrijven met ontvangstbewijs hen toegestuurd door de secretaris-generaal.

Bij aanwending van artikel 8, § 1, tweede lid, van het statuut wordt de verklaring van een vacante betrekking evenwel ter kennis gebracht van de ambtebarenden die in aanmerking komen voor de betrekking door bevordering bij verhoging in graad of overplaatsing.

§ 3. In het schrijven wordt melding gemaakt van de betrekking in de formatie, de dienst van aanstelling, de administratieve standplaats, waarbij een afschrift gevoegd wordt van de omschrijving van de wetenschappelijke kwalificaties en vaardigheden die beantwoorden aan de betrekking. »

Art. 4. Artikel 42, 1°, van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende bepaling :

« 1° houder zijn van een diploma dat toegang verleent tot niveau 1 ».

Art. 5. Artikel 45, eerste lid, 1°, van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende bepaling :

« 1° houder zijn van een diploma dat toegang verleent tot niveau 1 ».

Art. 6. Dit besluit heeft uitwerking vanaf 1 augustus 1999.

Art. 7. De minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 20 december 2000.

De Minister-President,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

Ch. MICHEL

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

MINISTERE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE, COMMISSION COMMUNAUTAIRE COMMUNE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE ET COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2001 — 169

[C — 2000/31496]

14 DECEMBRE 2000. — Décret portant approbation de l'accord de coopération entre l'Etat fédéral et la Commission communautaire commune et la Commission communautaire française concernant la guidance et le traitement d'auteurs d'infractions à caractère sexuel

L'Assemblée de la Commission communautaire française a adopté :

Article 1^{er}. Le présent projet de décret règle une matière visée à l'article 135 de la Constitution.

Art. 2. L'accord de coopération du 13 avril 1999 entre l'Etat fédéral et la Commission communautaire commune et la Commission communautaire française concernant la guidance et le traitement d'auteurs d'infractions à caractère sexuel, ci-joint, est approuvé.

Accord de coopération entre l'Etat fédéral et la Commission communautaire commune et la Commission communautaire française concernant la guidance et le traitement d'auteurs d'infractions à caractère sexuel

Vu l'article 128, § 1^{er} et l'article 135 de la Constitution;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, en particulier l'article 5, § 1^{er}, I, 1° et II, 2° et 7°, modifiés par la loi du 8 août 1988, et l'article 92bis, § 1^{er}, inséré par la loi du 8 août 1988 et modifié par la loi spéciale du 16 juillet 1993;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, notamment l'article 63 modifié par la loi du 5 mai 1993;

Vu le décret II du 22 juillet 1993, attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, notamment l'article 3, 6°;

Vu la loi du 31 mai 1888 portant sur la libération conditionnelle et la loi du 9 avril 1930, telle que modifiée par la loi du 1^{er} juillet 1964 sur la défense sociale relative aux anormaux et aux délinquants d'habitude, modifiées par la loi du 13 avril 1995 en particulier les articles 6, 7 et 8 concernant l'abus sexuel à l'égard des mineurs;

MINISTERIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST, GEMEENSCHAPPELIJKE GEMEENSCHAPS-COMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST EN FRANSE GEMEENSCHAPS-COMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2001 — 169

[C — 2000/31496]

14 DECEMBER 2000. — Decreet houdende goedkeuring van het samenwerkingsakkoord tussen de federale Staat, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Franse Gemeenschapscommissie inzake de begeleiding en de behandeling van daders van seksueel misbruik

De Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie heeft aangenomen wat volgt :

Artikel 1. Dit ontwerpdecreet regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 135 van de Grondwet.

Art. 2. Het bijgevoegde samenwerkingsakkoord van 13 april 1999 tussen de federale Staat, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Franse Gemeenschapscommissie inzake de begeleiding en de behandeling van daders van seksueel misbruik wordt goedgekeurd.

Samenwerkingsakkoord tussen de federale Staat en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Franse Gemeenschapscommissie inzake de begeleiding en de behandeling van daders van seksueel misbruik

Gelet op artikel 128, § 1, en op artikel 135 van de Grondwet;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 5, § 1, I, 1° en II, 2° en 7°, gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1988, en artikel 92bis, § 1, ingevoegd bij de wet van 8 augustus 1988 en gewijzigd bij de bijzondere wet van 16 juli 1993;

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, inzonderheid op artikel 63 gewijzigd bij de wet van 5 mei 1993;

Gelet op het decreet II van 22 juli 1993, tot toewijzing van de uitoefening van bepaalde bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en aan de Franse Gemeenschapscommissie, inzonderheid op artikel 3, 6°;

Gelet op de wet van 31 mei 1888 tot invoering van de voorwaardelijke invrijheidstelling in het strafstelsel en de wet van 9 april 1930 zoals gewijzigd door de wet van 1 juli 1964 tot bescherming van de matschappij tegen abnormalen en de gewoontemisdadigers, beide gewijzigd door de wet van 13 april 1995, inzonderheid door de artikelen 6, 7 en 8 betreffende seksueel misbruik ten aanzien van minderiarijen;

Vu la loi du 5 mars 1998 concernant la libération conditionnelle et modifiant la loi du 9 avril 1930 sur la défense sociale relative aux anormaux et aux délinquants d'habitude, en particulier l'article 3, § 3, 4°, 4, § 5, alinéas 3, et 7, alinéas 3 à 5 inclus;

Considérant la problématique spécifique des auteurs d'infraction à caractère sexuel et la nécessité qui en découle de ne pas limiter la collaboration aux abus sexuels à l'égard des mineurs;

Considérant que la nécessité de créer un cadre permettant de guider l'évolution personnelle, relationnelle et sociale d'auteurs d'infractions à caractère sexuel et de favoriser leur réinsertion afin d'éviter la répétition de l'abus sexuel, requiert une collaboration structurelle entre l'Etat fédéral et la Région de Bruxelles-Capitale;

l'Etat fédéral,

représenté par le Ministre de la Justice;

la Commission communautaire française,

représentée par les membres du Collège réuni compétents pour la politique de l'Aide aux personnes et de la Santé;

et

la Commission communautaire commune, représentée par les membres du Collège réuni compétents pour la politique de l'Aide aux personnes et de la santé;

En fonction de leurs compétences respectives, ont conclu ce qui suit :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent Accord de coopération, on entend par :

1° équipes psychosociales spécialisées : équipes, pluridisciplinaires intra-pénitentiaires spécialisées dans la problématique des auteurs d'infractions à caractère sexuel;

2° autorité compétente : en fonction des différents cadres juridiques repris à l'article 2 et suivant le moment de l'intervention, désigne le Ministre de la Justice, la Commission de Défense sociale, la Commission de Probation, l'autorité judiciaire et la Commission de Libération conditionnelle;

3° centres d'appui : centres qui assurent un appui aux équipes spécialisées dans la guidance et le traitement des auteurs d'infractions à caractère sexuel et ce, à l'intérieur ou à l'extérieur du milieu carcéral. Ils réalisent l'interface entre le secteur de la santé et les secteurs judiciaires et pénitentiaires;

4° équipes de santé spécialisées agréées : équipes pluridisciplinaires externes spécialisées dans la guidance et le traitement des auteurs d'infractions à caractère sexuel agréées par la Commission communautaire francophone et la Commission communautaire commune et liées au centre d'appui bruxellois par voie de convention;

5° assistant de justice : fonctionnaire du ministère de la Justice chargé du contrôle et de la guidance sociale extra-pénitentiaire. Anciennement dénommé assistant de probation ou assistant de médiation;

6° convention : accord écrit conclu entre l'assistant de justice, l'auteur d'infractions à caractère sexuel, le représentant du service de santé spécialisée agréé chargé de la guidance ou du traitement et le représentant du centre d'appui. Il porte sur les moyens à mettre en œuvre sans obligation de résultats;

7° équipes spécialisées : équipes pluridisciplinaires spécialisées dans la problématique des auteurs d'infractions à caractère sexuel visées aux 1° et 4°;

8° comité d'accompagnement : comité chargé d'évaluer l'exécution et les termes du présent accord de coopération;

9° les membres des Collèges compétents : les membres du Collège réuni compétents pour la politique de l'aide aux personnes et de la santé et les membres du Collège réuni compétents pour la politique de la Commission communautaire française chargés des mêmes matières.

Art. 2. La coopération porte sur le suivi des auteurs d'infractions à caractère sexuel, dénommés ci-après la personne concernée, visés aux articles 372 à 386^{ter} inclus du code pénal et relevant des dispositions légales contenues dans :

1° la loi du 31 mai 1888 établissant la libération conditionnelle et les condamnations conditionnelles dans le système pénal;

Gelet op de wet van 5 maart 1998 betreffende de voorwaardelijke invrijheidstelling en tot wijziging van de wet van 9 april 1930 tot bescherming van de maatschappij tegen abnormalen en gewoontemisdadigers, inzonderheid artikel 3, § 3, 4°, artikel 4, § 5, 3^e lid en artikel 7, 3^e t.e.m. 5^e lid;

Overwegende dat de specifieke problematiek van het seksueel misbruik het noodzakelijk maakt dat de samenwerking niet wordt beperkt tot het seksueel misbruik ten aanzien van minderjarigen;

Overwegende dat een structurele samenwerking tussen de federale Staat en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest vereist is om de persoonlijke, relationele en maatschappelijke ontwikkeling van daders van seksueel misbruik te begeleiden en hun reïntegratie in de maatschappij te bevorderen teneinde herhaling van seksueel misbruik te voorkomen;

de federale Staat,

vertegenwoordigd door de Minister van Justitie;

en de Franse Gemeenschapscommissie,

vertegenwoordigd door de leden van het Verenigd College die bevoegd zijn inzake Bijstand aan personen en het Gezondheidsbeleid;

en

de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, vertegenwoordigd door de leden van het Verenigd College die bevoegd zijn inzake Bijstand aan personen en het Gezondheidsbeleid;

In functie van hun respectieve bevoegdheden, zijn overeengekomen wat volgt :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit Samenwerkingsakkoord wordt verstaan onder :

1° gespecialiseerde psychosociale teams : multidisciplinaire teams gespecialiseerd in de problematiek van daders van seksueel misbruik, die werkzaam zijn binnen de strafinrichtingen en de inrichtingen of afdelingen tot bescherming van de maatschappij;

2° bevoegde overheid : naargelang het juridische kader, bedoeld in artikel 2, en naargelang het tijdstip van de interventie zal het hier gaan om de Minister van Justitie, de commissie tot bescherming van de maatschappij, de probatiecommissie, de gerechtelijke overheid en de commissie voor de voorwaardelijke invrijheidstelling;

3° steuncentra : centra die ondersteuning bieden aan de gespecialiseerde teams inzake de begeleiding en behandeling van daders van seksueel misbruik, die zowel binnen als buiten de gevangnissen werkzaam zijn. Zij vormen de schakel tussen de gezondheidssector en de justitiële en penitentiaire sectoren;

4° erkende gespecialiseerde gezondheidsteams : extrapenitentiaire multidisciplinaire teams gespecialiseerd in de begeleiding of behandeling van daders van seksueel misbruik, die erkend zijn door de Franse Gemeenschapscommissie en de gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en die bij middel van verbintenis verbonden zijn aan het Brusselse steuncentrum;

5° justitieassistenten : ambtenaren van het Ministerie van Justitie, die buiten de gevangnissen werken en belast zijn met toezicht- en begeleidingsopdrachten. Voorheen werden zij maatschappelijk assistent van de buitendienst, probatieassistent of bemiddelingsassistent genoemd;

6° prestatieverbintenis : een geschreven akkoord afgesloten door de justitieassistent, de dader van seksueel misbruik, de vertegenwoordiger van het erkende gespecialiseerde gezondheidsteam dat de begeleiding of behandeling op zich neemt en de vertegenwoordiger van het steuncentrum. Deze verbintenis heeft betrekking op de in te zetten middelen, zonder dat er sprake is van een resultaatsverplichting;

7° gespecialiseerde teams : de multidisciplinaire equipes die gespecialiseerd zijn in de problematiek van daders van seksueel misbruik, als bedoeld in 1° en 4°;

8° begeleidingscomité : comité belast met de jaarlijkse evaluatie van de toepassing van dit samenwerkingsakkoord;

9° de leden van de bevoegde Colleges : de leden van het Verenigd College van de Franse Gemeenschapscommissie die bevoegd zijn inzake Bijstand aan personen en het Gezondheidsbeleid en de leden van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie die bevoegd zijn voor dezelfde aangelegenheden.

Art. 2. Dit samenwerkingsakkoord heeft betrekking op de opvolging van personen die feiten als bedoeld in artikel 372 tot en met 386^{ter} van het Strafwetboek hebben gepleegd, hierna de betrokken persoon genoemd, en die onder de toepassing vallen van één van de hierna vermelde regelingen of voor de toepassing ervan in aanmerking komen :

1° de wet van 31 mei 1888 tot invoering van de voorwaardelijke invrijheidstelling in het strafstelsel;

2° la loi du 9 avril 1930 de Défense sociale à l'égard des anormaux, des délinquants d'habitudes et des auteurs de certains délits sexuels, remplacée par la loi du 1^{er} juillet 1964;

3° la loi du 29 juin 1964 concernant la suspension, le sursis et la probation;

4° la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive;

5° l'article 216^{ter} du Code de procédure pénale concernant la médiation pénale;

6° la loi du 5 mars 1998 relative à la libération conditionnelle et modifiant la loi du 9 avril 1930 de défense sociale à l'égard des anormaux et des délinquants d'habitude, remplacée par la loi du 1^{er} juillet 1964;

7° les circulaires ministérielles réglant la libération provisoire.

Art. 3. Le Ministre de la Justice installe dans un certain nombre d'établissements pénitentiaires et établissements ou sections de Défense sociale des équipes psychosociales spécialisées.

Ces équipes psychosociales spécialisées sont investies des missions suivantes :

1° l'accomplissement d'examens de personnalité pluridisciplinaires;

2° la mise en œuvre d'un programme intra-pénitentiaire de guidance pré-thérapeutique en préparation à la guidance ou au traitement post-pénitentiaire;

3° la formulation d'avis dans le cadre de la libération conditionnelle de condamnés et de la libération à l'essai d'internés à l'intention des autorités compétentes;

4° la collaboration et la concertation avec les centres d'appui et les équipes de santé spécialisées agréées;

5° la collaboration à la mise en place d'un modèle d'enregistrement de données tel que visé à l'article 9, 4°;

La liste de ces établissements est annexée au présent accord de coopération. Le Ministre de la Justice communiquera aux ministres bruxellois compétents toute modification éventuelle de cette liste, dans les meilleurs délais.

Art. 4. Les assistants de justice sont investis des missions suivantes :

1° se concerter au préalable avec le centre d'appui concernant la possibilité d'une guidance ou d'un traitement extra-pénitentiaire dans le cadre d'une libération conditionnelle ou d'une libération à l'essai;

2° communiquer au centre d'appui et aux équipes de santé spécialisées toutes les informations nécessaires à la réalisation d'une guidance ou d'un traitement adaptés à la problématique de l'auteur d'infraction à caractère sexuel;

3° veiller à l'inscription préalable des engagements en matière de guidance ou de traitement extrapénitentiaire dans une convention, conformément au modèle annexé, cosignée par la personne concernée, le représentant du centre d'appui, le représentant de l'équipe de santé spécialisée et l'assistant de justice;

4° guider et motiver la personne concernée pour qu'elle respecte les conditions imposées et veiller au respect de celles-ci;

5° organiser et coordonner la concertation régulière entre le centre d'appui et les différents intervenants ayant en charge la guidance psychologique et sociale ou le traitement de la personne concernée;

6° rédiger un rapport quant à la personne concernée destiné à l'autorité compétente dans le mois qui suit la libération ou l'entrée en vigueur des conditions imposées. Et, ensuite chaque fois qu'ils l'estiment utile ou que l'autorité compétente les y invite, et au moins une fois tous les six mois. Le cas échéant, ils proposent les mesures qu'ils jugent nécessaires;

7° en cas d'extrême urgence, faire directement rapport au Procureur du Roi et en informer l'autorité compétente et le centre d'appui;

8° collaborer à la mise en place d'un modèle commun d'enregistrement tel que visé à l'article 9, 4°.

Art. 5. Le Ministre de la Justice s'engage à subventionner un centre d'appui investi des missions structurelles suivantes :

1° remplir une fonction de consultant à la demande des équipes spécialisées et des assistants de justice;

2° mettre des informations scientifiques à la disposition des équipes spécialisées et des assistants de justice;

2° de wet van 9 april 1930, vervangen bij de wet van 1 juli 1964, tot bescherming van de maatschappij tegen abnormalen, gewoontemisdadigers en plegers van bepaalde seksuele feiten;

3° de wet van 29 juni 1964 betreffende de opschorting, het uitstel en de probatie;

4° de wet van 20 juli 1990 betreffende de voorlopige hechtenis;

5° artikel 216^{ter} van het wetboek van strafvordering betreffende de strafbemiddeling;

6° de wet van 5 maart 1998 betreffende de voorwaardelijke invrijheidstelling en tot wijziging van de wet van 9 april 1930 tot bescherming van de maatschappij tegen abnormalen en de gewoontemisdadigers, vervangen door de wet van 1 juli 1964;

7° de ministeriële omzendbrieven inzake voorlopige invrijheidstelling.

Art. 3. De Minister van Justitie richt in een aantal strafinrichtingen en inrichtingen of afdelingen tot bescherming van de maatschappij gespecialiseerde psychosociale teams op.

De gespecialiseerde psychosociale teams vervullen volgende taken;

1° uitvoeren van multidisciplinair persoonlijkheidsonderzoek;

2° realiseren van een intrapenitentiair pretherapeutisch begeleidingsprogramma ter voorbereiding van de postpenitentiaire begeleiding of behandeling;

3° verlenen van advies inzake de voorwaardelijke invrijheidstelling van veroordeelden en de vrijstelling op proef van geïnterneerden ten behoeve van de bevoegde overheden;

4° samenwerken en overleg plegen met de steuncentra en met de erkende gespecialiseerde gezondheidsteams;

5° meewerken aan een registratiemodel als bedoeld in artikel 9, 4°.

De lijst van de betrokken inrichtingen en afdelingen wordt als bijlage bij dit samenwerkingsakkoord gevoegd. De Minister van Justitie deelt elke wijziging van deze lijst zo vlug mogelijk mee aan de bevoegde Brusselse ministers.

Art. 4. De justitieassistenten staan in voor de hierna vermelde taken :

1° voorafgaandelijk overleg plegen met het steuncentrum omtrent de mogelijkheid van een extrapenitentiaire begeleiding of behandeling in het kader van een voorwaardelijke invrijheidstelling of een vrijstelling op proef;

2° aan het steuncentrum en de gespecialiseerde gezondheidsteams alle informatie meedelen die noodzakelijk is voor de aan de individuele problematiek van de dader van seksueel misbruik aangepaste begeleiding of behandeling;

3° erover waken dat voorafgaandelijk de afspraken betreffende de extrapenitentiaire begeleiding of behandeling goedgekeurd worden in een prestatieverbintenis conform het model gevoegd als bijlage bij dit samenwerkingsakkoord en dat deze prestatieverbintenis wordt ondertekend door de betrokken persoon, de vertegenwoordiger van het steuncentrum, de vertegenwoordiger van het gespecialiseerde gezondheidsteam en de justitieassistent;

4° de betrokken persoon begeleiden en motiveren tot naleving van de opgelegde voorwaarden en toezien op de naleving ervan;

5° het regelmatige overleg tussen het steuncentrum en de verschillende intervenanten die de psychosociale begeleiding of de behandeling van de betrokken persoon op zich te nemen, organiseren en coördineren;

6° een verslag over de betrokken persoon opstellen ten behoeve van de bevoegde overheid, binnen de maand na de invrijheidstelling of de inwerkingtreding van de opgelegde voorwaarden, verder telkens zij het nuttig achten of als de bevoegde overheid het vraagt en ten minste om de zes maanden. In voorkomend geval, stellen zij de maatregelen voor die zij nodig achten;

7° in spoedeisend geval rechtstreeks verslag indienen bij de procureur des Konings, alsook de bevoegde overheid en het steuncentrum verwittigen;

8° meewerken aan een gemeenschappelijk registratiemodel als bedoeld in artikel 9, 4°.

Art. 5. De Minister van Justitie subsidieert een steuncentrum belast met de volgende structurele taken :

1° vervullen van een consultatiefunctie op aanvraag van de gespecialiseerde teams en de justitieassistenten;

2° verstrekken van wetenschappelijke informatie aan de gespecialiseerde teams en de justitieassistenten;

3° remplir une fonction de coordination et d'intervision à l'attention des équipes de santé spécialisées;

4° initier et participer à des recherches scientifiques notamment à partir des données fournies par les équipes spécialisées et les assistants de justice, tel que prévu à l'article 9, 4°;

5° contribuer à l'organisation de formations spécifiques à l'intention des équipes spécialisées et des assistants de justice, en concertation avec ceux-ci;

6° collaborer à des actions d'information à la demande du Ministre de la Justice et à celle des ministres signataires du présent accord de coopération via le Ministre de la Justice;

7° participer à des réunions de concertation entre centres d'appui, au moins une fois par an, afin de coordonner leur action et partager informations et expérience;

8° recueillir et mettre à disposition toutes les données disponibles relatives à l'évaluation de l'importance de la problématique;

9° réunir les rapports annuels d'activité des équipes de santé spécialisées et rédiger un rapport annuel d'activité qui doit être remis aux ministres signataires du présent accord au plus tard le 31 mars qui suit l'année concernée.

La liste des centres d'appui est annexée au présent accord de coopération. Le Ministre de la Justice communiquera toute modification éventuelle de la liste, dans les meilleurs délais, aux commissions communautaires compétentes de la Région bruxelloise.

Art. 6. Le centre d'appui accomplira les missions suivantes, également subventionnées par le Ministre de la Justice :

1° formuler un avis quant aux possibilités de traitement, à l'indication thérapeutique, à l'orientation et à l'évaluation de l'auteur d'infractions à caractère sexuel, tout en respectant les compétences des équipes psychosociales spécialisées des établissements pénitentiaires et de défense sociale et rendre cet avis à l'autorité compétente;

2° rechercher l'équipe de santé spécialisée la mieux adaptée à la guidance ou au traitement de l'auteur d'infraction à caractère sexuel;

3° conformément à l'article 9 du présent accord, transmettre à l'autorité compétente et à l'assistant de justice les rapports de suivi relatifs à la guidance ou au traitement, établis par les équipes de santé spécialisées.

4° effectuer une réévaluation régulière et transmettre à l'autorité compétente et à l'assistant de justice les rapports de suivi relatifs à l'évaluation de l'auteur d'infraction à caractère sexuel ainsi qu'à l'effet identifiable du traitement.

Art. 7. Les membres des Collèges compétents reconnaissent un réseau d'équipes de santé spécialisées chargées de traiter ou de guider les auteurs d'infraction à caractère sexuel.

La liste des équipes de santé spécialisées est annexée au présent accord de coopération. Toute modification éventuelle de cette liste sera communiquée, dans les meilleurs délais, au Ministre de la Justice par les ministres bruxellois compétents.

Art. 8. Les équipes de santé spécialisées répondent au moins aux critères suivants :

1° posséder la personnalité juridique ou relever d'une institution ayant la personnalité juridique;

2° disposer d'une équipe pluridisciplinaire intervenant dans la guidance ou le traitement d'auteurs d'infractions à caractère sexuel;

3° être capable de mettre en œuvre, sur la base d'un diagnostic précis, des méthodes de traitement, s'appuyant tant sur une expérience clinique que sur des bases scientifiques reconnues au niveau national et international, appropriées aux auteurs d'infractions à caractère sexuel et à leur guidance;

4° suivre une formation continuée en matière de guidance ou de traitement psychologique et social des auteurs d'infractions à caractère sexuel;

5° être disposées à remplir les missions citées à l'article 9 du présent Accord de coopération.

3° vervullen van een coördinatie- en intervisiefunctie ten behoeve van de gespecialiseerde gezondheidsteams;

4° initiatief nemen voor een deelnemen aan wetenschappelijk onderzoek, onder meer op basis van gegevens afkomstig van de gespecialiseerde teams en de justitieassistenten, zoals bedoeld in artikel 9, 4°;

5° bijdragen tot de organisatie van specifieke opleidingen ten behoeve van en in overleg met de gespecialiseerde teams en de justitieassistenten;

6° meewerken aan informatieve acties op aanvraag van de Minister van Justitie en op aanvraag van de bij dit samenwerkingsakkoord betrokken ministers via de Minister van Justitie;

7° minstens éénmaal per jaar onderling overleg plegen met het oog op informatie-uitwisseling en afstemming van hun respectieve werkingen;

8° verzamelen en ter beschikking stellen van alle beschikbare gegevens waardoor het belang van deze problematiek kan worden ingeschat;

9° verzamelen van de jaarverslagen van de gespecialiseerde gezondheidsteams en opstellen van een jaarlijks werkingsverslag ten behoeve van de bij dit samenwerkingsakkoord betrokken ministers uiterlijk op 31 maart volgend op het werkingsjaar.

De lijst van de steuncentra wordt als bijlage bij dit samenwerkingsakkoord gevoegd. Elke wijziging van deze lijst wordt zo vlug mogelijk door de Minister van Justitie aan de bevoegde gemeenschapscommissies van het Brussels Gewest meegedeeld.

Art. 6. Het steuncentrum vervult de hiernavolgende taken, welke eveneens subsidieerbaar zijn door de minister van Justitie :

1° advies verlenen inzake behandeling, therapeutische aanwijzingen, doorverwijzing en evaluatie van daders van seksueel misbruik zonder afbreuk te doen aan de taak van de gespecialiseerde psychosociale teams werkzaam in de strafinrichtingen en inrichtingen tot bescherming van de maatschappij en dit advies indienen bij de bevoegde overheid;

2° uitmaken welk gespecialiseerd gezondheidsteam het meest aangewezen is om de begeleiding of de behandeling van de dader van seksueel misbruik op zich te nemen;

3° overeenkomstig artikel 9 van dit akkoord, de door de gespecialiseerde gezondheidsteams opgestelde verslagen over de opvolging van de begeleiding of de behandeling meedelen aan de bevoegde overheid en aan de justitieassistenten;

4° op regelmatige tijdstippen een nieuwe evaluatie uitvoeren en de opvolgingsverslagen omtrent de evaluatie van de dader van seksueel misbruik en de identificeerbare weerslag van de behandeling meedelen aan de bevoegde overheid en aan de justitieassistent.

Art. 7. De leden van de bevoegde Colleges erkennen een netwerk van gespecialiseerde gezondheidsteams belast met de behandeling of begeleiding van daders van seksueel misbruik.

De lijst van de gespecialiseerde gezondheidsteams wordt als bijlage bij dit samenwerkingsakkoord gevoegd. Elke wijziging van deze lijst wordt zo vlug mogelijk door de bevoegde Brusselse ministers aan de Minister van Justitie meegedeeld.

Art. 8. De gespecialiseerde gezondheidsteams beantwoorden minstens aan volgende criteria :

1° rechtspersoonlijkheid bezitten of deel uitmaken van een instelling dat over rechtspersoonlijkheid beschikt;

2° beschikken over een multidisciplinair team dat psychosociale begeleiding of behandeling van daders van seksueel misbruik op zich neemt;

3° beschikken over de bekwaamheid om, op basis van een nauwkeurige diagnose, geëigende behandelingsmethoden voor psychosociale begeleiding of behandeling van daders van seksueel misbruik - die overeenstemmen met de erkende klinische ervaring en de wetenschappelijke nationale en internationale inzichten op dit vlak - toe te passen;

4° deelnemen aan permanente vorming op het vlak van psychosociale begeleiding of behandeling van daders van seksueel misbruik;

5° bereid zijn de taken, bedoeld in artikel 9 van dit Samenwerkingsakkoord te vervullen.

Art. 9. Les équipes de santé spécialisées sont investies des missions suivantes :

1° prendre en charge la guidance ou le traitement extra-pénitentiaire appropriés des auteurs d'abus sexuels conformément aux termes de la convention signée au préalable. Le nom de l'équipe de santé spécialisée agréée est mentionné dans la décision de l'autorité compétente qui fixe également les conditions;

2° adresser un rapport de suivi sur la guidance ou le traitement à l'autorité compétente et à l'assistant de justice chargé de la tutelle sociale, via le centre d'appui. Le premier rapport sera transmis dans le mois qui suit la libération ou l'entrée en vigueur des conditions et ensuite chaque fois que ce service l'estime utile, ou sur l'invitation de l'autorité compétente, et au moins une fois tous les six mois.

Ce rapport aborde les points suivants :

- 1° les présences effectives de l'intéressé aux consultations proposées;
- 2° les absences injustifiées;
- 3° la cessation unilatérale du traitement par la personne concernée;
- 4° les situations comportant un risque sérieux pour des tiers.

Ce rapport est tenu à la disposition de la personne concernée. En cas d'extrême urgence et dans l'impossibilité de joindre l'assistant de justice, rapport peut être fait directement au Procureur du Roi;

3° communiquer au centre d'appui, au plus tard le 15 février qui suit l'année concernée, un rapport annuel d'activités en matière de guidance et de traitement des auteurs d'infractions à caractère sexuel à l'intention des ministres bruxellois compétents. Ceux-ci transmettent ce rapport au Ministre de la Justice au plus tard pour le 31 mars;

4° collaborer à un modèle commun d'enregistrement de données en conformité avec la législation sur la protection de la vie privée du 8 décembre 1992. Ces données sont enregistrées en vue de la recherche scientifique et de l'évaluation de la politique menée en matière de guidance et de traitement des auteurs d'infractions à caractère sexuel. Les modalités pratiques et éthiques d'enregistrement sont mises au point en étroite collaboration avec les équipes spécialisées, les centres d'appui, les Directions générales des Etablissements pénitentiaires et de l'Organisation judiciaire, le Service de la Politique criminelle du ministère de la Justice ainsi que le comité d'accompagnement.

Art. 10. Le centre d'appui et l'équipe de santé spécialisée - via le centre d'appui - ont le droit d'opposer leur refus, respectivement, à une demande d'avis ou à une mission de guidance ou de traitement auprès de l'autorité compétente. Dans ce dernier cas, le centre d'appui a pour mission de rechercher une autre équipe de santé spécialisée. En cas d'impossibilité de trouver une équipe de santé spécialisée, une concertation entre le centre d'appui, l'assistant de justice et la personne concernée s'impose.

Cette concertation est également indispensable lorsqu'une des trois parties souhaite interrompre la guidance ou le traitement et l'autorité compétente doit en être informée. Dans l'attente de mesures appropriées, la convention initiale reste d'application, avec modifications adaptées à la situation, pour une durée maximale d'un mois.

Art. 11. L'équipe de santé spécialisée peut, pour une raison motivée et avec l'accord de l'autorité compétente et du centre d'appui, confier, en tout ou en partie, la guidance ou le traitement à une autre équipe de santé spécialisée, à un centre d'appui ou à un thérapeute individuel qui puisse apporter la preuve de la spécialisation indispensable. L'accord de prise en charge sera confirmé par écrit auprès de l'autorité compétente qui notifiera également, dans les meilleurs délais, la nouvelle attribution de prise en charge.

Art. 12. Un comité d'accompagnement soumettra l'application du présent accord de coopération à une évaluation annuelle. Il sera composé de 12 membres dont 6 désignés par le Ministre de la Justice et 6 désignés par les ministres bruxellois compétents. Pour chacun des membres, un ou deux suppléants seront également désignés.

Ce comité rédigera un rapport à l'intention du Ministre de la Justice et des ministres bruxellois compétents, dans un délai de trois mois maximum après réception des rapports et donnés visés à l'article 5, 9° et à l'article 9, 3°.

Au moins une fois l'an, une réunion des différents comités d'accompagnement institués dans le cadre des accords de coopération entre l'Etat fédéral et les différentes Communautés/Régions concernant la guidance et le traitement des auteurs d'infractions à caractère sexuel.

Art. 9. De gespecialiseerde gezondheidsteams vervullen de hierna volgende taken :

1° instaan voor de gepaste extrapenitentiaire begeleiding of behandeling van daders van seksueel misbruik waarvoor voorafgaandelijk een prestatieverbintenis wordt ondertekend en waarbij de naam van het erkend gespecialiseerde gezondheidsteam wordt vermeld in de beslissing, van de bevoegde overheid die tevens de voorwaarden bepaalt;

2° opstellen van een verslag over de opvolging van de begeleiding of de behandeling, dat via het steuncentrum aan de bevoegde overheid en de justitieassistent belast met de sociale voogdij wordt meegedeeld, binnen een maand na de invrijheidstelling of de inwerkingtreding van de gestelde voorwaarden, telkens als de begeleidende dienst het nuttig acht, als de bevoegde overheid erom vraagt en ten minste om de zes maanden.

In dit verslag worden de volgende punten behandeld :

- 1° effectieve aanwezigheden op de voorgestelde consultaties;
- 2° afwezigheden die niet gerechtvaardigd zijn;
- 3° eenzijdige stopzetting van de behandeling door de betrokken persoon;
- 4° situaties met ernstig risico voor derden.

Dit verslag wordt ter beschikking gehouden van de betrokken persoon. In geval van spoedeisendheid en onbereikbaarheid van de justitieassistent wordt rechtstreeks verslag uitgebracht aan de procureur des Konings;

3° meedelen van een werkingsverslag aan het steuncentrum inzake de begeleiding of behandeling van daders van seksueel misbruik, vóór 15 februari volgend op het werkingsjaar, ten behoeve van de bevoegde Brusselse ministers. Deze bezorgen dit verslag op hun beurt aan de Minister van Justitie, ten laatste vóór 31 maart;

4° meewerken aan een gemeenschappelijk registratiemodel conform de wet van 8 december 1992 betreffende de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, met het oog op wetenschappelijk onderzoek en de evaluatie van het beleid inzake de begeleiding en behandeling van daders van seksueel misbruik. De praktische en ethische aspecten van deze registratie worden in onderling overleg tussen vertegenwoordigers van de gespecialiseerde teams, de steuncentra, het directoraat-generaal Strafinrichtingen, het directoraat-generaal Rechterlijke Organisatie en de dienst voor het Strafrechtelijk beleid van het Ministerie van Justitie evenals het begeleidingscomité uitgewerkt.

Art. 10. Het steuncentrum en het gespecialiseerd gezondheidsteam - via het steuncentrum - kunnen ten aanzien van de bevoegde overheid respectievelijk weigeren in te gaan op een verzoek om adviesverlening of een begeleidings- of behandelingsopdracht weigeren. In dit laatste geval heeft het steuncentrum als opdracht een ander gespecialiseerd gezondheidsteam te zoeken. In geval geen gespecialiseerd gezondheidsteam kan worden gevonden, dringt een overleg tussen het steuncentrum, de justitieassistent en de betrokken persoon zich op.

Dergelijk overleg is eveneens noodzakelijk indien één van de drie partijen de begeleiding of behandeling wenst stop te zetten; in dat geval wordt de bevoegde overheid hiervan onmiddellijk in kennis gesteld. In afwachting van gepaste maatregelen, blijft de initiële verbintenis van toepassing, met wijzigingen aangepast aan de situatie, voor een duur van maximum een maand.

Art. 11. Om een gemotiveerde reden en mits akkoord van de bevoegde overheid en van het steuncentrum kan het gespecialiseerd gezondheidsteam de begeleiding of behandeling geheel of gedeeltelijk overdragen aan een ander gespecialiseerd gezondheidsteam, aan een steuncentrum of aan een individuele therapeut die de nodige specialisatie kan voorleggen. Deze bevestigt zijn instemming met de begeleidings- of behandelingsopdracht ten opzichte van de bevoegde overheid, die haar akkoord schriftelijk bekrachtigt.

Art. 12. Een begeleidingscomité zal de werking van het samenwerkingsakkoord jaarlijks evalueren. Dit comité wordt samengesteld uit twaalf leden, waarvan er zes worden aangewezen door de Minister van Justitie, en zes door de bevoegde Brusselse ministers. Voor elk van de leden worden één of twee plaatsvervangers aangewezen.

Het begeleidingscomité zal een rapport opstellen ten behoeve van de Minister van Justitie en van de bevoegde Brusselse ministers, uiterlijk drie maanden na ontvangst van de verslagen en gegevens bedoeld in artikel 5, 9° en artikel 9, 3°.

Minstens één maal per jaar vindt landelijk een vergadering plaats van de begeleidingscomités, opgericht in het kader van de samenwerkingsakkoorden tussen de federale Staat en de Gemeenschappen en Gewesten inzake de begeleiding en behandeling van daders van seksueel

sera organisée au niveau national pour partager expériences et informations, coordonner leur action et formuler des recommandations à l'intention des ministres co-signataires.

Art. 13. En cas de divergences de vue sur l'application du présent accord de coopération, les litiges sont soumis à une commission de conciliation composée des fonctionnaires dirigeants des Directions générales des Etablissements pénitentiaires et de l'Organisation judiciaire et les fonctionnaires dirigeants des services des commissions communautaires ou de leurs représentants.

Art. 14. Le présent Accord de coopération est conclu pour une période d'essai de trois ans. Il sera prolongé annuellement sauf résiliation trois mois avant la fin de la période envisagée sur base de l'évaluation du comité d'accompagnement.

Art. 15. Le présent Accord de coopération entre en vigueur dix jours après la publication au *Moniteur belge* de la loi, du décret et de l'ordonnance approuvant cet accord de coopération.

Fait à Bruxelles en trois exemplaires originaux dont un pour l'Etat fédéral, un pour la Commission communautaire française et un pour la Commission communautaire commune de Bruxelles-Capitale, le 13 avril 1999.

Pour l'Etat fédéral,
Le Ministre de la Justice,
T. VAN PARYS

Pour la Commission communautaire française,
Le Membre du Collège compétent pour la Politique de la Santé,

E. TOMAS

Le Membre du Collège compétent
pour la politique de l'Aide aux personnes,
C. PICQUE

Pour la Commission communautaire commune de Bruxelles-Capitale,

Les Membres du Collège réunis compétents
pour la Politique de Santé,

J. CHABERT
H. HASQUIN

Les Membres du Collège réunis compétents
pour la politique de l'Aide aux personnes,

R. GRIJP
D. GOSUIN

Bruxelles, le 16 novembre 2000.

La Présidente,
Les Secrétaires,
Le Greffier,

Le Collège de la Commission communautaire française sanctionne le décret adopté par l'Assemblée de la Commission communautaire française portant approbation de l'accord de coopération entre l'Etat fédéral et la Commission communautaire commune et la Commission communautaire française concernant la guidance et le traitement d'auteurs d'infractions à caractère sexuel.

Eric TOMAS,
Président du Collège
François-Xavier de DONNEA,
Membre du Collège
Didier GOSUIN,
Membre du Collège
Willem DRAPS,
Membre du Collège
Alain HUTCHINSON,
Membre du Collège

misbruik, met het oog op uitwisseling van informatie en ervaring, afstemming van de respectieve werking- en het formuleren van beleidsaanbevelingen ten behoeve van de betrokken ministers.

Art. 13. In geval van betwistingen omtrent de toepassing van dit samenwerkingsakkoord is een arbitragecommissie bevoegd, samengesteld uit de leidende ambtenaren van het directoraat-generaal Strafrecht en het directoraat-generaal Rechterlijke Organisatie, alsook de leidende ambtenaren van de diensten van de gemeenschapscommissies, of uit hun vertegenwoordigers.

Art. 14. Dit Samenwerkingsakkoord geldt voor een proefperiode van drie jaar en wordt telkens met een jaar stilzwijgend verlengd indien het niet schriftelijk wordt opgezegd drie maanden voor het einde van de periode. Bij een verlenging wordt rekening gehouden met de evaluatie door het begeleidingscomité.

Art. 15. Dit Samenwerkingsakkoord treedt in werking tien dagen nadat zowel de wet als het decreet en de ordonnantie die dit samenwerkingsakkoord goedkeuren, bekendgemaakt zijn in het *Belgisch Staatsblad*.

Gedaan te Brussel op 13 april 1999 in drie originele exemplaren, waarvan één voor de federale Staat, één voor de Franse Gemeenschapscommissie en één voor de Gemeenschappelijke gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Voor de federale Staat,
De Minister van Justitie,
T. VAN PARYS

Voor de Franse Gemeenschapscommissie,
Het Lid van het Verenigd College
dat bevoegd is inzake Gezondheidsbeleid,
E. TOMAS

Het Lid van het Verenigd College
dat bevoegd is inzake Bijstand aan personen,
C. PICQUE

Voor de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie
van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest,

De Leden van het Verenigd College
die bevoegd zijn inzake Gezondheidsbeleid,
J. CHABERT
H. HASQUIN

De Leden van het Verenigd College
die bevoegd zijn inzake Bijstand aan personen,
R. GRIJP
D. GOSUIN

Brussel, 16 november 2000.

De Voorzitter,
De Secretarissen,
De Griffier,

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie bekrachtigt het decreet als aangenomen door de Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie houdende goedkeuring van het samenwerkingsakkoord tussen de federale Staat, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Franse Gemeenschapscommissie inzake de begeleiding en de behandeling van daders van seksueel misbruik.

Eric TOMAS,
Voorzitter van het College
François-Xavier de DONNEA,
Collegelid
Didier GOSUIN,
Collegelid
Willem DRAPS,
Collegelid
Alain HUTCHINSON,
Collegelid

AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

MINISTERE DE LA JUSTICE

[2001/09063]

Ordre judiciaire

Par arrêté royal du 10 janvier 2001, produisant ses effets le 31 décembre 2000, démission honorable de ses fonctions de substitut du procureur du Roi près le tribunal de première instance de Bruxelles est accordée, à sa demande, à Mme De Schrijver, I.

Par arrêtés royaux du 12 janvier 2001 :

— M. Vander Stichele, J., avocat, est nommé substitut du procureur du Roi de complément pour le ressort de la cour d'appel de Gand;

— sont nommés juge au tribunal de première instance de Liège :

— M. Toledo, M., avocat;

— M. Vlerick, J., avocat.

— M. Parent, Ch., stagiaire judiciaire au tribunal de première instance de Mons, est nommé substitut du procureur du Roi près ce tribunal.

Le recours en annulation des actes précités à portée individuelle peut être soumis à la section d'administration du Conseil d'Etat endéans les soixante jours après cette publication. La requête doit être envoyée au Conseil d'Etat (adresse : rue de la Science 33, 1040 Bruxelles), sous pli recommandé à la poste.

Par arrêtés ministériels du 12 janvier 2001 :

— il est mis fin à la délégation temporaire et partielle aux fonctions de greffier adjoint au tribunal de première instance de Liège, de M. Sintzen, J.-M., employé au greffe du tribunal de première instance de Verviers, à partir du 1^{er} janvier 2001;

— produisant ses effets le 1^{er} janvier 2001, M. Sintzen, J.-M., employé au greffe du tribunal de première instance de Verviers, reste délégué aux fonctions de greffier adjoint à temps plein à ce tribunal.

Le recours en annulation des actes précités à portée individuelle peut être soumis à la section administration du Conseil d'Etat endéans les soixante jours après cette publication. La requête doit être envoyée au Conseil d'Etat (adresse : rue de la Science 33, 1040 Bruxelles), sous pli recommandé à la poste.

[2001/9064]

Huissiers de justice

Par arrêté royal du 12 janvier 2001 M. Paulus, B., licencié en droit, est nommé huissier de justice.

Il instrumentera et sera tenu de résider dans l'arrondissement judiciaire de Mons.

Le recours en annulation des actes précités à portée individuelle peut être soumis à la section d'administration du Conseil d'Etat endéans les soixante jours après cette publication. La requête doit être envoyée au Conseil d'Etat (adresse : rue de la Science 33, 1040 Bruxelles), sous pli recommandé à la poste.

[2001/09034]

Administration centrale. — Nomination

Par arrêté royal du 21 décembre 2000, Mme Vanderpoorten, Sylvia, est nommée à titre définitif en qualité de conseiller adjoint dans le cadre linguistique néerlandais de l'Administration centrale à partir du 1^{er} mai 2000.

Conformément aux lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, un recours peut être introduit endéans les soixante jours après cette publication. La requête doit être envoyée sous pli recommandé à la poste, au Conseil d'Etat, rue de la Science 33, à 1040 Bruxelles.

MINISTERIE VAN JUSTITIE

[2001/09063]

Rechterlijke Orde

Bij koninklijk besluit van 10 januari 2001, dat uitwerking heeft met ingang van 31 december 2000, is aan Mevr. De Schrijver, I., op haar verzoek, eervol ontslag verleend uit haar ambt van substituut-procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg te Brussel.

Bij koninklijke besluiten van 12 januari 2001 :

— is de heer Vander Stichele, J., advocaat, benoemd tot toegevoegd substituut-procureur des Konings voor het rechtsgebied van het hof van beroep te Gent;

— zijn benoemd tot rechter in de rechtbank van eerste aanleg te Luik :

— de heer Toledo, M., advocaat;

— de heer Vlerick, J., advocaat.

— is de heer Parent, Ch., gerechtelijk stagiair in de rechtbank van eerste aanleg te Bergen, benoemd tot substituut-procureur des Konings bij deze rechtbank.

Het beroep tot nietigverklaring van de voormelde akten met individuele strekking kan voor de afdeling administratie van de Raad van State worden gebracht binnen zestig dagen na deze bekendmaking. Het verzoekschrift dient bij ter post aangetekende brief aan de Raad van State (adres : Wetenschapsstraat 33, 1040 Brussel), te worden toegezonden.

Bij ministeriële besluiten van 12 januari 2001 :

— is een einde gesteld aan de opdracht om tijdelijk en gedeeltelijk het ambt van adjunct-griffier bij de rechtbank van eerste aanleg te vervullen, van de heer Sintzen, J.-M., beambte bij de griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Verviers, met ingang van 1 januari 2001;

— dat uitwerking heeft met ingang van 1 januari 2001, blijft aan de heer Sintzen, J.-M., beambte bij de griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Verviers, opdracht gegeven om voltijds het ambt van adjunct-griffier te vervullen bij deze rechtbank.

Het beroep tot nietigverklaring van de voormelde akten met individuele strekking kan voor de afdeling administratie van de Raad van State worden gebracht binnen zestig dagen na deze bekendmaking. Het verzoekschrift dient bij ter post aangetekende brief aan de Raad van State (adres : Wetenschapsstraat 33, 1040 Brussel), te worden toegezonden.

[2001/9064]

Gerechtsdeurwaarders

Bij koninklijk besluit van 12 januari 2001 is de heer Paulus, B., licentiaat in de rechten, benoemd tot gerechtsdeurwaarder.

Hij zal in het gerechtelijk arrondissement Bergen zijn ambt uitoefenen en er moeten verblijven.

Het beroep tot nietigverklaring van de voormelde akten met individuele strekking kan voor de afdeling administratie van de Raad van State worden gebracht binnen zestig dagen na deze bekendmaking. Het verzoekschrift dient bij ter post aangetekende brief aan de Raad van State (adres : Wetenschapsstraat 33, 1040 Brussel), te worden toegezonden.

[2001/09034]

Centraal Bestuur. — Benoeming

Bij koninklijk besluit van 21 december 2000, wordt Mevr. Vanderpoorten, Sylvia, met ingang van 1 mei 2000, in vast verband benoemd in hoedanigheid van adjunct-adviseur in het Nederlandse taalkader van het Centraal Bestuur.

Overeenkomstig de gecoördineerde wetten op de Raad van State kan beroep worden ingediend binnen de zestig dagen na deze bekendmaking. Het verzoekschrift dient bij ter post aangetekende brief aan de Raad van State, Wetenschapsstraat 33, te 1040 Brussel, te worden toegezonden.

[2001/09021]

Administration centrale. — Démissions

Par arrêté royal du 20 décembre 2000, démission de ses fonctions de conseiller adjoint à l'Administration centrale du Ministère de la Justice est accordée à la date du 30 juin 2000 au soir à M. Philippe de Penaranda de Franchimont.

Par arrêté royal du 20 décembre 2000, démission de ses fonctions de conseiller adjoint à l'Administration centrale du Ministère de la Justice est accordée à la date du 30 septembre 2000 au soir à M. Yves Lambion.

Par arrêté royal du 20 décembre 2000, démission de ses fonctions de conseiller adjoint à l'Administration centrale du Ministère de la Justice est accordée à la date du 15 octobre 2000 au soir à Mme Valérie Lebrun.

[2001/09021]

Centraal Bestuur. — Ontslagen

Bij koninklijk besluit van 20 december 2000 wordt op datum van 30 juni 2000 's avonds aan de heer Philippe de Penaranda de Franchimont, ontslag verleend uit zijn functie van adjunct-adviseur bij het Centraal Bestuur van het Ministerie van Justitie.

Bij koninklijk besluit van 20 december 2000 wordt op datum van 30 september 2000 's avonds aan de heer Yves Lambion, ontslag verleend uit zijn functie van adjunct-adviseur bij het Centraal Bestuur van het Ministerie van Justitie.

Bij koninklijk besluit van 20 december 2000 wordt op datum van 15 oktober 2000 's avonds aan Mevr. Valérie Lebrun, ontslag verleend uit haar functie van adjunct-adviseur bij het Centraal Bestuur van het Ministerie van Justitie.

MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

[C - 2001/07004]

14 DECEMBRE 2000. — Arrêté royal portant renouvellement partiel du Conseil d'administration de l'Institut national des invalides de guerre, anciens combattants et victimes de guerre

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 8 août 1981 portant création de l'Institut national des invalides de guerre, anciens combattants et victimes de guerre ainsi que du Conseil supérieur des invalides de guerre, anciens combattants et victimes de guerre, modifiée par la loi du 7 novembre 1983, notamment les articles 8 et 9;

Vu l'arrêté royal du 29 novembre 1982 pris en exécution de la loi du 8 août 1981 portant création de l'Institut national des invalides de guerre, anciens combattants et victimes de guerre, ainsi que du Conseil supérieur des invalides de guerre, anciens combattants et victimes de guerre;

Vu l'arrêté royal du 16 décembre 1981 portant nomination des membres du Conseil d'administration de l'Institut national des invalides de guerre, anciens combattants et victimes de guerre, modifié par des arrêtés royaux postérieurs;

Considérant qu'il y a lieu de pourvoir au remplacement des membres du Conseil d'Administration dont le mandat est venu à expiration le 31 décembre 1999;

Vu les propositions du Comité de contact des associations patriotiques et du Comité de coordination des associations de déportés, réfractaires et victimes civiles des deux guerres, introduites en exécution de l'article 8 de la loi du 8 août 1981;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Défense,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Sont nommés membres du Conseil d'administration de l'Institut national des invalides de guerre, anciens combattants et victimes de guerre, sur présentation du Comité de contact des associations patriotiques, pour un terme de six ans :

Mme De Wallens-Castelle, Renée.

Mlle Deceunynck, Nelly.

MM. :

Gengoux, René;

De Keyser, Félix;

Brusson, Paul;

Maroil, Henri.

Art. 2. Sont nommés membres du Conseil d'Administration de l'Institut national des invalides de guerre, anciens combattants et victimes de guerre, sur présentation du Comité de coordination des associations de déportés, réfractaires et victimes civiles des deux guerres, pour un terme de six ans :

MM. :

De Neef, David;

Heukemes, Henri;

MINISTERIE VAN LANDSVERDEDIGING

[C - 2001/07004]

14 DECEMBER 2000. — Koninklijk besluit houdende gedeeltelijke hernieuwing van de Raad van Beheer van het Nationaal Instituut voor oorlogsinvaliden, oud-strijders en oorlogsslachtoffers

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 8 augustus 1981 tot oprichting van het Nationaal Instituut voor oorlogsinvaliden, oud-strijders en oorlogsslachtoffers en van de Hoge Raad voor oorlogsinvaliden, oud-strijders en oorlogsslachtoffers, gewijzigd bij de wet van 7 november 1983, inzonderheid de artikelen 8 en 9;

Gelet op het koninklijk besluit van 29 november 1982 houdende uitvoering van de wet van 8 augustus 1981 tot oprichting van het Nationaal Instituut voor oorlogsinvaliden, oudstrijders en oorlogsslachtoffers en van de Hoge Raad voor oorlogsinvaliden, oud-strijders en oorlogsslachtoffers;

Gelet op het koninklijk besluit van 16 december 1981 houdende benoeming van de leden van de Raad van Beheer van het Nationaal Instituut voor oorlogsinvaliden, oud-strijders en oorlogsslachtoffers, gewijzigd door latere koninklijke besluiten;

Overwegende dat er dient te worden voorzien in de vervanging van de leden van de Raad van Beheer waarvan het mandaat op 31 december 1999 verstreek;

Gelet op de voorstellen van het Contactcomité van de vaderlandslievende verenigingen en van het Coördinatiecomité van de verenigingen voor weggevoerden, werkweigerars en burgerlijke slachtoffers van beide oorlogen, ingediend ter uitvoering van artikel 8 van de wet van 8 augustus 1981;

Op de voordracht van Onze Minister van Landsverdediging,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Worden benoemd tot leden van de Raad van Beheer van het Nationaal Instituut voor oorlogsinvaliden, oud-strijders en oorlogsslachtoffers op voordracht van het Contactcomité van de vaderlandse verenigingen, voor een termijn van zes jaar :

Mevr. De Wallens-Castelle, Renée.

Mej. Deceunynck, Nelly.

De heren :

Gengoux, René;

De Keyser, Félix;

Brusson, Paul;

Maroil, Henri.

Art. 2. Worden benoemd tot leden van de Raad van Beheer van het Nationaal Instituut voor oorlogsinvaliden, oud-strijders en oorlogsslachtoffers op voordracht van het Coördinatiecomité van de verenigingen voor weggevoerden, werkweigerars en burgerlijke slachtoffers van beide oorlogen, voor een termijn van zes jaar :

De heren :

De Neef, David;

Heukemes, Henri;

Marquet, Jean-Pierre;
Neven, Joseph.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2000.

Art. 4. Notre Ministre de la Défense est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 14 décembre 2000.

ALBERT

Par le Roi :
Le Ministre de la Défense,
A.FLAHAUT

[2001/07009]

Forces armées. — Admissions d'officiers supérieurs et subalternes dans le cadre des officiers de réserve

Par arrêté royal n° 3241 du 29 novembre 2000,

Force terrestre

Les officiers dont les noms suivent sont admis avec leur grade et leur ancienneté dans le cadre des officiers de réserve le 1^{er} janvier 2001 :

Officiers supérieurs et subalternes :

Corps de l'infanterie

Le major Melis, A.

Le capitaine-commandant de complément Ghysel, A.

Corps des troupes blindées

Les lieutenants-colonels :

Vandorpe, G. (IMM); Bruyninckx, P.

Corps de l'artillerie

Le colonel François, E. (BEM).

Corps de l'aviation légère

Le lieutenant-colonel aviateur Janssens, L.

Le capitaine-commandant aviateur de complément Van Peteghem, G.

Corps de la logistique

Le capitaine-commandant Herman, J.

Le capitaine-commandant de complément De Brouwer, V.

Force aérienne

Les officiers dont les noms suivent sont admis avec leur grade et leur ancienneté dans le cadre des officiers de réserve le 1^{er} janvier 2001 :

Officiers supérieurs et subalternes :

Corps du personnel navigant

Le colonel aviateur Billen, P. (BEM)

Le lieutenant-colonel aviateur Goossens, E.

Les capitaines-commandants aviateurs :

Denis, G.; Mabeyt, F.

Le capitaine-commandant aviateur de complément Kotwicz HERNICZEK, J.-C.

Corps du personnel non-navigant

Le capitaine-commandant d'aviation Derdaele, R.

Le capitaine-commandant d'aviation de complément Rubben, F.

Service médical

Les officiers dont les noms suivent sont admis avec leur grade et leur ancienneté dans le cadre des officiers de réserve :

Officiers supérieurs

Le 1^{er} octobre 2000 :

Corps technique médical

Le médecin lieutenant-colonel Gillard, E.

Le 1^{er} janvier 2001 :

Corps technique médical

Le médecin lieutenant-colonel de Hemptinne, J.

Marquet, Jean-Pierre;
Neven, Joseph.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2000.

Art. 4. Onze Minister van Landsverdediging is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 14 december 2000.

ALBERT

Van Koningswege :
De Minister van Landsverdediging,
A. FLAHAUT

[2001/07009]

Krijgsmacht. — Opnemingen van hoofd- en lagere officieren in het kader van de reserveofficieren

Bij koninklijk besluit nr. 3241 van 29 november 2000,

Landmacht

Worden de hierna genoemde officieren worden met hun graad en hun anciënniteit opgenomen in het kader van de reserveofficieren op 1 januari 2001 :

Hoofd- en lagere officieren :

Korps van de infanterie

Majoor Melis, A.

Aanvullingskapitein-commandant Ghysel, A.

Korps van de pantsertroepen

De luitenant-kolonels :

Vandorpe, G. (IMM); Bruyninckx, P.

Korps van de artillerie

Kolonel François, E. (SBH).

Korps van het licht vliegwezen

Luitenant-kolonel vlieger Janssens, L.

Aanvullingskapitein-commandant vlieger Van Peteghem, G.

Korps van de logistiek

Kapitein-commandant Herman, J.

Aanvullingskapitein-commandant De Brouwer, V.

Luchtmacht

Worden de hierna genoemde officieren met hun graad en hun anciënniteit opgenomen in het kader van de reserveofficieren op 1 januari 2001 :

Hoofd- en lagere officieren :

Korps van het varend personeel

Kolonel vlieger Billen, P. (SBH)

Luitenant-kolonel vlieger Goossens, E.

De kapiteins-commandanten vliegers :

Denis, G.; Mabeyt, F.

Aanvullingskapitein-commandant vlieger Kotwicz HERNICZEK, J.-C.

Korps van het niet-varend personeel

Kapitein-commandant van het vliegwezen Derdaele, R.

Aanvullingskapitein-commandant van het vliegwezen Rubben, F.

Medische dienst

Worden de hierna genoemde officieren met hun graad en hun anciënniteit opgenomen in het kader van de reserveofficieren :

Hoofdofficieren :

Op 1 oktober 2000 :

Medisch technisch korps

Geneesheer-luitenant-kolonel Gillard, E.

Op 1 januari 2001 :

Medisch technisch korps

Geneesheer-luitenant-kolonel de Hemptinne, J.

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

VLAAMSE GEMEENSCHAP — COMMUNAUTE FLAMANDE

MINISTERIE VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP

[C – 2001/35052]

8 DECEMBER 2000. — Besluit van de Vlaamse regering betreffende de machtiging van het College van de Vlaamse Gemeenschapscommissie om over te gaan tot onteigening ten algememen nutte van een deel van de parking gelegen aan de Vaartstraat 24/45, in 1000 Brussel

De Vlaamse regering,

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, inzonderheid op artikel 81, § 1;

Gelet op de samenwerkingsovereenkomst van 8 juli 1999 tussen de stad Brussel, de Vlaamse Gemeenschap en de Vlaamse Gemeenschapscommissie voor de restauratie, renovatie en nieuwbouw van de Koninklijke Vlaamse Schouwburg, inzonderheid op artikel 3;

Gelet op de wet van 26 juli 1962 betreffende de onteigeningen ten algememen nutte en de concessies voor de bouw van de autosnelwegen, inzonderheid op artikel 5;

Overwegende dat het gebouw van de KVS in een dermate vervallen en onveilige toestand verkeert, dat een grondige restauratie zich opdringt;

dat het wenselijk is dat het gebouw bij die gelegenheid tevens aan de huidige vereisten van de theatertechniek wordt aangepast en dat hiervoor een uitbreiding van de bouw aan de Arduinkaai noodzakelijk is;

Overwegende dat de renovatie- en uitbreidingsplannen van de KVS door de aanstelling van een architectenbureau in de fase van de uitvoering zijn gekomen;

Dat het theatergezelschap van de KVS momenteel gebruik moet maken van een noodonderkomen en dat met het oog op een degelijke dienstverlening aan het publiek deze situatie niet onredelijk lang mag duren;

Dat op 5 april 2000 het dossier tot verkrijgen van een stedenbouwkundige vergunning bij de stad Brussel werd ingeleid en normaliter in de loop van de maand december 2000 de stedenbouwkundige vergunning zal worden afgeleverd;

Overwegende dat bij Besluit van de Vlaamse Regering van 19 november 1999 reeds machtiging werd verleend om over te gaan tot onteigening van twee percelen gelegen aan de Arduinkaai en die tot hoofdbouwplaats moeten dienen;

Overwegende dat de onderhandelingen voor de aankoop van de onroerende goederen aan de Vaartstraat niet gunstig verlopen;

Dat de eigenaar, Assubel NV, de onteigening verlangt van het hele kadastrale perceel, terwijl slechts een deel van de huidige parking noodzakelijk is voor de constructie van de inrit en de conciërge- en artiestenwoningen;

Overwegende dat met het oog op de tijdige en gelijklopende realisatie van restauratie, renovatie en nieuwbouw, zich een onteigening opdringt;

Overwegende dat het Aankoopcomité van onroerende goederen van Brussel I de vergoeding voor de onteigening van het perceel, gelegen aan de Vaartstraat 24/45, gekadastraerd sectie N, nr. 1271 D, op 13 500 000 Belgische frank raamt;

Op voorstel van de Vlaamse minister van Cultuur, Jeugd, Brusselse Aangelegenheden en Ontwikkelingssamenwerking;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Het College van de Vlaamse Gemeenschapscommissie wordt gemachtigd om over te gaan tot onteigening ten algememen nutte van het onroerend goed, gelegen aan de Vaartstraat 24/45, gekadastraerd sectie N, nr. 1271 D.

Art. 2. Een afschrift van dit besluit wordt ter kennis gebracht van de collegeleden van de Vlaamse Gemeenschapscommissie.

Art. 3. De Vlaamse minister, bevoegd voor de Brusselse aangelegenheden, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 8 december 2000.

De minister-president van de Vlaamse regering,

P. DEWAEL

De Vlaamse minister van Cultuur, Jeugd, Brusselse Aangelegenheden en Ontwikkelingssamenwerking,

B. ANCIAUX

TRADUCTION
MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTE FLAMANDE

[C – 2001/35052]

8 DECEMBRE 2000. — Arrêté du Gouvernement flamand autorisant le Collège de la Commission communautaire flamande à procéder à l'expropriation pour cause d'utilité publique d'une partie du parking situé à la rue du Canal 24/45, à 1000 Bruxelles

Le Gouvernement flamand,

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, notamment l'article 81, § 1^{er};

Vu l'accord de coopération du 8 juillet 1999 entre la Ville de Bruxelles, la Communauté flamande et la Commission communautaire flamande pour la restauration, la rénovation et la nouvelle construction du Théâtre royal flamand (KVS), notamment l'article 3;

Vu la loi du 26 juillet 1962 relative aux expropriations pour cause d'utilité publique et aux concessions pour la construction d'autoroutes, notamment l'article 5;

Considérant que le bâtiment du KVS est tellement délabré et se trouve dans un tel état d'insécurité, qu'une restauration profonde s'impose; qu'il est souhaitable qu'à cette occasion le bâtiment soit également adapté aux exigences actuelles des techniques de théâtre et que ceci nécessite un agrandissement côté quai des Pierres de Taille;

Considérant que les plans de rénovation et d'agrandissement du KVS sont entrés dans une phase d'exécution par la désignation d'un bureau d'architectes;

Que la compagnie de théâtre du KVS doit actuellement se servir d'une location auxiliaire et qu'en vue d'un service de bonne qualité au public une telle situation ne peut pas persister déraisonnablement;

Que le 5 avril 2000 le dossier d'obtention d'une autorisation urbanistique a été introduit auprès de la ville de Bruxelles et que normalement l'autorisation urbanistique sera délivrée au cours du mois de décembre 2000;

Considérant que par l'arrêté du Gouvernement flamand du 19 novembre 1999, une autorisation a déjà été accordée afin de procéder à l'expropriation de deux parcelles situées quai des Pierres de Taille et qui doivent servir de chantier principal;

Considérant que les négociations relatives à l'achat des biens immobiliers situés rue du Canal ne se sont pas déroulées favorablement;

Que le propriétaire, Assubel SA, souhaite l'expropriation de la parcelle cadastrale totale, tandis que seule une partie du parking actuel est nécessaire à la construction de l'entrée de la conciergerie et des logements des artistes;

Considérant qu'en vue d'une réalisation ponctuelle et simultanée de la restauration, de la rénovation et la construction nouvelle, une expropriation s'impose;

Considérant que le Comité d'Achat des biens immobiliers de Bruxelles 1 estime que l'indemnisation pour l'expropriation de la parcelle, située rue du Canal 24/45, cadastrée section N, n° 1271 D, est de 13 500 000 BEF;

Sur la proposition du Ministre flamand de la Culture, de la jeunesse, des Affaires bruxelloises et de la Coopération de Développement;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le Collège de la Commission communautaire flamande est autorisé à procéder à l'expropriation pour cause d'utilité publique de la parcelle, située rue du Canal 24/45, cadastrée section N, n° 1271 D.

Art. 2. Une copie du présent arrêté est transmise aux membres du Collège de la Commission communautaire flamande.

Art. 3. Le Ministre flamand ayant les Affaires bruxelloises dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 8 décembre 2000.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

P. DEWAELE

Le Ministre flamand de la Culture, de la Jeunesse, des Affaires bruxelloises et de la Coopération de Développement,

B. ANCIAUX

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTÈRE DE LA REGION WALLONNE

[C – 2001/27018]

14 NOVEMBRE 2000. — Arrêté ministériel autorisant l'expropriation pour cause d'utilité publique de biens immobiliers sis n^{os} 30, 32 et 34, rue de Diekirch à Arlon

Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Équipement et des Travaux publics,

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 avril 2000 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement wallon;

Vu la loi du 26 juillet 1962 relative à la procédure d'extrême urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique;

Vu le décret du 6 mai 1988 relatif aux expropriations pour cause d'utilité publique poursuivies ou autorisées par l'Exécutif régional wallon;

Vu l'article 181 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine;

Vu le dossier de revitalisation urbaine du quartier dit « Place Didier » adopté par le conseil communal d'Arlon le 7 juillet 2000;

Vu la délibération du 26 février 1999 du conseil communal sollicitant la prise d'un arrêté d'expropriation, pour cause d'utilité publique, d'extrême urgence des immeubles sis n^{os} 30, 32 et 34 rue de Diekirch;

Vu les plan et tableau d'expropriation;

Considérant la nécessité des expropriations envisagées pour le renforcement du dynamisme commercial du centre-ville, le développement du potentiel de parkings, la centralisation des services de la Région wallonne, l'élargissement de la rue de Diekirch pour la sécurité des piétons;

Considérant que la prise de possession immédiate conditionne l'élargissement de la voirie et la levée de la condition suspensive de l'option intervenue entre la ville et l'intercommunale Idelux;

Considérant que, conformément à l'article 3 de la convention du 19 mai 1999 passée entre la société « Espace Didier » et la ville d'Arlon, la maîtrise de l'ensemble des terrains est nécessaire à la réalisation du programme d'investissement privé,

Arrête :

Article 1^{er}. L'acquisition des biens immeubles figurant aux tableau et plan ci-annexés est déclarée d'utilité publique.

En conséquence, la commune d'Arlon est autorisée à procéder à l'expropriation de ces parcelles.

Art. 2. La prise de possession immédiate de ces biens est indispensable à la réalisation de l'opération de revitalisation urbaine.

En conséquence, la procédure d'expropriation de ces biens sera poursuivie d'extrême urgence.

Namur, le 14 novembre 2000.

M. DAERDEN

TABLEAU DES EMPRISES

Parcelles cadastrées à Arlon, 1^{re} division, section A

N°	Numéro	Nature	Contenance totale			Propriétaire
			ha	a	ca	
30	740c	M. commerce		03	57	Société/Brasseries réunies de Luxembourg Moussel et Clausen L-2013 Luxembourg Boîte postale 371
32	741d	M. commerce		02	00	Hermann-Blang, Pierre Paul 6700 Arlon rue du Musée 34, bte 5
34	757v	M. commerce		11	50	Baldi-Poos, Christian L-1221 Luxembourg rue de Beggen, 9 Bercot-Poos, Jean Bernard L-Luxembourg rue Jean Engling, 10

Le plan peut être consulté auprès de la Direction générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine, Division de l'Aménagement et de l'Urbanisme, rue des Brigades d'Irlande 1, 5100 Jambes, ou auprès de l'administration communale de et à Arlon.

[C – 2001/27019]

22 DECEMBRE 2000. — Arrêté ministériel portant création de la Réserve naturelle domaniale de Chession à Lisogne (Dinant)

Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,

Vu la loi du 12 juillet 1973 sur la Conservation de la Nature, modifiée par les décrets des 11 avril 1984, 16 juillet 1985 et 7 septembre 1989, et notamment les articles 6, 9, 11, 33 et 52;

Vu l'avis du Conseil supérieur wallon de la Conservation de la Nature, donné le 12 septembre 2000;

Vu l'avis de la Députation permanente du Conseil provincial de Namur, donné le 16 novembre 2000,

Arrête :

Article unique. Sont constitués en réserve naturelle domaniale de Chession, les 6 ha 17 a 56 ca de terrains figurés en grisé au plan ci-joint, appartenant à la Région wallonne, et cadastrés comme suit :

Commune de Dinant, 1^{re} division, section B, au lieu-dit "Fonds de Leffe"

parcelles n°	superficie
330	0,0203 ha
331	0,2679 ha
332	0,1658 ha
336	0,0650 ha
340a	5,6566 ha
Total	6,1756 ha

Namur, le 22 décembre 2000.

J. HAPPART

Le plan peut être consulté auprès de la Division de la Nature et des Forêts, Direction de la Nature, avenue Prince de Liège 15. 5100 Jambes.

CONSEIL D'ETAT

[2001/21051]

**Avis prescrit par l'article 7
de l'arrêté royal du 5 décembre 1991
déterminant la procédure en référé devant le Conseil d'Etat**

Diverses parties requérantes ont introduit le 26 décembre 2000 une demande de suspension de l'exécution de l'arrêté du Gouvernement flamand du 8 septembre 2000 portant fixation définitive du plan de modification partielle du plan de secteur Sint-Niklaas-Lokeren sur le territoire des communes de Beveren, Sint-Gillis-Waas et Stekene (*Moniteur belge* du 25 octobre 2000).

Ces affaires sont inscrites au rôle sous les numéros :

G/A. 98.746/X-9967

G/A. 98.747/X-9968

Parties requérantes :

Marina Apers;

Paul Van Broeck;

Paul Onghena;

V.Z.W. Bond Beter Leefmilieu.

Pour le greffier en chef :

G. De Sloover,
secrétaire en chef.

Johan Renders, demeurant à 3370 Boutersem, Waversesteenweg 70, a introduit le 3 janvier 2001 une demande de suspension de l'exécution de l'arrêté royal du 31 octobre 2000 fixant les conditions et les modalités de la première désignation à certains emplois de la police locale (*Moniteur belge* du 4 novembre 2000).

Cette affaire est inscrite au rôle sous le numéro G/A. 98.980/XII-2894.

Pour le greffier en chef :

G. De Sloover,
secrétaire en chef.

RAAD VAN STATE

[2001/21051]

**Bericht voorgeschreven bij artikel 7 van het koninklijk besluit van
5 december 1991 tot bepaling van de rechtspleging in kort geding
voor de Raad van State**

Diverse verzoekende partijen hebben op 26 december 2000 een vordering tot schorsing van de tenuitvoerlegging ingesteld van het besluit van 8 september 2000 van de Vlaamse Regering houdende definitieve vaststelling van het plan tot gedeeltelijke wijziging van het gewestplan Sint-Niklaas-Lokeren op het grondgebied van de gemeenten Beveren, Sint-Gillis-Waas en Stekene (*Belgisch Staatsblad* van 25 oktober 2000).

Deze zaken zijn ingeschreven onder de rolnummers :

G/A. 98.746/X-9967

G/A. 98.747/X-9968

Verzoekende partijen :

Marina Apers;

Paul Van Broeck;

Paul Onghena;

V.Z.W. Bond Beter Leefmilieu.

Voor de hoofdgriffier :

G. De Sloover,
hoofdsecretaris.

Johan Renders, wonende te 3370 Boutersem, Waversesteenweg 70, heeft op 3 januari 2001 een vordering tot schorsing van de tenuitvoerlegging ingesteld van het koninklijk besluit van 31 oktober 2001 houdende vaststelling van de voorwaarden en de modaliteiten van de eerste aanstelling in bepaalde betrekkingen van de lokale politie (*Belgisch Staatsblad* van 4 november 2000).

Deze zaak is ingeschreven onder het rolnummer G/A. 98.980/XII-2894.

Voor de hoofdgriffier,

G. De Sloover,
hoofdsecretaris.

STAATSRAT

[2001/21051]

**Bekanntmachung, vorgeschrieben durch Artikel 7 des königlichen Erlasses vom 5. Dezember 1991
zur Festlegung des Verfahrens der einstweiligen Entscheidung vor dem Staatsrat**

Verschiedene klagende Parteien haben am 26. Dezember 2000 einen Antrag auf Aussetzung der Ausführung des Erlasses der Flämischen Regierung vom 8. September 2000 zur endgültigen Festlegung des Plans zur teilweisen Änderung des Sektorenplans Sint-Niklaas-Lokeren für das Gebiet der Gemeinden Beveren, Sint-Gillis-Waas und Stekene (*Belgisches Staatsblatt* vom 25. Oktober 2000) eingerichtet.

Diesen Sachen wurden unter den Nummern :

C/A. 98.746/X-9967

C/A. 98.747/X-9968 ins Geschäftsverzeichnis eingetragen.

Klagende Parteien :

Marina Apers;

Paul Van Broeck;

Paul Onghena;

V.Z.W. Bond Beter Leefmilieu.

Für den Hauptkanzler :

G. De Sloover,
Hauptsekretär.

Johan Renders, wohnhaft in 3370 Boutersem, Waversesteenweg 70, hat am 3. Januar 2001 einen Antrag auf Aussetzung der Ausführung des königlichen Erlasses vom 31. Oktober 2000 zur Festlegung der Bedingungen und der Modalitäten in bezug auf die erste Bestellung für bestimmte Stellen in der lokalen Polizei (*Belgisches Staatsblatt* vom 4. November 2000) eingerichtet.

Diese Sache wurde unter der Nummer G/A. 98.980/XII-2894 ins Geschäftsverzeichnis eingetragen.

Für den Hauptkanzler,

G. De Sloover,
Hauptsekretär.

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

[C - 2001/21027]

Services fédéraux des affaires scientifiques, techniques et culturelles

Archives générales du Royaume et Archives de l'Etat
dans les Provinces. — Emplois à conférer

Trois emplois d'agent scientifique sont à conférer aux Archives générales du Royaume et Archives de l'Etat dans les Provinces, rue de Ruysbroeck 2-6, 1000 Bruxelles.

Les candidats doivent remplir les conditions d'accès générales suivantes :

- être belge ou citoyen de l'Union européenne;
- jouir des droits civils et politiques;
- avoir satisfait aux lois sur la milice;
- être d'une conduite répondant aux exigences de l'emploi sollicité.

Les profils de ces emplois, y compris les aptitudes scientifiques spéciales auxquelles les candidats doivent répondre, ont été déterminés comme suit :

- 1° Un emploi d'agent scientifique aux Archives de l'État à Gand.

Ce poste est accessible à des candidats inscrits au rôle linguistique néerlandais ou pouvant être inscrits à ce rôle linguistique.

Les candidats doivent être porteurs du diplôme de licencié(e) en histoire ou, de préférence, docteur en histoire.

La préférence sera accordée au candidat qui a prouvé, par des publications et par d'autres activités scientifiques, qu'il /elle est familiarisé(e) avec l'histoire ecclésiastique de la Flandre au moyen âge et des couvents belges au moyen âge et à l'époque moderne.

Les candidats doivent avoir de l'expérience en matière d'utilisation de l'informatique dans la recherche historique et plus spécialement la création de bases de données (de préférence connaissance de Microsoft Office, Word, Access, Excel). Les candidats seront évalués sur leur connaissance.

Durant son premier mandat, le candidat retenu devra suivre la formation archivistique habituelle, tant à l'étranger qu'aux Archives générales du Royaume, ainsi que la formation dans le domaine de l'informatique.

Le candidat retenu sera chargé de l'ouverture à la recherche d'archives ecclésiastiques et il /elle exercera la surveillance de la gestion archivistique d'administrations publiques.

Les candidats doivent pouvoir se déplacer pour effectuer des inspections qui font partie des missions des Archives générales du Royaume et Archives de l'Etat dans les Provinces.

- 2° Un emploi d'agent scientifique aux Archives de l'Etat à Arlon.

Ce poste est accessible à des candidats inscrits au rôle linguistique français ou pouvant être inscrits à ce rôle linguistique.

Les candidats doivent être porteurs d'un diplôme de licencié(e) en histoire. Ils doivent être l'auteur d'un mémoire de licence sur l'histoire d'institutions civiles dans la province de Luxembourg.

La préférence sera accordée au candidat qui a prouvé, par des publications et par d'autres activités scientifiques, qu'il /elle a acquis une expérience approfondie de ces institutions.

Une bonne connaissance de l'anglais est hautement souhaitée.

Les candidats doivent avoir de l'expérience en matière d'utilisation de l'informatique dans la recherche historique et plus spécialement la création de bases de données (de préférence connaissance de Microsoft Office, Word, Access, Excel). Les candidats seront évalués sur leur connaissance.

Durant son premier mandat, le candidat retenu devra suivre la formation archivistique habituelle, tant à l'étranger qu'aux Archives générales du Royaume, ainsi que la formation dans le domaine de l'informatique.

DIENSTEN VAN DE EERSTE MINISTER

[C - 2001/21027]

Federale diensten voor wetenschappelijke,
technische en culturele aangelegenhedenAlgemeen Rijksarchief en Rijksarchief
in de Provinciën. — Te begeben betrekkingen

Bij het Algemeen Rijksarchief en Rijksarchief in de Provinciën, Ruisbroekstraat 2-6, 1000 Brussel, zijn drie betrekkingen van wetenschappelijk personeelslid te begeben.

De kandidaten moeten de volgende algemene toegangsvoorwaarden vervullen :

- Belg zijn of burger van de Europese Unie;
- de burgerlijke en politieke rechten genieten;
- aan de dienstplichtwetten voldaan hebben;
- een gedrag hebben dat in overeenstemming is met de eisen van de gepostuleerde betrekking.

Voor deze betrekkingen werden de profielen, met inbegrip van de speciale wetenschappelijke geschiktheid waaraan de kandidaten moeten voldoen, als volgt vastgesteld :

- 1° Eén betrekking van wetenschappelijk personeelslid bij het Rijksarchief te Gent.

Deze betrekking is toegankelijk voor kandidaten van de Nederlandse taalrol of die kunnen ingeschreven worden op deze taalrol.

De kandidaten moeten houder zijn van het diploma van licentiaat in de geschiedenis of, bij voorkeur, van doctor in de geschiedenis.

Voorrang zal worden gegeven aan de kandidaat die door publicaties en andere wetenschappelijke activiteiten bewezen heeft vertrouwd te zijn met de kerkelijke geschiedenis van Vlaanderen in de middeleeuwen en de Belgische kloostergeschiedenis in de middeleeuwen en de moderne tijd.

De kandidaten moeten ervaring hebben met het gebruik van informatica in historisch onderzoek en meer in het bijzonder met het creëren van databanken (bij voorkeur kennis van Microsoft Office, Word, Access, Excel). De kandidaten zullen getoetst worden over deze kennis.

Tijdens zijn/ haar eerste mandaat dient de weerhouden kandidaat de gebruikelijke archiefopleiding - zowel in het buitenland als deze van het Algemeen Rijksarchief - te volgen, evenals de opleiding op het vlak van de automatisering.

Hij/ zij zal belast worden met de ontsluiting van kerkelijke archieven en het uitoefenen van toezicht op het archiefbeheer door openbare besturen.

De kandidaten moeten zich kunnen verplaatsen met het oog op het uitvoeren van de inspecties welke behoren tot de opdracht van het Algemeen Rijksarchief en Rijksarchief in de Provinciën.

- 2° Eén betrekking van wetenschappelijk personeelslid bij het Rijksarchief te Arlon.

Deze betrekking is toegankelijk voor kandidaten van de Franse taalrol of die kunnen ingeschreven worden op deze taalrol.

De kandidaten moeten houder zijn van het diploma van licentiaat in de geschiedenis. Zij moeten een verhandeling gemaakt hebben over de geschiedenis van burgerlijke instellingen in de provincie Luxemburg.

Voorrang zal worden gegeven aan de kandidaat die door publicaties en andere wetenschappelijke activiteiten bewezen heeft grondige ervaring te hebben met deze instellingen.

Een goede kennis van het Engels strekt tot aanbeveling.

De kandidaten moeten ervaring hebben met het gebruik van informatica in historisch onderzoek en meer in het bijzonder met het creëren van databanken (bij voorkeur kennis van Microsoft Office, Word, Access, Excel). De kandidaten zullen getoetst worden over deze kennis.

Tijdens zijn/ haar eerste mandaat dient de weerhouden kandidaat de gebruikelijke archiefopleiding - zowel in het buitenland als deze van het Algemeen Rijksarchief - te volgen, evenals de opleiding op het vlak van de automatisering.

Le candidat retenu sera chargé de l'ouverture à la recherche des archives contemporaines postérieures à 1792 et il /elle exercera la surveillance de la gestion archivistique d'administrations publiques.

Le candidat ou la candidate choisi(e) pourra entrer en service au plus tôt le 1^{er} janvier 2001.

3° Un emploi d'agent scientifique aux Archives générales du Royaume (rue de Ruysbroeck et quai Demets) à Bruxelles.

Ce poste est accessible à des candidats inscrits au rôle linguistique français ou pouvant être inscrits à ce rôle linguistique.

Les candidats doivent être porteurs d'un diplôme de licencié(e) en histoire. Ils /elles doivent être l'auteur d'un mémoire de licence rédigé à partir d'archives de l'Ancien Régime.

Les candidats doivent avoir de l'expérience en matière d'utilisation de l'informatique dans la recherche historique et plus spécialement la création de bases de données (de préférence connaissance de Microsoft Office, Word, Access, Excel). Les candidats seront évalués sur leur connaissance.

La préférence sera accordée aux candidats qui ont une solide connaissance du programme ORACLE. Pour prouver cette connaissance, les candidats devront effectuer un test.

Durant son premier mandat, le candidat retenu devra suivre la formation archivistique habituelle, tant à l'étranger qu'aux Archives générales du Royaume, ainsi que la formation dans le domaine de l'informatique.

Le candidat retenu sera chargé de la gestion des fonds et des collections des Archives générales du Royaume, de la direction d'Archeion et du Centre de Documentation sur l'Archivistique.

Les diplômes exigés doivent être des diplômes de fin d'études délivrés après quatre ans d'études au moins par une université ou par un établissement y assimilé par une des Communautés ou par un jury institué par l'Etat ou une des Communautés pour la collation des grades académiques.

En cas de recrutement d'un citoyen de l'Union européenne porteur d'un diplôme visé au paragraphe précédent, délivré par un établissement d'enseignement autre qu'un établissement belge, le Jury de Recrutement et de Promotion des Archives générales du Royaume et Archives de l'Etat dans les Provinces vérifiera préalablement, conformément à la procédure statutaire définie, la validité du diplôme présenté par le candidat.

Les candidats doivent remplir la condition de nationalité le dernier jour du délai fixé pour l'introduction des candidatures au plus tard. Le même jour, ils doivent :

1° avoir obtenu le diplôme requis; il est également nécessaire que le candidat dont la langue véhiculaire des études n'était pas le néerlandais (pour l'emploi n° 1) ou le français (pour les emplois n°s 2 et 3), ait obtenu au plus tard à cette date le certificat de connaissances linguistiques délivré par le SELOR (l'ancien Secrétariat permanent de Recrutement), quartier Esplanade, rue Montagne de l'Oratoire 20, 1000 Bruxelles, prouvant qu'il a la connaissance linguistique requise pour les emplois du niveau 1 du cadre linguistique où l'emploi sollicité est à conférer; ledit certificat de connaissances linguistiques est alors requis pour déterminer le rôle linguistique auquel le candidat peut être inscrit;

2° remplir les conditions fixées par rapport aux profil et aptitudes scientifiques spéciales requises.

Des renseignements complémentaires concernant ces emplois, le traitement, etc., peuvent être obtenus à l'établissement précité.

Les candidatures accompagnées d'un curriculum vitae, d'une copie certifiée conforme du diplôme exigé et d'une liste des travaux scientifiques éventuellement publiés, doivent être adressées par lettre recommandée, dans les 30 jours calendrier à compter de la publication du présent avis au Moniteur Belge, à Mme J. Decrock-Beyrus, chef du Service des établissements scientifiques fédéraux des Services fédéraux des affaires scientifiques, techniques et culturelles, rue de la Science 8 (1^{er} étage), 1000 Bruxelles.

(La presse est invitée à reproduire le présent avis.)

Hij/ zij zal belast worden met de ontsluiting van de hedendaagse archieven van na 1792 en het uitoefenen van het toezicht op het archiefbeheer door openbare besturen.

De weerhouden kandidaat zal op zijn vroegst op 1 januari 2001 kunnen in dienst treden.

3° Eén betrekking van wetenschappelijk personeelslid bij het Algemeen Rijksarchief (Ruisbroekstraat en Demetskaai) te Brussel.

Deze betrekking is toegankelijk voor kandidaten van de Franse taalrol of die kunnen ingeschreven worden op deze taalrol.

De kandidaten moeten houder zijn van het diploma van licentiaat in de geschiedenis. Zij moeten een verhandeling gemaakt hebben aan de hand van archieven uit het Ancien Régime.

De kandidaten moeten ervaring hebben met het gebruik van informatica in historisch onderzoek en meer in het bijzonder met het creëren van databanken (bij voorkeur kennis van Microsoft Office, Word, Access, Excel). De kandidaten zullen getoetst worden over deze kennis.

Voorrang zal gegeven worden aan de kandidaten die grondig vertrouwd zijn met het programma ORACLE. Om dit te beoordelen zullen de kandidaten een proef moeten afleggen.

Tijdens zijn/ haar eerste mandaat dient de weerhouden kandidaat de gebruikelijke archiefopleiding - zowel in het buitenland als deze van het Algemeen Rijksarchief - te volgen, evenals de opleiding op het vlak van de automatisering.

Hij/ zij zal belast worden met het beheer van de bestanden en collecties van het Algemeen Rijksarchief, de leiding van Archeion en het Centrum voor Documentatie over Archiefkunde.

De vereiste diploma's moeten einddiploma's zijn, na ten minste vier jaar studie, uitgereikt door een universiteit of door een van de instellingen die ermede gelijkgesteld zijn door één van de Gemeenschappen of door een examencommissie die voor het toekennen van de academische graden door de Staat of één van de Gemeenschappen is ingesteld.

In geval van aanwerving van een burger van de Europese Unie, houder van een diploma zoals bedoeld in vorige alinea dat werd uitgereikt door een andere dan een Belgische instelling, zal de Commissie voor Werving en Bevordering van het Algemeen Rijksarchief en Rijksarchief in de Provinciën vooraf de geldigheid van het door de kandidaat voorgelegde diploma nagaan overeenkomstig de statutair vastgestelde procedure.

De kandidaten dienen de voorwaarde inzake nationaliteit te vervullen uiterlijk op de dag waarop de termijn voor het indienen der candidaturen eindigt. Op die datum dienen zij tevens :

1° het vereiste diploma te hebben behaald; bovendien moet de kandidaat die zijn/ haar onderwijs niet in het Nederlands (voor de eerste betrekking) of het Frans (voor de tweede en de derde betrekking) heeft genoten, op dezelfde datum tevens een door het SELOR (voorheen : Vast Wervingssecretariaat), Esplanadegebouw, Oratoriënberg 20, 1000 Brussel, afgeleverd bewijs van taalkennis hebben behaald waaruit blijkt dat hij/zij de taalkennis bezit welke vereist is voor de ambten van niveau 1 in het taalkader waar de gesolliciteerde betrekking te begeven is; dit bewijs van taalkennis is in dat geval vereist voor het bepalen van de taalrol waarop de kandidaat kan worden ingeschreven;

2° te voldoen aan de voorwaarden gesteld inzake vereist profiel en vereiste speciale wetenschappelijke geschiktheid.

Nadere inlichtingen omtrent deze betrekkingen, de bezoldiging, enz., kunnen bij voormelde instelling ingewonnen worden.

De candidaturen moeten, samen met een curriculum vitae, een voor eensluidend verklaard afschrift van het vereiste diploma en een lijst van de eventueel gepubliceerde wetenschappelijke werken, binnen 30 kalenderdagen volgend op de publicatie van dit bericht in het *Belgisch Staatsblad*, bij aangetekend schrijven gericht worden aan Mevr. J. Decrock-Beyrus, hoofd van de Dienst van de federale wetenschappelijke instellingen van de Federale diensten voor wetenschappelijke, technische en culturele aangelegenheden, Wetenschapsstraat 8 (1^{ste} verdieping), 1000 Brussel.

(De pers wordt verzocht dit bericht op te nemen.)

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

[2001/09065]

Ordre judiciaire. — Places vacantes

Les places suivantes, vacantes avant le 2 août 2000, seront pourvues selon les dispositions de l'article 259ter du Code judiciaire applicables avant l'entrée en vigueur de la loi du 22 décembre 1998 modifiant certaines dispositions de la deuxième partie du Code judiciaire concernant le Conseil supérieur de la Justice, la nomination et la désignation de magistrats et instaurant un système d'évaluation pour les magistrats.

— substitut du procureur général près la cour d'appel de Liège : 1.

En application de l'article 43bis, § 1^{er} de la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire, cette place doit être pourvue par la nomination d'un candidat francophone justifiant de la connaissance de la langue allemande.

— juge au tribunal de première instance de Bruxelles : 1.

En application de l'article 43, § 5 de la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire, cette place doit être pourvue par la nomination d'un candidat justifiant de la connaissance de la langue française et de la langue néerlandaise.

Cette place remplace une des places publiées au *Moniteur belge* du 14 avril 2000.

— juge au tribunal du travail de Bruxelles : 1.

En application de l'article 43, § 5 de la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire, cette place doit être pourvue par la nomination d'un candidat justifiant de la connaissance de la langue française et de la langue néerlandaise.

Cette place remplace une des places publiées au *Moniteur belge* du 14 avril 2000.

Toute candidature à une nomination dans l'Ordre judiciaire doit être adressée par lettre recommandée à la poste à M. le Ministre de la Justice, Direction générale de l'Organisation judiciaire, Service du Personnel, 3/P/O.J. I., boulevard de Waterloo 115, 1000 Bruxelles, dans un délai d'un mois à partir de la publication de la vacance au *Moniteur belge* (article 287 du Code judiciaire).

Une lettre séparée doit être adressée pour chaque candidature.

— conseiller suppléant à la cour d'appel de Gand : 1.

Cette place remplace celle publiée au *Moniteur belge* du 20 octobre 2000.

Pour cette place vacante de conseiller suppléant, l'assemblée générale de la juridiction où la nomination doit intervenir et la commission de nomination compétente du Conseil supérieur de la Justice entendent les candidats qui leur en ont fait la demande, par lettre recommandée à la poste, dans un délai respectivement de cent et cent quarante jours à compter de la publication de cette vacance;

— juge au tribunal de première instance d'Anvers : 1;

— juge au tribunal de police de Bruges : 1;

— procureur du Roi près le tribunal de première instance de Malines (à partir du 20 octobre 2001).

Pour la fonction de chef de corps, mentionnée ci-dessus, le profil général a été publié au *Moniteur belge* du 16 septembre 2000;

— substitut du procureur du Roi près le tribunal de première instance :

— d'Anvers : 1;

— de Marche-en-Famenne : 1;

— de Mons : 1;

— juge suppléant au tribunal de première instance de Liège : 1 (à partir du 8 juin 2001).

MINISTERIE VAN JUSTITIE

[2001/09065]

Rechterlijke Orde. — Vacante betrekkingen

De volgende vacatures, opgevallen voor 2 augustus 2000, zullen worden opgevuld volgens de bepalingen van artikel 259ter van het Gerechtelijk Wetboek zoals ze van toepassing waren voor de inwerkingtreding van de wet van 22 december 1998 tot wijziging van sommige bepalingen van deel II van het Gerechtelijk Wetboek met betrekking tot de Hoge Raad voor de Justitie, de benoeming en aanwijzing van magistraten en tot invoering van een evaluatiesysteem.

— substituut-procureur generaal bij het hof van beroep te Luik : 1.

In toepassing van artikel 43bis, § 1 van de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken, dient deze plaats te worden voorzien door de benoeming van een Franstalige kandidaat die het bewijs levert van de kennis van de Duitse taal.

— rechter in de rechtbank van eerste aanleg te Brussel : 1.

In toepassing van artikel 43, § 5 van de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken, dient deze plaats te worden voorzien door de benoeming van een kandidaat die het bewijs levert van de kennis van de Franse taal en van de Nederlandse taal.

Deze plaats vervangt een van de plaatsen gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* van 14 april 2000.

— rechter in de arbeidsrechtbank te Brussel : 1.

In toepassing van artikel 43, § 5 van de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken, dient deze plaats te worden voorzien door de benoeming van een kandidaat die het bewijs levert van de kennis van de Franse taal en van de Nederlandse taal.

Deze plaats vervangt een van de plaatsen gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* van 10 juni 2000.

Elke kandidatuur voor een benoeming in de Rechterlijke Orde moet op straffe van verval bij een ter post aangetekend schrijven worden gericht aan de heer Minister van Justitie, Directoraat-Generaal Rechterlijke Organisatie, Dienst Personeelszaken, 3/P/R.O. I., Waterloolaan 115, 1000 Brussel, binnen een termijn van één maand na de bekendmaking van de vacature in het *Belgisch Staatsblad* (artikel 287 van het Gerechtelijk Wetboek).

Voor elke kandidatuurstelling dient een afzonderlijk schrijven te worden gericht.

— plaatsvervangend raadsheer in het hof van beroep te Gent : 1.

Deze plaats vervangt deze gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* van 20 oktober 2000.

Voor deze vakante betrekking van plaatsvervangend raadsheer, hoort de algemene vergadering van het rechtscollege waar de benoeming moet geschieden en de bevoegde benoemingscommissie van de Hoge Raad voor de Justitie de kandidaten die hen daarom, bij een ter post aangetekende brief, hebben verzocht binnen een termijn van respectievelijk honderd en honderdveertig dagen te rekenen vanaf de bekendmaking van deze vacature;

— rechter in de rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen : 1;

— rechter in de politierechtbank te Brugge : 1;

— procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg te Merchelen (vanaf 20 oktober 2001).

Het standaardprofiel van de hierboven vermelde functies van korpschef werd bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 16 september 2000;

— substituut-procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg :

— te Antwerpen : 1;

— te Marche-en-Famenne : 1;

— te Bergen : 1;

— plaatsvervangend rechter in de rechtbank van eerste aanleg te Luik : 1 (vanaf 8 juni 2001).

Cette place remplace celle publiée au *Moniteur belge* du 20 octobre 2000;

— juge suppléant au tribunal de commerce de Tournai : 1.

Cette place remplace celle publiée au *Moniteur belge* du 20 octobre 2000;

— juge suppléant à la justice de paix du canton de Neerpelt : 1.

Cette place remplace celle publiée au *Moniteur belge* du 29 septembre 2000;

— juge suppléant à la justice de paix du premier canton de Bruxelles : 1.

En application de l'article 43, § 4 de la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire, cette place doit être pourvue par la nomination d'un candidat justifiant de la connaissance de la langue néerlandaise et de la langue française.

Cette place remplace celle publiée au *Moniteur belge* du 20 octobre 2000;

— juge suppléant à la justice de paix du canton de Molenbeek-Saint-Jean : 1 (à partir du 30 septembre 2001).

En application de l'article 43, § 4, de la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire, cette place doit être pourvue par la nomination d'un candidat justifiant de la connaissance de la langue néerlandaise et de la langue française;

— juge suppléant à la justice de paix du canton de Lennik : 1 (à partir du 1^{er} septembre 2001);

— juge suppléant à la justice de paix du canton de Deinze : 1.

Cette place remplace celle publiée au *Moniteur belge* du 29 septembre 2000;

— juge suppléant à la justice de paix du canton d'Harelbeke : 1.

Cette place remplace celle publiée au *Moniteur belge* du 20 octobre 2000;

— juge suppléant à la justice de paix du canton de Fosses-le-Ville : 1.

La commission de nomination compétente du Conseil supérieur de la Justice entend les candidats qui lui en ont fait la demande, par lettre recommandée à la poste, dans un délai de cent jours à compter de la publication de ces vacances.

Toute candidature à une nomination dans l'ordre judiciaire doit être adressée, à peine de déchéance, par lettre recommandée à la poste « à M. le Ministre de la Justice, Direction générale de l'Organisation judiciaire, Service du personnel - 3/P/O.J.I., boulevard de Waterloo 115, 1000 Bruxelles », dans un délai d'un mois à partir de la publication de la vacance au *Moniteur belge* (article 287 du Code judiciaire).

Une lettre séparée doit être adressée pour chaque candidature.

— employé au parquet de la cour du travail de Liège : 1;

— agent administratif au parquet du procureur du Roi près le tribunal de première instance de Gand : 1, à partir du 8 août 2001 (*).

Les candidatures à une nomination dans l'Ordre judiciaire doivent être adressées par lettre recommandée à la poste à M. le Ministre de la Justice, Direction générale de l'Organisation judiciaire, Service du Personnel, 3/P/O.J.I.I., boulevard de Waterloo 115, 1000 Bruxelles, dans un délai d'un mois à partir de la publication de la vacance au *Moniteur belge* (article 287 du Code judiciaire).

Les candidats sont priés de joindre une copie de l'attestation de l'examen organisé par le Ministre de la Justice, pour les greffes et les parquets des cours et tribunaux et ce pour l'emploi qu'ils postulent.

(*) Les lauréats d'un examen de recrutement pour le grade de téléphoniste ou de messenger conservent leurs titres à la nomination au grade d'agent administratif (article 24 de l'arrêté royal du 19 mars 1996).

Deze plaats vervangt deze gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* van 20 oktober 2000;

— plaatsvervangend rechter in de rechtbank van koophandel te Doornik : 1.

Deze plaats vervangt deze gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* van 20 oktober 2000;

— plaatsvervangend rechter in het vreedegerecht van het kanton Neerpelt : 1.

Deze vervangt deze gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* van 29 september 2000;

— plaatsvervangend rechter in het vreedegerecht van het eerste kanton Brussel : 1.

In toepassing van artikel 43, § 4 van de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken, dient deze plaats te worden voorzien door de benoeming van een kandidaat die het bewijs levert van de kennis van de Nederlandse taal en van de Franse taal.

Deze plaats vervangt deze gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* van 20 oktober 2000;

— plaatsvervangend rechter in het vreedegerecht van het kanton Sint-Jans-Molenbeek : 1 (vanaf 30 september 2001).

In toepassing van artikel 43, § 4 van de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken dient deze plaats te worden voorzien door de benoeming van een kandidaat die het bewijs levert van de kennis van de Nederlandse taal en van de Franse taal;

— plaatsvervangend rechter in het vreedegerecht van het kanton Lennik : 1 (vanaf 1 september 2001);

— plaatsvervangend rechter in het vreedegerecht van het kanton Deinze : 1.

Deze plaats vervangt deze gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* van 29 september 2000;

— plaatsvervangend rechter in het vreedegerecht van het kanton Harelbeke : 1.

Deze plaats vervangt deze gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* van 20 oktober 2000;

— plaatsvervangend rechter in het vreedegerecht van het kanton Fosses-la-Ville : 1.

De bevoegde benoemingscommissie van de Hoge Raad voor de Justitie hoort de kandidaten die haar daarom, bij een ter post aangetekend brief, hebben verzocht binnen een termijn van honderd dagen te rekenen vanaf de bekendmaking van deze vacatures.

Elke kandidatuur voor een benoeming in de rechterlijke orde moet op straffe van verval bij een ter post aangetekend schrijven worden gericht aan « De heer Minister van Justitie, Directoraat-generaal Rechterlijke Organisatie, Dienst Personeelszaken - 3/P/R.O.I., Waterloolaan 115, 1000 Brussel » binnen een termijn van één maand na de bekendmaking van de vacature in het *Belgisch Staatsblad* (artikel 287 van het Gerechtelijk Wetboek).

Voor elke kandidatuurstelling dient een afzonderlijk schrijven te worden gericht.

— beambte bij het parket van het arbeidshof te Luik : 1;

— administratief agent bij het parket van de procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg te Gent : 1, vanaf 8 augustus 2001 (*).

De candidaturen voor een benoeming in de Rechterlijke Orde moeten bij een ter post aangetekend schrijven aan de heer Minister van Justitie, Directoraat-Generaal, Rechterlijke Organisatie, Dienst Personeelszaken, 3/P/R.O.I.I., Waterloolaan 115, 1000 Brussel, worden gericht binnen een termijn van één maand na de bekendmaking van de vacature in het *Belgisch Staatsblad* (artikel 287 van het Gerechtelijk Wetboek).

De kandidaten dienen een afschrift bij te voegen van het bewijs dat zij geslaagd zijn voor het examen voor de griffies en parketten van hoven en rechtbanken, ingericht door de Minister van Justitie, en dit voor het ambt waarvoor zij kandidaat zijn.

(*) De geslaagden voor een wervingsexamen voor de graden van telefoniste of bode behouden hun aanspraken op benoeming in de graad van administratief agent (artikel 24 van het koninklijk besluit van 19 maart 1996).

MINISTERE DE L'INTERIEUR

[2001/00058]

Police fédérale. — Appel aux candidats

En application des articles 121 et 247 de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, et de l'arrêté royal du 31 octobre 2000 fixant les conditions et les modalités de la première désignation à certains emplois de la police fédérale et de l'inspection générale de la police fédérale et de la police locale, il est procédé à un appel aux candidats pour certaines désignations à la police fédérale pour les emplois suivants :

1. six emplois de directeur au sein d'une direction générale à la police fédérale, à savoir :

a) un emploi de directeur de la direction des opérations et de l'information en matière de police administrative auprès de la direction générale de la police administrative;

b) trois emplois de directeur auprès de la direction générale des ressources humaines : un directeur de la direction de la mobilité et de la gestion des carrières, un directeur de la direction du service juridique, du contentieux et des statuts et un directeur de la direction des matières sociales;

c) deux emplois de directeur auprès de la direction générale des moyens en matériel : un directeur de la direction de l'infrastructure et un directeur de la direction de l'équipement;

2. neuf emplois de directeur coordinateur administratif respectivement à Namur, Tournai, Dinant, Bruxelles, Anvers, Malines, Turnhout, Louvain et Ypres.

Le profil exigé ainsi que les conditions de participation pour les six emplois de directeur précités au sein d'une direction générale sont ceux tels que publiés au *Moniteur belge* du 4 novembre 2000, page 36797 à 36799 et du 10 novembre 2000, page 37291.

Le profil exigé ainsi que les conditions de participation pour les neuf emplois précités de directeur coordinateur administratif sont publiés au *Moniteur belge* du 4 novembre 2000, page 36799 à 36801 et du 10 novembre 2000, page 37291.

Les candidatures doivent être envoyées par lettre recommandée à M. le Ministre de l'Intérieur, rue Royale 60-62, à 1000 Bruxelles.

Les candidatures doivent être accompagnées des documents suivants :

- un extrait d'acte de naissance;
- un document officiel émanant de l'autorité dont relève le candidat, attestant qu'il est revêtu du grade acquis;
- une copie certifiée conforme par le supérieur fonctionnel de la dernière évaluation du candidat, ou en l'absence d'une évaluation, une attestation qui le confirme;
- une attestation d'absence de sanctions disciplinaires graves, émanant du supérieur fonctionnel;
- un *curriculum vitae*;
- un exposé des qualités et de la motivation du candidat pour l'exercice de la fonction visée/des fonctions visées, eu égard au profil de fonction respectif;
- la mention du ou des numéros de téléphone où le candidat peut être joint.

Pour le calcul du délai visé à l'article 9, § 1^{er}, alinéa 2, de l'arrêté royal du 31 octobre 2000 cité ci-dessus, est prise en considération, la date de la publication au *Moniteur belge* du présent avis officiel.

MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN

[C - 2001/00058]

Federale politie. — Oproep tot kandidaten

Bij toepassing van de artikelen 121 en 247 van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, en van het koninklijk besluit van 31 oktober 2000 houdende vaststelling van de voorwaarden en de modaliteiten van de eerste aanstelling in bepaalde betrekkingen van de federale politie en van de algemene inspectie van de federale politie en van de lokale politie, wordt een oproep tot kandidaten verricht voor bepaalde aanstellingen in de federale politie aangaande de volgende betrekkingen :

1. zes betrekkingen van directeur in een algemene directie bij de federale politie, te weten :

a) één betrekking van directeur van de directie van de operaties en de informatie inzake bestuurlijke politie bij de algemene directie bestuurlijke politie;

b) drie betrekkingen bij de algemene directie personeel : één directeur van de directie van de mobiliteit en het loopbaanbeheer, één directeur van de directie van de juridische dienst, het contentieux en de statuten en één directeur van de directie van de sociale aangelegenheden;

c) twee betrekkingen bij de algemene directie materiële middelen : één directeur van de directie van de infrastructuur en één directeur van de directie van de uitrusting;

2. negen betrekkingen van bestuurlijke directeur-coördinator respectievelijk te Antwerpen, Mechelen, Turnhout, Leuven, Ieper, Brussel, Namen, Doornik en Dinant.

Het vereiste profiel alsook de deelnemingsvoorwaarden voor de zes voormelde betrekkingen van directeur in een algemene directie zijn die zoals bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 4 november 2000, blz 36797 tot 36799 en van 10 november 2000, blz 37291.

Het vereiste profiel alsook de deelnemingsvoorwaarden voor de voormelde negen betrekkingen van bestuurlijke directeur-coördinator zijn bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 4 november 2000, blz 36799 tot 36801 en van 10 november 2000, blz 37291.

De candidaturen moeten per aangetekend schrijven verzonden worden aan de Heer Minister van Binnenlandse Zaken, Koningsstraat 60-62, te 1000 Brussel.

De candidaturen moeten vergezeld zijn van de volgende documenten :

- een uittreksel van de geboorteakte;
- een officieel document van de overheid waaronder de kandidaat ressorteert ter bevestiging dat hij met de vereiste graad is bekleed;
- een voor éénsluitend verklaard afschrift van de functionele overste van de laatste evaluatie van de kandidaat of bij gebrek aan een evaluatie, een attest dat dit bevestigt;
- een attest ter staving van de afwezigheid van zware tuchtstraffen uitgereikt door zijn functionele overste;
- een *curriculum vitae*;
- een uiteenzetting over de kwaliteiten en van de motivering van de kandidaat voor de uitoefening van de door hem beoogde functie(s), gelet op het respectieve functieprofiel;
- de telefoonnummer(s) waarop de kandidaten bereikbaar zijn.

Voor de berekening van de termijn bedoeld in artikel 9, § 1, tweede lid, van voormeld koninklijk besluit van 31 oktober 2000, wordt de datum van bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van dit officieel bericht in aanmerking genomen.

PUBLICATIONS LEGALES ET AVIS DIVERS WETTELIJKE BEKENDMAKINGEN EN VERSCHILLENDE BERICHTEN

Chambres législatives — Wetgevende Kamers

CHAMBRE DES REPRESENTANTS DE BELGIQUE

[C – 2001/19032]

Réunions publiques de commissions

Ordre du jour

Commission des Finances et du Budget

Mardi 23 janvier 2001

1. Question de M. Jacques Chabot au Ministre des Finances, sur "les centres de formation du ministère des Finances".
2. Question de Mme Trees Pieters au Ministre des Finances, sur "l'assujettissement éventuel des traitements du cancer à la TVA".
3. Question de Mme Muriel Gerkens au Ministre des Finances, sur "l'application du taux de TVA réduit à l'achat et l'entretien d'un véhicule automobile utilisé par une personne handicapée".
4. Question de M. Peter Vanvelthoven au Ministre des Finances, sur "le traitement fiscal des indemnités octroyées aux volontaires".
5. Question de M. Dirk Pieters au Ministre des Finances, sur "les versements aux villes et communes".
6. Question de M. Jacques Chabot au Ministre des Finances, sur "la procédure en matière de dégrèvement d'office".
7. Projet de loi modifiant la loi du 22 octobre 1997 relative à la structure et aux taux des droits d'accises, sur les huiles minérales.
8. Proposition de loi (Mme Magda De Meyer et MM. Patrick Lansens et Daan Schalck) modifiant l'annexe, tableau A, X, de l'arrêté royal n° 20 du 20 juillet 1970 fixant le taux de la taxe, sur la valeur ajoutée et déterminant la répartition des biens et des services selon ces taux.
9. Proposition de loi (Mme Greta D'Hondt) modifiant le taux de la TVA applicable à certains dispositifs médicaux.
10. Propositions de loi jointes :
 - Proposition de loi (M. Jozef Van Eetvelt) modifiant l'article 143 du Code des impôts, sur les revenus 1992.
 - Proposition de loi (M. Alfons Borginon) insérant un article 136bis dans le Code des impôts, sur les revenus 1992.
11. Propositions de loi jointes :
 - Proposition de loi (Mme Simonne Creyf) modifiant l'article 145⁴ du Code des impôts, sur les revenus 1992, n^{os} 530/1 et 2.
 Amendements de Mme Creyf.
 - Proposition de loi (MM. Peter Vanvelthoven et Henk Verlinde) modifiant les articles 145⁴, 145⁵ et 145⁹ du Code des impôts, sur les revenus 1992.
 - Proposition de loi (Mme Colette Burgeon) modifiant le Code des impôts, sur les revenus 1992, en ce qui concerne les réductions d'impôt pour épargne à long terme dans le cadre des contrats d'assurance-vie.
12. Proposition de loi (MM. Daan Schalck et Peter Vanvelthoven) modifiant un certain nombre de lois fiscales et instaurant une intervention en vue de promouvoir l'utilisation du carburant LPG dans le cadre de la lutte contre la pollution atmosphérique.
13. Proposition de loi (Mme Annemie Van de Casteele et M. Alfons Borginon) modifiant l'article 269 du Code des impôts, sur les revenus 1992.
14. Propositions de loi jointes :
 - Proposition de loi (M. Alfons Borginon, Mme Frieda Brepoels, M. Danny Pieters et Mme Els Van Weert) modifiant les articles 104 et 113 du Code des impôts, sur les revenus 1992 afin d'instaurer la déductibilité des dépenses réelles pour garde d'enfant.
 - Proposition de loi (Mme Colette Burgeon et consorts) complétant l'article 113 du Code des impôts, sur les revenus 1992.

BELGISCHE KAMER VAN VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

[C – 2001/19032]

Openbare commissievergaderingen

Dagorde

Commissie voor de Financiën en de Begroting

Dinsdag 23 januari 2001

1. Vraag van de heer Jacques Chabot tot de Minister van Financiën over "de opleidingscentra van het Ministerie van Financiën".
2. Vraag van Mevr. Trees Pieters tot de Minister van Financiën, over "het al dan niet onderwerpen van kankerbehandelingen aan BTW".
3. Vraag van Mevr. Muriel Gerkens tot de Minister van Financiën over "de toepassing van het verlaagd BTW-tarief bij de aankoop en het onderhoud van autovoertuigen voor gehandicapten".
4. Vraag van de heer Peter Vanvelthoven tot de Minister van Financiën, over "de fiscale behandeling van vergoedingen toegekend aan vrijwilligers".
5. Vraag van de heer Dirk Pieters tot de Minister van Financiën, over "de stortingen aan steden en gemeenten".
6. Vraag van de heer Jacques Chabot tot de Minister van Financiën over "de procedure van ambtshalve ontheffing".
7. Wetsontwerp tot wijziging van de wet van 22 oktober 1997 betreffende de structuur en de accijnstarieven inzake minerale olie.
8. Wetsvoorstel (Mevr. Magda De Meyer en de heren Patrick Lansens en Daan Schalck) tot wijziging van de bijlage, tabel A, X, bij het koninklijk besluit nr. 20 van 20 juli 1970 tot vaststelling van de tarieven van de belasting, over de toegevoegde waarde en tot indeling van de goederen en de diensten bij die tarieven.
9. Wetsvoorstel (Mevr. Greta D'Hondt) tot wijziging van de regeling van het BTW-tarief voor bepaalde medische hulpmiddelen.
10. Samengevoegde wetsvoorstellen :
 - Wetsvoorstel (de heer Jozef Van Eetvelt) tot wijziging van artikel 143 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992.
 - Wetsvoorstel (de heer Alfons Borginon) tot invoering van een artikel 136bis in het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992.
11. Samengevoegde wetsvoorstellen :
 - Wetsvoorstel (Mevr. Simonne Creyf) tot wijziging van artikel 145⁴ van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992.
 Amendementen van Mevr. Creyf.
 - Wetsvoorstel (de heren Peter Vanvelthoven en Henk Verlinde) tot wijziging van de artikelen 145⁴, 145⁵ en 145⁹ van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992.
 - Wetsvoorstel (Mevr. Colette Burgeon) tot wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 in verband met de belastingvermindering voor het langetermijnsparen in het raam van levensverzekeringen.
12. Wetsvoorstel (de heren Daan Schalck en Peter Vanvelthoven) tot wijziging van een aantal belastingwetten en tot invoering van een tegemoetkoming met het oog op de bevordering van het gebruik van LPG-brandstof in het raam van de strijd tegen de luchtverontreiniging.
13. Wetsvoorstel (Mevr. Annemie Van de Casteele en de heer Alfons Borginon) tot wijziging van artikel 269 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992.
14. Samengevoegde wetsvoorstellen :
 - Wetsvoorstel (de heer Alfons Borginon, Mevr. Frieda Brepoels, de heer Danny Pieters en Mevr. Els Van Weert) tot wijziging van de artikelen 104 en 113 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 ten einde de reële kosten voor de kinderopvang aftrekbaar te maken.
 - Wetsvoorstel (Mevr. Colette Burgeon c.s.) tot aanvulling van artikel 113 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992.

15. Question de M. Herman Van Rompuy au Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget, de l'Intégration sociale et de l'Economie sociale, sur "les résultats budgétaires de 2000".

16. Reprise de l'ordre du jour de la réunion du matin.

Commission de la Santé publique, de l'Environnement
et du Renouveau de la société

Mardi 23 janvier 2001

1. Questions jointes :

— Question de Mme Fientje Moerman à la Ministre de la Protection de la consommation, de la Santé publique et de l'Environnement, sur "la création d'un service dans un hôpital non-universitaire au sein duquel un tomographe à résonance magnétique est installé".

— Question de M. Koen Bultinck à la Ministre de la Protection de la consommation, de la Santé publique et de l'Environnement, sur "le recours au Conseil d'Etat introduit par certains hôpitaux flamands à la suite du refus d'autorisation d'installer un appareil à résonance magnétique nucléaire".

2. Question de Mme Joke Schauvliege à la Ministre de la Protection de la consommation, de la Santé publique et de l'Environnement, sur "l'ostéoporose".

3. Question de Mme Els Van Weert à la Ministre de la Protection de la consommation, de la Santé publique et de l'Environnement, sur "la non-application de la législation, sur les écotaxes".

4. Question de Mme Simonne Creyf à la Ministre de la Protection de la consommation, de la Santé publique et de l'Environnement, sur "l'instauration d'un système de primes en vue de promouvoir l'équipement des voitures au LPG".

5. Question de M. Jo Vandeurzen à la Ministre de la Protection de la consommation, de la Santé publique et de l'Environnement, sur "son projet de note, sur la drogue".

6. Question de Mme Greta D'Hondt à la Ministre de la Protection de la consommation, de la Santé publique et de l'Environnement, sur "l'adaptation des normes MRS".

7. Question de M. Luc Paque à la Ministre de la Protection de la consommation, de la Santé publique et de l'Environnement, sur "la décision d'augmenter de 4 % les droits de l'IEV".

8. Question de M. Robert Denis à la Ministre de la Protection de la consommation, de la Santé publique et de l'Environnement et au Ministre de l'Agriculture et des Classes moyennes, sur "les dispositions prises en matière de BSE et de leur mise en application".

(La réponse sera donnée par la Ministre de la Protection de la consommation, de la Santé publique et de l'Environnement.)

9. Question de M. Francis Van den Eynde au Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget, de l'Intégration sociale et de l'Economie sociale, sur "le futur centre d'accueil pour demandeurs d'asile à Eeklo".

Commission de la Défense nationale

Mardi 23 janvier 2001

1. Projet de loi modifiant certaines dispositions relatives aux statuts du personnel militaire.

(Votes.)

(Rapporteuse : Mme Mirella Minne.)

Amendements de MM. Schellens, Moerman et consorts et Poncelet.

2. Question de M. Jean-Paul Moerman au Ministre de la Défense, sur "le déminage, sur les côtes lettones".

3. Question de M. Peter Vanhoutte au Ministre de la Défense, sur "les exercices de tir d'avions A-10 de la force aérienne des Etats-Unis avec des munitions pouvant contenir de l'uranium appauvri".

4. Question de M. Patrick Lansens au Ministre de la Défense, sur "le statut des ambulanciers en Sea King (SAR)".

5. Interpellation n° 636 de M. Richard Fournaux au Ministre de la Défense, sur "la restructuration de la police militaire".

15. Vraag van de heer Herman Van Rompuy tot de Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting, Maatschappelijke Integratie en Sociale Economie, over "de budgettaire resultaten van 2000".

16. Hervatting van de agenda van de ochtendvergadering.

Commissie voor de Volksgezondheid, het Leefmilieu
en de Maatschappelijke Hernieuwing

Dinsdag 23 januari 2001

1. Samengevoegde vragen :

— Vraag van Mevr. Fientje Moerman tot de Minister van Consumentenzaken, Volksgezondheid en Leefmilieu, over "de oprichting van een dienst waarin een magnetische resonantietomograaf wordt opgesteld in een niet-universitair ziekenhuis".

— Vraag van de heer Koen Bultinck tot de Minister van Consumentenzaken, Volksgezondheid en Leefmilieu, over "de klacht van een aantal Vlaamse ziekenhuizen bij de Raad van State naar aanleiding van het niet-verlenen van toestemming om een NMR-toestel te plaatsen".

2. Vraag van Mevr. Joke Schauvliege tot de Minister van Consumentenzaken, Volksgezondheid en Leefmilieu, over "osteoporose".

3. Vraag van Mevr. Els Van Weert tot de Minister van Consumentenzaken, Volksgezondheid en Leefmilieu, over "de niet-toepassing van de ecotakswetgeving".

4. Vraag van Mevr. Simonne Creyf tot de Minister van Consumentenzaken, Volksgezondheid en Leefmilieu, over "de invoering van een premiestelsel om de ombouw van wagens naar een LPG-installatie te promoten".

5. Vraag van de heer Jo Vandeurzen tot de Minister van Consumentenzaken, Volksgezondheid en Leefmilieu, over "haar ontwerpnota inzake drugs".

6. Vraag van Mevr. Greta D'Hondt tot de Minister van Consumentenzaken, Volksgezondheid en Leefmilieu, over "de aanpassing van de RVT-normen".

7. Vraag van de heer Luc Paque tot de Minister van Consumentenzaken, Volksgezondheid en Leefmilieu, over "de beslissing om de rechten van het IVK met 4 % te verhogen".

8. Vraag van de heer Robert Denis tot de Minister van Consumentenzaken, Volksgezondheid en Leefmilieu et tot de Minister van Landbouw en Middenstand, over "de maatregelen tegen BSE en de uitvoering daarvan".

(Het antwoord zal worden verstrekt door de Minister van Consumentenzaken, Volksgezondheid en Leefmilieu.)

9. Vraag van de heer Francis Van den Eynde tot de Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting, Maatschappelijke Integratie en Sociale Economie, over "het geplande asielcentrum te Eeklo".

Commissie voor de Landsverdediging

Dinsdag 23 januari 2001

1. Wetsontwerp tot wijziging van sommige bepalingen betreffende de statuten van het militair personeel.

(Stemmingen.)

(Rapporteur : Mevr. Mirella Minne.)

Amendementen van de heren Schellens en Moerman c.s. en Poncelet.

2. Vraag van de heer Jean-Paul Moerman tot de Minister van Landsverdediging, over "de ontmining vóór de Lettische kusten".

3. Vraag van de heer Peter Vanhoutte tot de Minister van Landsverdediging, over "schietoefeningen met A10-toestellen van de Amerikaanse luchtmacht met munitie die mogelijk verarmd uranium bevat".

4. Vraag van de heer Patrick Lansens tot de Minister van Landsverdediging, over "het statuut van de ambulanciers in de Sea King (SAR)".

5. Interpellatie nr. 636 van de heer Richard Fournaux tot de Minister van Landsverdediging, over "de herstructurering van de militaire politie".

6. Question de M. Jean-Pol Poncelet au Ministre de la Défense, sur "le fonctionnement du Centre de gestion des opérations de l'Etat-major général".

7. Question de M. Jean-Paul Moerman au Ministre de la Défense, sur "les derniers développements de la défense européenne et la position de la nouvelle administration américaine".

Commission de la Justice

Mardi 23 janvier 2001

1. Question de M. Richard Fournaux au Ministre de la Justice, sur "la restructuration des arrondissements judiciaires".

2. Question de M. Karel Van Hoorebeke au Ministre de la Justice, sur "l'arrondissement du capital social dans le cadre du passage à l'euro".

3. Question de M. Tony Van Parys au Ministre de la Justice, sur "les mesures de sécurité concernant le transport des détenus après la violente fusillade et l'évasion de détenus à Gand".

4. Question de M. Servais Verherstraeten au Ministre de la Justice, sur "le grave manque de personnel au greffe de la Cour de cassation et l'absence d'un informaticien bien formé à cette même Cour".

5. Contacts belgo-marocains : composition de la délégation.

6. Proposition de loi (MM. Fred Erdman, Hugo Coveliers, Charles Michel, Thierry Giet et Vincent Decroly et Mme Fauzaya Talhaoui) concernant le Parquet fédéral.

(Continuation.)

(Rapporteur : M. Guy Hove.)

Avis du Conseil d'Etat.

Avis du Conseil supérieur de la Justice.

7. Projet de loi relatif au renforcement de la protection contre le faux monnayage en vue de la mise en circulation de l'euro.

8. Proposition de loi (MM. Daniel Bacquelaine, Jef Tavernier, Thierry Giet, Hugo Coveliers, Dirk Van der Maelen et Mme Martine Dardenne) modifiant le Code pénal et instaurant le travail d'intérêt général et la formation comme peine de substitution.

(Continuation.)

(Rapporteuse : Mme Karine Lalieux.)

Amendements de M. Bacquelaine et consorts et du gouvernement.

9. Proposition de loi (M. Fred Erdman) modifiant les articles 28^{sexies}, 61^{ter}, 61^{quater} et 61^{quinquies} du Code d'instruction criminelle.

Amendements de M. Erdman.

10. Proposition de loi (M. Thierry Giet et consorts) relative à l'article 53, § 5, de la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire.

11. Projets et proposition de loi joints :

— Projet de loi relatif au droit de réponse et au droit d'informations.

— Projet de loi modifiant l'article 587 du Code judiciaire.

— Proposition de loi (MM. Servais Verherstraeten, Tony Van Parys, Jo Vandeurzen et Stefaan De Clerck) relative au droit de réponse et au droit d'information et modifiant l'article 587 du Code judiciaire.

— Proposition de loi (MM. Stefaan De Clerck, Servais Verherstraeten, Tony Van Parys et Jo Vandeurzen) instituant un Conseil du journalisme et modifiant la législation relative à la reconnaissance et à la protection du titre de journaliste professionnel en ce qui concerne le journaliste exerçant la profession à titre complémentaire.

(Continuation.)

(Rapporteurs : Mme Fientie Moerman et M. Jo Vandeurzen.)

6. Vraag van de heer Jean-Pol Poncelet tot de Minister van Landsverdediging, over "de werking van het operationeel centrum van de Generale Staf (COPS)".

7. Vraag van de heer Jean-Paul Moerman tot de Minister van Landsverdediging, over "de laatste ontwikkelingen inzake de Europese defensie en de positie van de nieuwe administratie van de Verenigde Staten terzake".

Commissie voor de Justitie

Dinsdag 23 januari 2001

1. Vraag van de heer Richard Fournaux tot de Minister van Justitie over "de herstructurering van de gerechtelijke arrondissementen".

2. Vraag van de heer Karel Van Hoorebeke tot de Minister van Justitie over "de afronding van het maatschappelijk kapitaal bij de omzetting in euro".

3. Vraag van de heer Tony Van Parys tot de Minister van Justitie, over "de beveiligingsmaatregelen bij transporten van gevangenen naar aanleiding van de drieste schietpartij en de bevrijding van de gevangenen te Gent".

4. Vraag van de heer Servais Verherstraeten tot de Minister van Justitie, over "het nijpend personeelstekort op de griffiedienst van het Hof van Cassatie en, over het gebrek aan een goed opgeleide informaticus op datzelfde Hof van Cassatie".

5. Belgisch-Marokkaanse contacten : samenstelling van de afvaardiging.

6. Wetsvoorstel (de heren Fred Erdman, Hugo Coveliers, Charles Michel, Thierry Giet en Vincent Decroly en Mevr. Fauzaya Talhaoui) inzake het Federaal Parket.

(Voortzetting.)

(Rapporteur : de heer Guy Hove.)

Advies van de Raad van State.

Advies van de Hoge Raad voor de Justitie.

7. Wetsontwerp tot versterking van de bescherming tegen valsemunterij met het oog op het in omloop brengen van de euro.

8. Wetsvoorstel (de heren Daniel Bacquelaine, Jef Tavernier, Thierry Giet, Hugo Coveliers, Dirk Van der Maelen en Mevr. Martine Dardenne) tot wijziging van het Strafwetboek en tot invoering van de dienstverlening en de opleiding als gevangenisvervangende straffen.

(Voortzetting.)

(Rapporteur : Mevr. Karine Lalieux.)

Amendementen van de heer Bacquelaine c.s. en van de regering.

9. Wetsvoorstel (de heer Fred Erdman) tot wijziging van de artikelen 28^{sexies}, 61^{ter}, 61^{quater} en 61^{quinquies} van het Wetboek van strafvordering.

Amendementen van de heer Erdman.

10. Wetsvoorstel (de heer Thierry Giet c.s.) betreffende artikel 53, § 5, van de wet van 15 juni 1935 houdende het gebruik der talen in gerechtszaken.

11. Samengevoegde wetsontwerpen en -voorstel :

— Wetsontwerp betreffende het recht van antwoord en het recht van informatie.

— Wetsontwerp tot wijziging van artikel 587 van het Gerechtelijk Wetboek.

— Wetsvoorstel (de heren Servais Verherstraeten, Tony Van Parys, Jo Vandeurzen en Stefaan De Clerck) betreffende het recht van antwoord en het recht van informatie en tot wijziging van artikel 587 van het Gerechtelijk Wetboek.

— Wetsvoorstel (de heren Stefaan De Clerck, Servais Verherstraeten, Tony Van Parys en Jo Vandeurzen) tot oprichting van een Raad voor de Journalistiek en tot wijziging van de wetgeving betreffende de erkenning en de bescherming van de titel van beroepsjournalist, wat de journalist in bijberoep betreft.

(Voortzetting.)

(Rapporteurs : Mevr. Fientie Moerman en de heer Jo Vandeurzen.)

Mercredi 24 janvier 2001

1. Avant-projet de loi de principe concernant l'administration pénitentiaire et le statut juridique des détenus - Rapport de la commission Dupont.

(Rapporteurs : MM. Vincent Decroly et Tony Van Parys.)

— Note des rapporteurs.

— Ordre des travaux.

2. Reprise de l'ordre du jour de la réunion du mardi 23 janvier 2001.

Sous-commission chargée de l'examen du statut social des indépendants et de sa révision éventuelle

Mardi 23 janvier 2001

1. Audition du professeur Bea Cantillon.

(Rapporteur : M. Jan Peeters.)

2. Désignation d'un co-rapporteur.

Commission spéciale du règlement et de la réforme du travail parlementaire

Mardi 23 janvier 2001

Limitation du cumul de mandats - Mise en œuvre de la loi du 4 mai 1999 limitant le cumul de parlementaire fédéral et de parlementaire européen avec d'autres fonctions - Proposition d'insertion d'un article 93^{quater} (nouveau) dans le Règlement.

Comité d'avis pour l'émancipation sociale

Mardi 23 janvier 2001

1. Discrimination fiscale.

(Rapporteuses : Mmes Marie-Thérèse Coenen et Kristien Grauwels.)

Avant-projet d'avis de Mme Marie-Thérèse Coenen.

(Avis à rendre - Rgt, art. 100^{bis}, 3.)

2. Projet de loi modifiant l'article 23, § 1^{er}, de la loi électorale communale et l'article 11, § 1^{er}, de la loi électorale provinciale, en ce qui concerne le nom des femmes-candidates - Transmis par le Sénat.

Proposition de loi jointe :

— Proposition de loi (M. Pierre Lano) modifiant l'article 116 du Code électoral, l'article 11 de la loi du 19 octobre 1921 organique des élections provinciales et l'article 23 de la loi électorale communale.

(Avis à rendre à la commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique - Rgt, art. 100^{bis}, 3.)

Commission de l'Economie, de la Politique scientifique, de l'Education, des Institutions scientifiques et culturelles nationales, des Classes moyennes et de l'Agriculture

Mardi 23 janvier 2001

1. Projet de loi relatif à l'activité des prestataires de service de certification en vue de l'utilisation de signatures électroniques.

(Vote, sur l'ensemble - Rgt, art. 18.4 a) *bis*.)

(Rapporteuse : Mme Trees Pieters.)

Amendement du gouvernement.

2. Projet de loi modifiant certaines dispositions relatives à la sécurité et à la santé des consommateurs.

(Continuation.)

(Rapporteur : M. Serge Van Overtveldt.)

Amendements de M. Collard et consorts et de Mmes Laenens et Gerkens.

3. Question de M. Joos Wauters au secrétaire d'Etat à l'Energie et au Développement durable, sur "les provisions constituées par le secteur de l'électricité pour le démantèlement des centrales nucléaires".

4. Questions européennes (Rgt, art. 99^{bis}).

Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative à la promotion à l'électricité produite à partir de sources d'énergie renouvelables, sur le marché intérieur de l'électricité.

Woensdag 24 januari 2001

1. Voorontwerp van basiswet gevangeniswezen en rechtspositie van gedetineerden - Verslag van de commissie Dupont.

(Rapporteurs : de heren Vincent Decroly en Tony Van Parys.)

— Nota van de rapporteurs.

— Regeling der werkzaamheden.

2. Hervatting van de agenda van dinsdag 23 januari 2001

Subcommissie belast met het onderzoek en de eventuele herziening van het sociaal statuut van de zelfstandigen

Dinsdag 23 januari 2001

1. Hoorzitting met prof. Bea Cantillon.

(Rapporteur : de heer Jan Peeters.)

2. Aanwijzing van een co-rapporteur.

Bijzondere commissie voor het reglement en voor de hervorming van de parlementaire werkzaamheden

Dinsdag 23 januari 2001

Beperking van de cumulatie van mandaten - Uitvoering van de wet van 4 mei 1999 tot beperking van de cumulatie van het mandaat van federaal parlamentslid en Europees parlamentslid met andere ambten - Voorstel tot invoeging van een artikel 93^{quater} (nieuw) in het Reglement.

Adviescomité voor maatschappelijke emancipatie

Dinsdag 23 januari 2001

1. Fiscale discriminatie.

(Rapporteurs : Mevr. Marie-Thérèse Coenen en Mevr. Kristien Grauwels.)

Voorontwerp van advies van Mevr. Marie-Thérèse Coenen.

(Advies uit te brengen - Rgt, art. 100^{bis}-3.)

2. Wetsontwerp tot wijziging van artikel 23, § 1, van de gemeentekieswet en artikel 11, § 1, van de provinciekieswet, inzake de naam van vrouwelijke kandidaten - Overgezonden door de Senaat.

Toegevoegd wetsvoorstel :

— Wetsvoorstel (de heer Pierre Lano) tot wijziging van artikel 116 van het algemeen kieswetboek, artikel 11 van de wet van 19 oktober 1921 tot regeling van de provincieraadsverkiezingen, en artikel 23 van de gemeentekieswet.

(Advies uit te brengen aan de commissie voor de Binnenlandse Zaken, de Algemene Zaken en het Openbaar Ambt - Rgt, art. 100^{bis}-3.)

Commissie voor het bedrijfsleven, het wetenschapsbeleid, het onderwijs, de nationale wetenschappelijke en culturele instellingen, de middenstand en de landbouw

Dinsdag 23 januari 2001

1. Wetsontwerp betreffende de werking van de certificatie dienstverleners met het oog op het gebruik van de elektronische handtekeningen.

(Stemming, over het geheel - Rgt, art. 18.4 a) *bis*.)

(Rapporteur : Mevr. Trees Pieters.)

Amendement van de Regering.

2. Wetsontwerp tot wijziging van sommige bepalingen betreffende de veiligheid en de gezondheid van de consumenten.

(Voortzetting.)

(Rapporteur : de heer Serge Van Overtveldt.)

Amendementen van de heer Collard c.s. en van Mevr. Laenens en Mevr. Gerkens.

3. Vraag van de heer Joos Wauters tot de staatssecretaris voor Energie en Duurzame Ontwikkeling, over "de provisies van de elektriciteitssector voor de ontmanteling van de kerncentrales".

4. Europese Aangelegenheden (Rgt, art. 99^{bis}).

Voorstel van een richtlijn van het Europees Parlement en de Raad betreffende de bevordering van elektriciteit uit hernieuwbare energiebronnen op de interne elektriciteitsmarkt.

Commission des pétitions

Mercredi 24 janvier 2001

Travail, sur les pétitions prioritaires (vote électronique) - Auditions.

Commission de l'Infrastructure, des Communications
et des Entreprises publiques*Mercredi 24 janvier 2001*

1. Question de M. Bart Somers au Ministre des Télécommunications et des Entreprises et Participations publiques, sur "l'information relative au coût de revient de la mobilophonie".

2. Interpellation et question jointes :

— Interpellation n° 610 de M. Jean-Pol Poncelet au Ministre des Télécommunications et des Entreprises et Participations publiques, sur "les audits de l'entreprise « Sabena » et leur exploitation".

— Question de M. Lode Vanoost au Ministre des Télécommunications et des Entreprises et Participations publiques, sur "le dossier « Sabena »".

3. Question de M. Olivier Chastel au Ministre des Télécommunications et des Entreprises et Participations publiques, sur "la distribution du courrier et la gestion administrative des deux bureaux de distribution A du Brabant wallon".

4. Question de M. Yves Leterme au Ministre des Télécommunications et des Entreprises et Participations publiques, sur "la livraison des bagages à l'aéroport de Bruxelles-National".

5. Question de M. Lode Vanoost au Ministre des Télécommunications et des Entreprises et Participations publiques, sur "la vente éventuelle des terrains de l'aéroport de Bruxelles-National à la BIAC".

6. Questions jointes :

— Question de Mme Claudine Drion au Ministre des Télécommunications et des Entreprises et Participations publiques, sur "les centres de tri postaux".

— Question de Mme Maggy Yerna au Ministre des Télécommunications et des Entreprises et Participations publiques, sur "les centres de tri postaux".

— Question de M. Jean-Pierre Grafé au Ministre des Télécommunications et des Entreprises et Participations publiques, sur "les appels d'offres pour centres de tri postaux".

7. Question de M. Jo Vandeurzen au Ministre des Télécommunications et des Entreprises et Participations publiques, sur "des chantiers de la Régie des Bâtiments dans la province du Limbourg".

8. Interpellation n° 647 de M. Yves Leterme au Ministre des Télécommunications et des Entreprises et Participations publiques, sur "l'échec de sa politique dans un certain nombre de domaines".

9. Question de M. Bart Somers au Ministre des Télécommunications et des Entreprises et Participations publiques, sur "le monopole de la Loterie nationale".

10. Interpellation et questions jointes :

— Interpellation n° 624 de M. Jos Ansoms à la Vice-Première Ministre et Ministre de la Mobilité et des Transports, sur "les remous que suscite la SNCB au sein du gouvernement et les conséquences de ces remous sur le bon fonctionnement de la société".

— Question de Mme Fientje Moerman à la Vice-Première Ministre et Ministre de la Mobilité et des Transports, sur "les aspects gantois du plan décennal d'investissements de la SNCB".

— Question de M. Patrick Lansens à la Vice-Première Ministre et Ministre de la Mobilité et des Transports, sur "le plan décennal d'investissements de la SNCB".

— Question de M. Koen Bultinck à la Vice-Première Ministre et Ministre de la Mobilité et des Transports, sur "la suppression d'une troisième voie entre la zone portuaire de Zeebrugge et Bruges et d'une troisième et quatrième voies entre Bruges et Gand".

Commissie voor de verzoekschriften

Woensdag 24 januari 2001

Behandeling van de prioritaire verzoekschriften (elektronische stemming) - Hoorzittingen.

Commissie voor de Infrastructuur, het Verkeer
en de Overheidsbedrijven*Woensdag 24 januari 2001*

1. Vraag van de heer Bart Somers tot de Minister van Telecommunicatie en Overheidsbedrijven en Participaties, over "de informatie rond de kostprijs van mobiel telefoneren".

2. Samengevoegde interpellatie en vraag :

— Interpellatie nr. 610 van de heer Jean-Pol Poncelet tot de Minister van Telecommunicatie en Overheidsbedrijven en Participaties, over "de audits van de onderneming Sabena en het gevolg dat daaraan werd gegeven".

— Vraag van de heer Lode Vanoost tot de Minister van Telecommunicatie en Overheidsbedrijven en Participaties, over "het Sabena-dossier".

3. Vraag van de heer Olivier Chastel tot de Minister van Telecommunicatie en Overheidsbedrijven en Participaties, over "de bedeling en de administratieve afhandeling van de brievenpost door de twee A-bedelingskantoren van Waals-Brabant".

4. Vraag van de heer Yves Leterme tot de Minister van Telecommunicatie en Overheidsbedrijven en Participaties, over "de afhandeling van bagage op de luchthaven van Zaventem".

5. Vraag van de heer Lode Vanoost tot de Minister van Telecommunicatie en Overheidsbedrijven en Participaties, over "de mogelijke verkoop van de terreinen van de vlieghaven Brussel-Nationaal aan BIAC".

6. Samengevoegde vragen :

— Vraag van Mevr. Claudine Drion tot de Minister van Telecommunicatie en Overheidsbedrijven en Participaties, over "de postsorteercentra".

— Vraag van Mevr. Maggy Yerna tot de Minister van Telecommunicatie en Overheidsbedrijven en Participaties, over "de postsorteercentra".

— Vraag van de heer Jean-Pierre Grafé tot de Minister van Telecommunicatie en Overheidsbedrijven en Participaties, over "de aanbestedingen voor postsorteercentra".

7. Vraag van de heer Jo Vandeurzen tot de Minister van Telecommunicatie en Overheidsbedrijven en Participaties, over "werken van de Regie der Gebouwen in de provincie Limburg".

8. Interpellatie nr. 647 van de heer Yves Leterme tot de Minister van Telecommunicatie en Overheidsbedrijven en Participaties, over "het falen van zijn beleid inzake een aantal bevoegdheden".

9. Vraag van de heer Bart Somers tot de Minister van Telecommunicatie en Overheidsbedrijven en Participaties, over "het monopolie van de Nationale Loterij".

10. Samengevoegde interpellatie en vragen :

— Interpellatie nr. 624 van de heer Jos Ansoms tot de Vice-Eerste Minister en Minister van Mobiliteit en Vervoer, over "het gerommel in de regering rondom de NMBS en de gevolgen daarvan door de goede gang van zaken in het bedrijf".

— Vraag van Mevr. Fientje Moerman tot de Vice-Eerste Minister en Minister van Mobiliteit en Vervoer, over "Gentse aspecten van het tienjareninvesteringsplan van de NMBS".

— Vraag van de heer Patrick Lansens tot de Vice-Eerste Minister en Minister van Mobiliteit en Vervoer, over "het tienjareninvesteringsplan van de NMBS".

— Vraag van de heer Koen Bultinck tot de Vice-Eerste Minister en Minister van Mobiliteit en Vervoer, over "de schrapping van een derde spoor tussen het havengebied van Zeebrugge en Brugge en schrapping van een derde en vierde spoor tussen Brugge en Gent".

11. Questions jointes :

— Question de M. François Bellot à la Vice-Première Ministre et Ministre de la Mobilité et des Transports, sur "les honoraires de l'architecte chargé de la réalisation de la gare TGV de Liège".

— Question de M. François Bellot à la Vice-Première Ministre et Ministre de la Mobilité et des Transports, sur "un projet de leasing, sur une ligne à grande vitesse de la SNCB".

12. Echange de vue avec la Vice-Première Ministre et Ministre de la Mobilité et des Transports, sur les récents dossiers SNCB.

Commission de l'Intérieur, des Affaires générales
et de la Fonction publique

Mercredi 24 janvier 2001

1. Questions jointes :

— Question de M. Francis Van den Eynde au Ministre de l'Intérieur sur "le centre de demandeurs d'asile installé à la caserne Léopold à Gand".

— Question de M. Guido Tastenhoye au Ministre de l'Intérieur, sur "l'organisation par la mafia bulgare d'un afflux de demandeurs d'asile et du rôle, dans ce contexte, des ambassades allemande, française et italienne".

— Question de M. Guido Tastenhoye au Ministre de l'Intérieur, sur "le nombre d'illégaux régularisés en 2000 en vertu de la loi de 1980, sur les étrangers".

— Question de M. Guido Tastenhoye au Ministre de l'Intérieur, sur "l'expulsion et le rapatriement de personnes ayant épuisé toutes les voies de recours et ayant, le cas échéant, introduit un recours auprès du Conseil d'Etat".

2. Interpellation n° 631 de M. Jean-Pol Poncelet au Premier Ministre sur "l'organisation de l'unité déconcentrée de la police fédérale pour l'arrondissement de Bruxelles-Hal-Vilvorde".

(La réponse sera donnée par le Ministre de l'Intérieur.)

3. Question de M. Francis Van den Eynde au Premier Ministre, sur "les conséquences des licenciements du chef de la sécurité et du chef-patrouilleur de la STIB".

(La réponse sera donnée par le Ministre de l'Intérieur.)

4. Question de M. Karel Van Hoorebeke au Ministre de l'Intérieur, sur "le fonctionnement des groupes de travail relatifs à la réforme de la police".

5. Question de Mme Kristien Grauwels au Ministre de l'Intérieur, sur "le congé politique pour les membres et présidents des conseils de district".

Commission des Affaires sociales

Mercredi 24 janvier 2001

1. Propositions de loi jointes :

— Proposition de loi (Mme Pierrette Cahay-André) modifiant l'arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés en vue d'autoriser le cumul entre une pension de survie et une indemnité pour cause de maladie, d'invalidité ou de chômage involontaire.

— Proposition de loi (M. Filip Anthuenis et Mme Maggie De Block) modifiant la législation relative à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés et des travailleurs indépendants en ce qui concerne le cumul d'une pension de survie et d'une indemnité pour cause de maladie ou d'invalidité.

— Proposition de loi (M. Jean-Jacques Viseur) modifiant l'arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés ainsi que l'arrêté royal n° 72 du 10 novembre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants en vue d'autoriser le cumul entre une pension de survie et une indemnité pour cause de maladie, d'invalidité ou de chômage involontaire.

2. Proposition de loi (MM. Thierry Giet et André Frédéric) modifiant l'article 35, alinéa 4, de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs.

11. Samengevoegde vragen :

— Vraag van de heer François Bellot tot de Vice-Eerste Minister en Minister van Mobiliteit en Vervoer, over "de honoraria van het architectenbureau belast met de bouw van het HST-station te Luik".

— Vraag van de heer François Bellot tot de Vice-Eerste Minister en Minister van Mobiliteit en Vervoer, over "een leasing-project op een hogesnelheidslijn van de NMBS".

12. Gedachtewisseling met de Vice-Eerste Minister en Minister van Mobiliteit en Vervoer, over de recente NMBS-dossiers.

Commissie voor de Binnenlandse Zaken, de Algemene Zaken
en het Openbaar Ambt

Woensdag 24 januari 2001

1. Samengevoegde vragen :

— Vraag van de heer Francis Van den Eynde tot de Minister van Binnenlandse Zaken, over "het asielcentrum in de Leopoldkazerne in Gent".

— Vraag van de heer Guido Tastenhoye tot de Minister van Binnenlandse Zaken, over "de Bulgaarse maffia die asielstromen naar België organiseert, en, over de rol hierin van de ambassades van Duitsland, Frankrijk en Italië".

— Vraag van de heer Guido Tastenhoye tot de Minister van Binnenlandse Zaken, over "het aantal illegale personen dat in het jaar 2000 werd geregulariseerd op basis van de vreemdelingenwet van 1980".

— Vraag van de heer Guido Tastenhoye tot de Minister van Binnenlandse Zaken, over "de uitwijzing en repatriëring van uitgeprocedeerden die al dan niet nog een beroep hebben lopen bij de Raad van State".

2. Interpellatie nr. 631 van de heer Jean-Pol Poncelet tot de Eerste Minister, over "de organisatie van de gedeconcentreerde eenheid van de federale politie voor het arrondissement Brussel-Halle-Vilvorde".

(Het antwoord zal worden verstrekt door de Minister van Binnenlandse Zaken.)

3. Vraag van de heer Francis Van den Eynde tot de Eerste Minister over "de gevolgen van het ontslag van de veiligheidschef en de chef-patrouilleur van de MIVB".

(Het antwoord zal worden verstrekt door de Minister van Binnenlandse Zaken.)

4. Vraag van de heer Karel Van Hoorebeke tot de Minister van Binnenlandse Zaken, over "de werking van de werkgroepen ter begeleiding van de politiehervorming".

5. Vraag van Mevr. Kristien Grauwels tot de Minister van Binnenlandse Zaken, over "het politiek verlof voor districtsraadsleden en voorzitters van districtsraden".

Commissie voor de Sociale Zaken

Woensdag 24 januari 2001

1. Samengevoegde wetsvoorstellen :

— Wetsvoorstel (Mevr. Pierrette Cahay-André) tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 50 van 24 oktober 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers teneinde de cumulatie toe te staan van een overlevingspensioen en een uitkering wegens ziekte, invaliditeit of onvrijwillige werkloosheid.

— Wetsvoorstel (de heer Filip Anthuenis en Mevr. Maggie De Block) tot wijziging van de wetgeving betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers en zelfstandigen, wat de cumulatie van een overlevingspensioen en een ziekte- en invaliditeitsuitkering betreft.

— Wetsvoorstel (de heer Jean-Jacques Viseur) tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 50 van 24 oktober 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers en van het koninklijk besluit nr. 72 van 10 november 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen der zelfstandigen teneinde de cumulatie toe te staan van een overlevingspensioen en een uitkering wegens ziekte, invaliditeit of onvrijwillige werkloosheid.

2. Wetsvoorstel (de heren Thierry Giet en André Frédéric) tot wijziging van artikel 35, vierde lid, van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders.

Réunion commune du Comité d'Avis chargé de questions européennes et de la commission des relations extérieures

Mercredi 24 janvier 2001

(Réunion commune avec les commissions analogues du Sénat.)

Echange de vues avec MM. Guy Verhofstadt, Premier Ministre, et Louis Michel, Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires étrangères, au sujet des priorités et objectifs de la présidence belge de l'Union européenne (1^{er} juillet - 31 décembre 2001).

Commission chargée des problèmes de droit commercial et économique

Jeudi 25 janvier 2001

1. Proposition de loi (M. Stefaan De Clerck) complétant les dispositions du Code civil relatives aux contrats d'entreprise et de sous-traitance.

(Continuation - application de l'art. 72 du Règlement.)

(Rapporteur : M. Alfons Borginon.)

2. Proposition de loi (M. Henk Verlinde) instaurant la procédure de l'offre de rachat dans la législation, sur les sociétés commerciales.

3. Proposition de loi (M. Jean-Pierre Grafé) modifiant l'article 101, alinéa 2, de la loi du 8 août 1997, sur les faillites.

Gemeenschappelijke vergadering van het Adviescomité voor Europese aangelegenheden en van de commissie voor de buitenlandse betrekkingen

Woensdag 24 januari 2001

(Gemeenschappelijke vergadering met de analoge commissies van de Senaat.)

Gedachtewisseling met de heren Guy Verhofstadt, Eerste Minister, en Louis Michel, Vice-Eerste Minister en Minister van Buitenlandse Zaken, betreffende de prioriteiten en objectieven van het Belgisch voorzitterschap van de Europese Unie (1 juli - 31 december 2001).

Commissie belast met de problemen inzake handels- en economisch recht

Donderdag 25 januari 2001

1. Wetsvoorstel (de heer Stefaan De Clerck) tot aanvulling van de bepalingen van het Burgerlijk Wetboek betreffende de aannemings- en de onderaannemingsovereenkomst, nrs. 50/1 tot 5.

(Voortzetting - Toepassing van artikel 72 van het Reglement.)

(Rapporteur : de heer Alfons Borginon.)

2. Wetsvoorstel (de heer Henk Verlinde) tot invoering van de procedure van het afkoopbod in de vennootschapswetgeving.

3. Wetsvoorstel (de heer Jean-Pierre Grafé) tot wijziging van artikel 101, tweede lid, van de faillissementswet van 8 augustus 1997.

SENAT DE BELGIQUE

[2000/19031]

Séances plénières

Ordre du jour

Jeudi 25 janvier 2001

A 15 heures :

1. Prise en considération de propositions.

2. Questions orales.

3. Projet de loi modifiant diverses dispositions en vue de créer une assemblée générale des juges de paix et des juges au tribunal de police (*pour mémoire*).

A partir de 16 h 30 m :

a) Scrutin pour la présentation des candidats pour une place vacante de conseiller d'Etat, d'expression néerlandaise du Conseil d'Etat;

b) Vote nominatif sur l'ensemble du projet de loi dont la discussion est terminée.

4. Demandes d'explications :

a) de Mme Sabine de Bethune, au Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Emploi, sur « l'application de la loi du 20 juillet 1990 visant à promouvoir la présence équilibrée d'hommes et de femmes dans les organes possédant une compétence d'avis »;

a) de Mme Sabine de Bethune, au Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Emploi, sur « la différence de participation des femmes peu qualifiées et des femmes hautement qualifiées au marché du travail en Belgique »;

c) de Mme Erika Thijs, au Ministre de la Protection de la consommation de la Santé publique et de l'Environnement, sur « la farine d'os dans la gélatine destinée à la consommation humaine »;

d) de Mme Erika Thijs, au Ministre de la Protection de la consommation, de la Santé publique et de l'Environnement, sur « l'usage et la vente de médicaments à base de principes naturels »;

e) de M. Georges Dallemagne, au Ministre de la Protection de la consommation, de la Santé publique et de l'Environnement, sur « la contamination suite à l'utilisation dans certains hôpitaux de la solution désinfectante inactive, dénommée CIDEX »;

f) de M. Theo Kelchtermans, au Ministre de l'Agriculture et des Classes moyennes et au Premier Ministre, sur « le marquage de chevaux par une puce »;

g) de Mme Clotilde Nyssens, au Ministre de la Justice, sur « l'application du nouveau règlement en matière de nationalité »;

h) de M. Vincent Van Quickenborne, au Ministre des Télécommunications et des Entreprises et Participations publiques, sur « la libéralisation de La Poste ».

BELGISCHE SENAAT

[2001/19031]

Plenaire vergaderingen

Agenda

Donderdag 25 januari 2001

Te 15 uur :

Inoverwegingneming van voorstellen.

2. Mondellingse vragen.

3. Wetsontwerp tot wijziging van diverse bepalingen met het oog op de oprichting van een algemene vergadering van vrederechters in de politierechtbank (*Pro memorie*).

Vanaf 16 u. 30 m. :

a) Geheime stemming over de voordracht van kandidaten voor een openstaand ambt van Nederlandstalig Staatsraad bij de Raad van State;

b) Naamstemming over het afgehandelde wetsontwerp in zijn geheel.

4. Vragen om uitleg :

a) van Mevr. Sabine de Bethune aan de Vice-Eerste Minister en Minister van Werkgelegenheid, over « de naleving van de wet van 20 juli 1990 ter bevordering van de evenwichtige vertegenwoordiging van mannen en vrouwen in organen met adviserende bevoegdheid »;

a) van Mevr. Sabine de Bethune aan de Vice-Eerste Minister en Minister van Werkgelegenheid, over « het verschil in arbeidsmarktparticipatie van laaggeschoolde en hooggeschoolde vrouwen in België »;

c) van Mevr. Erika Thijs, aan de Minister van Consumentenzaken, Volksgezondheid en Leefmilieu, over « beendermeel in gelatine voor menselijke consumptie »;

d) van Mevr. Erika Thijs, aan de Minister van Consumentenzaken, Volksgezondheid en Leefmilieu, over « het gebruik en de verkoop van medicijnen op natuurlijke basis »;

e) van de heer Georges Dallemagne, aan de Minister van Consumentenzaken, Volksgezondheid en Leefmilieu, over « de besmetting door het gebruik van het inactieve antisepticum CIDEX in een aantal ziekenhuizen »;

f) van de heer Theo Kelchtermans, aan de Minister van Landbouw en Middenstand en aan de eerste minister, over « het chippen van paarden »;

g) van Mevr. Clotilde Nyssens, aan de Minister van Justitie, over « de toepassing van de nieuwe regels inzake de nationaliteit »;

h) van de heer Vincent Van Quickenborne, aan de Minister van Telecommunicatie en Overheidsbedrijven en Participaties, over « de liberalisering van De Post ».

Institutions régionales — Gewestelijke instellingen

VLAAMS PARLEMENT

[2001/35072]

Plenaire vergaderingen

Agenda

Woensdag 24 januari 2001

Vanaf 10 uur :

Onderzoek van de geloofsbriefen van nieuwe leden.

Eedaflegging van de nieuwe leden.

Ontwerpen van decreet. — Beraadslagingen.

1. Ontwerp van decreet houdende instemming met de overeenkomst tussen de Belgisch-Luxemburgse Economische Unie, enerzijds, en de regering van de republiek Moldova, anderzijds, inzake de wederzijdse bevordering en bescherming van investeringen, ondertekend te Chişinău op 21 mei 1996.

(Gewestaangelegenheid.)

2. Ontwerp van decreet houdende goedkeuring van het protocol bij de overeenkomst tot instelling van samenwerking en een douane-unie tussen de Europese Economische Gemeenschap en de republiek San Marino naar aanleiding van de toetreding van de republiek Oostenrijk, de republiek Finland en het koninkrijk Zweden tot de Europese Unie, en de slotakte, ondertekend in Brussel op 30 oktober 1997.

(Gemeenschaps- en gewestaangelegenheden.)

Voorstel van decreet. — Beraadslaging

Voorstel van decreet van de heren Marino Keulen, Tuur Van Wallendael en Jo Vermeulen en Mevr. Margriet Hermans houdende wijziging van sommige bepalingen van de decreten betreffende de radio-omroep en de televisie, gecoördineerd op 25 januari 1995.

(Gemeenschapsaangelegenheid.)

Vanaf 14 uur :

Actuele vragen (Reg. art. 82).

Eventueel voortzetting van de agenda van de morgenvergadering.

Vanaf 16 uur :

Hoofdelijke stemmingen :

1. over het ontwerp van decreet houdende instemming met de overeenkomst tussen de Belgisch-Luxemburgse Economische Unie, enerzijds, en de regering van de republiek Moldova, anderzijds, inzake de wederzijdse bevordering en bescherming van investeringen, ondertekend te Chişinău op 21 mei 1996.

(Gewestaangelegenheid.)

2. over het ontwerp van decreet houdende goedkeuring van het protocol bij de overeenkomst tot instelling van samenwerking en een douane-unie tussen de Europese Economische Gemeenschap en de republiek San Marino naar aanleiding van de toetreding van de republiek Oostenrijk, de republiek Finland en het koninkrijk Zweden tot de Europese Unie, en de slotakte, ondertekend in Brussel op 30 oktober 1997.

(Gemeenschaps- en gewestaangelegenheden.)

3. over het voorstel van decreet van de heren Marino Keulen, Tuur Van Wallendael en Jo Vermeulen en Mevr. Margriet Hermans houdende wijziging van sommige bepalingen van de decreten betreffende de radio-omroep en de televisie, gecoördineerd op 25 januari 1995.

(Gemeenschapsaangelegenheid.)

4. over de met redenen omklede moties :

— van Mevr. Riet Van Cleuvenbergen en de heer Bart De Smet tot besluit van de op 11 januari 2001 door Mevr. Riet Van Cleuvenbergen in commissie gehouden interpellatie tot de heer Steve Stevaert, minister vice-president van de Vlaamse regering, Vlaams minister van Mobiliteit, Openbare Werken en Energie, over de toegankelijk van de voor gehandicapten aangepaste bussen, aangekocht door De Lijn.

(Gewestaangelegenheid.)

— van de heer Eddy Schuermans, Mevr. Gisèle Gardeyn-Debever en de heren Johan Weyts en Jan Laurys tot besluit van de op 11 januari 2001 door de heer Eddy Schuermans in commissie gehouden interpellatie tot de heer Patrick Dewael, minister-president van de Vlaamse regering, Vlaams minister van Financiën, Begroting, Buitenlands Beleid en Europese Aangelegenheden, over de verhouding federale overheid-gewesten in het Airbusdossier.

(Gewestaangelegenheid.)

— van de heren Jan Loones, Jacques Laverge, Robert Voorhamme, Jos Stassen en André-Emiel Bogaert tot besluit van de op 11 januari 2001 door de heer Eddy Schuermans in commissie gehouden interpellatie tot de heer Patrick Dewael, minister-president van de Vlaamse regering, Vlaams minister van Financiën, Begroting, Buitenlands Beleid en Europese Aangelegenheden, over de verhouding federale overheid-gewesten in het Airbusdossier.

(Gewestaangelegenheid.)

Hoofdelijke stemmingen kunnen ook na 17 uur worden gehouden.

VLAAMS PARLEMENT

[2000/35073]

Commissievergaderingen

Agenda

Dinsdag 23 januari 2001, om 14 uur

Commissie voor Reglement en Samenwerking

Quinten Metsijszaal - 2e verdieping

1. Voorstel van de heren Johan De Roo, Francis Vermeiren, Filip Dewinter, Herman De Loor, Ludo Sannen en Paul Van Grembergen tot invoeging van een artikel 97bis in het Reglement.

Benoeming van een verslaggever, bespreking en eventueel stemming.

2. Voorstel van Mevr. Mieke Van Hecke en de heer Luc Martens tot wijziging van artikel 73 van het Reglement van het Vlaams Parlement.

Benoeming van een verslaggever, bespreking en eventueel stemming.

3. Voorstel van Mevr. Mieke Van Hecke, Mevr. Trees Merckx-Van Goey en de heren Johan De Roo en Eric Van Rompuy tot wijziging van artikel 62 van het Reglement.

Benoeming van een verslaggever, bespreking en eventueel stemming.

4. Voorstel van de heer Marc van den Abeelen c.s. tot wijziging van het Reglement van het Vlaams Parlement.

Benoeming van een verslaggever, bespreking en eventueel stemming.

Dinsdag 23 januari 2001, om 14 uur

Commissie voor Economie, Landbouw, Werkgelegenheid en Toerisme

Antoon Van Dyckzaal - 2e verdieping

Gedachtewisseling over de kosten van de BSE-crisis en de verwerking van het extra slachtafval met :

— Mevr. Vera Dua, minister van Leefmilieu en Landbouw;

— vertegenwoordiger van de OVAM;

— vertegenwoordigers van de landbouwersorganisaties;

— vertegenwoordigers van de consumentenorganisaties;

— vertegenwoordigers van de distributiesector, de voedingssector en de vleesverwerkende nijverheid.

Benoeming van een verslaggever.

De leden van de Commissie voor Leefmilieu, Natuurbehoud en Ruimtelijke Ordening worden eveneens uitgenodigd om de gedachtewisseling bij te wonen.

De commissie vergadert eveneens op donderdag 25 januari 2001, om 14 uur.

Dinsdag 23 januari 2001, om 14 u. 15 m.

Commissie voor Onderwijs, Vorming en Wetenschapsbeleid

Pieter Paul Rubenszaal - 2e verdieping

Gedachtewisseling met de heer Peter Michielsens, coördinerend inspecteur-generaal, de heer Roger Peeters, inspecteur-generaal basisonderwijs, en Mevr. Kristine Arnouts, inspecteur-generaal secundair onderwijs, van de Dienst Onderwijsinspectie van het departement Onderwijs over de inspectieverslagen basis- en secundair onderwijs 1999-2000.

Benoeming van een verslaggever.

De commissie vergadert eveneens op donderdag 25 januari 2001, om 10 u. 15 m. en eventueel om 14 u. 15 m.

Donderdag 25 januari 2001, om 10 uur

Gemengde Overlegcommissie Senaat — Vlaams Parlement

(Senaat - zaal A)

Wetsontwerp tot wijziging van sommige bepalingen betreffende de gerechtelijke kantons.

Motie inzake een belangenconflict aangenomen door het Vlaams Parlement op 21 december 2000.

Overlegvergadering (art. 32, § 1bis, van de gewone wet van 9 augustus 1980 tot hervorming der instellingen).

Donderdag 25 januari 2001, om 10 uur

Commissie voor Openbare Werken, Mobiliteit en Energie

Quinten Metsijszaal - 2e verdieping

1. Interpellatie van de heer Eloi Glorieux tot de heer Steve Stevaert, minister vice-president van de Vlaamse regering, Vlaams minister van Mobiliteit, Openbare Werken en Energie, over maatregelen om het toenemende energieverbruik in de industrie terug te schroeven.

2. Vraag om uitleg van de heer Patrick Hostekint tot de heer Steve Stevaert, minister vice-president van de Vlaamse regering, Vlaams minister van Mobiliteit, Openbare Werken en Energie, over de voltooiing van de Ring van Roeselare.

3. Vraag om uitleg van de heer Dirk De Cock tot de heer Steve Stevaert, minister vice-president van de Vlaamse regering, Vlaams minister van Mobiliteit, Openbare Werken en Energie, over de Mirabrug tussen Waasmunster en Hamme.

Donderdag 25 januari 2001

Commissie voor Leefmilieu, Natuurbehoud en Ruimtelijke Ordening

Antoon Van Dijckzaal - 2e verdieping

Te 10 uur :

1. Ontwerp van decreet houdende regeling van de vrijwillige, volledige en definitieve stopzetting van de productie van alle dierlijke mest, afkomstig van een of meerdere diersoorten.

Benoeming van een verslaggever, bespreking en eventueel stemming.

Te 14 uur :

2. Vraag om uitleg van de heer Dirk De Cock tot de heer Dirk Van Mechelen, Vlaams minister van Economie, Ruimtelijke Ordening en Media, over de leefbaarheid van Doel.

3. Vraag om uitleg van Mevr. Simonne Janssens-Vanoppen tot de heer Dirk Van Mechelen, Vlaams minister van Economie, Ruimtelijke Ordening en Media, over de aanvraag voor een stedenbouwkundige vergunning voor de bouw van een klooster op een terrein dat deel uitmaakt van het Koninklijk Domein te Opgrimbie.

4. Vraag om uitleg van de heer André Denys tot de heer Dirk Van Mechelen, Vlaams minister van Economie, Ruimtelijke Ordening en Media, over de erkenning van vlasbedrijven als para-agrarische bedrijven.

Te 15 uur :

5. Interpellatie van de heer Johan Malcorps tot Mevr. Vera Dua, Vlaams minister van Leefmilieu en Landbouw, en tot Mevr. Mieke Vogels, Vlaams minister van Welzijn, Gezondheid en Gelijke Kansen, over het beleid inzake asbest en volksgezondheid.

6. Interpellatie van Mevr. Trees Merckx-Van Goey tot Mevr. Vera Dua, Vlaams minister van Leefmilieu en Landbouw, over de aankoop van pachtgronden door het Vlaamse Gewest, afdeling Natuur.

Vraag om uitleg van Mevr. Gisèle Gardeyn-Debever tot Mevr. Vera Dua, Vlaams minister van Leefmilieu en Landbouw, over het natuurinrichtingsproject West-Vlaamse Scheldemeersen, ingesteld op 31 maart 2000.

7. Vraag om uitleg van de heer Jan Laurys tot Mevr. Vera Dua, Vlaams minister van Leefmilieu en Landbouw, over het waterniveau van de Velp in Kersbeek-Miskom.

8. Vraag om uitleg van de heer Jan Loones tot Mevr. Vera Dua, Vlaams minister van Leefmilieu en Landbouw, over het stelsel van de toelagen voor de gemeentelijke rioleringen.

9. Vraag om uitleg van de heer Jan Loones tot Mevr. Vera Dua, Vlaams minister van Leefmilieu en Landbouw, over de reglementering en de controle op brandrisicobestrijding.

10. Vraag om uitleg van Mevr. Marleen Van den Eynde tot Mevr. Vera Dua, Vlaams minister van Leefmilieu en Landbouw, over de financiële kosten voor de sluiting van de ISVAG-oven.

Donderdag 25 januari 2001

Commissie voor Onderwijs, Vorming en Wetenschapsbeleid

Pieter Paul Rubenszaal - 2e verdieping

Te 10 u. 15 m. :

1. Interpellatie van de heer Luk Van Nieuwenhuysen tot Mevr. Marleen Vanderpoorten, Vlaams minister van Onderwijs en Vorming, over de uitgangspunten voor de onderhandelingen met de Franse Gemeenschap betreffende de taal- en pedagogische inspectie in het faciliteitenonderwijs.

2. Interpellatie van de heer Luc Martens tot Mevr. Marleen Vanderpoorten, Vlaams minister van Onderwijs en Vorming, over het voorstel van de minister om maaltijdcheques in te voeren voor het onderwijzend personeel.

3. Vraag om uitleg van Mevr. Marijke Dillen tot Mevr. Marleen Vanderpoorten, Vlaams minister van Onderwijs en Vorming, over de invoering van een elektronisch klassenboek.

4. Vraag om uitleg van Mevr. Riet Van Cleuvenbergen tot Mevr. Marleen Vanderpoorten, Vlaams minister van Onderwijs en Vorming, over het toepassen van de wetgeving op het welzijn voor stagiairs en stagebegeleiding.

5. Vraag om uitleg van Mevr. Veerle Heeren tot Mevr. Marleen Vanderpoorten, Vlaams minister van Onderwijs en Vorming, over het politiek verlot van personen tewerkgesteld in het onderwijs.

6. Vraag om uitleg van de heer Dirk De Cock tot Mevr. Marleen Vanderpoorten, Vlaams minister van Onderwijs en Vorming, over de vorming van het schoolhoofd.

7. Vraag om uitleg van de heer Luc Martens tot Mevr. Marleen Vanderpoorten, Vlaams minister van Onderwijs en Vorming, over de pensioenverhoging van de leerkrachten in het basisonderwijs.

8. Vraag om uitleg van de heer Gilbert Vanleenhove tot Mevr. Marleen Vanderpoorten, Vlaams minister van Onderwijs en Vorming, over de resultaten en de verwerking van het maatschappelijk debat over de herwaardering van het lerarenambt.

9. Voorstel van resolutie van de heren Gilbert Vanleenhove, Gilbert Van Baelen, André Van Nieuwkerke, Ludo Sannen, Kris Van Dijck en Jos De Meyer betreffende de studietoelagen in het secundair onderwijs en het basisonderwijs.

Benoeming van een verslaggever, bespreking en stemming.

10. Voorstel van decreet van de heren Ludo Sannen, Jos De Meyer, Gilbert Van Baelen, André Van Nieuwkerke, Kris Van Dijck en Gilbert Vanleenhove houdende regeling van de studietoelagen voor het hoger onderwijs in de Vlaamse Gemeenschap.

Benoeming van een verslaggever, bespreking en stemming.

Te 14 u. 15 m. :

Eventueel voortzetting van de ochtendvergadering

Donderdag 25 januari 2001

Commissie voor Welzijn, Volksgezondheid en Gelijke Kansen

James Ensorzaal - 2e verdieping

Te 10 u. 30 m. :

1. Interpellatie van de heer Jan Van Duppen tot Mevr. Mieke Vogels, Vlaams minister van Welzijn, Gezondheid en Gelijke Kansen, over de voorlichting van publiek, patiënten, huisartsen en specialisten betreffende de behandeling van kwaadaardige aandoeningen in gespecialiseerde centra.

2. Vraag om uitleg van de heer Jos Bex tot Mevr. Mieke Vogels, Vlaams minister van Welzijn, Gezondheid en Gelijke Kansen, over de fondsenwerving ten voordele van sociale organisaties.

3. Vraag om uitleg van Mevr. Veerle Declercq tot Mevr. Mieke Vogels, Vlaams minister van Welzijn, Gezondheid en Gelijke Kansen, over pleegkinderen in een MPI.

4. Vraag om uitleg van Mevr. Ann De Martelaer tot Mevr. Mieke Vogels, Vlaams minister van Welzijn, Gezondheid en Gelijke Kansen, over de uitvoering van het social profit akkoord.

5. Vraag om uitleg van Mevr. Sonja Becq tot Mevr. Mieke Vogels, Vlaams minister van Welzijn, Gezondheid en Gelijke Kansen, over de opvolging en de controle van onthaalgezinnen.

6. Vraag om uitleg van Mevr. Sonja Becq tot Mevr. Mieke Vogels, Vlaams minister van Welzijn, Gezondheid en Gelijke Kansen, over de financiering van erkende kinderdagverblijven en diensten voor onthaalgezinnen.

7. Verzoekschrift van de heer Jan Boeykens betreffende klachtenbehandeling in de psychiatrie.

Verzoekschrift van Mevr. Maria Aerts betreffende de behandeling van een psychiatrisch patiënt.

Bespreking.

8. Voorstel van resolutie van Mevr. Ingrid van Kessel c.s. tot sluiting van een samenwerkingsakkoord betreffende de coördinatie van het drugbeleid.

Benoeming van een verslaggever en toelichting.

9. Voorstel van decreet van Mevr. Simonne Janssens-Vanoppen, Mevr. Patricia Ceysens, de heer Jan Van Duppen en Mevr. Ann De Martelaer houdende wijziging van het decreet van 29 mei 1984 houdende oprichting van de instelling Kind en Gezin.

Benoeming van een verslaggever en toelichting.

Te 14 uur :

Eventueel : voortzetting van de agenda.

Donderdag 25 januari 2001

Commissie voor Buitenlandse en Europese Aangelegenheden

Constant Permekezaal - 2e verdieping

Te 13 u. 30 m. :

1. Ontwerp van decreet houdende instemming met de Overeenkomst tussen het koninkrijk België en het koninkrijk der Nederlanden tot regeling van het scheepvaartverkeer en van de recreatie op de gemeenschappelijke Maas, ondertekend te Brussel op 6 januari 1993, en met het bijgevoegde Scheepvaartreglement Gemeenschappelijke Maas met de bijlagen I, II en III.

Benoeming van een verslaggever, bespreking en stemming.

Te 14 u. 30 m. :

2. Ontwerp van decreet houdende instemming met de overeenkomst betreffende de instandhouding van vleermuizen in Europa, ondertekend in Londen op 4 december 1991.

Benoeming van een verslaggever, bespreking en stemming.

Te 15 uur :

3. Vraag om uitleg van Mevr. Veerle Declercq tot de heer Renaat Landuyt, Vlaams minister van Werkgelegenheid en Toerisme, over toerisme naar Birma.

Donderdag 25 januari 2001

Commissie voor Economie, Landbouw, Werkgelegenheid en Toerisme

Jeroen Boschzaal - 2e verdieping

Te 14 uur :

1. Vraag om uitleg van de heer Jos De Meyer tot Mevr. Vera Dua, Vlaams minister van Leefmilieu en Landbouw, over het Programma voor Plattelandsontwikkeling in Vlaanderen, periode 2000-2006.

Te 15 u. 15 m. :

2. Interpellatie van de heer Carl Decaluwe tot de heer Renaat Landuyt, Vlaams minister van Tewerkstelling en Toerisme, over de toepassing van sociale clausules bij overheidsopdrachten.

3. Vraag om uitleg van de heer Pieter Huybrechts tot de heer Renaat Landuyt, Vlaams minister van Tewerkstelling en Toerisme, over de inspanningen van de overheid om het tekort aan vrachtwagenchauffeurs op te vangen.

4. Vraag om uitleg van de heer Mathieu Boutsen tot de heer Renaat Landuyt, Vlaams minister van Tewerkstelling en Toerisme, in verband met het zwemparadijs van Hengelhoef.

Vraag om uitleg van de heer Didier Ramoudt tot de heer Renaat Landuyt, Vlaams minister van Tewerkstelling en Toerisme, over de gevolgen van de verkoop van de vakantiecentra Zon & Zee en Hengelhoef voor het sociaal toerisme.

5. Vraag om uitleg van de heer Dirk De Cock tot de heer Renaat Landuyt, Vlaams minister van Tewerkstelling en Toerisme, over het convenant tussen de Hogeschool Gent en de textielsector.

6. Vraag om uitleg van de heer Sven Gatz tot de heer Renaat Landuyt, Vlaams minister van Tewerkstelling en Toerisme, en tot de heer Bert Anciaux, Vlaams minister van Cultuur, Jeugd, Brusselse Aangelegenheden en Ontwikkelingssamenwerking over de uitgave « 3 dagen in Brussel - ontdekkingen en evenementen » van het BITC.

Donderdag 25 januari 2001

Commissie voor Cultuur, Media en Sport

Hans Memlingzaal - 2e verdieping

Te 14 u. 30 m. :

1. Interpellatie van de heer Julien Librecht tot de heer Bert Anciaux, Vlaams minister van Cultuur, Jeugd, Brusselse Aangelegenheden en Ontwikkelingssamenwerking, over het principe van de individuele artistieke vrijheid en de weerslag hiervan op de maatschappelijke doelstellingen van het cultuurbeleid.

2. Vraag om uitleg van Mevr. Riet Van Cleuvenbergen tot de heer Bert Anciaux, Vlaams minister van Cultuur, Jeugd, Brusselse Aangelegenheden en Ontwikkelingssamenwerking, over initiatieven ter regularisatie van DAC'ers.

3. Vraag om uitleg van Mevr. Mieke Van Hecke tot de heer Bert Anciaux, Vlaams minister van Cultuur, Jeugd, Brusselse Aangelegenheden en Ontwikkelingssamenwerking, over de samenstelling van gemeentelijke cultuurraden van de gemeenteraadsverkiezingen.

4. Vraag om uitleg van Mevr. Mieke Van Hecke tot de heer Bert Anciaux, Vlaams minister van Cultuur, Jeugd, Brusselse Aangelegenheden en Ontwikkelingssamenwerking, over de stand van zaken van het nieuwe ontwerpdecreet lokaal jeugdwerkbeleid.

5. Vraag om uitleg van de heer Dany Vandebossche tot de heer Bert AnCIAUX, Vlaams minister van Cultuur, Jeugd, Brusselse Aangelegenheden en Ontwikkelingssamenwerking, over de weggevallen lottosubsidie voor theater Arca.

Te 16 uur :

6. Vraag om uitleg van de heer Carl Decaluwe tot de heer Dirk Van Mechelen, Vlaams minister van Economie, Ruimtelijke Ordening en Media, over de ondersteuning van het filmbeleid.

CONSEIL DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[2000/31015]

Séance plénière

Ordre du jour

Vendredi 26 janvier 2001, à 9 h 30 m et à 14 h 30 m

Salle des séances plénières
rue du Lombard 69

1. Prise en considération :

— Proposition de résolution (M. Joël Riguelle) invitant le Gouvernement régional à demander du Gouvernement fédéral l'abrogation de la loi du 11 avril 1994 organisant le vote automatisé (*pour mémoire*).

2. Proposition de modification du règlement :

— Proposition de modification de l'article 8.9. du règlement.
— Rapporteur : M. Marc Cools.
— Discussion.

3. Interpellations :

— Interpellation de M. Benoît Cerexhe à M. François-Xavier de Donnée, Ministre-Président du Gouvernement, concernant « le bilan que le Ministre-Président dresse aujourd'hui de l'organisation de « Bruxelles 2000 » et la manière dont il envisage la pérennisation de certaines de ses initiatives durant les années à venir ».

— Interpellation de Mme Brigitte Grouwels à M. François-Xavier de Donnée, Ministre-Président du Gouvernement, concernant « la coordination de la politique de parcage en Région de Bruxelles-Capitale ».

4. Questions orales :

— Question orale de M. Joël Riguelle à M. François-Xavier de Donnée, Ministre-Président du Gouvernement, concernant « la fusion de Bruxelles-Congrès et du T.I.B. ».

— Question orale de Mme Evelyne Huytebroeck à MM. Jos Chabert, Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Travaux publics, du Transport de la Lutte contre l'Incendie et l'Aide médicale urgente, et Didier Gosuin, Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de l'Environnement et de la Politique de l'Eau, de la Conservation de la Nature et de la Propreté publique et du Commerce extérieur, concernant « l'assainissement du site de Carcoke ».

— Question orale de Mme Béatrice Fraiteur à M. Didier Gosuin, Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de l'Environnement et de la Politique de l'Eau, de la Conservation de la Nature et de la Propreté publique et du Commerce extérieur, concernant « la prévention et la réduction des nuisances et dangers liés au trafic aérien ».

5. Questions d'actualité (*)

6. Votes nominatifs (**)

— sur la proposition de modification du Règlement terminée.

(*) à 14 h 30 m.

(**) à partir de 16 heures.

BRUSSELSE HOOFDSTEDELIJKE RAAD

[2000/31015]

Plenaire vergadering

Agenda

Vrijdag 26 januari 2001, om 9 u. 30 m. en om 14 u. 30 m.

Zaal van de Plenaire vergaderingen
Lombardstraat 69

1. Inoverwegingneming :

— Voorstel van resolutie (de heer Joël Riguelle) waarbij de Gewest-regering verzocht wordt de federale Regering te vragen om de wet van 11 april 1994 tot organisatie van de geautomatiseerde stemming op te heffen (*pro memorie*).

2. Voorstel tot wijziging van het reglement :

— Voorstel tot wijziging van artikel 8.9. van het reglement.
— Rapporteur : de heer Marc Cools.
— Bespreking.

3. Interpellaties :

— Interpellatie van de heer Benoît Cerexhe tot de heer François-Xavier de Donnée, Minister-Président van de Regering, betreffende « de balans die de Minister-Président thans opmaakt van de organisatie van Brussel 2000 en de manier waarop hij bepaalde initiatieven gedurende de komende jaren wil voortzetten ».

— Interpellatie van Mevr. Brigitte Grouwels tot de heer François-Xavier de Donnée, Minister-Président van de Regering, betreffende « de coördinatie van het parkeerbeleid in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ».

4. Mondelinge vragen :

— Mondelinge vraag van de heer Joël Riguelle aan de heer François-Xavier de Donnée, Minister-Président van de Regering, betreffende « de fusie van Brussel-congres met T.I.B. ».

— Mondelinge vraag van Mevr. Evelyne Huytebroeck aan de heren Jos Chabert, Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Openbare Werken, Vervoer, Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp, en Didier Gosuin, Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Leefmilieu en Waterbeleid, Natuurbehoud, Openbare Netheid en Buitenlandse handel, betreffende « de sanering van de terreinen van Carcoke ».

— Mondelinge vraag van Mevr. Béatrice Fraiteur tot de heer Didier Gosuin, Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Leefmilieu en Waterbeleid, Natuurbehoud, Openbare Netheid en Buitenlandse Handel, betreffende « het voorkomen en het verminderen van hinder en gevaren veroorzaakt door het luchtverkeer ».

5. Dringende vragen (*)

6. Naamstemmingen (**)

— over het afgehandelde voorstel tot wijziging van het Reglement.

(*) om 14 u. 30 m.

(**) vanaf 16 uur.

[2000/31016]

Réunions de commission

Ordre du jour

Mardi 23 janvier 2001, à 9 h 30 m

(Palais du Parlement bruxellois, salle de commission 206) (*)

Commission de Logement et de la Rénovation urbaine

Question orale de M. Joël Riguelle (F) à M. Alain Hutchinson, Secrétaire d'Etat de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé du logement, concernant « le fonctionnement de la Bourse du Logement ».

[2000/31016]

Commissievergaderingen

Agenda

Dinsdag 23 januari 2001, om 9 u. 30 m.

(Paleis van het Brussels Parlement, commissiezaal 206) (*)

Commissie voor de Huisvesting en Stadsvernieuwing

Mondelinge vraag van de heer Joël Riguelle (F) aan de heer Alain Hutchinson, Staatssecretaris van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, bevoegd voor huisvesting, betreffende « de werking van de woningbeurs ».

Proposition d'ordonnance (de M. Serge de Patoul) relative à l'obligation de faire appel à une entreprise agréée pour l'entretien des vide-ordures servant à l'évacuation des déchets ménagers.

Rapporteur : M. Mostafa Ouezekhti.

— Poursuite de la discussion.

Proposition de résolution visant à adapter les conditions d'accès à la s.c.r.l. Fonds du logement des familles de la Région bruxelloise.

— Désignation d'un rapporteur.

— Discussion. — Eventuellement votes.

Mardi 23 janvier 2001, à 14 h 30 m

(Palais du Parlement bruxellois, salle de commission 206) (*)

Commission des Affaires économiques, chargée de la Politique économique, de l'Energie, de la Politique de l'Emploi et de la Recherche scientifique

Examen du rapport prévu par l'ordonnance du 11 mars 1999, établissant des mesures de prévention des coupures de fourniture de gaz à usage domestique.

Mercredi 24 janvier 2001, à 14 h 30 m

(Palais du Parlement bruxellois, salle de commission 201) (*)

Commission de l'Infrastructure, chargée des travaux publics et des Communications

Proposition de résolution (de Mme Adelheid Byttebier) tendant à actualiser la résolution du 7 mars 1997 précisant les mesures nécessaires à la concrétisation de l'objectif du PRD prévoyant que 10 % des déplacements mécanisés en Région de Bruxelles-Capitale devront se faire à vélo en 2005.

— Désignation d'un rapporteur.

— Exposé de l'auteur.

— Discussion. — Eventuellement votes.

Proposition d'ordonnance (de M. Marc Cools) modifiant l'ordonnance du 5 mars 1998 relative à la coordination et à l'organisation des chantiers en voie publique en Région de Bruxelles-Capitale.

— Désignation d'un rapporteur.

— Exposé de l'auteur.

— Discussion. — Eventuellement votes.

Proposition de résolution (de M. Benoît Cerexhe et c.s.) visant à l'instauration d'un « passeport mobilité » au profit des habitants de la Région de Bruxelles-Capitale.

— Désignation d'un rapporteur.

— Exposé des auteurs.

— Discussion. — Eventuellement votes

A 16 h 15 m :

Question orale de M. Denis Grimberghs (F) à M. Jos Chabert, Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Travaux publics, du Transport et de la Lutte contre l'Incendie et l'Aide médicale urgente, concernant « l'évaluation du contrat de gestion liant la Région de Bruxelles-Capitale et la STIB ».

Jeudi 25 janvier 2001, à 14 h 30 m

(Palais du Parlement bruxellois, salle de commission 201) (*)

Commissions réunies des Finances, du Budget, de la Fonction publique, des Relations extérieures et des Affaires générales et de l'Infrastructure, chargée des Travaux publics et des Communications

Accord de coopération Etat fédéral — Région de Bruxelles-Capitale.

— Echange de vues.

(*) Sauf les cas visés à l'article 33.1 a) et b) du règlement, les réunions de commission sont publiques, sous réserve des dispositions de l'alinéa 2 du même article.

Voorstel van ordonnantie (van de heer Serge de Patoul) houdende de verplichting om voor het onderhoud van de stortkokers voor het verwijderen van huishoudelijk afval een beroep te doen op een erkende onderneming.

Rapporteur : de heer Mostafa Ouezekhti.

— Voortzetting van de bespreking.

Voorstel van resolutie ter aanpassing van de toetredingsvoorwaarden tot het Woningfonds van de gezinnen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest c.v.b.a.

— Aanwijzing van een rapporteur.

— Bespreking. — Eventueel stemmingen.

Dinsdag 23 januari 2001, om 14 u. 30 m.

(Paleis van het Brussels Parlement, commissiezaal 206) (*)

Commissie voor de Economische zaken, belast met het Economisch beleid, de Energie, het Werkgelegenheidsbeleid en het Wetenschappelijk Onderzoek

Onderzoek van het verslag conform de ordonnantie van 11 maart 1999, tot invoering van preventiemaatregelen tegen onderbrekingen van gasleveringen voor huishoudelijke gebruik.

Woensdag 24 januari 2001, om 14 u. 30 m.

(Paleis van het Brussels Parlement, commissiezaal 201) (*)

Commissie voor de Infrastructuur, belast met Openbare Werken en Verkeerswezen

Voorstel van resolutie (van Mevr. Adelheid Byttebier) ter actualisering van de resolutie van 7 maart 1997 waarbij wordt gepreciseerd welke maatregelen noodzakelijk zijn om het doel van het GewOP dat erin bestaat 10 % van het gemechaniseerd vervoer tegen 2005 met de fiets te laten gebeuren, concreet te verwezenlijken.

— Aanwijzing van een rapporteur.

— Uiteenzetting van de indiener.

— Bespreking. — Eventueel stemmingen.

Voorstel van ordonnantie (van de heer Marc Cools) tot wijziging van de ordonnantie van 5 maart 1998 betreffende de coördinatie en de organisatie van de werken op de openbare weg in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

— Aanwijzing van een rapporteur.

— Uiteenzetting van de indiener.

— Bespreking. — Eventueel stemmingen.

Voorstel van resolutie (van de heer Benoît Cerexhe c.s.) tot invoering van een mobiliteitspaspoort voor de inwoners van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

— Aanwijzing van een rapporteur.

— Uiteenzetting van de indieners.

— Bespreking. — Eventueel stemmingen.

Om 16 u. 15 m. :

Mondelinge vraag van de heer Denis Grimberghs (F) aan de heer Jos Chabert, Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Openbare Werken, Vervoer, Brandbestrijding en Dringende medische Hulp, betreffende « de evaluatie van het beheercontract tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de MIVB ».

Donderdag 25 januari 2001, om 14 u 30 m.

(Paleis van het Brussels Parlement, commissiezaal 201) *

Verenigde Commissies voor de Financiën, begroting, openbaar ambt, externe Betrekkingen en Algemene Zaken en voor de Infrastructuur, belast met Openbare Werken en Verkeerswezen

Samenwerkingsakkoord federale Staat — Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

— Gedachtewisseling.

(*) Behalve in de gevallen bedoeld in artikel 33.1 a) en b) van het reglement, zijn de vergaderingen van de commissies openbaar, onder voorbehoud van de bepalingen van het tweede lid van hetzelfde artikel.

Avis divers**Verschillende berichten**

Loi du 29 mars 1962 (articles 9 et 21)
Wet van 29 maart 1962 (artikelen 9 en 21)

Gemeente Zulte

Bijzonder plan van aanleg — Bericht van onderzoek

Het college van burgemeester en schepenen brengt ter kennis dat de gemeenteraad in zitting van 22 januari 2001 het ontwerp bijzonder plan van aanleg nr. 4/6, genaamd « Marktplein en Rijksweg », bestaande uit de toelichtingsnota, de stedenbouwkundige voorschriften en het plan van de bestaande feitelijke en bestaande juridische toestand en het bestemmingsplan, voorlopig heeft aangenomen.

Overeenkomstig de bepalingen van artikel 19 van het decreet van 18 mei 1999 houdende de organisatie van de ruimtelijke ordening, gewijzigd bij de decreten van 28 september 1999, 22 december 1999 en 26 april 2000, wordt over het BPA nr. 4/6, genaamd « Marktplein en Rijksweg » een openbaar onderzoek gehouden, dat begint op 23 januari 2001 en eindigt op 22 februari 2001.

Het dossier ligt ter inzage op de dienst bouwen en verkavelen, Centrumstraat 10, te 9870 Zulte (Olsene), van 23 januari 2001 tot 22 februari 2001, van maandag tot vrijdag van 8 tot 12 uur en van 16 tot 17 uur.

Alle bezwaren en opmerkingen dienen vóór het einde van het openbaar onderzoek schriftelijk ter kennis gebracht te worden van het college van burgemeester en schepenen, Centrumstraat 8, te 9870 Zulte (Olsene).

Zulte, 11 januari 2001. (1308)

Annonces – Aankondigingen

SOCIETES – VENNOOTSCHAPPEN

Picard, naamloze vennootschap,
Gallaitstraat 176, 1030 Brussel

H.R. Brussel 370741 – BTW 412.386.788

De jaarvergadering zal gehouden op de zetel, op 1 februari 2001, te 11 u. 30 m.

Dagorde :

1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan bestuurders. 5. Varia. (1309)

Visé Mode, société anonyme,
avenue Albert I^{er} 6, 4600 Visé

R.C. Liège 165318 – T.V.A. 435.397.762

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 1^{er} février 2001, à 14 heures.

Ordre du jour : 1. Lecture du rapport de gestion des administrateurs. 2. Approbation des comptes annuels. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge à donner aux administrateurs. 5. Divers. (1310)

Cogébru, société anonyme,
avenue Hamoir 33, 1180 Bruxelles

R.C. Bruxelles 489931 – T.V.A. 430.418.296

Les actionnaires sont invités à l'assemblée extraordinaire qui sera tenue le jeudi 8 février, à 11 heures, en l'étude du notaire Patrick Van Oudenhove, à Sint-Pieters-Leeuw, Hendrik Consciencestraat 31.

Ordre du jour :

1. Réduction du capital à concurrence d'un montant qui ne pourra être supérieur à BEF 12 000 000, pour le ramener de BEF 37 400 000, à un montant qui ne pourra être inférieur à BEF 25 400 000, par le remboursement aux trois cent septante quatre parts sociales existantes d'une somme qui ne pourra être supérieur à BEF 12 000 000, à répartir entre les actionnaires.

2. Modification de l'article 5 des statuts pour le mettre en concordance avec la nouvelle situation du capital.

3. Pouvoirs à conférer à la gérance pour l'exécution des résolutions prises.

4. Coordination des statuts. (1311)

Dexia Equities B
Bevek naar Belgisch recht

Maatschappelijke zetel : Pachecolaan 44, 1000 Brussel

H.R. Brussel 545605

Oproepingsbericht tot de buitengewone algemene vergadering

Krachtens een beslissing van de raad van bestuur worden de aandeelhouders uitgenodigd tot het bijwonen van de buitengewone algemene vergadering die plaatsheeft op 1 februari 2001, om 11 uur, in de gebouwen van Dexia Asset Management Belgium, Koningsstraat 180, te 1000 Brussel. De volgende punten staan op de agenda :

1. Voorstel om het minimumkapitaal van de vennootschap en de statuten aan de euro aan te passen (art. 5 en 10).

2. Voorstel om de benaming van het compartiment « Multimedia » te wijzigen in « World Technology » (art. 5 en 15) en de belegginspolitiek dienovereenkomstig aan te passen.

3. Voorstel om de registratie van de nominatieve inschrijving van de aandeelhouders te wijzigen door het herformuleren van de bepalingen met betrekking tot de inschrijving op rekening op naam van de aandeelhouder (art. 6).

4. Voorstel om fracties van aandelen te kunnen uitgeven tegen de voorwaarden bepaald door de raad van bestuur. (art. 6).

5. Voorstel om voor elk compartiment de termijnen voor de aanvraag tot inschrijving op en terugkoop van de aandelen te herformuleren (art. 7 en 8).

6. Voorstel om voor elk compartiment de bepalingen te herformuleren die betrekking hebben op de periodiciteit van de dagen waarop de inventariswaarde wordt berekend voor de aanvragen tot inschrijving, terugkoop en omzetting (art. 10) .

7. Voorstel om te bepalen dat de raad van bestuur de voorwaarden vastlegt waartegen de prestatieprovisie wordt ingevoerd (art. 15, lid 4).

8. Voorstel tot wijziging van de beleggingspolitiek van alle bestaande compartimenten (art. 15) teneinde de criteria te kunnen bepalen voor de geografische koppeling van de financiële instrumenten die door de diverse compartimenten kunnen worden aangekocht.

9. Voorstel om de vroegere benaming van de naamloze vennootschap « Gemeentekrediet van België » te vervangen door de nieuwe, huidige benaming « Dexia Bank België » (art. 18).

10. Voorstel tot wijziging van de termijnen voor het oproepen van de nominatieve aandeelhouders voor de algemene vergaderingen, het deponeren van de effecten aan toonder of het bekendmaken door de nominatieve aandeelhouders van hun intentie om de vergadering bij te wonen (art. 19).

11. Voorstel om te verduidelijken dat de kosten ten laste van de vennootschap, kosten voor haar oprichting, de latere wijziging van haar statuten en haar werking ook de distributieprovisie omvatten (art. 25)

12. Voorstel om de statuten van de vennootschap te wijzigen en bij te werken, teneinde ze aan te passen aan de beslissingen i.v.m. de voorgaande punten en aan de momenteel geldende wetgeving en regelgeving. Er wordt dus voorgesteld om nieuwe statuten goed te keuren.

De buitengewone algemene vergadering zal zich over deze voorstellen uitspreken en beslissen om de statuten van de bevek dienovereenkomstig aan te passen.

De aandeelhouders worden ervan in kennis gesteld dat voor de punten op de agenda van de buitengewone algemene vergadering minstens 50 % van de aandelen in omloop aanwezig of vertegenwoordigd moet zijn; de resoluties worden goedgekeurd met een meerderheid van 3/4 van de aanwezige of vertegenwoordigde stemmen.

Om de buitengewone algemene vergadering te kunnen bijwonen, moeten de houders van nominatieve aandelen vijf volle dagen vóór de vergadering ingeschreven zijn in het aandeelhoudersregister van de vennootschap en moeten de houders van aandelen aan toonder hun aandelen minstens vijf volle dagen vóór de vergadering deponeren bij de volgende instellingen :

In België : Dexia Banque België N.V., Pachecolaan 44, 1000 Brussel

In Luxemburg : Dexia Banque Internationale à Luxembourg S.A., route d'Esch 69, L-1470 Luxembourg

In Frankrijk : Dexia Banque Privée France S.A., rue d'Anjou 37, F-75008 Paris

(1312)

De raad van bestuur.

**Dexia Equities B
Sicav de droit belge**

Siège social : boulevard Pachéco 44, 1000 Bruxelles

R.C. Bruxelles 545605

Avis de convocation à l'assemblée générale extraordinaire

Sur décision du conseil d'administration, les actionnaires sont invités à assister à l'assemblée générale extraordinaire qui se tiendra le 1^{er} février 2001, à 11 heures, dans les bâtiments de Dexia Asset Management Belgium, rue Royale 180, à 1000 Bruxelles, pour délibérer sur l'ordre du jour suivant :

1. Proposition d'adapter le capital social minimum et les statuts à l'euro (art. 5 et 10).

2. Proposition de modifier la dénomination du compartiment « Multimedia » en « World Technology » (art. 5 et 15) et d'adapter la politique d'investissement en conséquence.

3. Proposition de modifier l'enregistrement de l'inscription nominative de l'actionnaire en reformulant les dispositions relatives à l'inscription en compte au nom de l'actionnaire (art. 6).

4. Proposition de prévoir la possibilité d'émettre des fractions d'actions aux conditions fixées par le conseil d'administration (art. 6).

5. Proposition de reformuler la définition des délais pour la demande de souscription et de rachat des actions, pour chaque compartiment (art. 7 et 8).

6. Proposition de reformuler les dispositions relatives à la périodicité des jours de calcul de valeur d'inventaire pour les demandes de souscription, de rachat, de conversion, pour chaque compartiment (art. 10).

7. Proposition de déterminer que le conseil d'administration fixe les conditions auxquelles la commission de performance est mise en place (art. 15, al. 4).

8. Proposition de modifier la politique d'investissement de tous les compartiments existants (art. 15) afin de préciser les critères de rattachement géographique des instruments financiers pouvant être acquis par les différents compartiments.

9. Proposition de remplacer l'ancienne dénomination de la société anonyme « Crédit Communal de Belgique », par la nouvelle dénomination, actuellement « Dexia Banque Belgique » (art. 18).

10. Proposition de modifier les délais de convocation des actionnaires nominatifs aux assemblées générales et les délais pour le dépôt des titres au porteur ou pour l'information par les actionnaires nominatifs de leur intention d'assister à l'assemblée (art. 19).

11. Proposition de préciser que les frais que la société pourra supporter afférents à sa constitution, à la modification ultérieure de ses statuts et à son fonctionnement comprennent aussi la commission de distribution et la commission de performance (art. 25).

12. Proposition de modifier et mettre à jour les statuts de la société, pour les adapter aux décisions prises sur les points qui précèdent, à la législation et réglementation actuellement en vigueur. En conséquence, proposition d'adopter un nouveau texte de statuts.

L'assemblée générale extraordinaire statuera sur ces propositions et décidera d'adapter les statuts de la sicav en conséquence.

Les actionnaires sont informés que les points à l'ordre du jour de l'assemblée générale extraordinaire requièrent qu'au moins 50 % des actions en circulation soient présentes ou représentées à l'assemblée, les résolutions étant prises à la majorité des 3/4 des voix présentes ou représentées.

Pour pouvoir assister à l'assemblée générale extraordinaire, les propriétaires d'actions nominatives doivent être inscrits dans le registre des actionnaires de la société, cinq jours francs avant l'assemblée et les propriétaires d'actions au porteur doivent avoir déposé leurs actions cinq jours francs au moins, avant l'assemblée aux guichets des établissements suivants :

En Belgique : Dexia Banque Belgique S.A., boulevard Pachéco 44, 1000 Bruxelles

Au Luxembourg : Dexia Banque Internationale à Luxembourg S.A., route d'Esch 69, L-1470 Luxembourg

En France : Dexia Banque Privée France S.A., rue d'Anjou 37, F-75008 Paris

(1312)

Le conseil d'administration.

**Architektenbureau Luk Peeters,
Halveweg 23, 3520 Zonhoven**

H.R. Hasselt 119 — BTW 433.014.829

Jaarvergadering op 01/02/2001, om 14 uur, op de zetel. — Dagorde : Verslag raad van bestuur. Goedkeuring jaarrekening per 30/09/2000. Bestemming resultaat. Kwijting bestuurders. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (40266)

De Rode Leeuw, naamloze vennootschap,**Mgr. De Haerlaan 70, 8500 Kortrijk**

H.R. Kortrijk 753 — BTW 405.351.716

—

Jaarvergadering op 06/02/2001, om 11 uur, op de zetel. — Dagorde : Verslag raad van bestuur. Goedkeuring jaarrekening per 30/09/2000. Bestemming resultaat. Kwijting bestuurders. Ontslag en benoemingen. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (40267)

Decuiper, naamloze vennootschap,**Beneluxlaan 2, te Poperinge**

H.R. Ieper 28707 — BTW 423.129.341

—

De jaarlijkse algemene vergadering wordt gehouden op donderdag 01/02/2001, te 11 uur, op de maatschappelijk zetel. — Agenda : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 30/09/2000. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Varia. (40268)

Defrahold, naamloze vennootschap,**Moorselestraat 116, 8560 Wevelgem**

H.R. Kortrijk 141427 — BTW 449.802.658

—

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering op 31/01/2001, om 19 uur, ten maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Goedkeuring verplaatsen datum jaarvergadering. 2. Verslag van de raad van bestuur. 3. Goedkeuring der jaarrekening per 30/09/2000. 4. Bestemming van het resultaat. 5. Ontlasting der bestuurders. 6. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (40269)

Degryse, naamloze vennootschap,**Fabrieksweg 42, 8480 Ichtegem (Eernegem)**

H.R. Oostende 44478 — BTW 436.153.867

—

Jaarvergadering op 02/02/2001, om 16 uur, op de zetel. — Dagorde : Verslag raad van bestuur. Goedkeuring jaarrekening per 30/09/2000. Bestemming resultaat. Kwijting bestuurders. Ontslag en benoemingen. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (40270)

Grisar, société anonyme,**rue Jean Roch Collon 18, 1200 Bruxelles-20**

R.C. Bruxelles 546159 — T.V.A. 444.214.864

—

Assemblée générale ordinaire le 01/02/2001, à 18 heures, au siège social. — Ordre du jour : 1. Application de l'article 60. 2. Rapport du conseil d'administration. 3. Approbation des comptes annuels au 31/08/2000. 4. Affectation des résultats. 5. Décharge aux administrateurs. 6. Démissions et nominations. 7. Divers. Se conformer aux statuts. (40271)

Grotenberge, naamloze vennootschap,**Sluizeken 34, 9620 Zottegem**

H.R. Oudenaarde 26827 — BTW 422.755.296

—

Algemene vergadering der aandeelhouders op 06/02/2001, om 17 uur, op de maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekeningen afgesloten per 30/09/2000. 3. Ontlasting bestuurders. 4. Verscheidene. (40272)

H.D.M., naamloze vennootschap,**Hoekbosstraat 8B, 3461 Bekkevoort (Molenbeek-Wersbeek)**

Register van de burgerlijke vennootschappen die de vorm van een handelsvennootschap hebben aangenomen, Leuven, nr. 169
NN 436.242.454

—

Aangezien het wettelijk quorum niet bereikt werd op de buitengewone algemene vergadering d.d. 04/01/2001, worden de aandeelhouders uitgenodigd tot een tweede buitengewone algemene vergadering, die zal gehouden worden op 01/02/2001, om 14 uur, ten kantore van notaris Luc Mertens, met standplaats te 3380 Glabbeek, Tiensesteenweg 176. De agenda van de vergadering is als volgt : 1. Kapitaalsvermindering ten belope van tien miljoen vierennegentig frank om het kapitaal te brengen van twaalf miljoen zeshonderd-duizend frank op twee miljoen vijfhonderdnevenennegentigduizend negenhonderd en zes frank, door terugbetaling aan de aandeelhouders. 2. Machtiging aan de raad van bestuur om de genomen beslissing uit te voeren. 3. Afschaffing van de nominale waarde van de aandelen. 4. Beslissing het maatschappelijk kapitaal voortaan uit te drukken in euro. 5. Aanpassing van de statuten aan de vennootschappenwet. 6. Aanpassing van de tekst van artikel twee van de statuten om hem in overeenstemming te brengen met de beslissing van de algemene vergadering der vennoten van acht maart tweeduizend. 7. Coördinatie der statuten. (40273)

Imelek, naamloze vennootschap,**Septestraat 17-19, 2640 Mortsel**

H.R. Antwerpen 269068 — BTW 436.639.758

—

Jaarvergadering op 31/01/2001, om 14 uur, ten maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Goedkeuring jaarrekening per 30/08/2000. 2. Bestemming resultaat. 3. Kwijting bestuurders. 4. Besluitvorming omtrent de al dan niet ontbinding van de vennootschap in toepassing van artikel 103 van de Vennootschappenwet na kennisname van het verslag van de raad van bestuur. 5. Varia. Zich richten naar de statuten. (40274)

"Immo 2000", naamloze vennootschap,**Kriekelstraat 69A, 3520 Zonhoven**

H.R. Hasselt 88281 — BTW 453.496.873

—

Bekendmaking van kapitaalverhoging en modaliteiten van uitoefening van het voorkeurrecht door de raad van bestuur, nadat werd vastgesteld dat niet alle aandeelhouders hun voorkeurrecht hebben uitgeoefend. Bij besluit van de buitengewone algemene vergadering van 24.10.2000 houdende kapitaalverhoging met 1.251.074 BEF, werd besloten 200 nieuwe aandelen uit te geven, zonder aanduiding van waarde, van hetzelfde type als de bestaande, die dezelfde rechten en voordelen genieten en die in de winst zullen delen vanaf de onderschrijving. Op deze nieuwe aandelen kon door de bestaande aandeelhouders bij voorkeur worden ingetekend door storting in speciën van 6.255,37 BEF per aandeel. Het door de aandeelhouder verschuldigd bedrag diende te worden gestort op rekening nummer 068/2163596-38. De nieuwe aandelen werden in de vorm van een bon voor afgifte van

aandelen overhandigd aan de intekenaars. De intekenperiode werd opengesteld acht dagen na deze bekendmaking en wordt vijftien dagen nadien afgesloten. Na het verstrijken van de intekenperiode is gebleken dat het voorkeurrecht van de bestaande aandeelhouders niet werd uitgeoefend, zodat er nog 200 aandelen overblijven. De intekenperiode wordt opengesteld acht dagen na deze bekendmaking en wordt vijftien dagen nadien afgesloten. (40275)

**Immobilière agricole et forestière,
en abrégé : "Immagrifor", société anonyme,
rue de Rigenée 74, 1495 Marbais**

Assemblée générale ordinaire le 01/02/2001, à 14 heures, au siège social, rue de Rigenée 74, à 1495 Villers-la-Ville (Marbais). — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels, résolutions et affectations des résultats arrêtés au 30/09/2000. 3. Décharge à donner aux administrateurs. 4. Conversion du capital en euro et augmentation par incorporation d'une partie des réserves. Dépôt des titres au siège social ou à la banque Fortis. (40276)

**Par-Invest, naamloze vennootschap,
Vriendschapslaan 3, 2960 Brecht**

H.R. Antwerpen 229440 — BTW 445.556.434

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering, die zal gehouden worden op 30/01/2001, om 20 uur, ten maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Eventuele verklarings met betrekking tot art. 60 SWHV. 2. Verslag van de raad van bestuur. 3. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 30/09/2000. 4. Bestemming van het resultaat. 5. Toepassing van art. 103-104 Ven. W. 6. Kwijting te verlenen aan de bestuurders. 7. Allerlei. (40277)

**Pijls-Houyoux, naamloze vennootschap,
Hendrik Van Veldekesingel 84/2, 3500 Hasselt**

H.R. Hasselt 57579 — BTW 405.875.120

De aandeelhouders worden verzocht aanwezig te zijn op de buitengewone algemene vergadering, die zal plaats vinden op het kantoor van notaris Marc Jansen, te Hasselt, 3510 Kermt, Diestersteenweg 175, op vrijdag 02/02/2001, om 9 uur. — Agenda : 1. Wijziging van de naam van de vennootschap. 2. Verplaatsing van de zetel van de vennootschap. 3. Kapitaalvermindering met 551.880 euro om het kapitaal te verlagen van 1.251.862,30 euro tot 699.982,30 euro, door terugbetaling in geld van een gedeelte van het werkelijk volgestort kapitaal à rato van 378 euro per aandeel, om het nodeloos hoog kapitaal te herleiden tot de werkelijke financiële behoeften van de vennootschap. 4. Aanpassing van de statuten aan de vorige beslissingen. 5. Machtiging aan de raad van bestuur om de statuten te coördineren. 6. Ontslag en benoeming bestuurders. Om aan de vergadering deel te nemen, worden de aandeelhouders verzocht zich te gedragen overeenkomstig de wet en de statuten. (40278)

De raad van bestuur.

**Requile, naamloze vennootschap,
Maastrichterstraat 42, 3500 Hasselt**

H.R. Hasselt 81567 — BTW 447.994.597

Jaarvergadering op 31/01/2001, om 17 uur, ten maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 30/09/2000. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (40279)

**Sion Klooster, naamloze vennootschap,
Alfred Oststraat 12, bus 12, 2140 Borgerhout**

H.R. Antwerpen 231517 — BTW 423.097.865

De aandeelhouders worden verzocht de algemene vergadering bij te wonen, die zal gehouden worden ten maatschappelijke zetel, op 01/02/2001, om 15 uur. — Agenda : 1. Jaarverslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting van de bestuurders. 5. Ontslag van bestuurder(s). 6. Statutaire (her)benoeming van (een) bestuurder(s). 7. Omvorming kapitaal in euro. 8. Diversen. De aandeelhouders worden verzocht zich te gedragen naar de voorschriften van de statuten. (40280)

**Steyn Belgium, naamloze vennootschap,
Schriek 228, bus 2, 2180 Ekeren**

H.R. Antwerpen 272944 — BTW 438.497.804

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de algemene vergadering, die zal gehouden worden ten maatschappelijke zetel, op 07/02/2001, om 17 uur. — Agenda : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31/08/2000 en bestemming van het resultaat. 3. Kwijting aan de bestuurders. 4. Omvorming kapitaal in euro. 5. Varia. (40281)

**Tipee, naamloze vennootschap,
Hoge Heide 1, 1560 Hoeilaart**

H.R. Brussel 577669 — BTW 450.297.853

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering, die zal gehouden worden op 01/02/2001, om 17 uur, ten maatschappelijke zetel, met volgende agenda : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Bestemming resultaat. 4. Decharge aan de raad van bestuur. Zich richten naar de statuten. (40282)

**Ukhta-Neft Belgium, naamloze vennootschap,
Beschavingstraat 11, 2020 Antwerpen**

H.R. Antwerpen 331355 — BTW 464.123.125

Jaarvergadering ten maatschappelijke zetel, op 06/02/2001, om 16 uur. — Agenda : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31/08/2000. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Varia. (40283)

**Vanvuchelen & Co, commanditaire vennootschap op aandelen,
Bruggesteenweg 20, 8340 Damme (Sijsele)**

H.R. Brugge 87801 — BTW 462.572.313

Jaarvergadering op 06/02/2001, om 19 uur, op de zetel. — Dagorde : Verslag Zaakvoerder. Goedkeuring jaarrekening per 30/09/2000. Bestemming resultaat. Kwijting Zaakvoerder. Omvorming kapitaal in Euro. Zich richten naar de statuten. (40284)

**West Machines, naamloze vennootschap,
Pervijzestraat 67, 8600 Diksmuide (Pervijze)**

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering, die zal gehouden worden op 2 februari 2001, te 9 uur, op de zetel van de vennootschap. — Agenda : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 30 september 2000. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Allerlei. De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (40285)

**Administrations publiques
et Enseignement technique**

Openbare Besturen en Technisch Onderwijs

PLACES VACANTES – OPENSTAANDE BETREKKINGEN

**Institut Jules Bordet
Association hospitalière de Bruxelles**

Personnel médical

Vacance de place

1 place de médecin résident nucléariste à plein temps au service de médecine nucléaire pour le Pet Scan du réseau IRIS sur le site de l'Institut Jules Bordet.

Cette fonction est accessible aux femmes et aux hommes.

Conditions :

Les conditions générales et particulières d'accès à cette place (à remplir pour le 9 février 2001) peuvent être obtenues sur simple demande au Service des Ressources humaines de l'Institut Jules Bordet, rue Héger Bordet 1, à 1000 Bruxelles (tél. 02/535 35 64).

Les candidats sont priés de bien vouloir adresser au professeur J. Fruhling, médecin directeur général, un projet médical sur le fonctionnement de l'Unité Pet Scan dans un contexte oncologique.

Appartenance scientifique :

Les médecins du cadre hospitalier sont membres de la communauté universitaire. Ils sont rattachés à la Faculté de médecine de l'U.L.B. ou de la V.U.B.

Candidatures à adresser par écrit et avant le 9 février 2001 au soir à l'Institut Jules Bordet, Service des Ressources humaines, rue Héger Bordet 1, à 1000 Bruxelles. (1313)

**Jules Bordet Instituut
Ziekenhuisvereniging van Brussel**

Medisch personeel

Vacature van betrekking

1 plaats van geneesheer resident nuclearist (voltijdse prestaties) voor de Pet Scan binnen de IRIS-structuur voor de dienst nucleaire geneeskunde van het Jules Bordet Instituut.

Deze functie is toegankelijk voor vrouwen en mannen.

Voorwaarden :

De algemene en bijzondere toetredingsvoorwaarden voor deze betrekking (te vervullen op 9 februari 2001, afsluitingsdatum van de oproep) kunnen verkregen worden op gewone aanvraag te richten tot de Dienst Human Resources van het Jules Bordet Instituut, Héger Bordetstraat 1, te 1000 Brussel (tel. 02/535 35 64).

Alle kandidaten dienen een medisch profiel te schetsen over het functioneren van een Pet Scan binnen een oncologisch instituut, en dit schrijven te richten aan prof. J. Fruhling, geneesheer directeur-generaal.

Wetenschappelijke aanhorigheid :

De geneesheren van het ziekenhuiskader zijn lid van de universitaire gemeenschap. Zij zijn verbonden aan de Faculteit geneeskunde van de V.U.B. of de U.L.B.

Kandidaturen dienen schriftelijk en vóór 9 februari 2001 's avonds, gestuurd te worden naar het Jules Bordet Instituut, Human Resources, Héger Bordetstraat 1, te 1000 Brussel. (1313)

Gemeente De Pinte

Het gemeentebestuur van De Pinte wenst over te gaan tot de aanwerving van 1 veldwachter (m/v).

Voorwaarden :

De kandidaten zullen gekozen worden uit diegenen die :

Belg zijn;

van onberispelijk gedrag zijn;

de burgerlijke en politieke rechten genieten;

lichamelijk geschikt bevonden worden voor de functie van veldwachter;

een rijbewijs van min. cat. B hebben;

ofwel deel uitmaken van een reserve opgericht door het erkend trainings- en opleidingscentrum van de provincie Oost-Vlaanderen;

ofwel als politieagent of veldwachter beschikken over een dienstanciënniteit van min. vijf jaar ingaande op de datum van hun vaste benoeming in een andere gemeente.

Kandidaturen moeten aangetekend worden toegestuurd aan het college van burgemeester en schepenen van de gemeente De Pinte, Koning Albertlaan 1, 9640 De Pinte, ten laatste op 13 februari 2001 vergezeld van volgende stukken :

curriculum vitae;

voor eensluidend verklaard afschrift van diploma of studiegetuigschrift;

attest afgeleverd door OPAC.

Verdere inlichtingen kunnen bekomen worden op de gemeentelijke personeelsdienst (tel. 09/280 80 92 of 95). (1314)

Openbaar Centrum voor maatschappelijk welzijn van Boom

Het O.C.M.W. van Boom gaat over tot de aanwerving van een secretaris (m/v).

De functie is voltijds te begeben in vast dienstverband.

Belangrijkste aanwervingsvoorwaarden :

diplomaverreisten :

universitair diploma zoals voor niveau 1 van rijksbesturen, de gemeenschappen en de gewesten en diploma of getuigschrift uitgereikt na het beëindigen van een volledige cursus van leergangen administratieve wetenschappen;

doctor of licentiaat in de rechten;

licentiaat in de bestuurswetenschappen;

licentiaat in het notariaat;

licentiaat in de sociale wetenschappen of sociologie;

licentiaat in de economische wetenschappen;

licentiaat in de handelswetenschappen;

licentiaat in de ziekenhuiswetenschappen;

licentiaat in de medisch sociale wetenschappen;

gediplomeerde na een cyclus van vijf jaar van de afdeling administratieve wetenschappen van het « Institut d'enseignement supérieur Lucien Cooremans » of van het Hoger Instituut voor Bestuurs- en Handelswetenschappen te Elsene en van het Provinciaal Instituut voor Bestuurswetenschappen te Antwerpen;

andere gelijkaardige universitaire diploma's of getuigschriften die in aanmerking worden genomen voor de aanwerving in de betrekkingen van niveau 1 in de rijksbesturen, de gemeenschappen en de gewesten, voor zover de bekwaamheidsakte werd uitgereikt na studies die ten minste 60 uren publiek administratief en/of burgerlijk recht omvatten;

slagen voor een aanwervingsexamen;

de geslaagde kandidaten zullen onderworpen worden aan een bijkomend selectie-interview.

Bijkomende informatie kan bekomen worden op het O.C.M.W.-secretariaat van Boom, Col. Silvertopstraat 15, te 2850 Boom, tel. 03/880 58 32.

De functieomschrijving en het examenprogramma kunnen op voormeld adres bekomen worden.

De kandidaturen met *curriculum vitae* moeten schriftelijk gericht worden aan de heer voorzitter van het O.C.M.W., Col. Silvertopstraat 15, te Boom en dienen uiterlijk toe te komen op maandag 12 februari 2001. (1315)

Gemeente Dilbeek

Oproep voor de aanwerving van een korpschef van de lokale politie voor de politiezone Dilbeek.

Het gemeentebestuur van Dilbeek zal overgaan tot de voordracht van een kandidaat voor de functie van korpschef van de lokale politie. De chef van het lokale politiekorps wordt door de Koning in zijn functie aangewezen voor een eenmaal hernieuwbare termijn van vijf jaar, op gemotiveerde voordracht van de gemeenteraad en na gemotiveerd advies van de procureur-generaal bij het Hof van beroep en van de gouverneur, uit de door een selectiecommissie geschikt bevonden kandidaat.

Beschrijving van de functie en voorwaarden tot aanwerving :

De chef van het lokaal politiekorps heeft de leiding over het lokaal politiekorps en dit onder het gezag van de burgemeester.

De algemene functieomschrijving en de algemene en specifieke voorwaarden voor deze functie zijn opgenomen in de bijlage bij de omzendbrief ZPZ11 van de Minister van binnenlandse zaken van 21 december 2000 betreffende de instelling van de lokale politie - bestuurlijke aspecten (*Belgisch Staatsblad* 29 december 2000).

De personen wiens kandidatuur weerhouden wordt, worden, onder voogdij van Selor, onderworpen aan een proef van het type « assessment center ». De geschikt geachte kandidaten worden gehoord door een selectiecommissie ten einde hun overeenstemming met het profiel te controleren.

Inzending van de kandidaturen :

De kandidaturen moeten aangetekend verstuurd worden aan de burgemeester van de gemeente Dilbeek, Gemeenteplein 1, te 1700 Dilbeek, binnen een termijn van zestien dagen die aanvangt op de datum van bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Ze moeten vergezeld zijn van de volgende documenten :

een uittreksel uit de geboorteakte;

een officieel document van de overheid waaronder de kandidaat ressorteert ter bevestiging dat hij met de vereiste graad is bekleed (en sedert wanneer) en dat hij zich bevindt in een administratieve stand waar hij zijn aanspraken op bevordering en barematische loopbaan kan doen gelden;

voor eensluidend verklaarde afschriften van de functionele overste van de evaluaties van de kandidaat in de loop van de vijf jaar die de indiening van de kandidatuur voorafgaan of bij gebrek aan een evaluatie, een attest dat dit bevestigt;

een attest ter staving van de afwezigheid van zware tuchtstraffen, uitgereikt door zijn functionele overste;

een *curriculum vitae*;

een uiteenzetting van de hoedanigheden en van de motivering van de kandidaat voor de uitoefening van de te begeven functie;

de telefoonnummer(s) waarop de kandidaat bereikbaar is. (1316)

Stad Lier

Openstaande betrekking (3^e oproep)

1 welzijnscoördinator in vast dienstverband (niveau B) met werfreserve van twee jaar.

Hij/zij is hoofd van de dienst Sociaal Impulsfonds onder de leiding van het diensthoofd burgerzaken.

Als verantwoordelijke zal hij/zij instaan voor de optimale voorbereiding en uitvoering van het stedelijk beleid m.b.t. het verbeteren van de leef- en omgevingskwaliteit in de stad en de risicobuurt evenals de bestrijding van de kansarmoede en de bevordering van het welzijn.

Hij/zij is ook verantwoordelijk voor het ontwikkelen en coördineren van een welzijnseenheid.

Aanwervingsvoorwaarden :

houder zijn van een diploma van sociaal onderwijs van het korte type of van een diploma van hoger onderwijs van één cyclus van het studiegebied sociaal agogisch werk;

slagen voor een vergelijkend aanwervingsexamen;

op de laatste dag van het indienen van de kandidaturen de minimumleeftijd van 21 jaar bereikt hebben.

Verdere inlichtingen (functieprofiel en -inhoud) en inschrijvingsformulieren zijn te bekomen bij de personeelsdienst van het stadsbestuur van Lier op telefoonnummer 03/491 13 20.

De kandidaturen dienen aangetekend, met bijvoeging van kopie diploma en *curriculum vitae*, toe te komen uiterlijk op 16 februari 2001 bij het college van burgemeester en schepenen, Grote Markt 57, 2500 Lier. (1317)

Stad Sint-Niklaas

Het stadsbestuur van Sint-Niklaas gaat over tot het vacant verklaren van de functie van korpschef van de lokale politie.

Om te kunnen worden voorgedragen voor een aanstelling als korpschef van de ééngemeentepolitiezone Sint-Niklaas, dienen de kandidaten op de uiterste datum van het indienen van de kandidaturen te voldoen aan :

Voorwaarden :

1. Politieambtenaar zijn van een korps van de gemeentepolitie, van de rijkswacht en van de gerechtelijke politie bij de parketten.

2. Ofwel ten minste 30 jaar oud zijn ofwel een dienstanciënniteit van 5 jaar hebben als officier of in de graad die vereist is om zich kandidaat te stellen.

3. De leeftijd van 60 jaar niet overschreden hebben.

4. Niet het voorwerp hebben uitgemaakt van een eindevaluatie met vermelding « onvoldoende » in de loop van de 5 jaar die de indiening van de kandidatuur voorafgaan noch een niet-uitgewiste zware tuchtstraf hebben opgelopen.

5. Titularis zijn, bij de gemeentepolitie, rijkswacht of gerechtelijke politie bij de parketten, van één van volgende graden :

Gemeentepolitie : (hoofd)commissaris-korpschef, commissaris, adjunct-commissaris, adjunct-commissaris-inspecteur, adjunct-commissaris-hoofdinspecteur, brigadecommissaris, hoofdveldwachter.

Gerechtelijke politie bij de parketten : gerechtelijk inspecteur en gerechtelijk afdelingsinspecteur, laureaat van het examen voor commissaris, zitting 1999, gerechtelijk afdelingscommissaris, hoofdcommissaris, adjunct-commissaris-generaal, commissaris-generaal.

Rijkswacht : adjudant en adjudant-chef die de commandotoelage ontvangt, bedoeld in artikel 29, § 1, tweede lid van het koninklijk besluit d.d. 24 oktober 1983 betreffende het geldelijk statuut van de leden van de rijkswacht, luitenant, kapitein, kapitein-commandant, majoor, luitenant-kolonel, kolonel, generaal-majoor, luitenant-generaal.

De chef van het lokale politiekorps wordt door de Koning in zijn functie aangewezen voor een éénmaal hernieuwbare termijn van 5 jaar, op gemotiveerde voordracht van de gemeenteraad of van de politieraad en na gemotiveerd advies van de procureur-generaal bij het hof van beroep en van de gouverneur, uit de door een selectiecommissie geschikt bevonden kandidaten.

Algemene functieomschrijving

(Overeenkomstig de omzendbrief ZPZ 11 betreffende de instelling van de lokale politie — bestuurlijke aspecten), te verkrijgen bij de personeelsdienst op telefonische aanvraag, tel. 03/760 90 83.

Artikel 5 :

De schriftelijke kandidaturen dienen vergezeld van een *curriculum vitae*, bondige uiteenzetting van de hoedanigheden en motivering aangetekend te worden gericht aan de heer burgemeester van de stad Sint-Niklaas, Grote Markt 1, 9100 Sint-Niklaas, en dienen ten laatste op 7 februari 2001 toe te komen. (1318)

Katholieke Hogeschool Brugge-Oostende

De Katholieke Hogeschool Brugge-Oostende deelt mee dat er een directiefunctie van hoofdadviseur onderwijsaangelegenheden (graad A3 van het ATP) vacant wordt gesteld.

De indiensttreding gebeurt in overleg met de geselecteerde kandidaat, doch uiterlijk met ingang van 1 mei 2001.

Hoofdelementen van de opdracht :

De hoofdadviseur onderwijsaangelegenheden formuleert beleidsadviezen met betrekking tot onderwijsaangelegenheden.

Hij coördineert op directieniveau onderwijsondersteunende dossiers, voornamelijk inzake :

internationalisering;

onderwijsvernieuwing;

kwaliteitszorg;

implementatie van ITC in het onderwijs.

Hij maakt samen met de algemeen directeur, de algemeen secretaris en de departementshoofden deel uit van de directieraad van de hogeschool.

Profiel :

diploma van de tweede cyclus van het academisch onderwijs of van het hoger onderwijs van academisch niveau;

ruime kennis van het onderwijsveld in het algemeen en ervaring inzake onderwijsbeleid, c.q. beleidsadvies en -voorbereiding;

blijk geven van een christelijke levensvisie en de opdrachtverklaring van de hogeschool onderschrijven;

in zeer grote mate beschikbaar zijn voor de hogeschool, ook buiten de gangbare werkuren;

collegiaal kunnen samenwerken in het directieteam en stimulerend en leidinggevend optreden tegenover de medewerkers.

Bezoldiging op niveau van de salarisschaal A32 van het ATP. Er kan geheel of gedeeltelijk worden rekening gehouden met de verworven geldelijke anciënniteit.

Geïnteresseerde kandidaten zenden binnen vijftien kalenderdagen volgend op de datum van publicatie van dit vacaturebericht in het *Belgisch Staatsblad* hun gemotiveerde sollicitatiebrief met uitgebreid *curriculum vitae*, per aangetekende zending aan de heer Paul Desender, algemeen directeur KHBO, Oostmeers 27, 8000 Brugge.

De kandidaturen worden strikt vertrouwelijk behandeld. Een eerste selectie van de kandidaten gebeurt door een selectiecommissie aan de hand van de sollicitatiebrief en het *curriculum vitae*. Voor de geselecteerde kandidaten volgt een verdere selectieprocedure die aan de kandidaten zal worden meegedeeld. (1319)

Stad Antwerpen

De stad Antwerpen wenst over te gaan tot de aanwerving van bestuurscoördinator (district Wilrijk).

Als bestuurscoördinator van dit district heb je de operationele leiding over een 50-tal personeelsleden. Op basis van een mandaatopdracht voor vijf jaar bereid je het vooropgestelde politieke beleid ambtelijk voor en voer je dit uit. Daarvoor neem je op een geresponsabiliseerde wijze contact met alle actoren in het district van de politieke vertegenwoordigers en de ambtenaren tot het verenigingsleven. Je coördineert hun activiteiten en verzuchtingen. Als bestuurscoördinator ben je ook de secretaris van de districtsraad. Je bent aanwezig op de zittingen en notuleert de beslissingen. Tenslotte ben je samen met het personeel het ambtelijk aanspreekpunt voor de burger.

Jouw uitdaging.

Beleidsadviserende competenties.

Op rationale basis van feiten werken en je oordeel aanpassen aan de realiteit om als dusdanig de voorhanden zijnde beheersinformatie effectief te benutten. Rekening houden met verschillende perspectieven binnen het complexe spanningsveld waarbinnen je als districtscoördinator functioneert. In staat zijn om het management van de beleidscyclus in een strategisch perspectief te zetten. De klassieke redenering doorbreken. Nieuwe en verrassende argumenten aandragen in een discussie.

Organisatorische competenties.

Op effectieve wijze prioriteiten stellen en de te ondernemen acties in de juiste sequenties vastleggen. Een planning opmaken en deze bijsturen waar nodig om de gewenste resultaten te bereiken. Binnen de grenzen van de eigen bevoegdheden initiatieven nemen en zelfstandig beslissen.

Relationele competenties.

Oog hebben voor de grote diversiteit aan opvattingen, gevoeligheden en competenties. Alle teamleden inschakelen en optreden als buffer. Verdiepende vragen stellen, samenvatten, de gesprekspartner niet onderbreken, oogcontact houden en in het non-verbale gedrag uiting geven aan interesse in het standpunt van de gesprekspartner. In onderhandelingen betrokkenheid creëren en een win-win situatie realiseren in een interpersoonlijk contact. Mogelijke conflicten veeleer zien als opportuniteit om te verbeteren dan als een bedreiging.

Leidinggevende competenties.

Vanuit een gezonde vertrouwensbasis vertrekken : de medewerker voldoende ruimte laten om de gedelegeerde opdrachten ook zelf tot een goed einde te brengen. Uitdagende doelstellingen stellen voor de medewerker en hem de middelen en het vertrouwen schenken om deze te realiseren. Ondersteunen en ruimte geven tot participatie.

Vaktechnisch uitvoerende competenties.

Een positieve ingesteldheid uitstralen. De veerkracht niet verliezen bij tegenslagen en een constructief-kritische zin aan de dag leggen. Vanuit een sterk gemeenschapsgevoel oog hebben voor zowel de letter van de wet als voor de zin van de wet en er effectief mee weten om te gaan.

Andere competenties.

Loyaal de beslissingen verdedigen. Transparant en voorspelbaar zijn, zich aan afspraken en eigen principes houden. Snel inspelen op opportuniteiten, binnen en buiten de organisatie.

Jouw profiel.

Je hebt een diploma dat toegang geeft tot niveau 1 van de rijksbesturen (universitair diploma of diploma buiten de universiteit van 2 cycli).

Laatstejaarsstudenten die hun diploma in het schooljaar 2000-2001 zullen behalen, kunnen zich ook kandidaat stellen. Je hebt een diploma of getuigschrift waaruit blijkt dat met gunstig gevolg opleidingsmodules op universitair niveau werden beëindigd die ten minste 100 uren management omvatten (voor zover niet in het basisdiploma begrepen). Je kan het bewijs leveren van ten minste vier jaren niveau-anciënniteit in het niveau A bij een openbaar bestuur of een openbare dienst. Je beschikt over een grote verantwoordelijkheidszin en kan op natuurlijke wijze een team leiden.

Ons aanbod.

Een zeer verantwoordelijke functie met bevorderingsmogelijkheden. Een bruto minimummaandwedge van BEF 131 075 (Euro 3 249,26). Extra voordelen zoals maaltijdscheques.

In het kader van het gelijke kansenplan moedigt de stad Antwerpen de vrouwen aan zich kandidaat te stellen.

Hebben wij je interesse gewekt en wens je meer informatie over deze functie? Bel ons dan op het nr. 03/360 46 35 en wij sturen je onze informatiebrochure met inschrijvingsformulier. Je vindt deze ook in de infowinkels in de districtshuizen, bij de infobalie van het stadhuis en in de stadswinkel (Grote Markt 40). Je kan je kandidatuur stellen door dit inschrijvingsformulier, samen met de nodige bijlagen terug te sturen naar Personeelsmanagement/Human Resources/personeelsvoorziening, Maurice Dequeeckerplein 1, 2100 Deurne-Antwerpen. De inschrijvingsformulieren voor deze functie bestuurscoördinator (district Wilrijk) moeten ten laatste op 2 februari 2001 bij ons aankomen. (1320)

De stad Antwerpen wenst over te gaan tot de aanwerving van een afdelingshoofd (algemene functie).

Jouw uitdaging.

Verstreken van beleidsondersteunende adviezen aan het college van burgemeester en schepenen en/of de gemeenteraad. Leidinggeven aan en adviseren van personeelsleden van verscheidene afdelingen van een bedrijfseenheid. Plannen, organiseren en coördineren van de dagelijkse werkzaamheden binnen de afdeling.

Jouw profiel.

Je hebt een diploma dat toegang geeft tot niveau 1 van de rijksbesturen (universitair diploma of diploma buiten de universiteit van 2 cycli).

Laatstejaarsstudenten die hun diploma in het schooljaar 2000-2001 zullen behalen, kunnen zich ook kandidaat stellen. Leidinggeven is jouw vak. Je beschikt over een grote verantwoordelijkheidszin en kan op natuurlijke wijze een team leiden. Samenwerking, aandacht voor de groepsgeest en openheid in communicatie draag je hoog in het vaandel.

Ons aanbod.

Een leidinggevende job met ontplooiingsmogelijkheden in een dynamisch overheidsbedrijf. Een bruto minimummaandwedge van BEF 91 183 (Euro 2 260,37). Extra voordelen zoals maaltijdscheques.

In het kader van het gelijke kansenplan moedigt de stad Antwerpen de vrouwen aan zich kandidaat te stellen.

Hebben wij je interesse gewekt en wens je meer informatie over deze functie? Bel ons dan op het nr. 03/360 46 35 en wij sturen je onze informatiebrochure met inschrijvingsformulier. Je vindt deze ook in de infowinkels in de districtshuizen, bij de infobalie van het stadhuis en in de stadswinkel (Grote Markt 40). Je kan je kandidatuur stellen door dit inschrijvingsformulier, samen met de nodige bijlagen terug te sturen naar Personeelsmanagement/Human Resources/personeelsvoorziening, Maurice Dequeeckerplein 1, 2100 Deurne-Antwerpen. De inschrijvingsformulieren voor de functie afdelingshoofd (algemene functie) moeten op 26 februari 2001 in ons bezit zijn. Voor deze functie wordt er een infoavond georganiseerd op 22 januari, om 19 uur in Fabrimetal, F. Williotstraat 9, 2600 Berchem-Antwerpen. (1321)

De stad Antwerpen wenst over te gaan tot de aanwerving van een consulent (bestuurskunde).

Jouw uitdaging.

Verstrekken, onder eigen verantwoordelijkheid of die van de chef, van beleidsondersteunende adviezen aan het college van burgemeester en schepenen en/of de gemeenteraad. Op creatieve en onderbouwde wijze zoeken naar oplossingen en voorstellen voor problemen die zich situeren in het specialisatiegebied. Het takenpakket is in hoge mate te situeren op het louter adviserende en uitvoerende vlak. Organiseren, coördineren en opvolgen van je opdrachten volgens de afgesproken normen.

Jouw profiel.

Je hebt een universitair diploma in één van de volgende studiegebieden :

Politieke en sociale wetenschappen. Rechten, criminologische wetenschappen : rechten, notariaat. Economische en toegepaste economische wetenschappen.

Of een diploma buiten de universiteit van 2 cycli in het studiegebied :

Handelswetenschappen en bedrijfskunde.

Laatstejaarsstudenten die hun diploma in het schooljaar 2000-2001 zullen behalen, kunnen zich ook kandidaat stellen. Samenwerking, aandacht voor de groepsgeest en communicatievaardigheid zijn je troeven. Je bent een initiatiefnemer met een dynamische persoonlijkheid die op zelfstandige wijze projecten tot een goed einde te brengen. Je hebt een grote verantwoordelijkheid en bent betrokken.

Ons aanbod.

Een uitdagende job met doorgroeimogelijkheden in een dynamisch overheidsbedrijf. Een bruto minimummaandwedge van BEF 91 183 (Euro 2 260,37). Extra voordelen zoals maaltijdscheques.

In het kader van het gelijke kansenplan moedigt de stad Antwerpen de vrouwen aan zich kandidaat te stellen.

Hebben wij je interesse gewekt en wens je meer informatie over deze functie? Bel ons dan op het nr. 03/360 46 35 en wij sturen je onze informatiebrochure met inschrijvingsformulier. Je vindt deze ook in de infowinkels in de districtshuizen, bij de infobalie van het stadhuis en in de stadswinkel (Grote Markt 40). Je kan je kandidatuur stellen door dit inschrijvingsformulier, samen met de nodige bijlagen terug te sturen naar Personeelsmanagement/Human Resources/personeelsvoorziening, Maurice Dequeeckerplein 1, 2100 Deurne-Antwerpen. De inschrijvingsformulieren voor de consulent (bestuurskunde) moeten op 26 februari 2001 in ons bezit zijn. Voor deze functie wordt er een infoavond georganiseerd op 22 januari, om 19 uur in Fabrimetal, F. Williotstraat 9, 2600 Berchem-Antwerpen. (1322)

De stad Antwerpen wenst over te gaan tot de aanwerving van een contractueel deskunde (cultuurfunctionaris).

Jouw uitdaging.

Directe medewerking verlenen aan de cultuurfunctionaris-directeur. Voorbereiden en uitvoeren van één of meerdere kernopdrachten inzake cultuurspreiding en samenlevingsopbouw, zoals artistieke programmering, werking naar specifieke doelgroepen, toeleiding, buurtwerking, externe communicatie.

Onderhouden van goede contacten met diverse (socio)-culturele actoren in functie van je specifieke taken. Bijdragen tot een optimale communicatie en samenwerking met de medewerkers.

Jouw profiel.

Je hebt een diploma hoger niet-universitair onderwijs van 1 cyclus behaald in één van volgende studiegebieden :

Sociaal-agogisch werk : sociaal werk, sociaal-cultureel werk. Onderwijs : regentaat, muzikale vorming of plastische kunsten. Audio-visuele en beeldende kunst : plastische kunsten. Handelswetenschappen en bedrijfskunde : communicatiebeheer. Industriële wetenschappen en technologie : audiovisuele techniek, grafische bedrijven. Muziek en dramatische kunst. Regentaat lichamelijke opvoeding : bewegingsrecreatie.

Je behaalde je diploma in het Nederlands. Je bent een echte teamplayer maar slaagt er eveneens in om op zelfstandige wijze projecten tot een goed einde te brengen.

Ons aanbod.

Een zeer gevarieerde job met bevorderingsmogelijkheden in een modern bedrijf. Een bruto maandwedge van BEF 70 977 (Euro 1 759,47). Extra voordelen zoals maaltijdscheques.

In het kader van het gelijke kansenplan moedigt de stad Antwerpen de vrouwen aan zich kandidaat te stellen.

Hebben wij je interesse gewekt en wens je meer informatie over deze functie? Bel ons dan op het nr. 03/360 46 35 en wij sturen je onze informatiebrochure met inschrijvingsformulier. Je vindt deze ook in de infowinkels in de districtshuizen, bij de infobalie van het stadhuis en in de stadswinkel (Grote Markt 40). Je kan je kandidatuur stellen door dit inschrijvingsformulier, samen met de nodige bijlagen terug te sturen naar Personeelsmanagement/Human Resources/personeelsvoorziening, Maurice Dequeeckerplein 1, 2100 Deurne-Antwerpen. De inschrijvingsformulieren voor contractueel deskundige cultuurfunctionaris moeten ten laatste op 26 februari 2001 bij ons aankomen. (1323)

Stad Waregem

De stad Waregem werft aan :

verantwoordelijke externe zaken, universitair niveau.

Het stadsbestuur van Waregem heeft een vacature voor de functie van verantwoordelijke externe zaken.

Er wordt voor voornoemde functie een wervingsexamen georganiseerd en een wervingsreserve aangelegd.

Deze betrekking is toegankelijk voor zowel mannen als vrouwen.

Specifieke bekwaamheidsvereisten :

houder zijn van een diploma van universitair onderwijs, richting pers- en communicatiewetenschappen, sociale, agogische en/of culturele wetenschappen, letteren en wijsbegeerte;

slagen in een gewoon niet-vergelijkend wervingsexamen.

Alle verdere informatie betreffende bekwaamheidsvereisten en examenprogramma kunnen bekomen worden op het stadhuis bij Mevr. Greet Vanrobaeys, op de dienst personeel, tel. 056/62 12 27.

Kandidaturen, aan de hand van het verplicht inschrijvingsformulier, te bekomen bij voornoemde dienst, dienen samen met het afschrift van het vereiste diploma tegen ontvangstbewijs op de personeelsdienst te worden afgegeven uiterlijk op 12 februari 2001, tegen 16 u. 30 m., of per aangetekend schrijven ten laatste op 12 februari 2001 te worden verzonden aan het college van burgemeester en schepenen, Gemeenteplein 2, te 8790 Waregem. De poststempel geldt als bewijs. (1324)

Universitair Ziekenhuis Antwerpen

Het Universitair Ziekenhuis van de Universitaire Instelling Antwerpen gaat over tot de vacantverklaring van :

Dienst cardiochirurgie.

Eén voltijdse betrekking van staffid (10/10), in het statuut van geneesheer-resident, waarvoor in aanmerking komt een doctor in de genees-, heel- en verloskunde of arts, erkend chirurg, met bijzondere opleiding in de cardiochirurgie. Hij/zij zal in staat moeten zijn de meest voorkomende cardiochirurgische ingrepen zelfstandig uit te voeren. Verder zal de kandidaat betrokken worden bij het totale operatieprogramma uitgevoerd in de dienst cardiochirurgie waar o.m. hart-transplantaties deel van uitmaken.

Algemene voorwaarden.

De kandidaten dienen :

1. in het bezit te zijn van het diploma van doctor in de genees-, heel- en verloskunde of arts;
2. het recht te genieten om in België de geneeskunde uit te oefenen;
3. een bewijs van goed zedelijk gedrag te kunnen voorleggen;
4. de vereiste lichamelijke geschiktheid te bezitten.

Kandidatuurstelling.

Gebeurt uitsluitend op het dartoe bestemde sollicitatieformulier, dat aangetekend of persoonlijk dient overgemaakt te worden aan : Universitair Ziekenhuis Antwerpen, t.a.v. de heer J. Van der Straeten, directeur personeel & financiën, Wilrijkstraat 10, 2650 Edegem, uiterlijk op vrijdag 2 maart 2001, te 17 uur.

Bedoelde formulieren dienen aangevraagd te worden op de personeelsdienst van het UZA (tel. 03/821 32 37).

Verdere informatie kan men bekomen bij prof dr. P. Blockx (hoofd-geneesheer) en prof. dr. A. Moulijn (diensthoofd cardiochirurgie). (1325)

Actes judiciaires et extraits de jugements

Gerechtelijke akten en uittreksels uit vonnissen

Publication faite en exécution de l'article 490 du Code pénal

Bekendmaking gedaan overeenkomstig artikel 490 van het Strafwetboek

Infractions liées à l'état de faillite

Misdrijven die verband houden met de staat van faillissement

Tribunal de première instance de Namur

Par jugement du 6 décembre 2000, rendu par défaut par la douzième chambre correctionnelle du tribunal de première instance de Namur, le nommé Mathues, Gauthier, né à Auvélais le 4 juillet 1972, boulanger, actuellement domicilié à 6183 Trazegnies, cité Achille Delattre 5,

ayant exercé l'activité de boulanger-pâtissier à Jemeppe-sur-Sambre, rue de la Poste 2, R.C. Namur 69715, commerçant failli, déclaré tel par jugement du tribunal de commerce de Namur en date du 30 avril 1998,

a été condamné :

à six mois d'emprisonnement avec un sursis de trois ans, et à une amende de 100 francs majorée de 1 990 décimes, soit 20 000 francs ou quinze jours d'emprisonnement subsidiaire, du chef d'infractions liées à l'état de faillite, à savoir :

— dans l'intention de retarder la déclaration de faillite, avoir omis d'en faire l'aveu dans le délai d'un mois prescrit par l'article 9 de la loi sur les faillites;

— avec une intention frauduleuse ou à dessein de nuire, avoir détourné ou dissimulé une partie de l'actif;

— sans empêchement légitime, avoir omis d'exécuter les obligations prescrites par l'article 53 de la loi sur les faillites, en l'espèce et notamment avoir omis de répondre aux convocations à lui faites par le juge-commissaire ou le curateur ou ne pas leur avoir fourni tous les renseignements requis.

(Faits commis à Jemeppe-sur-Sambre, entre le 1^{er} décembre 1997 et le 1^{er} juin 1998);

aux frais liquidés à 618 francs;

à verser 10 francs majorés de 1 990 décimes, soit 2 000 francs, conformément à l'article 29 de la loi du 1^{er} août 1985;

au paiement d'une indemnité de 1 000 francs.

Le tribunal a en outre ordonné la publication du jugement, par extrait, au *Moniteur belge*, et ce aux frais du condamné.

Cette décision, signifiée le 21 décembre 2000 à lui-même, est actuellement passée en force de chose jugée.

Namur, le 12 janvier 2001.

Pour extrait conforme : le greffier-chef de service, (signé)
Chr. Godfurnon. (1326)

Rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen

Bij vonnis, van 2 november 2000, gewezen bij verstek, betekend op 28 november 2000, op onbekende woonst, heeft de 5C kamer van de rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen, rechtdoende in correctionele zaken, de genaamde Waignein, Ortwin Wilfried Irène Corneel, industrieel, geboren te Gent op 20 mei 1955, zonder gekende woon- of verblijfplaats in het Rijk, Belg.

Als verantwoordelijke, in rechte of in feite van een gefailleerde handelsvennootschap namelijk als bestuurder van de naamloze vennootschap « Key Construct », met maatschappelijke zetel gevestigd te Antwerpen (Berchem), Victor Jacobslei 33, onderneming in onroerende goederen, H.R. Antwerpen 267852, op bekentenis, in staat van faillissement verklaard bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Antwerpen, d.d. 10 maart 1995.

Uit hoofde van :

mededader :

in staat van faillissement, met bedrieglijk opzet of met oogmerk om te schaden, een gedeelte van de activa te hebben verduisterd of verborgen (art. 489ter 1° Sw).

Veroordeeld tot :

een hoofdgevangenisstraf van achttien maanden en tot een geldboete van 1 000 frank, vermeerderd met 1490 decimes, zodat die geldboete 150 000 frank zal bedragen of 3 maanden vervangende gevangenisstraf.

De rechtbank beveelt de publicatie van onderhavig vonnis bij uittreksel in het *Belgisch Staatsblad*.

De feiten werden gepleegd te Antwerpen, tussen 9 maart 1993 en 14 februari 1994.

Tegen bovenvermeld vonnis is tot op heden ter griffie geen enkel rechtsmiddel gekend.

Antwerpen, 20 december 2000.

Voor eensluidend uittreksel : de griffier hoofd van dienst, (get.) J. De Graeve. (1327)

**Publication faite en exécution de l'article 488bis e, § 1^{er}
du Code civil**

**Bekendmaking gedaan overeenkomstig artikel 488bis e, § 1
van het Burgerlijk Wetboek**

*Désignation d'administrateur provisoire
Aanstelling voorlopig bewindvoerder*

Justice de paix du canton de Fontaine-l'Evêque

Par ordonnance du juge de paix du canton de Fontaine-l'Evêque, en date du 8 janvier 2001, le nommé Delval, Léon, né à Hantes-Wihéries le 16 mars 1923, domicilié à 6150 Anderlues, rue du Château 73, résidant à 7100 Haine-Saint-Paul, rue Salvatore Aliende 28, se trouvant actuellement à 7100 Haine-Saint-Paul, rue Salvatore Aliende 28, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire, étant : Patris, Noël, avocat, rue des Quatre Bras 66, 6540 Lobbes.

Pour extrait conforme : le greffier adjoint principal, (signé) Martine Metillon. (60461)

Justice de paix du premier canton de Liège

Suite à la requête déposée le 27 décembre 2000, par ordonnance du juge de paix du premier canton de Liège, rendue le jeudi 11 janvier 2001, Mme Nicolas, Marcelle Jeanne Françoise, Belge, née le 30 mars 1922 à Liège, sans profession, mariée, domicilié rue de Fétinne 73/3, à 4020 Liège, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, en la personne de : Me Ligot, Léon, avocat, ayant ses bureaux avenue du Luxembourg 15, à 4020 Liège.

Pour extrait conforme : le greffier adjoint, (signé) Boisdequin, Cécile. (60462)

Suite à la requête déposée le 29 décembre 2000, par ordonnance du juge de paix du premier canton de Liège, rendue le jeudi 11 janvier 2001, M. Nellissen, Claude Marie Joseph, Belge, né le 10 février 1913 à Liège, pensionné, marié, domicilié rue Nicolas Goblet 19, à 4020 Liège, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire, en la personne de : Me Jammaer, Thierry, avocat, ayant ses bureaux rue Courtois 18, à 4000 Liège.

Pour extrait conforme : le greffier adjoint, (signé) Boisdequin, Cécile. (60463)

Suite à la requête déposée le 29 décembre 2000, par ordonnance du juge de paix du premier canton de Liège, rendue le jeudi 11 janvier 2001, Mme Fagard, Anne Marie Théodrine, Belge, née le 30 juillet 1924 à Liège, pensionnée, mariée, domiciliée rue Nicolas Goblet 19, à 4020 Liège, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, en la personne de : Me Jammaer, Thierry, avocat, ayant ses bureaux rue Courtois 18, à 4000 Liège.

Pour extrait conforme : le greffier adjoint, (signé) Boisdequin, Cécile. (60464)

Justice de paix du troisième canton de Liège

Suite à la requête déposée le 29 décembre 2000, par ordonnance du juge de paix du troisième canton de Liège, rendue le 9 janvier 2001, M. Levens, Emile, né le 3 mars 1967 à Hermalle-sur-Argenteau, domicilié rue Neuville 144, 4000 Liège, résidant Hôpital Volière, Montagne Sainte-Walburge 4A, 4000 Liège, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire, en la personne de : M. l'administrateur provisoire Chapelier, Joël, domicilié chaussée de Gaulle 20, 4000 Liège.

Pour extrait conforme : le greffier adjoint délégué, (signé) Parizel, Myriam. (60465)

Justice de paix du canton de Malmedy

Suite à la requête déposée le 3 janvier 2001, par ordonnance du juge de paix du canton de Malmedy, rendue le 15 janvier 2001, Mme Schumacker, Lucie, née le 16 décembre 1909 à Waimes, domiciliée avenue Monbijou 18, à 4960 Malmedy, résidant Home Saint-Vincent, rue Curé Beckman 3, à 4960 Xhoffraix-Malmedy, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, en la personne de : M. Schillings, Joseph, instituteur retraité, domicilié route du Bayehon, Longfaye 14, à 4960 Malmedy.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Wintgens, Léon. (60466)

Suite à la requête déposée le 18 décembre 2000, par ordonnance du juge de paix du canton de Malmédy, rendue le 12 janvier 2001, Mme Meulkens, Johanna, née le 16 août 1943, domiciliée Belair 8, à 4950 Waimès, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, en la personne de : Me Jaspard, Jean-Paul, avocat, domicilié place Albert Ier 6, à 4960 Malmédy.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Wintgens, Léon. (60467)

Justice de paix du canton de Spa

Par ordonnance du juge de paix du canton de Spa rendue le 11 janvier 2001, M. Hendrick, Jean, né le 27 janvier 1944 à Verviers, domicilié parc le Staneux 68, à 4910 Theux, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire en la personne de Mme Ramet, Paulette, née le 6 mai 1949 à Andrimont, domiciliée parc le Staneux 68, 4910 Theux.

Pour extrait conforme : le greffier adjoint principal, (signé) Houyon, Chantal. (60468)

Justice de paix du canton d'Uccle

Par ordonnance du juge de paix de complément du canton d'Uccle en date du 12 janvier 2001, en suite de la requête déposée le 2 janvier 2001, M. Faelen, Alain, né à Tirlemont le 18 octobre 1957, domicilié à 1180 Uccle, rue du Kriekenput 2, mais résidant actuellement à la clinique Fond'Roy, avenue Jacques Pastur 73, à 1180 Uccle, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire, étant : Me Jean-Luc Burlion, avocat, ayant son cabinet à 1190 Bruxelles, avenue Brugmann 164.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Pascal Goies. (60469)

Par ordonnance du juge de paix de complément du canton d'Uccle en date du 12 janvier 2001, en suite de la requête déposée le 28 décembre 2000, Mme Herman, Denise, née le 11 janvier 1928, domiciliée à 2800 Mechelen, Leopoldstraat 7/602, mais résidant actuellement à la clinique Fond'Roy, avenue Jacques Pastur 73, à 1180 Uccle, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, étant : Me Yvan Boels, avocat, ayant son cabinet à 1060 Bruxelles, rue de Suisse 15.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Pascal Goies. (60470)

Justice de paix du canton de Waremme

Par ordonnance de M. le juge de paix du canton de Waremme en date du 10 janvier 2001, mandat a été conféré à Desir, Luc, avocat, domicilié à 4300 Waremme, rue des Blés 5, en sa qualité d'administrateur provisoire de Collard, Marie, né le 11 janvier 1924, domiciliée à 4300 Waremme, rue Walter Lucas 2/1.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) G. Prinsens. (60471)

Par ordonnance de M. le juge de paix du canton de Waremme en date du 10 janvier 2001, mandat a été conféré à Debroux, Jean-Pierre, libraire, domicilié à 4347 Noville, Grand-Route 191, en sa qualité d'administrateur provisoire de Debroux, Jules, né le 14 juillet 1910, résidant actuellement à 4347 Fexhe-le-Haut-Clocher, rue de la Gare 8/1, à la résidence « Edelweiss ».

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) G. Prinsens. (60472)

Par ordonnance de M. le juge de paix du canton de Waremme en date du 10 janvier 2001, mandat a été conféré à Fabry, Jacques, domicilié à 4300 Waremme, rue Haute Voie 21, en sa qualité d'administrateur provisoire de Destexhe, Jean-Charles, né le 26 août 1962, domicilié à 4300 Waremme, rue des Fabriques 2/11.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) G. Prinsens. (60473)

Par ordonnance de M. le juge de paix du canton de Waremme en date du 10 janvier 2001, mandat a été conféré à Humblet, Dominique, avocat, domicilié à 4300 Waremme, rue Ernest Malvoz 32/5, en sa qualité d'administrateur provisoire de Bidault, Geneviève, née le 14 octobre 1970, domiciliée à 4257 Berloz, rue Jules Goffin 7, résidant actuellement à 4300 Bettincourt, rue Mulhoff 70.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) G. Prinsens. (60474)

Par ordonnance de M. le juge de paix du canton de Waremme en date du 10 janvier 2001, mandat a été conféré à Petitjean, Paula, retraitée, domiciliée à 4350 Remicourt, rue du Presbytère 2, en sa qualité d'administrateur provisoire de Petitjean, François, né le 22 février 1904, domicilié à 4350 Remicourt, rue du Presbytère 2, résidant actuellement à 4347 Fexhe-le-Haut-Clocher, rue de la Gare 8/1, à la résidence « Edelweiss ».

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) G. Prinsens. (60475)

Vrederegerecht van het eerste kanton Aalst

Bij beschikking d.d. 9 januari 2001, verleend door Mevr. de vrederechter van het eerste kanton Aalst, verklaart Van Der Hoeven, Monique, geboren te Aalst op 25 april 1961, wonende te 9450 Haaltert, Molenstraat 62/1, opgenomen in de instelling Psychiatrisch Ziekenhuis Lede, Reymeersstraat 13A, te 9340 Lede, niet in staat zelf haar goederen te beheren. Voegt toe als voorlopig bewindvoerder Gheeraerds, Michelle, advocaat, wonende te 9310 Herdersem, Pontweg 83.

Aalst, 15 januari 2001.

De griffier, (get.) Renneboog, Luc. (60476)

Bij beschikking d.d. 9 januari 2001, verleend door Mevr. de vrederechter van het eerste kanton Aalst, verklaart De Man, Evianne, geboren te Zele op 15 oktober 1953, wonende te 9200 Oudegem, Jef Scheersstraat 17, opgenomen in de instelling Psychiatrisch Ziekenhuis Lede, Reymeersstraat 13A, te 9340 Lede, niet in staat zelf haar goederen te beheren. Voegt toe als voorlopig bewindvoerder Gheeraerds, Michelle, advocaat, wonende te 9310 Herdersem, Pontweg 83.

Aalst, 15 januari 2001.

De griffier, (get.) Renneboog, Luc. (60477)

Vrederegerecht van het tweede kanton Brugge

Bij beschikking van 8 januari 2001, heeft de vrederechter van het tweede kanton Brugge, voor recht verklaard dat, Theys, Erna, geboren te Beringen op 2 maart 1953, wonende te 3600 Genk, Eggestraat 6, bus 4, verblijvende in het Penitentiair Complex, Legeweg 200, te 8200 Sint-Andries, niet in staat is zelf haar goederen te beheren en heeft aangewezen als voorlopig bewindvoerder Van Den Berghe, Filip, advocaat te 8000 Brugge, Bevrijdingslaan 4/1, met de bevoegdheid zoals bepaald in artikel 488bis, §1 tot en met § 5 van het Burgerlijk Wetboek.

Brugge, 15 januari 2001.

De adjunct-griffier, (get.) Impens, Nancy. (60478)

Vrederecht van het kanton Eeklo

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Eeklo, verleend op 15 januari 2001, werd Mevr. De Spiegelaere, Maria Clara Eugenia, geboren te Aalter op 10 november 1921, gepensioneerde, wonende te 9950 Waarschoot, Keerstraatje 22, opgenomen in de instelling Rusthuis « De Linde », Schoolstraat 33, te 9950 Waarschoot, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder Mevr. De Spiegelaere, Lea Anna Camilla, geboren te Aalter op 12 november 1925, op rust gestelde, wonende te 9950 Waarschoot, Schoolstraat 62.

Er werd vastgesteld dat het verzoekschrift neergelegd werd op 26 december 2000.

Eeklo, 15 januari 2001.

De afgevaardigd adjunct-griffier, (get.) Van Cauwenberghe,
Guy. (60479)

Vrederecht van het kanton Genk

Bij beschikking d.d. 21 december 2000, verklaart Schepers, Maria Joanna, geboren te Genk op 22 april 1940, gepensioneerde, wonende te 3600 Genk, Heiderust, Weg naar As 58, niet in staat zelf haar goederen te beheren. Voegt toe als voorlopig bewindvoerder Castermans, Guido Vincentius, geboren te Genk op 22 april 1936, gepensioneerde, wonende te 3600 Genk, Evence Coppélaan 49.

Genk, 15 januari 2001.

De hoofdgriffier, (get.) Thijs, Lode. (60480)

Vrederecht van het zesde kanton Gent

Bij beschikking van de vrederechter van het zesde kanton Gent, verleend op 15 januari tweeduizend en één, werd De Schuyter, Melissa, geboren te Eeklo op 24 december 1981, verblijvende en gedomicilieerd te 9000 Gent, Zwijnaardsesteenweg 608, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder Eliano, Isabelle, advocaat, wonende te 9820 Merelbeke, Torrekensstraat 60.

Gent, 15 januari 2001.

Voor eensluidend afschrift: de hoofdgriffier, (get.) R. Hantson. (60481)

Bij beschikking van de vrederechter van het zesde kanton Gent, verleend op elf januari tweeduizend en één, werd Dobbelaere, Arseen, geboren te Gent op 7 mei 1952, verblijvende in het PC Caritas, afdeling Jericho, Caritasstraat 76, te 9000 Melle, gedomicilieerd te 9850 Nevele (Landegem), Bekstraat 12, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder De Becker, Ann, advocaat, wonende te 9000 Gent, Kortrijksesteenweg 219.

Gent, 15 januari 2001.

Voor eensluidend afschrift: de hoofdgriffier, (get.) R. Hantson. (60482)

Vrederecht van het zevende kanton Gent

Bij beschikking verleend van de vrederechter van het zevende kanton Gent, verleend op 8 januari 2001, werd Hubert, Alice, geboren op 4 juli 1917, verblijvende te 9840 De Pinte, aan het Hof ter Langeveld 10, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopige bewindvoerder, haar dochters: Vanhoutte, Suzanne, wonende te 8400 Oostende, aan de Koninginnenlaan 34, bus 5 en Vanhoutte, Alice, wonende te 9830 Sint-Martens-Latem, aan de Tussen Beken 24.

Gent, 15 januari 2001.

Voor eensluidend uittreksel: de e.a. adjunct-griffier, (get.) M. Vanhecke. (60483)

Vrederecht van het kanton Nieuwpoort

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Nieuwpoort, verleend op 2 januari 2001, werd Dierckx, Margaretha, geboren te Mortsel op 25 april 1921, gepensioneerde, wonende te 8670 Oostduinkerke, Kruipwilgendreef 16, opgenomen in de instelling K.E.I., Dewittelaan 1, te 8670 Koksijde, niet in staat verklaard zelf haar goederen te beheren. Voegt toe als voorlopig bewindvoerder Gyssels, Hugo, wonende te 2630 Aartselaar, Baron van Ertbornstraat 119.

Nieuwpoort, 12 januari 2001.

De griffier, (get.) Candaele, Hugo. (60484)

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Nieuwpoort, verleend op 2 januari 2001, werd Latour, Germaine, geboren te Seraing op 29 maart 1912, gedomicilieerd en verblijvende in de instelling K.E.I., Dewittelaan 1, te 8670 Koksijde, niet in staat verklaard zelf haar goederen te beheren. Voegt toe als voorlopig bewindvoerder Bouillot, Raymonde, wonende te 4140 Sprimont, rue du Néronry 4.

Nieuwpoort, 12 januari 2001.

Voor eensluidend uittreksel: de griffier, (get.) Candaele, Hugo. (60485)

Vrederecht van het kanton Sint-Truiden

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Sint-Truiden, verleend op 13 december 2000, werd Claassen, Guido, geboren op 9 augustus 1967 te Neerpelt, gedomicilieerd te Roden Rijt 97, 3930 Hamont-Achel, verblijvende P.Z. Sancta Maria, Melverencentrum 111, 3800 Sint-Truiden, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren. Voegt toe als voorlopig bewindvoerder Claassen, André, arbeider, Grote Heide 39, 3910 Neerpelt.

Sint-Truiden, 15 december 2000.

Voor eensluidend uittreksel: de hoofdgriffier, (get.) Marina Derwael. (60486)

*Mainlevée d'administration provisoire
Opheffing voorlopig bewind*

Justice de paix du deuxième canton de Liège

Par ordonnance du juge de paix du deuxième canton de Liège, du 15 janvier 2001, il a été constaté que la mesure d'administration provisoire prise par ordonnance du 29 juin 1998 a pris fin, suite au décès de Mme de Brouchoven de Bergeyck, Jeanne Marie Louise, née le 15 mars 1926 à Bruxelles, mariée, domiciliée rue Louvrex 69, bte 51, à 4000 Liège.

Il a été mis fin, en conséquence, après dépôt d'un rapport de gestion, à la mission de son administrateur provisoire, M. Neve de Mévergnies, Albert Paul Léon Philippe, Belge, né le 27 mars 1915 à Bruxelles, 1^{er} avocat général émérite, marié, domicilié rue Louvrex 69, bte 51, à 4000 Liège.

Liège, le 15 janvier 2001.

Pour extrait conforme : le greffier, (signé) Gillis, Monique. (60487)

Justice de paix du troisième canton de Liège

Par ordonnance du juge de paix du troisième canton de Liège, du 10 janvier 2001, a été levée la mesure d'administration provisoire prise par ordonnance du 3 février 2000, et publiée au *Moniteur belge* sous le n° 61053, à l'égard de Mlle Oosterbosch, Michèle, née le 22 juillet 1949 à Seraing, cité de l'Espoir, Domaine des Croisiers 2, 4821 Andrimont.

Cette personne étant placée sous le statut de minorité prolongée par jugement du tribunal de première instance de Verviers du 13 novembre 2000.

A été mis fin, en conséquence, à la mission de son administrateur provisoire, M. l'administrateur provisoire Ligot, Léon, domicilié avenue du Luxembourg 15, 4020 Liège.

Pour extrait conforme : le greffier adjoint délégué, (signé) Parizel, Myriam. (60488)

Justice de paix du second canton de Mons

Suite à la décision du tribunal de première instance de Mons, du 2 novembre 2000, par ordonnance du juge de paix du second canton de Mons, rendue le 12 janvier 2001, a été levée la mesure d'administration provisoire prise par ordonnance du 7 juillet 2000, et publiée au *Moniteur belge* du 10 août 2000, à l'égard de Mlle Roland, Anne, née le 19 mai 1982 à Mons, domiciliée chaussée de Rœulx 1199, 7021 Havré, résidant Internat de la Communauté française, chemin de Papignies 38, 7860 Lessines, cette personne étant : placée sous statut de minorité prolongée, il a été mis fin, en conséquence, à la mission de son administrateur provisoire, à savoir : M. Roland, Robert, né le 19 mars 1952 à Villers-le-Bouillet, domicilié chaussée du Rœulx 1199, 7021 Havré.

Pour extrait conforme : le greffier adjoint délégué, (signé) Blairon, Etienne. (60489)

Justice de paix du canton de Woluwe-Saint-Pierre

Par ordonnance rendue le 12 janvier 2001, rep. 76, le juge de paix de Woluwe-Saint-Pierre :

dit que M. Bernard Vinck, né à Ixelles le 10 janvier 1958, résidant à 1200 Bruxelles, clos Chapelle aux Champs 27/183, est apte à gérer seul ses biens;

déclare que M. André Vinck, domicilié à 5032 Bossière (Gembloux), rue de la Ramonerie 54, désigné par ordonnance de M. le juge de paix du deuxième canton de Namur, en date du 30 juin 1994, comme administrateur provisoire des biens de M. Bernard Vinck, est déchargé de sa mission.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Georges Stevens. (60490)

Vrederegerecht van het kanton Brasschaat

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Brasschaat, verleend op 12 januari 2001, werd een einde gesteld aan het voorlopig bewind van Mevr. Van Aert, Maria, geboren te Essen op 27 april 1937, wonende te 2910 Essen, Kapelstraat 92, over de goederen van Raeymakers, Jan Baptist, geboren te Essen op 13 maart 1932, voorheen verblijvende in het RVT De Mick, Papestraat 30, te 2930 Brasschaat, thans wonende te 2910 Essen, Kapelstraat 92, en overleden op drieëntwintig december tweeduizend.

Brasschaat, 15 januari 2001.

De hoofdgriffier, (get.) Ooms-Schrijvers, Maria. (60491)

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Brasschaat, verleend op 12 januari 2001, werd een einde gesteld aan het voorlopig bewind van Mr. Fernand Joris, advocaat bij de balie te Antwerpen, met kantoor te 2110 Wijnegem, Marktpllein 22, over de goederen van Augusteyn, Martha, geboren op 24 september 1952, voorheen verblijvende te 2980 Sint-Antonius-Zoersel, Andreas Vesaliuslaan 39, in het Psychiatrisch Centrum Bethanië, thans wonende te 2020 Antwerpen, Alfons De Cockstraat 15, bus 6.

Brasschaat, 15 januari 2001.

De hoofdgriffier, (get.) Ooms-Schrijvers, Maria. (60492)

Vrederegerecht van het kanton Lokeren

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Lokeren, verleend op 12 januari 2001, werd de aanstelling van Mr. Anne-Marie Laureys, advocaat te 9160 Lokeren, Roomstraat 40, d.d. 28 september 1994 (gepubliceerd *Belgisch Staatsblad* 8 oktober 1994) als voorlopig bewindvoerder over Van Avermaet, Magdalena Alfonsina, geboren te Lokeren op 29 april 1910, laatst wonende te 9160 Lokeren, Polderstraat 2, opgeheven, gezien voormelde beschermde persoon overleden is te Lokeren op 20 december 2000.

Voor eensluidend uittreksel : de e.a. adjunct-griffier, (get.) Vera Schepens. (60493)

Vrederegerecht van het kanton Vilvoorde

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Vilvoorde, van 11 januari 2001, werd aan het mandaat van voorlopig bewindvoerder van Mevr. Erika Swysen, advocaat te 1082 Brussel, Dr. Schweitzerplein 18, over de goederen van Mevr. Van Heffen, Bertha Isabelle, geboren te Vilvoorde op 1 februari 1912, weduwe van wijlen de heer Tesseur, Henri, vroeger gehuisvest te 1800 Vilvoorde, Haesendonckstraat 39, doch thans verblijvende in het rusthuis Rietdijk, te 1800 Vilvoorde, Bolwerkstraat 7, ambtshalve een einde gesteld ingevolge het overlijden van Mevr. Van Heffen, Bertha Isabelle, voornoemd, op 18 november 2000.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) H. Hendrikk. (60494)

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Vilvoorde, van 11 januari 2001, werd aan het mandaat van voorlopig bewindvoerder van de heer Luc De Wilder, advocaat, wonende te 1830 Machelen, Heirbaan 150, over de goederen van Mevr. Jacobs, Josephina, geboren te Boechout op 18 januari 1927, wonende te 1981 Zemst (Hofstade), Voetbalstraat 29, doch verblijvende in het R.V.T. Ten Kerselaere, te 2220 Heist-op-den-Berg, Boonmarkt 29, voorheen en thans verblijvende te 1980 Zemst, Rusthuis Relegem, Lindestraat 60, ambtshalve een einde gesteld ingevolge het overlijden van Mevr. Jacobs, Josephina, voornoemd, op 10 juni 2000.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) H. Hendrikk. (60495)

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Vilvoorde, van 11 januari 2001, werd aan het mandaat van voorlopig bewindvoerder van de heer Moreels, Alfons Victor, gepensioneerde, geboren te Strombeek-Bever op 12 september 1932, wonende te 1800 Vilvoorde, Hoveniersstraat 61, over de goederen van Mevr. Leemans, Hélène Marie Jacqueline, geboren te Vilvoorde op 17 december 1909, weduwe van de heer Moreels, Léopold, wonende en verblijvende in het rustoord « Ter Linde », te 1800 Vilvoorde, Vlaanderenstraat 4, ambtshalve een einde gesteld ingevolge het overlijden van Mevr. Leemans, Hélène Marie Jacqueline, voornoemd, op 21 september 2000.

Voor eensluidend uittreksel: de hoofdgriffier, (get.) H. Hendrikx. (60496)

**Publication prescrite par l'article 793
du Code civil**

**Bekendmaking voorgeschreven bij artikel 793
van het Burgerlijk Wetboek**

—
*Acceptation sous bénéfice d'inventaire
Aanvaarding onder voorrecht van boedelbeschrijving*

—
Tribunal de première instance d'Arlon

—
L'an deux mille un, le douze janvier, au greffe du tribunal de première instance d'Arlon et par-devant nous, I. Gobert, greffier, a comparu :

Me Borceux, Jean-Claude, avocat, dont le cabinet est établi à 6700 Arlon, avenue Nothomb 20, bte 6, porteur d'une procuration lui délivrée le 8 janvier 2001, par :

Brix, Françoise, avocat, dont le cabinet est établi à 5000 Namur, boulevard Isabelle Brunell 2/1, agissant en sa qualité d'administrateur provisoire des biens de :

Liegeois, Pascal, né à Liège le 30 septembre 1964, domicilié rue d'Anton 302, à 5300 Andenne,

désignée en tant que telle par une ordonnance de M. le juge de paix du canton d'Andenne délivrée en date du 7 mars 1996, et agissant en vertu d'une ordonnance de M. le juge de paix du canton d'Andenne délivrée en date du 21 décembre 2000, lequel comparant a, au nom de sa mandante, agissant elle-même au nom de son administré, déclaré accepter sous bénéfice d'inventaire la succession de M. Liegeois, Francis Alain René Georges, né à Liège le 9 octobre 1965, en son vivant domicilié rue de Neufchâteau 78, à 6700 Arlon, y décédé le 24 mai 1999.

Dont acte dressé sur réquisition expresse du comparant qu'après lecture faite, il a signé avec nous, greffier.

Les créanciers et légataires éventuels dudit défunt sont invités à faire connaître leurs droits, par avis recommandé, dans un délai de trois mois à compter de la présente insertion. Cet avis doit être adressé à Me Brix, Françoise, avocat, boulevard Isabelle Brunell 2/1, à 5000 Namur.

Arlon, le 15 janvier 2001.

Le greffier, (signé) I. Gobert. (1328)

—
Tribunal de première instance de Bruxelles

—
Suivant acte n° 01-100 passé au greffe du tribunal de première instance de Bruxelles le 15 janvier 2001 :

Mme Van der Vennet, Nicole, née à Uccle le 31 janvier 1948, domiciliée à 1050 Bruxelles, avenue Georges Bergmann 63, agissant en son nom personnel et en sa qualité de mandataire en vertu de sept procurations sous seing privé :

la 1^{re} datée du 12 janvier 2001 et donnée par Mme Hoste, Madeleine, née à Anderlecht le 9 février 1920, domiciliée à 1050 Bruxelles, avenue George Bergmann 63;

la 2^e datée du 12 janvier 2001 et donnée par Mme Van der Vennet, Anne, née à Uccle le 23 janvier 1946, domiciliée à 6280 Gerpinnes, allée de la Grosse Haie 17;

la 3^e datée du 12 janvier 2001 et donnée par M. Van der Vennet, Bruno, né à Etterbeek le 20 août 1947, domicilié à 1180 Bruxelles, Montagne Saint-Job 114;

la 4^e datée du 12 janvier 2001 et donnée par M. Van der Vennet, André-Jacques, né à Etterbeek le 23 octobre 1948, domicilié à 1330 Rixensart, rue de Limal 41;

la 5^e datée du 11 janvier 2001 et donnée par M. Van der Vennet, Michel, né à Etterbeek le 1^{er} décembre 1950, domicilié à 1040 Bruxelles, avenue de l'Armée 111;

la 6^e datée du 9 janvier 2001 et donnée par M. Van der Vennet, Jean, né à Uccle le 27 novembre 1953, domicilié à 1180 Bruxelles, rue de la Pêcherie 72;

la 7^e datée du 10 janvier 2001 et donnée par Mme Van der Vennet, Claire, née à Etterbeek le 20 mars 1963, domiciliée à 1360 Orbaix, rue d'Odonge 29,

a déclaré, accepter sous bénéfice d'inventaire la succession de Mme Van der Vennet, Maria Juliette Jeanne V.C., née à Bruxelles le 29 avril 1907, en son vivant domiciliée à Ixelles, boulevard Général Jacques 20, et décédée le 31 octobre 2000 à Ixelles.

Les créanciers et légataires sont invités à faire connaître, par avis recommandé, leurs droits dans un délai de trois mois à compter de la présente insertion à M. Paulus de Châtelet, Pierre, notaire à 1330 Rixensart, rue de l'Eglise 34.

Bruxelles, le 15 janvier 2001.

Le greffier, (signé) Aerts, Vera. (1329)

—
Tribunal de première instance de Huy

—
L'an deux mille un, le quinze janvier, au greffe du tribunal de première instance séant à Huy, province de Liège, a comparu :

Me Philippe Carrette, notaire à Huy, avenue Charles et Léopold Godin 6/1, mandataire spécial en vertu d'une procuration sous seing privé qui restera annexée au présent acte de :

Mme Haleh Zarghami-Basseri, née à Shiraz (Iran) le 11 mars 1954, domiciliée à 71.438 Shiraz (Iran), rue Baghnari 40, agissant en qualité de mère et tutrice de ses enfants mineurs d'âge, à savoir :

1. Mlle Godeau, Shadi (prénom unique), étudiante belge, née à Sète (Hérault-France) le 13 avril 1984, célibataire, domiciliée à 71.438 Shiraz (Iran) rue Baghnari 40;

2. M. Godeau, Shayan (prénom unique), étudiant belge, né à Shiraz (Iran) le 4 mai 1988, célibataire, domicilié à 71.438 Shiraz (Iran), rue Baghnari 40,

lequel comparant, s'exprimant en langue française, a déclaré accepter sous bénéfice d'inventaire la succession de M. Godeau, Jacques Emile Joseph, né à Waremmes le 29 février 1940, domicilié en dernier lieu à Huy, avenue des Fossés 9/21, décédé à Huy le 9 septembre 2000.

Dont acte requis par le comparant, qui lecture faite, a signé avec nous, Elisabeth Henrot, rédacteur.

(Signé) Ph. Carrette; E. Henrot. (1330)

—
Tribunal de première instance de Liège

—
L'an deux mille un, le seize janvier, au greffe du tribunal de première instance de Liège, ont comparu :

Heuse, Brigitte, née à Verviers le 6 juin 1959, domiciliée à Trooz, rue Grand-Rue 132;

Heuse, Anne, née à Liège le 11 décembre 1967, domiciliée à Chênée, rue Genot 24,

lesquelles comparantes ont déclaré accepter sous bénéfice d'inventaire la succession de Heuse, Henri Joseph Louis, né à Wandre le 21 août 1931, de son vivant domicilié à Chênée, rue des Grands Prés 27, et décédé le 31 décembre 2000 à Liège.

Conformément aux prescriptions du dernier alinéa de l'article 793 du Code civil, les comparants déclarent faire élection de domicile en l'étude de Me Alain Deliege, notaire à Chênée, rue Neuve 6.

Les créanciers et légataires sont invités à faire connaître leurs droits, par avis recommandé, au domicile élu dans les trois mois de la présente insertion.

Le greffier-chef de service, (signature illisible). (1331)

L'an deux mille un, le douze janvier, au greffe du tribunal de première instance de Liège, ont comparu :

Cox, Chantal, née à Liège le 8 février 1960, domiciliée à Liège, rue de Herve 310;

Cox, Marie, née à Liège le 21 octobre 1966, domiciliée à Neupré, avenue de la Chevauchée 39, agissant en nom personnel et en outre porteuse de deux procurations sous seing privé qui resteront annexées au présent acte pour et au nom de :

Cox, Christiane, née à Liège le 11 octobre 1954, domiciliée à Fleurus, rue Pré Saint-Jean 1;

Cox, José, né à Liège le 10 juillet 1963, domicilié à Embourg, rue Albert Bataille 16,

lesquelles comparantes ont déclaré, accepter sous bénéfice d'inventaire la succession de Verdonck, Clémentine, née à Liège le 12 juin 1936, de son vivant domiciliée à Liège-2, rue de Mulhouse 20, et décédée le 27 novembre 2000 à Liège.

Conformément aux prescriptions du dernier alinéa de l'article 793 du Code civil, les comparantes déclarent faire élection de domicile en l'étude de Me Paul Godin, notaire à Vaux-sous-Chèvremont, rue Général Jacques 188.

Les créanciers et légataires sont invités à faire connaître leurs droits, par avis recommandé, au domicile élu dans les trois mois de la présente insertion.

Le greffier-chef de service, (signature illisible). (1332)

Tribunal de première instance de Namur

L'an deux mille un, le seize janvier, au greffe du tribunal de première instance de Namur et par-devant nous, Jacqueline Tholet, greffier, a comparu :

Mme Maria Cuyvers, domiciliée à Gesves, rue de la Pichelotte 5, agissant en sa qualité de mère et tutrice légale de son enfant mineur :

Bastin, Emilie, née à Namur le 2 août 1985,

et ce dûment autorisée par le conseil de famille tenu sous la présidence de M. le juge de paix, Serge Monjoie, du canton d'Andenne, en date du 11 janvier 2001,

et représentant en vertu d'une procuration sous seing privé :

M. Bastin, Paul-Louis, né à Namur le 1^{er} juillet 1982, domicilié à Gesves, rue de la Pichelotte 5, agissant personnellement, laquelle comparante, a déclaré en langue française, agissant comme dit ci-dessus, accepter sous bénéfice d'inventaire la succession de M. Bastin, Jean-Louis, en son vivant domicilié à Gesves, rue de la Pichelotte 5, décédé à Yvoir en date du 29 novembre 2000.

Dont acte requis par la comparante, qui après lecture, signe avec nous, greffier.

Les créanciers et légataires sont invités à faire connaître, par avis recommandé, leurs droits, dans un délai de trois mois, à compter de la date de la présente insertion.

Cet avis doit être adressé à Me Misson, notaire à Ciney, rue Courtejoie 57, à 5590 Ciney.

Namur, le 16 janvier 2001.

Le greffier, (signé) Jacqueline Tholet. (1333)

L'an deux mille un, le seize janvier, au greffe du tribunal de première instance de Namur et par-devant nous, Jacqueline Tholet, greffier, ont comparu :

M. Motte, Michaël, époux de Mme Degée, Françoise, domicilié à Gesves, Le Bois Planté 3A;

M. Motte, Fabrice, domicilié à Gesves, Le Bois Planté 3,

lesquels comparants, ont déclaré en langue française, accepter sous bénéfice d'inventaire la succession de :

1. M. Motte, Maurice, en son vivant domicilié à Faulx-les-Tombes, Le Bois Planté 3, et décédé à Wierde en date du 18 novembre 2000;

2. Mme Paquot, Noëlla, en son vivant domiciliée à Faulx-les-Tombes, Le Bois Planté 3, et décédée à Wierde en date du 18 novembre 2000.

Dont acte requis par les comparants, qui après lecture, signent avec nous, greffier.

Les créanciers et légataires sont invités à faire connaître, par avis recommandé, leurs droits, dans un délai de trois mois, à compter de la date de la présente insertion.

Cet avis doit être adressé à Me Michaux, Etienne, notaire à 5300 Andenne, avenue Roi Albert 29.

Namur, le 16 janvier 2001.

Le greffier, (signé) Jacqueline Tholet. (1334)

Tribunal de première instance de Nivelles

Suivant acte dressé au greffe du tribunal de première instance de Nivelles en date du 12 janvier 2001 :

Mme Hanouille, Sylvie Christiane C.G., née à Charleroi le 3 août 1969, et domiciliée à 1300 Wavre, chaussée de Bruxelles 144/60, agissant en nom personnel et en qualité de mère et tutrice légale de ses enfants mineurs, à savoir :

Johns, Lauralyn Anny, née à Braine-l'Alleud le 5 novembre 1996;

Johns, Amy Claire, née à Braine-l'Alleud le 19 mai 1998,

toutes deux domiciliées avec leur mère,

désignée et autorisée à agir dans le cadre de la présente succession suite au conseil de famille du juge de paix du canton de Wavre en date du 24 octobre 2000, a déclaré accepter sous bénéfice d'inventaire la succession de M. Johns, Simon William, né à Melbourne (Australie) le 9 juillet 1968, de son vivant domicilié à Genval, avenue Gevaert 173, et décédé le 29 août 2000 à Eghezée.

Les créanciers et légataires sont invités à faire connaître leurs droits, par avis recommandé, dans les trois mois à compter de la date de la présente insertion à Me Vinel, notaire de résidence à 1332 Genval, avenue des Combattants 230.

Nivelles, le 12 janvier 2001.

Pour copie conforme de la déclaration : le greffier-chef de service, (signé) Ph. Foucart. (1335)

Rechtbank van eerste aanleg te Brussel

Op 20 december 2000.

Door : Mr. D'Hollander, Jean, advocaat te 1780 Wemmel, de Limburg Stirumlaan 62.

In hoedanigheid van : voorlopig bewindvoerder over de heer Van Grimbergen, Marcel, geboren te Brussegem op 4 augustus 1951, wonende te 1780 Wemmel, Boomgaardstraat 29, thans verblijvende in de Sint-Alexius Kliniek te Grimbergen, Grimbergsesteenweg 40, hiertoe aangesteld bij beschikking van de vrederechter van het kanton Wolvertem, op datum van 3 januari 1997.

Toelating : beschikking van de heer de vrederechter van het kanton Wolvertem, op datum van 13 december 2000.

Voorwerp verklaring : aanvaarding onder voorrecht van boedelbeschrijving.

Aan de nalatenschap van : Van Malderen, Maria Ivone, geboren te Hamme op 13 november 1912, in leven wonende te Brussegem, Merchtem, Poverstraat 7, en overleden op 6 oktober 2000 te Merchtem.

Waarvan akte, na voorlezing, (get.) D'Hollander, Jean; Vera Aerts.

De griffier, (get.) Vera Aerts. (1336)

Rechtbank van eerste aanleg te Dendermonde

Bij akte, verleden ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Dendermonde, op 16 januari 2001, heeft Mevr. Boelens, Isabella Denise, geboren te Sint-Niklaas op 8 maart 1958, wonende te 9111 Sint-Niklaas, Belseledorp 54, handelend in haar hoedanigheid van moeder, wettelijke voogdes, over de nog bij haar inwonende minderjarige kinderen, zijnde :

Sax, Marie Charlotte Henri, geboren te Gent op 19 juli 1988;

Sax, Melanie Monique Jean, geboren te Gent op 12 augustus 1986,

verklaard onder voorrecht van boedelbeschrijving, de nalatenschap te aanvaarden van wijlen Van Havere, Jacqueline Maria Joannes, geboren te Sint-Niklaas op 10 augustus 1934, in leven laatst wonende te 9100 Sint-Niklaas, Puitvoetstraat 3, en overleden te Sint-Niklaas op 5 september 1999.

De schuldeisers en legatarissen worden verzocht, binnen de drie maanden te rekenen van de datum van opneming in het *Belgisch Staatsblad*, hun rechten bij aangetekend schrijven te doen kennen ter studie van Mr. notaris J. Verstraete, ter standplaats 9112 Sinaai, Zwaan-aardestraat 18.

Dendermonde, 16 januari 2001.

De adjunct-griffier, (get.) A. Vermeire. (1337)

Concordat judiciaire – Gerechtelijk akkoord

Rechtbank van koophandel te Gent

Bij vonnis van 11 januari 2001 werd de voorlopige opschorting van betaling gedurende een observatieperiode van drie maanden, ingaande op 11 januari 2001 en verlengd tot 11 april 2001, verleend aan De Clercq, Yves, geboren te Gent op 6 mei 1969, kleinhandel in producten van de broodbakkerij, banketbakkerij, suikerbakkerij, bakkerij, fabricage van biscuits, fabricage van chocolade, fabricage van roomijs en soortgelijke producten, kleinhandel in algemene voedingswaren en huishoudelijke artikelen en in belegde broodjes, wonende te 9000 Gent, Appelstraat 39, H.R. Gent 164570.

Commissaris inzake opschorting : de heer Pauwels, Paul, bedrijfs-revisor, wonende te 9030 Mariakerke, Kollekasteelstraat 27.

Aangifte van schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel te Gent, binnen de dertig dagen, hetzij vóór 9 februari 2001.

Bepalen de rechtsdag voor verhoor van de verzoekster, de schuldeisers en de commissaris inzake opschorting op 9 april 2001, om 14 uur, in de gehoorzaal B (gelijkvloers), van deze rechtbank, Oude Schaapmarkt 22, te 9000 Gent, en waarna uitspraak zal worden gedaan over de toekenning van een definitieve opschorting op 19 april 2001.

Voor eensluidend uittreksel : de wnd. hoofdgriffier, (get.) Y. Bils. (1338)

Faillite – Faillissement

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 19 december 2000 werd het faillissement van de N.V. Agave, met maatschappelijke zetel te 1930 Zaventem, Weihoek 3, H.R. Brussel 516083, BTW 436.599.374, afgesloten wegens ontoereikend actief.

De gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.

Rechter-commissaris : de heer Jaak De Smedt.

Curator : Mr. Christian Van Buggenhout, H. Wafelaertsstraat 47-51, 1060 Brussel.

De curator, (get.) Chr. Van Buggenhout. (Pro deo) (1339)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 9 januari 2001 werd geopend verklaard, op dagvaarding, het faillissement van de heer Verhulst, gevestigd te 1861 Meise, Driesstraat 61, met als handelsactiviteit : pasteibakker.

Rechter-commissaris : de heer Romain Wingels.

Curator : Mr. August De Ridder, Vrijheidslaan 34, 1081 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 14 februari 2001, te 14 uur, in zaal G.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) A. De Ridder. (Pro deo) (1340)

Bij vonnis d.d. 9 januari 2001 werd geopend verklaard, op dagvaarding, het faillissement van de N.V. Promocit, met maatschappelijke zetel te 1861 Meise, Sint-Elooiweg 69, H.R. Brussel 498456, BTW 419.460.563, met als handelsactiviteit : handel in landbouwproducten.

Rechter-commissaris : de heer Romain Wingels.

Curator : Mr. August De Ridder, Vrijheidslaan 34, 1081 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 14 februari 2001, te 14 uur, in zaal G.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) A. De Ridder. (Pro deo) (1341)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 9 janvier 2001 a été déclarée ouverte, sur aveu, la faillite de la S.P.R.L. Vleespaleis, dont le siège social est établi à 1070 Anderlecht, rue Ropsy Chaudron 55/57, R.C. Malines 52030, T.V.A. 413.727.665, avec activité commercial : vente au détail en charcuteries.

Juge-commissaire : M. Romain Wingels.

Curateur : Me August De Ridder, avenue de la Liberté 34, à 1081 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 14 février 2001, à 14 heures, à la salle G.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) A. De Ridder.

(Pro deo) (1342)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 9 januari 2001 werd geopend verklaard, op bekentenis, het faillissement van de B.V.B.A. Vleespaleis, met maatschappelijke zetel te 1070 Anderlecht, Ropsy Chaudronstraat 55/57, H.R. Mechelen 52030, BTW 413.727.665, met als handelsactiviteit : kleinhandel in vleeswaren.

Rechter-commissaris : de heer Romain Wingels.

Curator : Mr. August De Ridder, Vrijheidslaan 34, 1081 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 14 februari 2001, te 14 uur, in zaal G.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) A. De Ridder.

(Pro deo) (1342)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 9 janvier 2001 a été déclarée ouverte, sur assignation, la faillite de la S.P.R.L. Terrassec, dont le siège social est établi à 1090 Jette, place Philippe Werrie 21, R.C. Bruxelles 578286, T.V.A. 452.107.991, avec activité commercial : importation et exportation du commerce des produits chimiques et bureau d'étude industriel.

Juge-commissaire : M. Romain Wingels.

Curateur : Me August De Ridder, avenue de la Liberté 34, à 1081 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 14 février 2001, à 14 heures, à la salle G.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) A. De Ridder.

(Pro deo) (1343)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 9 januari 2001 werd geopend verklaard, op dagvaarding, het faillissement van de B.V.B.A. Terrassec, met maatschappelijke zetel te 1090 Jette, Philippe Werrieplein 21, H.R. Brussel 578286, BTW 452.107.991, met als handelsactiviteit : import, export van handel in chemische producten en industrieel studie bureau.

Rechter-commissaris : de heer Romain Wingels.

Curator : Mr. August De Ridder, Vrijheidslaan 34, 1081 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 14 februari 2001, te 14 uur, in zaal G.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) A. De Ridder.

(Pro deo) (1343)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 9 janvier 2001 a été déclarée ouverte, sur assignation, la faillite de la S.C. Rotra, dont le siège social est établi à 1090 Jette, place Cardinal Mercier 30, bte 1, R.C. Turnhout 60703, T.V.A. 435.434.780, avec activité commercial : importation et exportation.

Juge-commissaire : M. Romain Wingels.

Curateur : Me August De Ridder, avenue de la Liberté 34, à 1081 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 14 février 2001, à 14 heures, à la salle G.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) A. De Ridder.

(Pro deo) (1344)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 9 januari 2001 werd geopend verklaard, op dagvaarding, het faillissement van de C.V. Rotra, met maatschappelijke zetel te 1090 Jette, Kardinaal Mercierplein 30, bus 1, H.R. Turnhout 60703, BTW 435.434.780, met als handelsactiviteit : import/export.

Rechter-commissaris : de heer Romain Wingels.

Curator : Mr. August De Ridder, Vrijheidslaan 34, 1081 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 14 februari 2001, te 14 uur, in zaal G.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) A. De Ridder.

(Pro deo) (1344)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 20 décembre 2000, le tribunal de commerce de Bruxelles a clôturé par absence d'actif la faillite de la S.P.R.L. MC Diffusion, Petite rue au Beurre 10, à 1000 Bruxelles.

Le tribunal a décidé que la partie faillie n'est pas excusable.

Pour extrait : le curateur, (signé) Alain A. Henderickx.

(Pro deo) (1345)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis van 20 december 2000 van de rechtbank van koophandel te Brussel werd het faillissement van de B.V.B.A. MC Duffusion, Korte Boterstraat 10, te 1000 Brussel, afgesloten wegens gebrek aan actief.

De rechtbank heeft beslist dat de gefailleerde niet verschoonbaar is.

Voor uittreksel : de curator, (get.) Alain A. Henderickx.

(Pro deo) (1345)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 20 décembre 2000, le tribunal de commerce de Bruxelles a clôturé par absence d'actif la faillite de la S.P.R.L. Fish and Trips, rue du Postillon 10, à 1180 Bruxelles.

Le tribunal a décidé que la partie faillie n'est pas excusable.

Pour extrait : le curateur, (signé) Alain A. Henderickx.

(Pro deo) (1346)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis van 20 december 2000 van de rechtbank van koophandel te Brussel werd het faillissement van de B.V.B.A. Fish and Trips, Postiljonstraat 10, te 1180 Brussel, afgesloten wegens gebrek aan actief.

De rechtbank heeft beslist dat de gefailleerde niet verschoonbaar is.

Voor uittreksel : de curator, (get.) Alain A. Henderickx.

(Pro deo) (1346)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Aux termes d'un jugement rendu par le tribunal de commerce de Bruxelles, en date du 9 janvier 2001, la faillite de la S.P.R.L. Master FM, T.V.A. 435.000.656, ayant eu son adresse à 1120 Bruxelles (Neder-over-Heembeek), avenue des Croix de Guerre 94, a été clôturée pour raison de défaut d'actif.

La faillite a été déclarée non excusable.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Stijn Vanschoubroek.

(Pro deo) (1347)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 9 januari 2001 werd het faillissement van de B.V.B.A. Master FM, BTW 435.000.656, met adres te 1120 Brussel (Neder-over-Heembeek), Oorlogskruisenlaan 94, afgesloten bij gebrek aan actief.

De gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Stijn Vanschoubroek.

(Pro deo) (1347)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 19 décembre 2000 la faillite de la S.P.R.L. Andromache, dont le siège social est établi à 1150 Woluwe-Saint-Pierre, rue de l'Eglise 101, R.C. Bruxelles 619301, T.V.A. 435.263.051, a été clôturée pour absence d'actif.

Le failli n'a pas été déclaré excusable.

Juge-commissaire : M. Jaak De Smedt.

Curateur : Me Christian Van Buggenhout, rue Henri Wafelaerts 47-51, 1060 Bruxelles.

Le curateur, (signé) Chr. Van Buggenhout. (Pro deo) (1348)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 19 december 2000 werd het faillissement van de B.V.B.A. Andromache, met maatschappelijke zetel te 1150 Sint-Pieters-Woluwe, Kerkstraat 101, H.R. Brussel 619301, BTW 435.263.051, afgesloten bij gebrek aan actief.

De gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.

Rechter-commissaris : de heer Jaak De Smedt.

Curator : Mr. Christian Van Buggenhout, H. Wafelaertsstraat 47-51, 1060 Brussel.

De curator, (get.) Chr. Van Buggenhout. (Pro deo) (1348)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 11 janvier 2001 a été déclarée ouverte, sur citation, la faillite de la S.A. Dickfish, avec siège social situé à 1000 Bruxelles, quai Bois à Brûler 3A, R.C. Bruxelles 519454, T.V.A. 437.274.713, activité : commerce en gros et en détail de poisson.

Juge-commissaire : M. J. Indekeu.

Curateur : Me Christian Van Buggenhout, rue Henri Wafelaerts 47-51, 1060 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le délai de vingt jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 14 février 2001, à 14 heures, à la salle G.

Le curateur, (signé) Chr. Van Buggenhout. (Pro deo) (1349)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 11 januari 2001 werd geopend verklaard, op dagvaarding, het faillissement van de N.V. Dickfish, met maatschappelijke zetel te 1000 Brussel, Brandhoutkaai 3A, H.R. Brussel 519454, BTW 437.274.713, handelsactiviteit : klein- en groothandel in vis.

Rechter-commissaris : de heer J. Indekeu.

Curator : Mr. Christian Van Buggenhout, H. Wafelaertsstraat 47-51, 1060 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van twintig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 14 februari 2001, te 14 uur, in zaal G.

De curator, (get.) Chr. Van Buggenhout. (Pro deo) (1349)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 10 janvier 2001 a été déclarée ouverte, sur aveu, la faillite de la S.P.R.L. The Soum, dont le siège social est établi à 1000 Bruxelles, rue Marché au Charbon 44, R.C. Bruxelles 608178, T.V.A. 459.132.969, activité principale : bar.

Juge-commissaire : M. H. Courtin.

Curateur : Me Armand Broder, Dieweg 274, à 1180 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 14 février 2001, à 14 heures, en la salle A de ce tribunal, au palais de justice.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Armand Broder.

(Pro deo) (1350)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 10 januari 2001 werd geopend verklaard, op beken-
tenis, het faillissement van de B.V.B.A. The Soum, met maatschappe-
lijke zetel te 1000 Brussel, Kolenmarktstraat 44, H.R. Brussel 608178,
BTW 459.132.969, voornaamste handelsactiviteit : bar.

Rechter-commissaris : de heer H. Courtin.

Curator : Mr. Armand Broder, Dieweg 274, 1180 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuld-
vordering te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel,
gerechtsgedebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van
dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen :
op woensdag 14 februari 2001, te 14 uur, in zaal A.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Armand Broder.

(Pro deo) (1350)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 8 janvier 2001 a été déclarée ouverte, sur citation, la
faillite de la S.P.R.L. Cosmopauw, dont le siège social est établi à
1050 Bruxelles, avenue Legrand 11, R.C. Bruxelles 624250,
T.V.A. 461.915.879, activité principale : snack.

Juge-commissaire : M. H. Courtin.

Curateur : Me Armand Broder, Dieweg 274, à 1180 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal
de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le
délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi
14 février 2001, à 14 heures, en la salle A de ce tribunal, au palais de
justice.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Armand Broder.

(Pro deo) (1351)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 8 januari 2001 werd geopend verklaard, op dagvaar-
ding, het faillissement van de B.V.B.A. Cosmopauw, met maatschappe-
lijke zetel te 1050 Brussel, Legrandlaan 11, H.R. Brussel 624250,
BTW 461.915.879, voornaamste handelsactiviteit : snack.

Rechter-commissaris : de heer H. Courtin.

Curator : Mr. Armand Broder, Dieweg 274, 1180 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuld-
vordering te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel,
gerechtsgedebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van
dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen :
op woensdag 14 februari 2001, te 14 uur, in zaal A.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Armand Broder.

(Pro deo) (1351)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 8 janvier 2001 a été déclarée ouverte, sur citation, la
faillite de la S.P.R.L. La Marjolaine, dont le siège social est établi à
1050 Bruxelles, rue Saint-Georges 2, R.C. Bruxelles 444782,
T.V.A. 423.118.255, activité principale : restaurant-traiteur.

Juge-commissaire : M. H. Courtin.

Curateur : Me Armand Broder, Dieweg 274, à 1180 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal
de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le
délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi
14 février 2001, à 14 heures, en la salle A de ce tribunal, au palais de
justice.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Armand Broder.

(Pro deo) (1352)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 8 januari 2001 werd geopend verklaard, op dagvaar-
ding, het faillissement van de B.V.B.A. La Marjolaine, met maatschap-
pelijke zetel gevestigd te 1050 Brussel, Sint-Jorisstraat 2,
H.R. Brussel 444782, BTW 423.118.255, voornaamste handelsactiviteit :
restaurant-traiteur.

Rechter-commissaris : de heer H. Courtin.

Curator : Mr. Armand Broder, Dieweg 274, 1180 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuld-
vordering te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel,
gerechtsgedebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van
dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen :
op woensdag 14 februari 2001, te 14 uur, in zaal A.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Armand Broder.

(Pro deo) (1352)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 10 janvier 2001 a été déclarée ouverte, sur aveu, la
faillite de la S.P.R.L. Ulysses, dont le siège social est établi à
1050 Bruxelles, chaussée de Boondael 187, bte 23, R.C. Bruxelles 596792,
T.V.A. 435.439.235, activité principale : service informatique.

Juge-commissaire : M. H. Courtin.

Curateur : Me Armand Broder, Dieweg 274, à 1180 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal
de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le
délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi
14 février 2001, à 14 heures, en la salle A de ce tribunal, au palais de
justice.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Armand Broder.

(Pro deo) (1353)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 10 januari 2001 werd geopend verklaard, op beken-
tenis, het faillissement van de B.V.B.A. Ulysses, met maatschappelijke
zetel gevestigd te 1050 Brussel, Boondaalse Steenweg 187, bus 23,
H.R. Brussel 596792, BTW 435.439.235, voornaamste handelsactiviteit :
computersdienst.

Rechter-commissaris : de heer H. Courtin.

Curator : Mr. Armand Broder, Dieweg 274, 1180 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuld-
vordering te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel,
gerechtshuis, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van
dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen :
op woensdag 14 februari 2001, te 14 uur, in zaal A.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Armand Broder.
(Pro deo) (1353)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 8 janvier 2001 a été déclarée ouverte, sur aveu, la
faillite de la S.A. Etreco, dont le siège social est établi à 1020 Bruxelles,
rue Ernest Salu 27, R.C. Bruxelles 541218, T.V.A. 442.276.052, activité
principale : électroménager.

Juge-commissaire : M. H. Courtin.

Curateur : Me Armand Broder, Dieweg 274, à 1180 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal
de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le
délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi
14 février 2001, à 14 heures, en la salle A de ce tribunal, au palais de
justice.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Armand Broder.
(Pro deo) (1354)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 8 januari 2001 werd geopend verklaard, op beken-
tenis, het faillissement van de N.V. Etreco, met maatschappelijke zetel geves-
tigd te 1020 Brussel, Ernest Salustra 7, H.R. Brussel 541218,
BTW 442.276.052, voornaamste handelsactiviteit : elektrische huishoud-
apparatuur.

Rechter-commissaris : de heer H. Courtin.

Curator : Mr. Armand Broder, Dieweg 274, 1180 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuld-
vordering te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel,
gerechtshuis, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van
dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen :
op woensdag 14 februari 2001, te 14 uur, in zaal A.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Armand Broder.
(Pro deo) (1354)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 8 janvier 2001 a été déclarée ouverte, sur aveu, la
faillite de M. Lavender, Alain Fernand Jean, belge, né le 14 février 1954
à Schaarbeek, domicilié à 1210 Bruxelles, avenue du Prince Héritier 116,
y exploitant une boulangerie pâtisserie à l'enseigne Lavender,
R.C. Bruxelles 460882, T.V.A. 565.633.427.

Juge-commissaire : M. H. Courtin.

Curateur : Me Armand Broder, Dieweg 274, à 1180 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal
de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le
délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi
14 février 2001, à 14 heures, en la salle A de ce tribunal, au palais de
justice.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Armand Broder.
(Pro deo) (1355)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 8 januari 2001 werd geopend verklaard, op beken-
tenis, het faillissement van de heer Lavender, Alain Fernand Jean, van
Belgische nationaliteit, geboren te Schaarbeek op 14 februari 1954,
wonende te 1210 Brussel, Erfprinslaan 116, H.R. Brussel 460882,
BTW 565.633.427, handelsactiviteit : bakkerij « Lavender ».

Rechter-commissaris : de heer H. Courtin.

Curator : Mr. Armand Broder, Dieweg 274, 1180 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuld-
vordering te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel,
gerechtshuis, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van
dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen :
op woensdag 14 februari 2001, te 14 uur, in zaal A.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Armand Broder.
(Pro deo) (1355)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 10 janvier 2001, le tribunal a déclaré closes pour
absence d'actif les opérations de liquidation, de la faillite de la M.C.
Automobiles & Business S.P.R.L.U., rue Georges Moreau 21A,
1070 Bruxelles, T.V.A. 460.705.854, prononcée le 9 octobre 2000, et dit
que la faillie n'est pas excusable.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Pierre Cornil.
(Pro deo) (1356)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis van 10 januari 2001 heeft de rechtbank afgesloten
verklaard wegens gebrek aan actief het faillissement van de B.V.B.A.
M.C. Automobiles & Business (9 oktober 2000), Georges Moreau-
straat 21A, 1070 Brussel, BTW 460.705.854.

Gezegd dat de gefailleerde niet verschoonbaar is.
Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Pierre Cornil.
(Pro deo) (1356)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 10 janvier 2001, le tribunal a déclaré closes pour
absence d'actif les opérations de liquidation, de la faillite de la S.P.R.L.
Les Fleurs Isabelle De Backer, rue Capouillet 19-21, 1060 Bruxelles,
T.V.A. 441.179.160, prononcée le 9 octobre 2000, et dit que la faillie n'est
pas excusable.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Pierre Cornil.
(Pro deo) (1357)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis van 10 januari 2001 heeft de rechtbank afgesloten verklaard wegens gebrek aan actief het faillissement van de B.V.B.A. Les Fleurs Isabelle De Backer (9 oktober 2000), Capouilletstraat 19-21, 1060 Brussel, BTW 441.179.160.

Gezegd dat de gefailleerde niet verschoonbaar is.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Pierre Cornil.
(Pro deo) (1357)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 10 janvier 2001, le tribunal a déclaré closes pour absence d'actif les opérations de liquidation, de la faillite de la S.P.R.L. Del-Pro, avenue de l'Arbre Ballon 30, 1090 Bruxelles, T.V.A. 460.667.252, prononcée le 9 octobre 2000, et dit que la faillie n'est pas excusable.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Pierre Cornil.
(Pro deo) (1358)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis van 10 januari 2001 heeft de rechtbank afgesloten verklaard wegens gebrek aan actief het faillissement van de B.V.B.A. Del-Pro (9 oktober 2000), Dikkebeuklaan 30, 1090 Brussel, BTW 460.667.252.

Gezegd dat de gefailleerde niet verschoonbaar is.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Pierre Cornil.
(Pro deo) (1358)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 10 janvier 2001, le tribunal a déclaré closes les opérations de liquidation, de la faillite de Gerlage, Ann Ghislaine Maria, rue de la Commune 2, 1210 Bruxelles, T.V.A. 546.472.363, prononcée le 6 décembre 1999, et dit que la faillie est excusable.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Pierre Cornil.
(Pro deo) (1359)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis van 10 januari 2001 heeft de rechtbank afgesloten verklaard het faillissement van Gerlage, Ann Ghislaine Maria (6 december 1999), Gemeentestraat 2, 1210 Brussel, BTW 546.472.363.

Gezegd dat de gefailleerde verschoonbaar is.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Pierre Cornil.
(Pro deo) (1359)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 10 janvier 2001, la quatrième chambre du tribunal de commerce de Bruxelles a clôturé pour insuffisance d'actif, la faillite de la S.P.R.L. Dimmi, dont le siège social était établi à 1070 Bruxelles, drève Olympique 1, R.C. Bruxelles 618603, T.V.A. 461.754.345.

La faillie n'a pas été déclarée excusable.

Le curateur, (signé) Luc Lemaire, avocat à 1050 Bruxelles, avenue Louise 486. (1360)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis van 10 januari 2001, van de vierde kamer van de rechtbank van koophandel te Brussel werd het faillissement van de B.V.B.A. Dimmi, met maatschappelijke zetel gevestigd te 1070 Brussel, Olympische Dreef 1, H.R. Brussel 618603, BTW 461.754.345, gesloten verklaard wegens ontoereikend actief.

De gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.

De curator, (get.) Luc Lemaire, advocaat te 1050 Brussel, Louizalaan 486. (1360)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 10 janvier 2001, la quatrième chambre du tribunal de commerce de Bruxelles a clôturé pour insuffisance d'actif, la faillite de la S.A. Light Protection Industrial Safety International, dont le siège social était établi à 1150 Bruxelles, Val des Seigneurs 23, et avec siège d'exploitation rue Baron d'Huart 151, à 1950 Kraainem, R.C. Bruxelles 580356, T.V.A. 452.584.677.

La faillie n'a pas été déclarée excusable.

Le curateur, (signé) Luc Lemaire, avocat à 1050 Bruxelles, avenue Louise 486. (1361)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis van 10 januari 2001, van de vierde kamer van de rechtbank van koophandel te Brussel werd het faillissement van de N.V. Light Protection Industrial Safety International, met maatschappelijke zetel gevestigd te 1150 Brussel, Herendal 23, en met exploitatiezetel gevestigd te 1950 Kraainem, Baron d'Huartlaan 151, H.R. Brussel 580356, BTW 452.584.677, gesloten verklaard wegens ontoereikend actief.

De gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.

De curator, (get.) Luc Lemaire, advocaat te 1050 Brussel, Louizalaan 486. (1361)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 10 janvier 2001, la quatrième chambre du tribunal de commerce de Bruxelles a clôturé pour insuffisance d'actif, la faillite de M. Marc Eyckmans, domicilié rue J.B. Verbeyst 1, à 1190 Bruxelles, ayant exploité un commerce sous la dénomination « Café du Parc », rue Léon Théodore 189, à 1090 Bruxelles, R.C. Bruxelles 534866, T.V.A. 558.685.059.

Le failli n'a pas été déclaré excusable.

Le curateur, (signé) Luc Lemaire, avocat à 1050 Bruxelles, avenue Louise 486. (1362)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis van 10 januari 2001, van de vierde kamer van de rechtbank van koophandel te Brussel werd het faillissement van de heer Marc Eyckmans, wonende te 1090 Brussel, J.B. Verbeyststraat 1, en handel-drijvende onder benaming « Café Du Parc », Léon Théodorestraat 189, te 1090 Brussel, H.R. Brussel 534866, BTW 558.685.059, gesloten verklaard wegens ontoereikend actief.

De gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.

De curator, (get.) Luc Lemaire, advocaat te 1050 Brussel, Louizalaan 486. (1362)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 10 janvier 2001, la quatrième chambre du tribunal de commerce de Bruxelles a clôturé pour insuffisance d'actif, la faillite de la S.P.R.L. Infinity Colors, dont le siège social était établi à 1180 Bruxelles, rue du Pacific 30, R.C. Bruxelles 467326, T.V.A. 426.809.896.

La faillie n'a pas été déclarée excusable.

Le curateur, (signé) Luc Lemaire, avocat à 1050 Bruxelles, avenue Louise 486. (1363)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis van 10 januari 2001, van de vierde kamer van de rechtbank van koophandel te Brussel werd het faillissement van de B.V.B.A. Infinity Colors, met maatschappelijke zetel gevestigd te 1180 Brussel, Stille Oceaanstraat 30, H.R. Brussel 467326, BTW 426.809.896, gesloten verklaard wegens ontoereikend actief.

De gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.

De curator, (get.) Luc Lemaire, advocaat te 1050 Brussel, Louizalaan 486. (1363)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 10 janvier 2001, la quatrième chambre du tribunal de commerce de Bruxelles a clôturé pour insuffisance d'actif, la faillite de la S.P.R.L. Wafran, dont le siège social était établi à 1000 Bruxelles, place de la Liberté 6, R.C. Bruxelles 466716, T.V.A. 426.755.061.

La faillie n'a pas été déclarée excusable.

Le curateur, (signé) Luc Lemaire, avocat à 1050 Bruxelles, avenue Louise 486. (1364)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis van 10 januari 2001, van de vierde kamer van de rechtbank van koophandel te Brussel werd het faillissement van de B.V.B.A. Wafran, met maatschappelijke zetel gevestigd te 1000 Brussel, Vrijheidsplein 6, H.R. Brussel 466716, BTW 426.755.061, gesloten verklaard wegens ontoereikend actief.

De gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.

De curator, (get.) Luc Lemaire, advocaat te 1050 Brussel, Louizalaan 486. (1364)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 10 janvier 2001, la quatrième chambre du tribunal de commerce de Bruxelles a clôturé pour insuffisance d'actif, la faillite de la S.A. Worldtraco, dont le siège social était établi à 1040 Bruxelles, avenue Edouard Lacomblé 17, R.C. Bruxelles 496777, T.V.A. 432.045.027.

La faillie n'a pas été déclarée excusable.

Le curateur, (signé) Luc Lemaire, avocat à 1050 Bruxelles, avenue Louise 486. (1365)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis van 10 januari 2001, van de vierde kamer van de rechtbank van koophandel te Brussel werd het faillissement van de N.V. Worldtraco, met maatschappelijke zetel gevestigd te 1040 Brussel, Edouard Lacomblelaan 17, H.R. Brussel 496777, BTW 432.045.027, gesloten verklaard wegens ontoereikend actief.

De gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.

De curator, (get.) Luc Lemaire, advocaat te 1050 Brussel, Louizalaan 486. (1365)

Tribunal de commerce de Charleroi

Par jugement de la première chambre du tribunal de commerce de Charleroi du 15 janvier 2001, a été déclarée, sur aveu, la faillite de la S.P.R.L. La Grande Roseaie, dont le siège social est sis rue de Nalannes 39, à 6010 Couillet, R.C. Charleroi 175447, T.V.A. 448.719.624.

Le tribunal a fixé la date provisoire de cessation des paiements au 15 janvier 2001.

Les déclarations de créances doivent être adressées au greffe du tribunal de commerce de Charleroi, avenue Général Michel 1, à 6000 Charleroi, avant le 13 février 2001.

La clôture du procès-verbal de vérification des créances aura lieu le 13 mars 2001, à 8 h 30 m, devant le tribunal de commerce de Charleroi.

Le tribunal a désigné en qualité de juge-commissaire M. Roger Maroquin, et en qualité de curateur, Me Alexandre Gillain, avocat à 6000 Charleroi, boulevard Devreux 28.

Le pro deo a été accordé.

Le curateur, (signé) Alexandre Gillain. (Pro deo) (1366)

Par jugement du 16 janvier 2001, le tribunal de commerce de Charleroi a clôturé, pour absence d'actif, la faillite de la S.A. Bureau Fiscal et Comptable, en liquidation, dont le siège social était établi avenue Meurée 100, à Marcinelle, R.C. Charleroi 168126, déclarée ouverte par jugement du 22 septembre 1999.

Ce même jugement a dit qu'il n'y avait pas lieu d'accorder l'excusabilité de la société faillie.

(Signé) A. Fiasse, avocat. (Pro deo) (1367)

Par jugement du 15 janvier 2001, le tribunal de commerce de Charleroi, première chambre, a déclaré en faillite : la S.P.R.L. Cofem (Conseil, Organisation, Finances, Etudes, Marketing), dont le siège social est sis rue Rogier 42-44, à 6040 Jumet, R.C. Charleroi 181701, T.V.A. 453.330.191.

La date provisoire de cessation des paiements est fixée au 15 janvier 2001.

Les créanciers adresseront la déclaration de leurs créances avant le 13 février 2001, au greffe du tribunal de commerce de Charleroi, palais de justice, avenue Général Michel, à 6000 Charleroi.

La clôture du procès-verbal de vérification des créances est fixée au 13 mars 2001, en la chambre du conseil de la première chambre du tribunal de commerce de Charleroi, à 8 h 30 m.

M. Jean-Charles Alpi a été désigné en qualité de juge-commissaire.

Me Charles Dailly, rue du Parc 27, à 6000 Charleroi, a été désigné en qualité de curateur.

(Signé) Charles Dailly, curateur. (Pro deo) (1368)

Par jugement prononcé le 15 janvier 2001, le tribunal de commerce de Charleroi, a déclaré, sur assignation, la faillite de la S.P.R.L. T.R.C. Bonny, rue Solvay 174, à 7141 Carnières, R.C. Charleroi 195419, T.V.A. 465.216.750.

Nature de l'activité commerciale : entreprise générale du bâtiment.

Date provisoire de la cessation des paiements : le 15 janvier 2001.

Date limite pour le dépôt des déclarations de créances au greffe du tribunal de commerce de Charleroi, palais de justice, avenue Général Michel, à Charleroi : le 13 février 2001.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances en la chambre du conseil du tribunal de commerce de Charleroi : le 13 mars 2001.

Juge-commissaire : M. Declercq.

Curateur : Me Alain Fiasse, avocat, rue Tumelaire 23, bte 14, à 6000 Charleroi.

Le curateur, (signé) A. Fiasse. (Pro deo) (1369)

Tribunal de commerce de Mons

Par jugement du 15 janvier 2001, le tribunal de commerce de Mons a déclaré en faillite, sur assignation, la S.C.R.I.S. RG, en liquidation, dont le siège social est sis à 7000 Mons, chaussée de Bruxelles 80, exploitant un bureau de comptabilité, R.C. Mons 117440, T.V.A. 435.689.653.

Curateur : Me Monique Blondiau, avocat à Mons, chemin de la Procession 164.

Dépôt des déclarations de créances pour le 14 février 2001 au plus tard.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le 15 mars 2001, à 8 h 30 m, au tribunal de commerce de Mons, place du Parc 32, à 7000 Mons.

Le curateur, (signé) M. Blondiau. (Pro deo) (1370)

Faillite du 15 janvier 2001, sur assignation, Progress S.C. (Professionnels en gestion, recherche, équipement, service et software), dont le siège social est sis à 7080 Frameries, rue Sainte-Philomène 17, exploitant un bureau de comptabilité, R.C. Mons 122763, T.V.A. 442.840.929.

Curateur : Me Natalie Debouche, Grand-Place 14, 7370 Dour.

Cessation des paiements : provisoirement le 15 janvier 2001.

Dépôts des déclarations de créances pour le 14 février 2001 au plus tard.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances le 15 mars 2001, à 8 h 30 m du matin, en l'auditoire du tribunal de commerce, palais de justice-extension, place du Parc 32, à Mons.

Huissier-commis : Me Y. Pierart, à Frameries.

Juge-commissaire : Eddie De Haan.

Le curateur, (signé) N. Debouche. (Pro deo) (1371)

Faillite du 15 janvier 2001, sur aveu, Groupe Belgimo S.C.R.L., dont le siège social est sis à 7300 Boussu, rue Neuve 36, ayant exercé l'activité de vente d'articles cadeaux, R.C. Mons 140665, T.V.A. 432.969.990.

Curateur : Me Natalie Debouche, Grand-Place 14, 7370 Dour.

Cessation des paiements : provisoirement le 15 janvier 2001.

Dépôts des déclarations de créances pour le 14 février 2001 au plus tard.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances le 15 mars 2001, à 8 h 30 m du matin, en l'auditoire du tribunal de commerce, palais de justice-extension, place du Parc 32, à Mons.

Huissier-commis : Me M. Tonneau, à Boussu.

Juge-commissaire : Eddie De Haan.

Le curateur, (signé) N. Debouche. (Pro deo) (1372)

Par jugement de ce 19 octobre 2000, le tribunal de commerce de Mons a déclaré closes, pour insuffisance d'actif (article 73 loi du 8 août 1997), les opérations de la faillite de M. Emile Merse, faillite déclarée par jugement du tribunal de commerce de Mons du 24 mai 1971.

L'excusabilité a été prononcée.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Natalie Debouche. (1373)

Tribunal de commerce de Namur

Jugements du 16 novembre 2000

S.P.R.L. Sarev, R.C. Namur 71741, dont le siège social est sis à 5002 Saint-Servais, chaussée de Waterloo 97, exerçant l'activité d'intermédiaire commercial, d'agence de relations publiques et bureau d'études, R.C. Namur 71741, T.V.A. 458.583.435;

Contre :

1. ONSS, établissement public, représenté par et poursuites et diligence de son administrateur général, dont les bureaux sont sis à 1000 Bruxelles, boulevard de Waterloo 76;

2. Me Benoît Buchet, avocat à Namur, avenue Cardinal Mercier 48, en sa qualité de curateur à la faillite de la S.P.R.L. Sarev, préqualifiée;

Par ces motifs :

Statuant contradictoirement,

Reçoit l'opposition, la dit fondée;

Met à néant le jugement dont opposition et réformant, rapporte la faillite de la S.A. Sarev.

Décharge en conséquence le juge-commissaire et le curateur de leur mission.

Ordonne l'exécution provisoire.

Jugement du 21 décembre 2000

Statuant contradictoirement en cause des parties reprises ci-dessus;

Ordonne la rectification de l'erreur matérielle contenue dans le jugement prononcé par ce tribunal le 16 novembre 2000;

Dit pour droit que dans le dispositif du jugement susvisé, la mention « S.A. Sarev » doit être remplacée par la mention « S.P.R.L. Sarev »;

Ordonne l'exécution provisoire.

Pour extraits conformes : le curateur, (signé) Benoît Buchet. (1374)

Tribunal de commerce de Nivelles

Par jugement du tribunal de commerce de Nivelles du 15 janvier 2001, a été déclarée ouverte, sur aveu, la faillite de la S.A. Lebson, exerçant à titre principal l'activité de commerce en gros en lentilles de contact et produits d'entretien sous la dénomination « Lebson », dont le siège social est établi à 1400 Nivelles, chaussée de Namur 405, et dont le siège d'exploitation est établi à la même adresse, R.C. Nivelles 78687, T.V.A. 421.555.565; juge-commissaire : M. Philippe Remy; curateur : Me Luc Goethals, avocat à 1330 Rixensart, avenue de Mérode 112; date limite du dépôt des créances : dans les trente jours de la date de la faillite; clôture du procès-verbal de vérification des créances : le 19 février 2001, à 10 h 30 m, en l'auditoire de ce tribunal, rue de Soignies 21, à 1400 Nivelles.

Le curateur, (signé) Luc Goethals. (1375)

Par jugement du tribunal de commerce de Nivelles du 15 janvier 2001, a été déclarée ouverte, sur aveu, la faillite de la S.P.R.L. D.T.C. House, exerçant à titre principal l'activité d'entreprise de peinture et de décoration, dont le siège social est établi à 1421 Ophain-Bois-Seigneur-Isaac, rue Armand Wilputte 7, et dont le siège d'exploitation est établi à la même adresse, R.C. Nivelles 65267, T.V.A. 440.032.778; juge-commissaire : M. Philippe Remy; curateur : Me Luc Goethals, avocat à 1330 Rixensart, avenue de Mérode 112; date limite du dépôt des créances : dans les trente jours de la date de la faillite; clôture du procès-verbal de vérification des créances : le 19 février 2001, à 10 h 30 m, en l'auditoire de ce tribunal, rue de Soignies 21, à 1400 Nivelles.

Le curateur, (signé) Luc Goethals. (Pro deo) (1376)

Par jugement du tribunal de commerce de Nivelles du 15 janvier 2001, a été déclarée ouverte, sur aveu, la faillite de la S.C.R.L. Carrosserie Dubuis, exerçant à titre principal l'activité d'atelier de carrosserie sous la dénomination « Renova-Car », dont le siège social est établi à 1480 Tubize, place Josse Goffin 19B, et dont le siège d'exploitation est établi à la même adresse, R.C. Nivelles 83547, T.V.A. 434.752.119; juge-commissaire : M. Philippe Remy; curateur : Me Luc Goethals, avocat à 1330 Rixensart, avenue de Mérode 112; date limite du dépôt des créances : dans les trente jours de la date de la faillite; clôture du procès-verbal de vérification des créances : le 19 février 2001, à 10 h 30 m, en l'auditoire de ce tribunal, rue de Soignies 21, à 1400 Nivelles.

Le curateur, (signé) Luc Goethals. (Pro deo) (1377)

Par jugement du 18 décembre 2000, le tribunal de commerce de Nivelles a fixé au 7 février 1997 la date de cessation des paiements de la S.P.R.L. Librairie Thierry Wathelet, rue de la Station 67, à 1360 Perwez, dont la faillite a été déclarée ouverte par jugement du même tribunal du 7 août 1997.

La curatrice, (signé) A. Cools-Doumont. (1378)

Tribunal de commerce de Liège

Par jugement du 21 novembre 2000, le tribunal de commerce de Liège a clôturé la faillite prononcée en date du 5 mai 1999, à charge de Mme Henkens, Judith Léa, de nationalité belge, née à Liège le 15 octobre 1965, adresse : rue du Palais 56, à 4000 Liège, siège d'exploitation : rue du Mouton Blanc 6, à 4000 Liège, sous la dénomination Transit, R.C. Liège 175872.

La faillie a été déclarée excusable.

Type de clôture : par liquidation d'actif.

Le curateur désigné dans cette faillite était Me P. Henfling, avocat à 4000 Liège, rue Charles Morren 4.

Le curateur, (signé) P. Henfling. (Pro deo) (1379)

Par jugement du 9 janvier 2001, le tribunal de commerce de Liège a prononcé la clôture, pour insuffisance d'actif, de la faillite de la S.C.R.L. Dubble J., rue des Meuniers 86, à 4041 Vottem, R.C. Liège 163209, T.V.A. 433.793.304, déclarée par jugement du même tribunal du 25 juin 1999.

La société faillie est déclarée inexcusable.

Le curateur, (signé) Jean Caeymaex, avocat, quai Godefroid Kurth 12, à 4020 Liège. (1380)

Tribunal de commerce de Tournai

Par jugement rendu le 11 janvier 2001 par le tribunal de commerce de Tournai, a été ouverte la faillite de M. Guy Dambrain, né à Tournai le 18 mars 1940, R.C. Tournai 60611, T.V.A. 621.449.801, domicilié à Mouscron, rue Henri Dunant 11, ayant comme activité l'exploitation d'un salon de coiffure et le commerce de détail en produits de beauté et articles de toilette.

Les créanciers sont tenus de produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce de Tournai, rue des Filles Dieu 1, à 7500 Tournai, dans un délai de trente jours, délai expirant le 10 février 2001.

La clôture du procès-verbal de vérification des créances a été fixée au 12 mars 2001, à 9 heures, en chambre du conseil du tribunal de commerce de Tournai, palais de justice, à Tournai.

Le pro deo est accordé au curateur pour l'insertion du présent extrait dans le *Moniteur belge*.

Curateur : Me X. Leclercq, avocat à Mouscron, rue de Tourcoing 98.

Tournai, le 11 janvier 2001.

Pour extrait conforme : (signé) X. Leclercq. (Pro deo) (1381)

Par jugement rendu le 11 janvier 2001 par le tribunal de commerce de Tournai, a été ouverte, sur citation, la faillite de Dieudonné, Luc A.I.Gh., ayant son siège social à 7911 Frasnes-lez-Buissenal, rue J.-B. Chamart 17, R.C. Tournai 86322, T.V.A. 657.515.884, et ayant pour activité commerciale l'entreprise de construction.

Les créanciers sont tenus de produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce de Tournai, rue des Filles Dieu 1, à 7500 Tournai, dans un délai de trente jours (10 février 2001).

La clôture du procès-verbal de vérification des créances a été fixée au 12 mars 2001, à 9 heures, en chambre du conseil du tribunal de commerce de Tournai, palais de justice, à Tournai.

Curateur : Me Van Malleghe, Franz, route d'Hacquegnies 3, à 7911 Frasnes-lez-Buissenal.

Juge-commissaire : M. Philippe Malice, rue Outre l'Eau 1, 7911 Buis-senal.

Tournai, le 11 janvier 2001.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) F. Van Malleghe. (Pro deo) (1382)

Tribunal de commerce de Verviers

Faillite sur aveu

Par jugement du jeudi 11 janvier 2001, le tribunal de commerce de Verviers a déclaré la faillite de la société privée à responsabilité limitée La Récréation, ayant son siège social à 4877 Olne, rue Neuville 33, R.C. Verviers 62892, T.V.A. 444.151.815, pour le commerce de détail en jeux éducatifs.

Juge-commissaire : M. Philippe Lagasse de Locht.

Curateur : Me Lucie Gerardy, avocat à 4880 Aubel, rue de la Station 47.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe endéans les trente jours.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le 12 mars 2001, à 9 h 30 m, au palais de justice de Verviers.

Pour extrait conforme : pour le greffier en chef, le greffier, (signé) Mme S. Lardinois. (1383)

Rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen

—

Bij vonnis van 16 januari 2001 werd het faillissement van Traffic Service N.V., Nieuwstraat 50, 2840 Rumst, H.R. Antwerpen 265249, BTW 425.217.316, gesloten bij vereffening en de gefailleerde werd hierbij niet verschoonbaar verklaard.

De curator, Mr. Bruneel, Jacques, Amerikalei 22, 2000 Antwerpen-1. (1384)

—

Bij vonnis van 16 januari 2001 werd het faillissement van Antwerp Container Center N.V., 702 DD Delwaidedok Noordnatie, 2040 Antwerpen-4, H.R. Antwerpen 285144, BTW 444.910.591, gesloten bij vereffening en de gefailleerde werd hierbij niet verschoonbaar verklaard.

De curator, Mr. Schoenaerts, Bruno, Amerikalei 31, 2000 Antwerpen-1. (1385)

—

Bij vonnis van 16 januari 2001 werd het faillissement van Pharaon N.V., Rupelweg 8, 2850 Boom, H.R. Antwerpen 260329, BTW 432.213.687, gesloten bij vereffening en de gefailleerde werd hierbij niet verschoonbaar verklaard.

De curator, Mr. Saelen, Agnes, Mechelsesteenweg 210A, 2018 Antwerpen-1. (1386)

—

Bij vonnis van 16 januari 2001 werd het faillissement van Construction and Technical Service Antwerpen N.V., in het kort: « C.T.S. Antwerpen N.V. », Door Verstraetelaats 4, 2018 Antwerpen-1, H.R. Antwerpen 270217, BTW 435.868.501, gesloten bij vereffening en de gefailleerde werd hierbij niet verschoonbaar verklaard.

De curator, Mr. De Roy, Frans, Paleisstraat 47, 2018 Antwerpen-1. (1387)

—

Bij vonnis van 16 januari 2001 werd het faillissement van Horma B.V.B.A., Sint-Bernardsesteenweg 220-222, 2020 Antwerpen-2, H.R. Antwerpen 302453, BTW 452.256.164, gesloten bij vereffening en de gefailleerde werd hierbij niet verschoonbaar verklaard.

De curator, Mr. Houben, Luc, Bist 45, bus 8, 2610 Wilrijk (Antwerpen). (1388)

—

Bij vonnis van 16 januari 2001 werd het faillissement van Algemene Tuinbouwonderneming J. Bosmans B.V.B.A., Staf Van Elzenlaan 18, 2550 Kontich, H.R. Antwerpen 243069, BTW 426.593.726, gesloten bij vereffening en de gefailleerde werd hierbij niet verschoonbaar verklaard.

De curator, Mr. Heysse, Barbara, Kerkstraat 39, 2940 Stabroek. (1389)

—

Bij vonnis van 16 januari 2001 werd het faillissement van King Lederwaren B.V.B.A., Abdijstraat 87, 2020 Antwerpen-2, BTW 426.726.754, gesloten bij vereffening en de gefailleerde werd hierbij niet verschoonbaar verklaard.

De curator, Mr. Van Meensel, Steven, Paleisstraat 12-14, 2018 Antwerpen-1. (1390)

—

Bij vonnis van 16 januari 2001 werd het faillissement van United Printers Roto N.V., in vereffening, in het kort: « U.P. Roto », Garden Square, Laarstraat 16C, 2610 Wilrijk (Antwerpen), H.R. Antwerpen 284645, gesloten bij vereffening en de gefailleerde werd hierbij niet verschoonbaar verklaard.

De curator, Mr. Lange, Gerda, Schermersstraat 30, 2000 Antwerpen-1. (1391)

Bij vonnis van 16 januari 2001 werd het faillissement van Megadent België B.V.B.A., Posthoflei 5, 2600 Berchem (Antwerpen), H.R. Antwerpen 307412, BTW 453.935.254, gesloten bij vereffening en de gefailleerde werd hierbij niet verschoonbaar verklaard.

De curatoren, Mr. R. Le Page, Haringrodestraat 39, 2018 Antwerpen-1, en Mr. K. Jacob, Pyckestraat 8, 2018 Antwerpen. (1392)

—

Bij vonnis van 16 januari 2001 werd het faillissement van L & D Diamonds Manufacturing B.V.B.A., Lange Kievietstraat 91, 2018 Antwerpen-1, H.R. Antwerpen 309644, BTW 455.107.370, gesloten bij vereffening en de gefailleerde werd hierbij niet verschoonbaar verklaard.

De curator, Mr. De Leur, Karen, Frankrijklei 127, 2000 Antwerpen-1. (1393)

—

Bij vonnis van 16 januari 2001 werd het faillissement van Tingis B.V.B.A., Provinciestraat 122, 2018 Antwerpen-1, H.R. Antwerpen 287172, BTW 446.061.032, gesloten bij vereffening en de gefailleerde werd hierbij niet verschoonbaar verklaard.

De curator, Mr. Van Moorlegem, Stephane, Everdijstraat 43, 2000 Antwerpen-1. (1394)

—

Bij vonnis van 16 januari 2001 werd het faillissement van Marcelo J. B.V.B.A., Antwerpsesteenweg 67, 2660 Hoboken (Antwerpen), H.R. Antwerpen 320144, BTW 459.159.990, gesloten bij vereffening en de gefailleerde werd hierbij niet verschoonbaar verklaard.

De curator, Mr. Talboom, Constant, Frankrijklei 123A, 4e verdieping, 2000 Antwerpen-1. (1395)

—

Bij vonnis van 16 januari 2001 werd het faillissement van Horesca Int. B.V.B.A., Edisonlaan 34, 2030 Antwerpen-3, H.R. Antwerpen 261945, BTW 433.225.655, gesloten bij vereffening en de gefailleerde werd hierbij niet verschoonbaar verklaard.

De curator, Mr. Bosmans, Hendrik, Amerikalei 27, bus 8, 2000 Antwerpen-1. (1396)

—

Bij vonnis van 16 januari 2001 werd het faillissement van New Eve N.V., Jezusstraat 16/18, 2000 Antwerpen-1, H.R. Antwerpen 290935, BTW 447.805.646, gesloten bij vereffening en de gefailleerde werd hierbij niet verschoonbaar verklaard.

De curator, Mr. Talboom, Constant, Frankrijklei 123A, 4e verdieping, 2000 Antwerpen-1. (1397)

—

Bij vonnis van 16 januari 2001 werd het faillissement van World Rock Restaurant Services N.V., Klapdorp 84, 2000 Antwerpen-1, H.R. Antwerpen 323669, BTW 460.934.892, gesloten bij ontoereikend actief en de gefailleerde werd hierbij niet verschoonbaar verklaard.

De curator, Mr. Greeve, Erik, Laarstraat 16C, 2610 Wilrijk (Antwerpen). (1398)

—

Bij vonnis van 16 januari 2001 werd het faillissement van Andis B.V.B.A., Hovestraat 51, 2650 Edegem, H.R. Antwerpen 329274, BTW 463.408.293, gesloten bij ontoereikend actief en de gefailleerde werd hierbij niet verschoonbaar verklaard.

De curator, Mr. Lange, Gerda, Schermersstraat 30, 2000 Antwerpen-1. (1399)

—

Bij vonnis van 16 januari 2001 werd het faillissement van Olympic Stavros N.V., Vlasmakmarkt 25-27, 2000 Antwerpen-1, H.R. Antwerpen 276601, BTW 439.975.469, gesloten bij ontoereikend actief en de gefailleerde werd hierbij niet verschoonbaar verklaard.

De curator, Mr. Dupont, Dimitri, Louiza-Marialei 4, 2018 Antwerpen-1. (1400)

Bij vonnis van 16 januari 2001 werd het faillissement van Op Den Heuvel N.V., Schotensteenweg 65, 2960 Brecht, BTW 440.948.538, gesloten bij ontoereikend actief en de gefailleerde werd hierbij niet verschoonbaar verklaard.

De curator, Mr. Houben, Luc, Bist 45, bus 8, 2610 Wilrijk (Antwerpen). (Pro deo) (1401)

Bij vonnis van 16 januari 2001 werd het faillissement van JNB B.V.B.A., Van Arteveldestraat 38, 2140 Borgerhout (Antwerpen), H.R. Antwerpen 311072, BTW 455.595.439, gesloten bij ontoereikend actief en de gefailleerde werd hierbij niet verschoonbaar verklaard.

De curator, Mr. Loyens, Jan, Maria-Henriettelei 1, 2018 Antwerpen-1. (Pro deo) (1402)

Bij vonnis van 16 januari 2001 werd het faillissement van Bosschaerts B.V.B.A., Beukenlaan 33, 2160 Wommelgem, H.R. Antwerpen 34463, BTW 421.319.203, gesloten bij ontoereikend actief en de gefailleerde werd hierbij niet verschoonbaar verklaard.

De curator, Mr. Talboom, Constant, Frankrijklei 123A, 4e verdieping, 2000 Antwerpen-1. (Pro deo) (1403)

Bij vonnis van 16 januari 2001 werd het faillissement van P & L Projekts B.V.B.A., Winterkoningstraat 34, bus 1, 2170 Merksem (Antwerpen), H.R. Antwerpen 324667, BTW 461.245.787, gesloten bij ontoereikend actief en de gefailleerde werd hierbij niet verschoonbaar verklaard.

De curator, Mr. Van Denabeele, Guy, Jan Van Rijswijcklaan 255, 2020 Antwerpen-2. (Pro deo) (1404)

Bij vonnis van 16 januari 2001 werd het faillissement van Phoenix International N.V., Buitenlandse vennootschap naar het recht van de staat Nevada, met maatschappelijke zetel te Las Vegas, Nevada, U.S.A., West Spring Mountain Road 3355, Suite 29, met zetel voor België, Brusselstraat 59, 2018 Antwerpen, H.R. Antwerpen 324933, BTW 460.894.708, gesloten bij ontoereikend actief en de gefailleerde werd hierbij niet verschoonbaar verklaard.

De curator, Mr. Houben, Luc, Bist 45, bus 8, 2610 Wilrijk (Antwerpen). (Pro deo) (1405)

Bij vonnis van 16 januari 2001 werd het faillissement van Rolo N.V., Pijlstraat 19, 2170 Merksem (Antwerpen), H.R. Antwerpen 280138, BTW 442.063.840, gesloten bij ontoereikend actief en de gefailleerde werd hierbij niet verschoonbaar verklaard.

De curator, Mr. Laugs, Guy, Mechelsesteenweg 12/8, 2000 Antwerpen-1. (Pro deo) (1406)

Bij vonnis van 16 januari 2001 is Frituur-Restaurant De Congo B.V.B.A., in vereffening, Kasteelstraat 2, 2000 Antwerpen-1, spijshuis, H.R. Antwerpen 205147, BTW 416.228.087, op bekentenis, failliet verklaard en afgesloten bij ontoereikend actief zonder uitspraak te doen over een eventuele verschoonbaarheid.

Datum van de staking van betaling : 16 januari 2001.

Geen aanstelling van een curator en een rechter-commissaris.

De griffier-hoofd van dienst, H. Wauters. (Pro deo) (1407)

Bij vonnis in datum van 16 januari 2001 is Acta Europe N.V., Antwerpsesteenweg 2, gelijkvloers, 2660 Hoboken (Antwerpen), H.R. Antwerpen 151961, BTW 404.784.067, tussenpersoon in de handel, op bekentenis, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer Muysshondt, Jozef Alfons.

Curator : Mr. Van Impe, Bruno, Generaal Slingenerlaan 107, 2100 Deurne (Antwerpen).

Datum van de staking van betaling : 16 januari 2001.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie : vóór 15 februari 2001.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen : 19 maart 2001, te 9 uur, zaal 18, rechtbank van koophandel te Antwerpen, gerechtsgebouw, Stockmansstraat, 2000 Antwerpen.

De curator, Van Impe, Bruno. (Pro deo) (1408)

Bij vonnis in datum van 16 januari 2001 is Tropica Trading B.V.B.A., De Keyserlei 58, Century Center 1°V N46, 2018 Antwerpen-1, H.R. Antwerpen 315870, BTW 457.468.331, kleinhandel in heren- en damesconfectie, op bekentenis, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : Mevr. Van De Mosselaer, Lutgart.

Curator : Mr. Mattheessens, Pieter, Plantin en Moretuslei 12, 2018 Antwerpen-1.

Datum van de staking van betaling : 16 januari 2001.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie : vóór 15 februari 2001.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen : 19 maart 2001, te 9 uur, zaal 18, rechtbank van koophandel te Antwerpen, gerechtsgebouw, Stockmansstraat, 2000 Antwerpen.

De curator, Mattheessens, Pieter. (Pro deo) (1409)

Bij vonnis in datum van 16 januari 2001 is Wijnegem Motors B.V.B.A., Vosveld 11 EF, 2110 Wijnegem, H.R. Antwerpen 310360, BTW 431.574.972, groothandel in nieuwe & tweedehandse motorvoertuigen, op bekentenis, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer Bastiaans, Waldemar.

Curator : Mr. Vanhoucke, Guy, Anselmostraat 2, 2018 Antwerpen-1.

Datum van de staking van betaling : 16 januari 2001.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie : vóór 15 februari 2001.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen : 19 maart 2001, te 9 uur, zaal 18, rechtbank van koophandel te Antwerpen, gerechtsgebouw, Stockmansstraat, 2000 Antwerpen.

De curator, Vanhoucke, Guy. (1410)

Bij vonnis in datum van 16 januari 2001 is International Business & Marketing Systems, in het kort : « I.B.M.S. », Bisschoppenhoflaan 579/581, 2100 Deurne (Antwerpen), H.R. Antwerpen 243454, BTW 426.639.949, groothandel in door een motor aangedreven machines, op bekentenis, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer Bastiaans, Waldemar.

Curator : Mr. Vanhoucke, Guy, Anselmostraat 2, 2018 Antwerpen-1.

Datum van de staking van betaling : 16 januari 2001.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie : vóór 15 februari 2001.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen : 19 maart 2001, te 9 uur, zaal 18, rechtbank van koophandel te Antwerpen, gerechtsgebouw, Stockmansstraat, 2000 Antwerpen.

De curator, Vanhoucke, Guy. (1411)

Bij vonnis in datum van 16 januari 2001 is Clubresto B.V.B.A., Pelikaanstraat 62, 2018 Antwerpen-1, H.R. Antwerpen 320404, BTW 459.521.563, verbruiksalon, op bekentenis, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer Correwijn, Jan.

Curator : Mr. Van Goethem, Inge, Graaf Van Hoornestraat 5, 2000 Antwerpen-1.

Datum van de staking van betaling : 16 januari 2001.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie : vóór 15 februari 2001.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen : 19 maart 2001, te 9 uur, zaal 18, rechtbank van koophandel te Antwerpen, gerechtsgebouw, Stockmansstraat, 2000 Antwerpen.

De curator, Van Goethem, Inge. (1412)

Rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Dendermonde

Bij vonnis van 15 januari 2001, van de rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Dendermonde, werd, op dagvaarding, in staat van faillissement verklaard de B.V.B.A. Handelsdrukkerij E. De Veirman, met maatschappelijke zetel te 9290 Berlare, Sarosstraat 14 C 2, H.R. Dendermonde 33097, BTW 418.404.055, voor drukkerij.

Rechter-commissaris : de heer Dirk De Cuyper.

Curatoren : Mr. Marc Peeters, advocaat te 9200 Dendermonde, Kerkstraat 52, en Mr. Marianne Macharis, advocaat te 9200 Dendermonde, Koningin Astridlaan 8.

De datum van staking van betaling werd onder voorbehoud van toepassing van art. 12, lid 2, F.W., vastgesteld op 15 januari 2001.

De schuldeisers worden uitgenodigd hun schuldvordering in te dienen binnen de dertig dagen vanaf de datum van het vonnis ter griffie van de rechtbank van koophandel te Dendermonde, Noordlaan 31, 9200 Dendermonde.

Sluiting van het proces-verbaal van onderzoek naar de echtheid van de schuldvorderingen werd bepaald op vrijdag 2 maart 2001, te 10 u. 10 m. in de voormiddag, in de gehoorzaal van de rechtbank van koophandel te Dendermonde.

De curatoren, (get.) Marc Peeters; Marianne Macharis. (1413)

Bij vonnis van 15 januari 2001, van de rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Dendermonde, werd, op dagvaarding, in staat van faillissement verklaard de B.V.B.A. Spes, met maatschappelijke zetel te 9290 Berlare, Sarosstraat 14 C 3, H.R. Dendermonde 48382, BTW 418.030.507, voor drukkerij.

Rechter-commissaris : de heer Dirk De Cuyper.

Curatoren : Mr. Marc Peeters, advocaat te 9200 Dendermonde, Kerkstraat 52, en Mr. Marianne Macharis, advocaat te 9200 Dendermonde, Koningin Astridlaan 8.

De datum van staking van betaling werd onder voorbehoud van toepassing van art. 12, lid 2, F.W., vastgesteld op 15 januari 2001.

De schuldeisers worden uitgenodigd hun schuldvordering in te dienen binnen de dertig dagen vanaf de datum van het vonnis ter griffie van de rechtbank van koophandel te Dendermonde, Noordlaan 31, 9200 Dendermonde.

Sluiting van het proces-verbaal van onderzoek naar de echtheid van de schuldvorderingen werd bepaald op vrijdag 2 maart 2001, te 10 u. 10 m. in de voormiddag, in de gehoorzaal van de rechtbank van koophandel te Dendermonde.

De curatoren, (get.) Marc Peeters; Marianne Macharis. (1414)

Faillissement : B.V.B.A. Segi, met zetel te 9290 Berlare/Uitbergen, Brielstraat 21, H.R. Dendermonde 50429, voor uitbating restaurant « Brasserie Galleria », BTW 453.725.814.

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Dendermonde, d.d. 15 januari 2001, werd voornoemde onderneming, op dagvaarding, failliet verklaard en werd de datum van staking van betalen bepaald op 15 januari 2001.

Mr. P. Seymoens, advocaat te 9200 Dendermonde, Gentsesteenweg 108-110, werd als curator aangesteld.

De heer M. Tackaert, rechter in handelszaken bij de rechtbank van koophandel, werd als rechter-commissaris aangesteld.

De schuldeisers moeten hun aangifte van schuldvordering doen ter griffie der rechtbank van koophandel te Dendermonde, binnen de dertig dagen vanaf het vonnis.

De sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de schuldvorderingen is gesteld op vrijdag 2 maart 2001, te 9 u. 15 m., in de gehoorzaal van de rechtbank van koophandel te Dendermonde, Noordlaan 31, te 9200 Dendermonde.

Voor gelijkvormig uittreksel : de curator, (get.) P. Seymoens.

(Pro deo) (1415)

Faillissement : Mevr. Van Moeseke, Jeannine, geboren te Hamme op 12 januari 1941, wonende te 9200 Dendermonde, Dijkstraat 120, H.R. Dendermonde 40097, voor uitbating drankgelegenheid, BTW 763.053.963.

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Dendermonde, d.d. 15 januari 2001, werd voornoemde, op dagvaarding, failliet verklaard en werd de datum van staking van betalen bepaald op 15 januari 2001.

Mr. P. Seymoens, advocaat te 9200 Dendermonde, Gentsesteenweg 108-110, werd als curator aangesteld.

De heer D. De Cuyper, rechter in handelszaken bij de rechtbank van koophandel, werd als rechter-commissaris aangesteld.

De schuldeisers moeten hun aangifte van schuldvordering doen ter griffie der rechtbank van koophandel te Dendermonde, binnen de dertig dagen vanaf het vonnis.

De sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de schuldvorderingen is gesteld op vrijdag 2 maart 2001, te 10 u. 20 m., in de gehoorzaal van de rechtbank van koophandel te Dendermonde, Noordlaan 31, te 9200 Dendermonde.

Voor gelijkvormig uittreksel : de curator, (get.) P. Seymoens.

(Pro deo) (1416)

Faillissement : B.V.B.A. Kelvin, met zetel te 9200 Dendermonde, Leopold II-laan 7, niet ingeschreven in het H.R. Dendermonde, hebbend als administratief nr. A 8125, voor onderneming in bemiddeling bij optredens, BTW 455.282.663.

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Dendermonde, d.d. 15 januari 2001, werd voornoemde onderneming, op dagvaarding, failliet verklaard en werd de datum van staking van betalen bepaald op 15 januari 2001.

Mr. P. Seymoens, advocaat te 9200 Dendermonde, Gentsesteenweg 108-110, werd als curator aangesteld.

De heer D. De Cuyper, rechter in handelszaken bij de rechtbank van koophandel, werd als rechter-commissaris aangesteld.

De schuldeisers moeten hun aangifte van schuldvordering doen ter griffie der rechtbank van koophandel te Dendermonde, binnen de dertig dagen vanaf het vonnis.

De sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de schuldvorderingen is gesteld op vrijdag 2 maart 2001, te 10 u. 25 m., in de gehoorzaal van de rechtbank van koophandel te Dendermonde, Noordlaan 31, te 9200 Dendermonde.

Voor gelijkvormig uittreksel : de curator, (get.) P. Seymoens.

(Pro deo) (1417)

Faillissement : de heer Jean Marie Hoffelinck, geboren te Oordegem op 2 januari 1951, wonende te 9000 Gent, Krommenelleboog 31, H.R. Dendermonde 52703, voor aannemer van bouwwerken.

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Dendermonde, d.d. 15 januari 2001, werd voornoemde, op dagvaarding, failliet verklaard en werd de datum van staking van betalen bepaald op 15 januari 2001.

Mr. P. Seymoens, advocaat te 9200 Dendermonde, Gentsesteenweg 108-110, werd als curator aangesteld.

De heer D. De Cuyper, rechter in handelszaken bij de rechtbank van koophandel, werd als rechter-commissaris aangesteld.

De schuldeisers moeten hun aangifte van schuldvordering doen ter griffie der rechtbank van koophandel te Dendermonde, binnen de dertig dagen vanaf het vonnis.

De sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de schuldvorderingen is gesteld op vrijdag 2 maart 2001, te 10 u. 30 m., in de gehoorzaal van de rechtbank van koophandel te Dendermonde, Noordlaan 31, te 9200 Dendermonde.

Voor gelijkvormig uittreksel : de curator, (get.) P. Seymoens.
(Pro deo) (1418)

Rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Sint-Niklaas

Bij vonnis van 1 december 2000, open verklaard, op bekentenis, het faillissement van Mevr. Audenaert, Vicky, herbergierster, geboren te Sint-Gillis-Waas op 12 oktober 1974, wonende voorheen te 9190 Kemzeke, Molenstraat 3, thans te 9190 Kemzeke, Kemzekedorp 40, H.R. Sint-Niklaas 51955.

Staking van betalingen vastgesteld : op 20 december 2000.

Indienen van de schuldvorderingen : vóór 10 februari 2001, ter griffie van de rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Sint-Niklaas, gerechtsgebouw, Kazernestraat 12, 9100 Sint-Niklaas.

Nazicht van de schuldvorderingen : op 21 februari 2001, te 14 uur, in de gehoorzaal van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Kazernestraat 12, te 9100 Sint-Niklaas.

Rechter-commissaris : de heer Harry Cornelis, rechter in handelszaken.

Curator : Mr. A. Mettepenningen, advocaat te 9111 Belsele, Belseldorp 68.

De curator, (get.) A. Mettepenningen. (Pro deo) (1419)

Rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Sint-Niklaas

Bij vonnis van 12 januari 2001, van de rechtbank van koophandel te Sint-Niklaas, werd open verklaard, op aangifte, het faillissement van de B.V.B.A. Kastel, import en export van huishoudartikelen, met maatschappelijke zetel gevestigd te 9111 Belsele, Nauwstraat 35, H.R. Sint-Niklaas 55818, BTW 456.679.562.

Staking van betaling vastgesteld : op 12 juli 2000.

Indienen van de schuldvorderingen : vóór 13 februari 2001, ter griffie van de rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Sint-Niklaas, gerechtsgebouw, Kazernestraat 12, 9100 Sint-Niklaas.

Nazicht van de schuldvorderingen : op 21 februari 2001, te 15 uur.

Rechter-commissaris : de heer Harry Cornelis, rechter in handelszaken.

Curator : Mr. Guy Van den Branden, advocaat, Colmarstraat 2A, bus 1, te 9100 Sint-Niklaas.

De curator, (get.) G. Van den Branden. (1420)

Rechtbank van koophandel te Gent

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Gent, d.d. 10 januari 2001, werd het faillissement Van Hoecke, Peter, Antwerpsesteenweg 65, 9000 Gent, H.R. Gent 190167, afgesloten wegens ontoereikend activa.

De gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.

De curator, (get.) Van Asch. (1421)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Gent, d.d. 10 januari 2001, werd het faillissement Snauwaert, Arnold, Lijnen-draaierstraat 16, 9900 Eeklo, H.R. Gent 172228, afgesloten wegens ontoereikend activa.

De gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.

De curator, (get.) S. Van Eeghem. (1422)

Rechtbank van koophandel te Hasselt

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Hasselt, tweede kamer, van 11 januari 2001, werd het faillissement van N.V. Rissport, met maatschappelijke zetel te 3800 Sint-Truiden, Steenkuilstraat 6, H.R. Hasselt 85368, failliet verklaard in datum van 18 maart 1999, gesloten wegens ontoereikend actief en de gefailleerde werd hierbij niet verschoonbaar verklaard.

Voor ontleidend uittreksel : de curator, (get.) Thierry Bielen, Groenplein 4, 3500 Hasselt. (1423)

Bij vonnis d.d. 11 januari 2001 werd het faillissement N.V. Continental Electronics, handeldrijvende onder de benaming « Nord Rhein Elektro », met zetel te 3500 Hasselt, Gouverneur Verwilghensingel 36, H.R. Hasselt 61194, BTW 425.029.353, failliet verklaard in datum van 20 februari 1997, gesloten verklaard na vereffening.

Bij ditzelfde vonnis werd de gefailleerde niet verschoonbaar verklaard.

De curatoren, (get.) Geert Pauwels en Dirk Van Coppenolle. (1424)

Bij vonnis d.d. 11 januari 2001 heeft de rechtbank van koophandel te Hasselt, tweede kamer, het faillissement afgesloten verklaard na gebrek aan actief van de heer Peeters, Jurgen, geboren te Hasselt op 21 juni 1978, wonende te 3520 Zonhoven, Beringersteenweg 94, H.R. Hasselt 97970, BTW 773.243.319.

De rechtbank heeft de gefailleerde niet verschoonbaar verklaard.

De curator werd ontlast van zijn opdracht.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Bert Vandereydt. (1425)

De rechtbank van koophandel te 3500 Hasselt, Havermarkt 8, tweede kamer, heeft bij vonnis van 11 januari 2001, op bekentenis, in staat van faillissement verklaard Hati B.V.B.A., waarvan de zetel gevestigd is te Hasselt, Aldestraat 13, H.R. Hasselt 73248, confectie, BTW 437.520.280.

Rechter-commissaris : de heer Bours.

Tijdstip ophouden van betaling : 11 juli 2000.

Curator : Mr. Vincent Geeraert, advocaat te 3500 Hasselt, Willekensmolenstraat 72, bus 1-2.

Indienen van de schuldvorderingen : griffie rechtbank van koophandel, Havermarkt 8, te 3500 Hasselt, vóór 1 februari 2001.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de schuldvorderingen : 15 februari 2001, om 14 uur, Havermarkt 8, Hasselt.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Vincent Geeraert.
(Pro deo) (1426)

De rechtbank van koophandel te 3500 Hasselt, Havermarkt 8, tweede kamer, heeft bij vonnis van 11 januari 2001, op bekentenis, in staat van faillissement verklaard Thys, Jhonny, wonende en handeldrijvende te Beringen, Brugstraat 26/3, H.R. Hasselt 101304, interieurbouw, BTW 637.652.561.

Rechter-commissaris : de heer Bours.

Tijdstip ophouden van betaling : 11 juli 2000.

Curator : Mr. Vincent Geeraert, advocaat te 3500 Hasselt, Willemsmolenstraat 72, bus 1-2.

Indienen van de schuldvorderingen : griffie rechtbank van koophandel, Havermarkt 8, te 3500 Hasselt, vóór 1 februari 2001.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de schuldvorderingen : 15 februari 2001, om 14 uur, Havermarkt 8, Hasselt.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Vincent Geeraert.
(Pro deo) (1427)

Rechtbank van koophandel te Kortrijk

Bij vonnis d.d. 10 januari 2000 werd door de rechtbank van koophandel te Kortrijk, vijfde kamer, op aangifte, in staat van faillissement verklaard de B.V.B.A. De Blokhutte, met maatschappelijke zetel te 8500 Kortrijk, Doorniksesteenweg 179, en met exploitatiezetel te 8500 Kortrijk, Doorniksesteenweg 173, H.R. Kortrijk 142706, BTW 462.362.673, met als werkzaamheid : drankgelegheid, verbruikssalon.

Rechter-commissaris : de heer Jozef Decorte, rechter in handelszaken in de rechtbank van koophandel te Kortrijk.

Curator : Mr. Stefaan De Geeter, advocaat te 8500 Kortrijk, Plein 4, bus 61.

Tijdstip van de ophouding van betalingen vastgesteld op 10 januari 2001.

De schuldeisers dienen hun verklaring van schuldvordering in te dienen ter griffie van de rechtbank van koophandel te Kortrijk, Burgemeester Nolfstraat 10A, vóór 2 februari 2001.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de schuldvorderingen : op 2 maart 2001, te 14 uur, ter rechtbank.

Voor gelijkvormig uittreksel : de curator, (get.) Stefaan De Geeter.
(1428)

Rechtbank van koophandel te Leuven

Bij vonnis d.d. 12 januari 2001, heeft de rechtbank van koophandel te Leuven, op bekentenis, het faillissement uitgesproken van B.V.B.A. Mode Trends, met zetel te 3290 Diest (Schaffen), Lindenlaan 10, en met als activiteiten : groothandel in textielwaren, voor dames en heren, H.R. Leuven 93667, BTW 457.453.681.

Rechter-commissaris : de heer F. De Kelver.

Curator : Mr. L. Jordens, advocaat te 3010 Kessel-Lo, Diestsesteenweg 325.

Staking van de betalingen : 12 januari 2001.

Indienen van de schuldvorderingen : vóór 2 februari 2001, ter griffie dezer rechtbank.

Nazicht schuldvorderingen : 12 februari 2001, te 15 uur.

Datum oprichting bedrijf : 8 maart 1996.

De curator, L. Jordens. (1429)

Rechtbank van koophandel te Tongeren

Door vonnis van de rechtbank van koophandel te Tongeren, van 15 januari 2001, werd in staat van faillissement verklaard, ingevolge dagvaarding, Morciano, Giuseppe, geboren te Genk op 9 september 1967, voorheen wonende en handeldrijvende te 3600 Genk, De Horst 37, thans wonende te 3740 Bilzen, Maastrichterstraat 358, bus 9, H.R. Tongeren 80241, onderneming voor het plaatsen van wanden en plafonds in gipskarton, grondwerken, BTW 638.608.012.

Tijdstip ophouden van betaling : 20 juli 2000.

Curatoren : Mrs. Philippe en Cécile Noelmans, Moerenstraat 33, 3700 Tongeren.

Indienen van de aangiften van schuldvorderingen : ter griffie van de rechtbank van koophandel, Kielenstraat 22, bus 4, te 3700 Tongeren, vóór 14 februari 2001.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de schuldvorderingen : 22 februari 2001, om 10 uur, ter griffie van de rechtbank van koophandel te 3700 Tongeren, Kielenstraat 22, eerste verdieping.

Voor eensluidend uittreksel : de curatoren, (get.) Philippe en Cécile Noelmans, advocaten te Tongeren.
(Pro deo) (1430)

Door vonnis van de rechtbank van koophandel te Tongeren, van 15 januari 2001, werd in staat van faillissement verklaard, op bekentenis, Liminvest, in vereffening, N.V., met maatschappelijke zetel te 3600 Genk, Grotestraat 122, H.R. Tongeren 79929, bouwpromotor, BTW 426.033.601.

Tijdstip ophouden van betaling : 12 december 2000.

Curatoren : Mrs. Philippe en Cécile Noelmans, Moerenstraat 33, 3700 Tongeren.

Indienen van de aangiften van schuldvorderingen : ter griffie van de rechtbank van koophandel, Kielenstraat 22, bus 4, te 3700 Tongeren, vóór 14 februari 2001.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de schuldvorderingen : 22 februari 2001, om 10 uur, ter griffie van de rechtbank van koophandel te 3700 Tongeren, Kielenstraat 22, eerste verdieping.

Voor eensluidend uittreksel : de curatoren, (get.) Philippe en Cécile Noelmans, advocaten te Tongeren.
(Pro deo) (1431)

Door vonnis van de rechtbank van koophandel te Tongeren, van 15 januari 2001, werd in staat van faillissement verklaard, op bekentenis, Cosemans Gebroeders B.V.B.A., distilleerderij van den ouden Pol, met maatschappelijke zetel te 3600 Genk, Vennestraat 92, H.R. Tongeren 45792, fabricatie en bereiding van geestrijke dranken en handel in rookartikelen en suikergoed, BTW 415.054.882.

Tijdstip ophouden van betaling : 1 september 2000.

Curatoren : Mrs. Philippe en Cécile Noelmans, Moerenstraat 33, 3700 Tongeren.

Indienen van de aangiften van schuldvorderingen : ter griffie van de rechtbank van koophandel, Kielenstraat 22, bus 4, te 3700 Tongeren, vóór 14 februari 2001.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de schuldvorderingen : 22 februari 2001, om 10 uur, ter griffie van de rechtbank van koophandel te 3700 Tongeren, Kielenstraat 22, eerste verdieping.

Voor eensluidend uittreksel : de curatoren, (get.) Philippe en Cécile Noelmans, advocaten te Tongeren.
(Pro deo) (1432)

Door vonnis van de rechtbank van koophandel te Tongeren, van 15 januari 2001, werd in staat van faillissement verklaard, ingevolge dagvaarding, International Computer Machinery B.V.B.A., met maatschappelijke zetel te 3570 Alken, Musstraat 5, H.R. Tongeren 65027, handeldrijvende onder de benaming I.C.M., kantoor voor mechanografische werken en handel in CD's, platen en cassetten, BTW 435.770.520.

Tijdstip ophouden van betaling : 19 augustus 2000.

Curatoren : Mrs. Philippe en Cécile Noelmans, Moerenstraat 33, 3700 Tongeren.

Indienen van de aangiften van schuldvorderingen : ter griffie van de rechtbank van koophandel, Kielenstraat 22, bus 4, te 3700 Tongeren, vóór 14 februari 2001.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de schuldvorderingen : 22 februari 2001, om 10 uur, ter griffie van de rechtbank van koophandel te 3700 Tongeren, Kielenstraat 22, eerste verdieping.

Voor eensluidend uittreksel : de curatoren, (get.) Philippe en Cécile Noelmans, advocaten te Tongeren. (Pro deo) (1433)

Door vonnis van de rechtbank van koophandel te Tongeren, van 15 januari 2001, werd in staat van faillissement verklaard, op beken-
tenis, Tee-Text International N.V., met maatschappelijke zetel te 3600 Genk, Nieuwe Kuilenweg 68, bus 42, H.R. Tongeren 85689, groothandel in kledij, BTW 446.661.640.

Tijdstip ophouden van betaling : 30 december 2000.

Curatoren : Mrs. Philippe en Cécile Noelmans, Moerenstraat 33, 3700 Tongeren.

Indienen van de aangiften van schuldvorderingen : ter griffie van de rechtbank van koophandel, Kielenstraat 22, bus 4, te 3700 Tongeren, vóór 14 februari 2001.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de schuldvorderingen : 22 februari 2001, om 10 uur, ter griffie van de rechtbank van koophandel te 3700 Tongeren, Kielenstraat 22, eerste verdieping.

Voor eensluidend uittreksel : de curatoren, (get.) Philippe en Cécile Noelmans, advocaten te Tongeren. (Pro deo) (1434)

Door vonnis van de rechtbank van koophandel te Tongeren, van 15 januari 2001, werd in staat van faillissement verklaard, op beken-
tenis, Plessers, Jean Marie B.V.B.A., met maatschappelijke zetel te 3770 Riemst, Kalderstraat 27, doch in feite gevestigd te 3700 Tongeren, Sint-Truidersteenweg 340, H.R. Tongeren 85164, plafonneer-, cementeer- en pleisterwerken, BTW 463.984.751.

Tijdstip ophouden van betaling : 1 december 2000.

Curatoren : Mrs. Philippe en Cécile Noelmans, Moerenstraat 33, 3700 Tongeren.

Indienen van de aangiften van schuldvorderingen : ter griffie van de rechtbank van koophandel, Kielenstraat 22, bus 4, te 3700 Tongeren, vóór 14 februari 2001.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de schuldvorderingen : 22 februari 2001, om 10 uur, ter griffie van de rechtbank van koophandel te 3700 Tongeren, Kielenstraat 22, eerste verdieping.

Voor eensluidend uittreksel : de curatoren, (get.) Philippe en Cécile Noelmans, advocaten te Tongeren. (Pro deo) (1435)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Tongeren, van 11 januari 2001, werd het faillissement van de B.V.B.A. Especially Zeneca, met maatschappelijke zetel te 3620 Lanaken, Stationsstraat 46, bus 28, H.R. Tongeren 77289, groothandel in artikelen voor uitstalramen en informatiekantoor, BTW 453.611.887, gesloten verklaard bij gebrek aan toereikend actief en werd de gefailleerde niet verschoonbaar verklaard;

De curatoren, (get.) Mrs. R. Miguet en L. Cuypers. (1436)

Rechtbank van koophandel te Turnhout

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Turnhout, d.d. 9 januari 2001, werd het faillissement van N.V. European Fair, met zetel te 2350 Vosselaar, Vossenpad 14, H.R. Turnhout 68058, gesloten verklaard bij gebrek aan enig actief.

De gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.

De curator, (get.) J. Van Looy. (1437)

Régime matrimonial – Huwelijksvermogensstelsel

Suivant jugement prononcé le 29 novembre 2000 par le tribunal de première instance de Bruxelles, douzième chambre civile, l'acte modificatif du régime matrimonial entre M. Moreno Moreno, Antonio, cordonnier, né à La Robla (Espagne) le 31 mars 1960, et son épouse, Mme Solis y Pilar, Dulce Belen, employée, née à Cazo (Espagne) le 25 août 1962, demeurant ensemble à Uccle, avenue des Sept Bonniers 5, reçu par le notaire Gérard Indekeu, à Bruxelles, le 14 février 2000, a été homologué.

Par cet acte, les époux Moreno Moreno - Solis y Pilar ont abrogé leur régime matrimonial étant une « société d'acquêts » et ont adopté le régime de la séparation des biens pure et simple.

(Signé) G. Indekeu, notaire. (1438)

Par requête en date du 12 décembre 2000, les époux, De Tollenaere, Christian Jean-Marie Laurent Joseph Ghislain, né à Calonne le 25 janvier 1947, pépiniériste, et son épouse, Mme Hennaut, Françoise Hélène Irma Fernande Ghislaine, née à Seneffe le 31 juillet 1947, aidante, domiciliés à Brunehaut (Wez-Velvain), rue Chaurette 3, ont introduit devant le tribunal de première instance de Tournai une demande en homologation de l'acte d'adoption de conventions matrimoniales dressé par Me Albert Loix, notaire à Tournai, le 12 décembre 2000.

Cette adoption contient apport d'immeubles propres au patrimoine commun.

Tournai, le 12 décembre 2000.

(Signé) De Tollenaere, Christian; Hennaut, Françoise. (1439)

Suivant jugement du tribunal de première instance de Verviers sous la date du 9 octobre 2000, le contrat modificatif du régime matrimonial entre M. Marc Pierre Devisch, employé, né à Malmedy le 29 janvier 1964, et son épouse, Dame Régine Jeanne Louise Marie Vangu, employée, née à Uccle le 12 février 1966, demeurant à 4960 Malmedy (Burnenville), rue de l'Ancienne Frontière 46A, reçu par le notaire Robert Ledent, de Malmedy, le 27 juillet 2000, a été homologué. Le contrat de mariage modificatif comporte adoption du régime de séparation de biens avec société d'acquêts accessoire.

(Signé) Robert Ledent, notaire à Malmedy. (1440)

Par requête en date du 13 janvier 2001, M. Louppe, Didier, horticulteur non établi, né à Saint-Mard le 19 septembre 1970 (registre national 70091902961), et son épouse, Mme Dort, Marie-Hélène Dominique Marianne Désirée Claire, ouvrière, née à Lacuisine le 25 février 1963 (registre national 630225072-30), demeurant et domiciliés ensemble à Florenville (Lacuisine), rue Martué 18, mariés sous le régime légal de la communauté réduite aux acquêts à défaut d'avoir adopté des conventions matrimoniales, ont introduit devant le tribunal de première instance d'Arlon, une requête en homologation du contrat modificatif de leur régime matrimonial dressé par Me Jean-Pierre Jungers, notaire à Florenville, le 13 janvier 2001.

Ledit contrat modificatif comporte modification dans la composition actuelle des patrimoines.

Florenville, le 13 janvier 2001.

(Signé) Jean-Pierre Jungers, notaire. (1441)

Par jugement du tribunal de première instance d'Arlon en date du 27 octobre 2000, le tribunal a homologué l'acte portant modification de régime matrimonial de M. Steyer, Roland Ernest, pensionné, né à Mont-Saint-Martin (France) le 22 novembre 1946, et son épouse, Mme Dell, Colette Josée Jeannine, employée, née à Arlon le 11 mars 1961, domiciliés à Wolkrange (Messancy), rue du Centenaire 21, visant à la confirmation de leur régime de communauté mais avec mise en commun d'un immeuble, acte dressé par Me Jean-François Bricart, notaire à Messancy, en date du 1^{er} septembre 2000.

(Signé) J.F. Bricart, notaire. (1442)

De heer Ost, Marc Henri Ivonne, bediende, geboren te Hamme op 6 mei 1963, en zijn echtgenote, Mevr. Rousseau, Nicole Josée Prosper, home manager, geboren te Sint-Niklaas op 13 mei 1967, wonend te Waasmunster, Wareslagedreef 50e, gehuwd onder het wettelijk stelsel ingevolge huwelijkscontract verleden voor ondergetekende notaris op 25 juli 1994, hebben hun huwelijksvermogensstelsel gewijzigd in die zin dat :

1. Gelet op de mogelijkheid hen geschonken door artikel 1394 van het Burgerlijk Wetboek, en in toepassing van artikel 1461 van hetzelfde wetboek, bedingen de comparanten thans, dat, ingeval de gemeenschap wordt ontbonden door het overlijden van één der echtgenoten en mits de echtgenoten niet feitelijk gescheiden zijn, noch een procedure tot echtscheiding hebben aangevat, het gemeenschappelijk vermogen aan de langstlevende onder hen zal toekomen, hetzij :

a) voor de geheelheid in volle eigendom, hetzij;

b) voor de helft in volle eigendom en de wederhelft in vruchtgebruik, hetzij;

c) alle roerende goederen in volle eigendom en de onroerende goederen voor de ene helft in volle eigendom en de overige helft in vruchtgebruik, hetzij;

d) alle roerende goederen in volle eigendom en alle onroerende goederen in vruchtgebruik;

e) voor de geheelheid in vruchtgebruik.

De langstlevende zal haar keuze omtrent de vooruitmaking en de wijze van verdeling uitdrukkelijk kenbaar moeten maken binnen de zeven maanden na het overlijden van de echtgeno(ot)t(e), en dit hetzij bij notariële akte, hetzij door een verklaring opgenomen in de aangifte van nalatenschap. Bij gebrek aan expliciete keuze binnen voormelde datum wordt de langstlevende geacht te hebben gekozen voor een toedeling van alle gemeenschapsgoederen in volle eigendom;

2. De heer Marc Ost, voornoemd, brengt de hierna beschreven onroerende goederen, afhankelijk van zijn persoonlijk vermogen, in het gemeenschappelijk vermogen in.

Beschrijving van de onroerende goederen :

Gemeente Waasmunster, tweede afdeling, een woonhuis op en met grond gelegen en gestaan te Waasmunster, Wareslagedreef 50, volgens titel ten kadaster bekend sectie C, nummer 1662/G/7, groot 10 a 73 ca.

Bij verzoekschrift van 4 december 2000, neergelegd ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Dendermonde op 12 januari, werd aan deze rechtbank gevraagd deze wijziging aan hun huwelijksvermogensstelsel te homologeren.

(Get.) J. Muller, notaris. (1443)

Bij verzoekschrift van 11 januari 2001 hebben de echtgenoten Louis Albert Richard Coeck, gepensioneerde - Augusta Julia Mangelschots, gepensioneerde, samenwonende te Herselt (Ramsel), Gustaaf Vandenheuvelstraat 33, thans gehuwd onder het wettelijk stelsel, bij gebrek aan huwelijkscontract, aan welke huwelijksvoorwaarden zij een wijziging hebben gebracht, zonder wijziging te brengen aan de dadelijke samenstelling van hun vermogens bij akte, verleden voor notaris Hans De Decker, te Brasschaat, op 6 april 2000, voor de rechtbank van eerste aanleg te Turnhout een verzoekschrift ingediend tot homologatie van het contract, houdende wijziging van huwelijksvermogensstelsel, opge maakt bij akte verleden voor notaris Luc Antonis, te Herstelt, op 11 januari 2001.

Bij het wijzigend contract blijft het wettelijk stelsel ongewijzigd en wordt door de heer Coeck volgende onroerende goederen in het gemeenschappelijk vermogen gebracht :

Gemeente Herselt, derde afdeling Ramsel :

1. perceel grond, ter plaatse « Cranck Veld », volgens titel gekadastreerd wijk I, nrs. 86a, 88, 89/A en 90/d, groot volgens titel 1 ha 10 ca;

2. huis met aanhorigheden op en met serre en grond, gestaan en gelegen Gustaaf Vandenheuvelstraat 33, wijk H, nrs. 384/s, 387/c, 386/s en 386/r, groot volgens kadaster 1 ha 90 a 30 ca.

Voor de verzoekers, (get.) Luc Anthonis, notaris. (1444)

Bij verzoekschrift van 16 november 2000 hebben de heer Buelens, Frank Gabrielle Julius, landbouwingenieur, geboren te Antwerpen op 23 april 1924, en zijn echtgenote, Mevr. Verhaert, Maria Charlotta, huisvrouw, geboren te Borgerhout op 13 augustus 1932, beiden van de Belgische nationaliteit, samenwonende te 2960 Brecht, Hoogstraatsebaan 93, gehuwd onder het stelsel der scheiding van goederen blijkens huwelijkscontract verleden voor notaris Jacques Troquet, te Antwerpen op 30 maart 1961, de homologatie gevraagd aan de rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen, van de akte verleden voor notaris Dirk Dupont, te Rijkevorsel, op 16 november 2000, inhoudende wijziging van hun oorspronkelijk huwelijksvermogensstelsel.

Deze wijziging vervangt hun stelsel der scheiding van goederen door het wettelijk huwelijksvermogensstelsel met inbreng van de onroerende goederen en met een beding van ongelijke verdeling van de gemeenschap in geval van overlijden van één der echtgenoten.

Voor de echtgenoten Buelens-Verhaert, (get.) J. Troquet, notaris. (1445)

Bij verzoekschrift van 10 januari 2001 hebben de echtgenoten, de heer Van den Venne, Karel Jules Alois, geboren te Heist-op-den-Berg op 20 augustus 1959, en zijn echtgenote, Mevr. Sillis, Marie-Christine, geboren te Duffel op 10 juli 1956, samenwonende te Duffel, Beukeheuvel 121B, op de rechtbank van eerste aanleg te Mechelen een verzoekschrift ingediend tot homologatie van de akte van wijziging van hun huwelijksvermogensstelsel, verleden voor notaris Joan De Coster, te Duffel, op 18 december 2000, inhoudende de overgang van het wettelijk stelsel naar het stelsel van zuivere scheiding van goederen.

Voor de verzoekers, (get.) J. De Coster, notaris te Duffel. (1446)

Bij vonnis van 28 november 2000 heeft de rechtbank van eerste aanleg te Brussel gehomologeerd de akte verleden voor notaris Peter De Schepper, te Roosdaal, op 4 september 2000, waarbij de heer Coppens, Lodewijk, en zijn echtgenote, Mevr. Marcazzan, Graziella, beiden wonende te 1755 Gooik, Zwartschaapstraat 30, hun huwelijksvermogensstelsel hebben gewijzigd.

Het wijzigend contract houdt de inbreng van een onroerend goed in.

Voor de echtgenoten Coppens-Marcazzan, (get.) Peter De Schepper, notaris. (1447)

Bij verzoekschrift van 21 december 2000 hebben de heer Franc Emile Jozef Gislaine Heremans, staatsambtenaar, geboren te Bornem op tweeëntwintig maart negentienhonderd drieënvijftig, en zijn echtgenote, Mevr. Rita Carola Albertina Van Zegbroeck, huisvrouw, geboren te Oppuurs op drieëntwintig maart negentienhonderd vijfveertig, samenwonende te 2880 Bornem, Reigerlaan 13, aan de rechtbank van eerste aanleg te Mechelen de homologatie gevraagd van de akte, houdende wijziging van hun huwelijksvermogensstelsel, verleden voor notaris Ann De Block, te Sint-Amands, op 21 december 2000, bestaande uit een inbreng door de heer Franc Heremans van een onroerend goed in de huwgemeenschap.

Voor de verzoekers, (get.) (1448)

Bij vonnis van 9 januari 2001 heeft de rechtbank van eerste aanleg te Dendermonde, de akte wijziging huwelijksvermogensstelsel gehomologeerd verleden voor notaris Maurice Ide, te Hamme, op 26 juli 2000, ten verzoeken van de heer Jan De Smet, arbeider, en zijn echtgenote, Mevr. Ann Maria Omer Raes, kleuterleidster, samenwonende te 9220 Hamme, Driegotenkouter 16, inhoudende het behoud van het bestaande huwelijksstelsel, houdende het wettelijk stelsel, doch dit met inbreng van een eigen onroerend goed door Mevr. Ann Raes in het gemeenschappelijk vermogen.

Voor de verzoekers, (get.) Maurice Ide, notaris te Hamme. (1449)

Bij vonnis van de rechtbank van eerste aanleg te Brugge, van 28 november 2000, werd de akte gehomologeerd, verleden voor notaris Christophe Verhaeghe, te Ruiselede op 12 oktober 2000, houdende wijziging van het huwelijksvermogensstelsel dat bestaat tussen de heer Marc Daniël Jozef Fraeyman, landbouwer, en echtgenote, Mevr. Marie Joseph Nicole Gabriël Verbeke, huisvrouw, samenwonende te Ruiselede, Abeelstraat 18, door inbreng van eigen onroerende goederen door de heer Marc Fraeyman in het gemeenschappelijk huwelijksvermogen.

Namens de echtgenoten, (get.) Chr. Verhaeghe, notaris te Ruiselede. (1450)

Bij verzoekschrift van 26 december 2000 hebben de heer Van Troys, Hans, mecanicien, en zijn echtgenote, Mevr. Lambertyn, Martine, boekhoudster, samenwonende te Oostrozebeke, Mandelstraat 7, gehuwd onder het wettelijk stelsel bij ontstentenis van huwelijkscontract, aan de rechtbank van eerste aanleg te Kortrijk homologatie gevraagd van de akte verleden voor notaris Albert Cloet, te Oostrozebeke, op 26 december 2000, houdende wijziging van hun huwelijksvermogensstelsel, met behoud van het wettelijk stelsel, door inbreng in de huwgemeenschap van een onroerend goed, gelegen te Oostrozebeke, nabij de Ingelmunstersteenweg, door Mevr. Martine Lambertyn vernoemd.

Voor de verzoekers, (get.) A. Cloet, notaris te Oostrozebeke. (1451)

Uit een vonnis van de 27^e kamer van de rechtbank van eerste aanleg te Brussel van 21 november tweeduizend, blijkt dat de akte die verleden werd voor notaris Jacques Van Bellinghen, te Ternat, op 17 augustus tweeduizend, gehomologeerd werd. Deze akte wijzigde het huwelijksvermogensstelsel van de heer Amerijckx, Ivo Carlos, en zijn echtgenote, Schollaert, Marina Leona, samenwonende te 1730 Asse, Gentssteenweg 72.

Voor de echtgenoten Amerijckx-Schollaert, (get.) J. Van Bellinghen, notaris. (1452)

Uit een vonnis van de 27^e kamer van de rechtbank van eerste aanleg te Brussel van 19 september tweeduizend, blijkt dat de akte die verleden werd voor notaris Jacques Van Bellinghen, te Ternat, op 6 april tweeduizend, gehomologeerd werd. Deze akte wijzigde het huwelijksvermogensstelsel van de heer Borms, Freddy, en zijn echtgenote, Mevr. Orinx, Josée Mariette Julia, samenwonende te 1741 Wambeek (Ternat), Fossebaan 120.

Voor de echtgenoten Dorms-Orinx, (get.) J. Van Bellinghen, notaris. (1453)

Bij verzoekschrift van 27 november 2000 hebben de heer Gogne, Guy Auguste, bediende, geboren te Deurne (Antwerpen) op 6 maart 1960, en zijn echtgenote, Mevr. Weemaes, Inge Angèle Alfons, bediende, geboren te Deurne (Antwerpen) op 20 februari 1968, samenwonende te Brasschaat, Donkseinde 3A, aan de burgerlijke rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen de homologatie gevraagd van de akte verleden voor notaris Erik Celis, te Antwerpen, op 27 november 2000, waarbij zij hun huwelijksvermogensstelsel wijzigden.

Namens verzoekers, (get.) Erik Celis, geassocieerd notaris. (1454)

Bij vonnis van 27 november 2000 van de rechtbank van eerste aanleg te Leuven, werd gehomologeerd de akte houdende wijziging van huwelijkscontract verleden voor notaris Bert Valkeniers, te Tienen, op 17 juli 2000, tussen de heer Joannes Christiaan Peter Vandevelde, bediende, geboren te Tienen op elf januari negentienhonderd eenen-vijftig, en zijn echtgenote, Mevr. Rita Marie Louise Paule Stassens, kinderverzorgster, geboren te Tienen op elf juni negentienhonderd tweeënvijftig, samenwonende te Tienen, Strijdersstraat 53.

Wijziging: behoud van het wettelijk stelsel met inbreng van het onroerend goed in het gemeenschappelijk vermogen.

(Get.) Bert Valkeniers, notaris. (1455)

Bij vonnis uitgesproken door de rechtbank van eerste aanleg te Leuven, op 16 oktober 2000, werd de akte houdende wijziging van huwelijksvermogensstelsel tussen de heer Luc Henri Germaine Poron, zelfstandige, en zijn echtgenote, Mevr. Anne Jeanne Florent Dupont, zelfstandige, samenwonende te 3360 Bierbeek (Korbeek-Lo), Tiensesteenweg 102, verleden voor notaris Michaël Janssen, met standplaats te Korbeek-Lo (Bierbeek), op 21 juni 2000, gehomologeerd. Het wijzigend contract bevat onder meer de inbreng van een persoonlijk goed van de heer Luc Poron in het gemeenschappelijk vermogen.

Voor de verzoekers, (get.) Michaël Janssen, notaris. (1456)

Bij vonnis van de vierde kamer voor burgerlijke zaken van de rechtbank van eerste aanleg van het gerechtelijk arrondissement Huy (provincie Luik) de dato achttien december tweeduizend, werd de akte houdende wijziging aan het huwelijksvermogensstelsel tussen de heer Edmond Theophiel Margaretha Van Elsen, arbeidsgeneesheer, geboren te Antwerpen op eenentwintig januari negentienhonderd zesenvieftig, en zijn echtgenote, Mevr. Lutgarde Simonne Reinhilde Pintens, zonder beroep, geboren te Antwerpen op vierentwintig juni negentienhonderd drieënzestig, wonende te 4161 Anthisnes, rue Saint-Donat 8, verleden voor notaris Pieter Leuridan, te Kalmthout, op tien augustus tweeduizend, waarbij zij het wettelijk stelsel aannamen, gehomologeerd.

Namens de echtgenoten Van Elsen-Pintens, (get.) Pieter Leuridan notaris. (1457)

Rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen

Op 8 december 2000 hebben de heer Van Craeyvelt, Marcel Francis Rita, bediende, en zijn echtgenote, Colson, Carine Josephine Victorine Henriette, leerkracht, samenwonende te 2520 Ranst, Schaepsvonderlaan 3, ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen een verzoekschrift d.d. 23 november 2000 neergelegd strekkende tot homologatie van de akte, verleden voor notaris Van Kerkhoven, René, te Broechem (Ranst), op 4 november 2000, waarbij zij hun huwelijksvermogensstelsel wijzigden.

Antwerpen, 10 januari 2001.

De griffier, (get.) M. De Reyck.

Voor eensluidend uittreksel afgeleverd aan verzoekers.

Antwerpen, 10 januari 2001.

De griffier, (get.) M. De Reyck.

(1458)

Op 24 november 2000 hebben de heer Waeyaert, Joël Emiel, zelfstandige, en zijn echtgenote, Forton, Rita Elisabeth Hendrika Irène, zelfstandige, samenwonende te 2960 Brecht (Sint-Job-in-'t-Goor), Dremelheidebaan 1, ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen een verzoekschrift d.d. 30 oktober 2000 neergelegd strekkende tot homologatie van de akte, verleden voor notaris Marnix De Sadeleer, te Brecht, op 30 oktober 2000, waarbij zij hun huwelijksvermogensstelsel wijzigden.

Antwerpen, 10 januari 2001.

De griffier, (get.) M. De Reyck.

Voor eensluidend uittreksel afgeleverd aan verzoekers.

Antwerpen, 10 januari 2001.

De griffier, (get.) M. De Reyck. (1459)

Op 20 oktober 2000 hebben de heer Van Dael, Jozef Maria Eugeen, en zijn echtgenote, Neys, Monique Jeannine Jan, samenwonende te 2960 Brecht (Sint-Job-in-'t-Goor), Kattenhoflaan 106, ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen een verzoekschrift d.d. 21 september 2000 neergelegd strekkende tot homologatie van de akte verleden voor notaris Marnix De Sadeleer, te Brecht, op 21 september 2000, waarbij zij hun huwelijksvermogensstelsel wijzigden.

Antwerpen, 7 november 2000..

De griffier, (get.) M. De Reyck.

Voor eensluidend uittreksel afgeleverd aan verzoekers.

Antwerpen, 7 november 2000.

De griffier, (get.) M. Schoeters. (1460)

Op 30 november 2000 hebben de heer Cambier, Yves-Léon Gerard Ida Marie Colette, zelfstandige, en zijn echtgenote, Van Riel, Sabine Louise Madeleine Gustave Albert, manager, samenwonende te 2600 Berchem (Antwerpen), Mevr. Courtmansstraat 37, ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen een verzoekschrift d.d. 17 oktober 2000 neergelegd strekkende tot homologatie van de akte, verleden voor notaris Van Bael, Jan, te Antwerpen, op 17 oktober 2000, waarbij zij hun huwelijksvermogensstelsel wijzigden.

Antwerpen, 10 januari 2001.

De griffier, (get.) M. De Reyck.

Voor eensluidend uittreksel afgeleverd aan verzoekers.

Antwerpen, 10 januari 2001.

De griffier, (get.) M. De Reyck. (1461)

Succession vacante – Onbeheerde nalatenschap

Par jugement du 27 novembre 2000, le tribunal de première instance de Verviers a désigné Me Marie-Odile Deliege, avocat, rue Léopold 83, à 4820 Dison, en qualité de curateur à la succession vacante de M. Mathonet, Joseph Henri François, né à Herve le 26 mars 1945, de son vivant domicilié à Verviers, rue Libon 20, et y décédé le 23 juin 1998.

Les créanciers sont invités à faire connaître, dans le mois de la présente publication, le montant qui leur est dû à l'adresse du curateur.

Le curateur, (signé) M.-O. Deliege. (1462)

Bij vonnis van de burgerlijke rechtbank van eerste aanleg te Tongeren van 10 januari 2001, werd de heer Roger Miguet, advocaat te 3700 Tongeren, Putstraat 36, aangesteld als curator van de onbeheerde nalatenschap van wijlen Vandenrydt, Henri Marie Gerard, geboren te Tongeren op 30 oktober 1936, overleden te Tongeren op 19 oktober 1999, in leven wonende te 3700 Tongeren, Momberstraat 14, bus 4.

Tongeren, 16 januari 2001.

De curator, (get.) R. Miguet. (1463)

Tribunal de première instance de Charleroi

Un jugement de la première chambre civile rendu sur requête le 12 octobre 2000 :

a déclaré vacante la succession de M. Dufebvre, Aimé Jean Baptiste, né à Gilly le 11 mai 1919, en son vivant domicilié à Gilly, rue du Rambulant 82, et décédé à Montignies-sur-Sambre le 9 décembre 1999;

a désigné Me Van Hevel, Carl, avocat à 6061 Montignies-sur-Sambre, avenue du Centenaire 33, en qualité de curateur à ladite succession vacante.

Charleroi, le 16 janvier 2001.

Pour extrait conforme : le greffier-chef de service, (signé) H. Mathy. (1464)

Tribunal de première instance de Namur

La troisième chambre du tribunal de première instance de Namur a désigné en date du 15 janvier 2001, Me Véronique Dancot, avocate à 5000 Namur, avenue Cardinal Mercier 44, en qualité de curatrice à la succession vacante de Kaisin, Claude Marie Guy Ghislain, né à Arsimont le 20 septembre 1946, de son vivant domicilié à 5060 Falisolles, rue Saint-Roch 79, et décédé à Sambreville le 12 octobre 2000.

Namur, le 16 janvier 2001.

Le greffier, (signé) Ilse Rycken. (1465)

La troisième chambre du tribunal de première instance de Namur a désigné en date du 15 janvier 2001, Me Sébastien Humblet, avocat à 5000 Namur, avenue Sergent Vrithoff 141/33, en qualité de curateur à la succession vacante de Godfroid, Fabrice Guy Christian Ghislain, né à Auvélais le 4 août 1972, de son vivant domicilié à 5060 Auvélais, rue Terne Moreau 17, et décédé à Namur le 14 août 1999.

Namur, le 16 janvier 2001.

Le greffier, (signé) Ilse Rycken. (1466)

La troisième chambre du tribunal de première instance de Namur a désigné en date du 15 janvier 2001, Me Isabelle Cabus, avocate à 5002 Saint-Servais, rue Danhaive 6, en qualité de curatrice à la succession vacante de Previnaire, Anne-Catherine Maurice Myriam, née à Nivelles le 7 janvier 1976, de son vivant domiciliée à 5100 Namur, rue Tillieux 49, et décédée à Jambes le 10 juillet 2000.

Namur, le 16 janvier 2001.

Le greffier, (signé) Ilse Rycken. (1467)

La troisième chambre du tribunal de première instance de Namur a désigné en date du 15 janvier 2001, Me Sébastien Humblet, avocat à 5000 Namur, avenue Sergent Vrithoff 141/33, en qualité de curateur à la succession vacante de Morgante, Nathalie Angela, née à Charleroi le 25 septembre 1979, de son vivant domiciliée à 5060 Auvélais, rue Terne Moreau 17, et décédée à Namur le 14 août 1999.

Namur, le 16 janvier 2001.

Le greffier, (signé) Ilse Rycken. (1468)

Rechtbank van eerste aanleg te Gent

—

Bij beschikking behandeld en uitgesproken in raadkamer door de derde burgerlijke kamer van de rechtbank van eerste aanleg te Gent op 2 november 2000, werd op vordering van de heer Procureur des Konings te Gent, advocaat David Serrus, kantoorhoudende te 9000 Gent, Griendeplein 10, benoemd tot curator over de onbeheerde nalatenschap van wijlen Dirk Maurice Georges Ballegeer, geboren te Gent op 5 april 1957, in leven laatst wonende te 9000 Gent, New-Orleansstraat 439, en overleden te Gent op 18 november 1999.

Voor eensluidend uittreksel: de griffier, (get.) J. De Temmerman. (1469)

—————

Bij beschikking behandeld en uitgesproken in raadkamer door de derde burgerlijke kamer van de rechtbank van eerste aanleg te Gent op 26 oktober 2000, werd op vordering van de heer Procureur des Koning te Gent, advocaat Frank Van Vlaenderen, kantoorhoudende te 9000 Gent, Krijgslaan 47, benoemd tot curator over de onbeheerde

nalatenschap van wijlen Liliane Bochart, geboren te Gent op 28 september 1928, in leven laatst wonende te 9000 Gent, Citadellaan 85, en overleden te Gent op 6 februari 2000.

Voor eensluidend uittreksel: de griffier, (get.) J. De Temmerman. (1470)

—————

Bij beschikking behandeld en uitgesproken in raadkamer door de derde burgerlijke kamer van de rechtbank van eerste aanleg te Gent op 23 november 2000, werd op vordering van de heer Procureur des Koning te Gent, advocaat Frank Van Vlaenderen, kantoorhoudende te 9000 Gent, Krijgslaan 47, benoemd tot curator over de onbeheerde nalatenschap van wijlen Pierre Maurice Rodolphe François Coelis, geboren te Maldegem op 22 januari 1947, in leven laatst wonende te 9000 Gent, Reep 1, en overleden te Maldegem op 24 december 1998.

Voor eensluidend uittreksel: de griffier, (get.) J. De Temmerman. (1471)